

## L'ARRESTATION DU «CLANDESTIN N° 1»

### Le général Jaruzelski : «la lutte continuera»

#### La fin d'une légende

Le coup était attendu - le miracle est que M. Zbigniew Bujak ne soit pas tombé plus tôt, - mais il n'en est pas moins sévère. Certes, le «clandestin n° 1» n'était pas à proprement parler le chef de Solidarité clandestine et ne se considérait pas comme tel. Il était seulement l'un des membres de la «commission provisoire de coordination» du syndicat (TKK), un organe au nom volontairement modeste. Mais il était surtout un symbole, une légende et un exemple. Même s'il affecta de la traiter par le mépris, cette arrestation est une excellente nouvelle pour le pouvoir, et on peut être assuré que le général Jaruzelski la savourera comme il se doit.

M. Walesa a d'ailleurs été le premier à reconnaître ce «succès» des autorités, mais pour ajouter que c'était bien là leur seule réussite. Il y en a pourtant, quelques autres : la prochaine admission de la Pologne au Fonds monétaire international, couronnement d'une «normalisation» progressive des relations du régime de Varsovie avec les principaux pays occidentaux, «normalisation» d'autant plus précieuse qu'elle a été, en fait, payée par aucune concession sur la part des libertés intérieures.

Bien sûr, les dirigeants de l'Ouest se refusent toujours à tirer un trait sur Solidarité. M. Mitterrand n'a pas ménagé ses efforts, depuis plusieurs mois, pour essayer d'obtenir que M. Walesa puisse venir en France, de manière à compenser un peu la spectaculaire visite à Paris du général Jaruzelski. Mais tout cela ne va pas très loin, et il y a dans ces gestes, ou ces tentatives, comme un parfum de remords.

L'arrestation de M. Bujak ne révélera bien sûr aucun des problèmes de la Pologne, ne remplira pas les caisses désespérément vides (l'admission au FMI non plus) et n'arrêtera ni le processus de délabrement constant de l'économie polonaise ni la paupérisation dramatique d'une part croissante de la population. Mais c'est une victoire «politique», sur un terrain essentiel, le seul qui compte vraiment dans ce type de régime : conforter, dans l'opinion publique, l'idée que le pouvoir sera toujours le dernier mot.

Après la chute de son principal représentant, l'avenir de la «direction» clandestine de Solidarité est incertain. Jusqu'à présent, les responsables du syndicat ont toujours considéré que cette composante de leur mouvement restait nécessaire, ne serait-ce que pour marquer une continuité, notamment à l'égard des syndicats occidentaux, dont le soutien moral et matériel reste plus que jamais indispensable. Pour le reste, le rôle concret de la TKK ne peut être que limité. Depuis longtemps d'ailleurs, l'opposition clandestine existe surtout par ses réseaux d'édition, toujours étonnamment actifs.

Comme l'a dit dimanche le général Jaruzelski, «la lutte continue». Tout en ajoutant avec condescendance : «Nous traiterons avec compréhension ceux qui comprendront qu'il est absurde de continuer à trébucher sur la même voie». Mais il songe apparemment moins que jamais à une espèce de «compréhension» : celle qui consisterait à admettre que, si M. Bujak était si populaire, c'est que les Polonais ont besoin d'espérer un autre avenir que la simple régression devant la raison du plus fort.

Plusieurs milliers de Polonais ont manifesté, le dimanche 1<sup>er</sup> juin, pour protester contre l'arrestation de Zbigniew Bujak, responsable clandestin de Solidarité, qui échappait à la police depuis quatre ans et demi. Les principales manifestations ont eu lieu à Varsovie, Cracovie, Gdansk et Wrocław. Elles n'ont pas donné lieu à des incidents graves.

Cité par l'agence PAP, le général Jaruzelski a déclaré, samedi, que «ceux qui ont choisi le refus sont de plus en plus passés de mode», mais «celui qui veut être un ennemi n'a qu'à l'être. La lutte continuera».

Lech Walesa a concédé pour sa part que l'arrestation de Zbigniew Bujak était «un succès pour le pouvoir, dans la mesure où les dirigeants de la Pologne ne peuvent se prévaloir d'autres succès».

On ne dispose d'aucune précision sur les circonstances dans lesquelles M. Bujak a été appréhendé, dans les premières heures de la journée de samedi, semble-t-il.

(Lire nos informations page 3.)

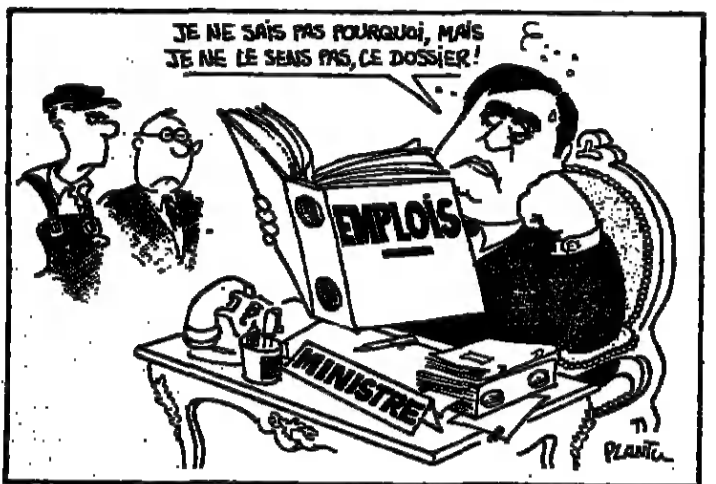
## CONSÉQUENCE DES MAUVAIS INDICES

### M. Philippe Séguin redoute une augmentation du chômage

Alors que le gouvernement sera jugé en grande partie - M. Chirac l'a souvent répété - sur les résultats de la lutte contre le chômage, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a affirmé, le dimanche 1<sup>er</sup> juin au Club de la presse d'Europe 1, qu'il «ne serait pas étonné que les prochains mois se traduisent par une augmentation non négligeable du nombre de demandeurs d'emploi».

Les mauvais indicateurs et notamment la trop faible reprise des investissements expliquent sans doute une morosité qui touche désormais l'ensemble de l'activité économique. Mais, politique oblige, M. Séguin en rend aussi responsables les socialistes et leur «obstruction», qui fait que le Parlement n'a voté aucune loi depuis deux mois.

(Lire nos informations page 45.)



## DEUX MOIS DE COHABITATION

### Les choix obligés de M. Chirac

par JEAN-MARIE COLOMBANI

Deux mois après son installation à l'hôtel Matignon, M. Jacques Chirac se porte bien. Son succès aux élections législatives, ses (nouveau) débuts à la tête du gouvernement, et bien sûr la cohabitation, lui profitent : bien qu'il ne bénéficie d'aucun état de grâce, son image dans l'opinion s'est considérablement améliorée. Il est vrai qu'il commence à peine à gouverner.

Mais cette même opinion est exigeante : elle n'a nulle envie d'une nouvelle campagne électorale et aspire massivement (73 % selon la SOFRES) au respect du calendrier électoral. Ce n'est là que l'une des fortes contraintes qui pèsent sur le chef du gouvernement, au premier rang desquelles il faut mettre ses propres décisions. Paradoxe d'un homme

qui a besoin, pour exister, d'être constamment en mouvement : il s'est lié les mains au point de risquer d'être son propre prisonnier.

Préserver les formes de la cohabitation, faire la politique de son électorat, préparer sans tarder l'élection présidentielle : ces trois choix-là guident les pas de M. Chirac.

Le premier ministre n'est certainement pas le Bon Samaritain de la cohabitation : loin de lui l'idée de partager le pouvoir avec le président. Mais il se veut le bon «cohabitant». Aussi n'a-t-il eu aucune peine à s'accorder avec M. Mitterrand lorsqu'il fut décidé, après un entretien en tête à tête le 28 mai dernier, de calmer le jeu. La pression médiatique avait été jugée trop forte, au risque de justifier les préventions d'un Raymond Barre contre une expérience pagaille.

Pression injustifiée : en la matière, le calendrier commande. Plus l'on approche de la prise de décision gouvernementale, plus le risque augmente, puisque M. Mitterrand a annoncé, par avance, son refus de certaines mesures. M. Baudouin s'est donc employé à cesser l'idée que la cohabitation puisse battre de l'aile. Et pour mieux prévenir les ardeurs présidentielles, M. Philippe Séguin tente, habilement, de mettre entièrement au défit de la cohabitation et du président des difficultés et des incertitudes qui tiennent en partie au gouvernement lui-même.

En fait, la règle du jeu vue par M. Chirac n'a pas changé : s'opposer sur la forme (chacun témoigne d'un grand respect au président), fermer sur le fond.

(Lire la suite page 10.)



### Dictionnaire des Sciences Historiques

Ouvrage publié sous la direction d'André Burguière

Ce qui est assigné à l'histoire n'est plus une tâche de résurrection, c'est un travail de compréhension. Aussi, ce dictionnaire s'attache à faire l'inventaire des méthodes, des concepts, des objets, des domaines de l'histoire et de tout l'acquis historiographique.

Volume relié pleine toile sous jaquette en couleurs  
Collection «Grands Dictionnaires» 704 pages - 300 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## L'affaire du Carrefour du développement

Dix millions de francs environ ont disparu dans les comptabilités parallèles. Le trésorier est introuvable. Mais, à droite comme à gauche, on se tait.

PAGE 13

## La «guerre des camps» à Beyrouth

Les affrontements entre la milice chiite Amal et les Palestiniens prennent de l'ampleur.

PAGE 6

## Un plan quinquennal pour l'Afrique

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté un programme de redressement économique, mais sans engagements financiers précis de la part des pays développés.

PAGE 4

## Le Monde ÉCONOMIE

- Echanges extérieurs et compétitivité industrielle.
- Le contre-choc pétrolier en Arabie saoudite et en Algérie.
- La chronique de Paul Fabra.

Pages 39 à 42

Débats : Le sort des étrangers (2) • Etranger (3 à 8) • Politique (10 à 12) • Société (13 et 14) • Communication (15) • Sports (16 et 17) • Culture (18 et 19) • Économie (44 à 47)

Programmes des spectacles (20) • Radio-télévision (21) Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loto (21 et 22) • Carnet (22) • Annonces classées (23 à 38)

## SPORTS

### Mundial : un début décevant

Les premières retransmissions télévisées du Mundial mexicain ont été techniquement décevantes. Tout comme la prestation de l'équipe de France, qui a arraché une courte victoire (1-0) aux amateurs canadiens. Mais, anciens détenteurs de la Coupe du monde, les Brésiliens et les Italiens n'ont guère fait mieux.

(Lire page 16 les reportages de nos envoyés spéciaux.)

### Roland-Garros : seul Leconte...

Avec le Soviétique Chesnokov, «tombeur» de Wilander, les «crocodiles» sont à la fête sur la terre battue grasse de Roland-Garros, où, après l'abandon logique de Yannick Noah et la défaite en cinq sets de Forget face à Vilas, Henri Leconte était lundi matin le dernier Français en compétition.

(Lire page 17.)

## L'ENFANT MOZART DANS SA CORRESPONDANCE

### L'ange ne le fut pas toujours...

La perution, dans une traduction non expurgée, de la correspondance très ténébreuse du divin Mozart constitue un événement musicographique majeur.

Même ceux qui n'ont pas vu le film de Milos Forman vous le diront : Mozart n'était pas l'ange que pourrait laisser croire sa musique, ses lettres regorgent de plaisanteries scatologiques. Tout le monde sait cela, même si, dans la correspondance qu'il a traduite dès 1888, qu'il a revue et mise à jour pour l'édition de 1924 et qui fut régulièrement reprise depuis, Henri de Curzon n'a pas absolument tout reproduit. Le mozartien français ignorait par exemple que, le 2 mai 1770, Mozart, âgé de quatorze ans, non content d'embrasser épistoliquement le visage, le nez et la bouche de sa sœur aînée (ce qu'on savait) y ajouta : «le cul s'il est propre» ; que le même, deux mois plus tard, enjolait la même, en italien, de «faire caca au lit». Telles sont, en ce domaine précis, deux eues révélations que le premier volume de la nouvelle traduction offre au lecteur.

Pour le reste, il appréciera des rectifications de détail, quelques allègements, un ton plus actuel (quelques alourdissements aussi), par rapport à la traduction de Curzon, où Geneviève Gaffrey a bien dû cueillir quelques tournures. On peut lui reprocher de le faire, mais pas de l'avoir fait : c'est la moindre des choses.

S'il n'y avait que cela, le mérite de l'entreprise serait mince. Le principal intérêt de l'ouvrage monumental de W.-A. Bauer, O.-E. Deutsch et J.-H. Eble, dont la traduction paraîtra en quatre livraisons successives, réside dans le fait qu'il ne se limite pas aux lettres de Mozart mais s'enrichit de celles des membres de sa famille et de certains de ses correspondants.

Ainsi, sur les deux cent vingt missives contenues dans ce premier tome, dix seulement sont de Mozart et presque toutes les autres de son père. Wolfgang y ajoute parfois quelques lignes malicieuses en post-scriptum à l'intention de sa sœur. Les fantaisies dénotent un goût prononcé pour l'absurde et les jeux de mots, mais leur infantilisme, parfois, tranche avec les œuvres si précieuses.

coement mûres de la même époque. Sans doute n'avait-il, au fond, rien de très précis à écrire et jouait-il son rôle de frère taquin et toqué.

Dans les lettres adressées par la suite à sa cousine d'Augsbourg, les plaisanteries changent de registre. Il faudra pourtant attendre le prochain tome pour respirer les odeurs de souffres écomptées. Le premier, qui contient seulement le douzième des écrits de Mozart, apparaît plutôt comme l'ébauche d'une biographie de l'enfant prodige - biographie que son père comptait d'ailleurs rédiger à partir des lettres envoyées à un ami, Lorenz Hagenauer (près d'une centaine, dont il fit prendre copie) puis à sa femme lors de voyages successifs.

On devine, chez Léopold, un homme organisé, pragmatique, ennemi des fauxsemblants (la religiosité de façade le choque particulièrement), abrupt par dédain des formules creuses, ne ménageant jamais sa peine ni celle de ses enfants, respectueux des princes mais convaincu de la supériorité de celui qui s'élève au-dessus des autres par son travail, avec l'aide de Dieu.

GÉRARD CONDÉ.

(Lire la suite page 18.)



# débats

## LE SORT DES ÉTRANGERS

La mise en œuvre du programme législatif et réglementaire concernant les immigrés suscite les pires craintes chez Marc Brunschweiler. Il lui paraît très loin de la vraie réponse qu'est une coopération plus soutenue, notamment avec les pays africains. Sur un tout autre ton, Guy Hennebel s'inquiète du kaléidoscope culturel de la France.

## Une politique de Gribouille

Des mesures restrictives qui ne répondent pas au défi de la démographie et de la paupérisation des peuples méditerranéens

De nouvelles dispositions législatives et réglementaires ayant trait aux étrangers séjournant en France vont être rapidement mises en œuvre. Ces nouvelles dispositions sont toutes restrictives. Elles concernent cinq points importants : la révision du code de la nationalité ; l'établissement de visas d'entrée pour les ressortissants hors Communauté européenne ; la modification des procédures de reconduite à la frontière ; l'intensification des contrôles d'identité ; le transfert de la tutelle de l'Office français pour les réfugiés et les apatrides (OFPRA).

Parmi ces dispositions, certaines sont particulièrement dangereuses. Prenons deux exemples : la modification du code de la nationalité et les reconduites à la frontière. Actuellement, le code de la nationalité repose sur ce qu'il est convenu d'appeler le droit du sang et le droit du sol : tout enfant né de parents français, est français ; toute personne née sur le territoire de la République est automatiquement française. C'est ce dernier droit qui, dans le cadre du code de la nationalité, va être mis en cause.

Le droit du sol est une tradition républicaine séculaire. Cependant, en vertu de la nouvelle disposition, un jeune né de parents étrangers en France, ayant séjourné jusqu'à l'âge de sa majorité sur notre territoire, peut se voir refuser la nationalité française par décision discriminatoire de l'administration. Ainsi un jeune ayant vécu dix-huit ans en France, ayant donc dans les faits acquis la culture française et sa langue, peut, demain, non seulement se voir refuser la nationalité française mais aussi, en cas de délit mineur, être reconduit dans un pays qui lui est culturellement et linguistiquement totalement étranger. Cela constituerait une véritable peine de banissement pour un jeune ayant passé l'essentiel de sa vie ici.

La procédure actuelle de reconduite à la frontière est une procédure judiciaire, elle deviendra une procédure administrative ; là encore, il s'agit purement et simplement d'accroître le pouvoir discriminatoire de l'administration.

En fait, ces deux nouvelles dispositions ont, comme les autres, pour objet de lier la question de la sécurité et celle des clandestins. Il s'agit de mesures de Gribouille, car elles ne prennent pas en compte l'ampleur des défis que posent demain les mouvements migratoires.

par MARC BRUNSCHWEILER (\*)

En fait, la volonté des pouvoirs permettra d'accélérer des mesures d'expulsion, et ces mesures ne réduiront pas de manière significative la population étrangère résidant dans notre pays, ce qui est techniquement et politiquement impossible et serait éthiquement inqualifiable. Mais, en fait, ce qui est plus grave encore, c'est que ces dispositions sont des dispositions de Gribouille à vocation démographique. Les vrais défis sont en effet ailleurs, et ils concernent directement les conditions de développement des pays de la Méditerranée, notamment ceux du Maghreb et de l'Afrique.

### L'exemple de l'Algérie

L'Algérie est un pays de plus de 20 millions d'habitants, dont plus de 60 % ont moins de trente ans. Qu'advient-il lorsque l'essentiel des classes d'âge actuellement scolarisées arrivent massivement sur le marché de l'emploi, déjà pratiquement saturé ? Ne risquerons-nous pas d'assister à un phénomène particulièrement dangereux : la jonction d'une très forte démographie et la paupérisation de la population ?

Chaque fois qu'une telle jonction s'opère, cela a une double conséquence : 1) des risques importants de déstabilisation, liés à des tentations de s'enfermer dans des positions radicales, tant religieuses que politiques ; 2) un accroissement de flux migratoires majoritairement clandestins.

Il en va de même pour beaucoup d'autres pays qui sont à nos portes, par exemple l'Égypte. Si nous voulons nous préserver, ce qui est légitime, de bouleversements sociaux, économiques, ce n'est pas en prenant quelques mesures qui n'auront comme seule conséquence que de fragiliser un peu plus les communautés étrangères en se voyant la face par rapport aux vrais défis.

Notre pays, dans le cadre de la Communauté européenne, ne doit pas d'abord, pour relever un défi, non pas fragiliser par démagogie la communauté étrangère de notre pays, mais décider une autre politique de coopération pour le développement des pays de la Méditerranée et de l'Afrique.

(\*) Secrétaire général de la CIMADE.

## Ne transformez pas la France en « Etat-chrysanthème » !

Un multiculturalisme venimeux ferait peser de graves menaces sur l'unité française

par GUY HENNEBELLE (\*)

FAISONS un rêve de démultiplication. En tant que Français d'origine turque, je m'insurge contre les complaisances du gouvernement français à l'égard des revendications arméniennes. Certes, nous ne sommes que 150 000 en France, et pas tous encore naturalisés, mais notre démographie fera que bientôt nous serons plus nombreux que les 300 000 Arméniens.

En tant que Français d'origine juive, je m'insurge contre la sympathie que le gouvernement français témoigne trop souvent au monde arabe et je demande une fois encore la fermeture du bureau de l'organisation terroriste dite OLP à Paris. Nous ne sommes que 700 000 juifs en France, mais 60 % d'entre eux ont dû quitter des pays arabes inhospitaliers.

En tant que Français d'origine arabe, je m'insurge contre les concessions trop fréquentes que le gouvernement français accorde à l'entité sioniste en Palestine occupée. Je proteste en particulier contre le fait que tous les présidents français éprouvent le besoin d'aller effectuer des dévotions politiques à Jérusalem avant les élections. Les juifs ne sont que 500 000 en France, et non 700 000 comme ils le prétendent, alors que la communauté arabo-musulmane comprend plus de 4 millions de membres qui sont en pleine ascension démographique et deviendront français à part entière au fil des ans.

En tant que Français d'origine gitan, je m'insurge contre l'utilisation de cet adjectif sur une marque de cigarette nationale, ce qui accredit l'idée, alors que notre image de marque est déjà si mauvaise, que nous serions un opium, voire voués à disparaître en fumée comme Hitler s'y employa durant la guerre. A ce propos, je proteste aussi énergiquement contre le fait que nos frères juifs s'approprient le monopole du Génocide par les nazis alors que, proportionnellement à notre nombre, nous avons souffert davantage qu'eux. Sans doute ne sommes-nous ici que quelques dizaines de milliers, mais combien faut-il être pour se voir reconnus en France ?

### Un grand Liban ?

En tant que Français d'origine bretonne, je m'insurge contre les complaisances et les compromissions dont le gouvernement français, socialiste hier, de droite aujourd'hui, se rend coupable envers trop de dictateurs africains. Nous sommes que 200 000, mais nous sommes prolifiques. Par ailleurs, je dénonce l'atteinte à nos traditions séculaires que constitue la mise en accusation de nos compatriotes d'origine africaine qui font pratiquer l'excision de leurs filles. Empêchez-les en Afrique les Français de vivre selon leurs coutumes ?

En tant que Français d'origine bretonne, je m'insurge contre le fait que le gouvernement français ne soit pas davantage solidaire de la lutte de l'IRA en Ulster occi-

(\*) Directeur de la revue *Cinéma Action*, Paris.

pée par l'impérialisme britannique et je dénonce aussi le fait que les médias mettent constamment l'accent sur l'ascendance bretonne de Jean-Marie Le Pen.

En bref, la France est-elle une nation ou bien un conglomérat ethnique, le lieu géométrique de groupes de pression antagonistes ? Un grand Liban, en somme.

J'ajoute qu'en tant que Français d'origine chinoise, je m'insurge contre les complaisances du gouvernement français envers le Vietnam qui provoque la Chine ; qu'en tant que Français d'origine vietnamienne, je m'insurge contre la sympathie dont témoigne le gouvernement français envers les rebelles cambodgiens et qu'en tant que Français d'origine cambodgienne, je m'insurge contre le fait que le gouvernement français ne dénonce pas avec plus d'ardeur l'agression vietnamienne de mon pays d'origine.

Amen... La litane pourrait être continuée avec les Français d'origine espagnole par rapport au terrorisme basque, sans parler d'autres ethnies en quête de nostalgies excessives, ou de solidarités discutables.

Une chose est de souhaiter une France ouverte sur le monde et accueillante à toutes les cultures susceptibles de l'enrichir de leur diversité, une autre de dériver vers un multiculturalisme venimeux et exclusiviste, orchestré à l'occasion, chez certains, à coups de bombes à la fois odieuses et dérisoires. Et transformant la France en une sorte d'Etat-chrysanthème dont chacun arracherait une poignée de pétales sans se soucier de la fleur elle-même.

## « LA PUISSANCE DE LA LIBERTÉ » du général Etienne Copel

### Croire à l'Europe

« PENDANT de longues années, je n'ai pas cru à l'Europe, je n'ai pas souhaité l'Europe. C'est par cet aveu que le général Etienne Copel entame la conclusion de son livre *La Puissance de la Liberté* — les chances d'une défense de l'Europe, — un ouvrage que le militant européen le plus engagé ne renverra pas et qui s'articule autour du problème de la défense de l'ouest de notre Vieux Continent.

Il part d'une idée simple : « La plupart des Européens ont maintenant une vision commune des buts à donner à la défense de leur sol. » Cette vision repose sur la conviction que « les armes, les systèmes d'armes, les doctrines militaires, ont pour tâche première non pas de gagner des guerres mais de les éviter. La paix peut être assurée. Comment ? Il suffit de convaincre tout agresseur potentiel que — quel que soit l'enjeu de son agression — les conséquences qu'elle entraînera nécessairement pour lui seront dangereusement disproportionnées par rapport à cet enjeu.

De l'évaluation de la menace — directe et indirecte — à l'évocation d'un « Eureka militaire européen » en passant par la nucléarité des Etats-Unis, celui de l'Europe, la guerre chimique, le conflit biologique, la défense civile, les efforts classiques et les insuffisances de l'alliance atlantique (entre autres en ce qui concerne les structures de base de ses forces : «... Nous cherchons à

nous défendre avec des structures offensives. C'est à peu près aussi efficace que de chercher à attaquer avec des structures défensives », peu de pierres qui ne se trouvent ainsi retournées dans le jardin de notre défense. Les idées reçues ne sont guère épargnées.

Pour déboucher enfin sur un projet d'Etat uni d'Europe, capables de définir et de mettre en œuvre leur propre politique extérieure et d'assurer, en solidarité avec leurs alliés atlantiques, leur défense.

Je ne partage pas toutes les idées du général Copel, mais, acte de foi d'un converti à l'œuvre de construction européenne, l'ouvrage constitue l'occasion de s'interroger sur l'avenir de celle-ci et sur celui de sa sécurité.

Pour qu'un débat démocratique puisse s'engager sur les questions de sécurité, il faut des lanceurs d'idées.

Le général Copel est de ceux-là. Il appartient aux penseurs politico-militaires que l'Occident voit se multiplier et qui — dans ce qui devient, pour nous autres Européens, de façon croissante, le « grand débat », — à la fois apportent de précieux éléments de réponse mais surtout suscitent les indispensables interrogations, l'utile discussion, et les nécessaires prises de conscience.

ALFRED CAHEN, secrétaire général de l'Union de l'Europe occidentale.

(\*) Editions « Les Communs », 224 p., 85 F.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 65972 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-31  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Pauzet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 370 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouis.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 66 p. ; Irlande, 120 dr. ; Italie, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,600 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Royaume-Uni, 335 F CFA ; Suède, 6 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 nd.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 922 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

**GAGNANTE**  
**TECHNIQUE**  
**NÉDITE**



Cuir noir avec surpiqures rouges, cadran noir et chiffres rouges : la nouvelle montre GTI de Fred.  
Prix : 1.250 F.

**FRED** 6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65  
La Clarté, 74, Champs-Élysées  
Hôtel Méridien, Paris • Aéroport d'Orly  
21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Lewis, Monte-Carlo  
20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

مكتبة من راسم



# étranger

Pologne

L'ARRESTATION DE ZBIGNIEW BUJAK, PRINCIPAL DIRIGEANT CLANDESTIN DE SOLIDARITÉ

## La chute inéluctable d'un héros populaire

Cela ne pouvait pas durer toujours. L'arrestation est l'issue à peu près certaine d'une existence de clandestin, et Zbigniew Bujak vivait caché depuis longtemps - trop longtemps : quatre années et demi, depuis la nuit du 12 au 13 décembre 1981 (il fut l'un des rares dirigeants du syndicat à échapper à la rafle) - Entre temps, combien d'alertes, parfois très chaudes... En 1983, à la suite d'une interpellation par des policiers qui ignoraient évidemment avoir affaire à l'homme le plus recherché du pays, il se retrouva même, pour interrogatoire au milieu de la grande prison de la capitale, avant de se tirer par miracle, et sans sans encol, de cette fâcheuse situation.

Autour de lui, tous ses compagnons, membres comme lui, de la Commission provisoire de coordination de Solidarité (TKK), tombaient les uns après les autres, remplacés par d'autres qui tombaient à leur tour : Fraszynski, Hardt, Jedynak, Lis, Borusiewicz, etc. tous aujourd'hui en prison. Lui seul, à l'étonnement général, tenait bon, grâce peut-être à un réseau particulièrement dévoué et efficace. Il changeait sans cesse de lieu de résidence, mais refusait de vivre cloîtré, sortait dans la rue, prenait l'autobus, rencontrait beaucoup de gens, y compris des militants les plus connus de l'opposition, pour autant eux-mêmes étroitement surveillés. Sa femme le rejoignait parfois pour les étranges « vacances » que prend un clandestin, au terme d'un harassant voyage d'agent de liaison en agent de liaison.

Il rencontrait aussi des responsables de syndicats occidentaux et, de temps à autre, des journalistes. En octobre dernier, il s'offrit même le luxe d'une conférence de presse en plein centre de Varsovie, au lendemain d'élections que Solidarité avait appelé à boycotter. L'homme que nous avions vu ces jours-là impressionner par son calme, sa détermination, mais aussi son absence d'illusions. Celui qui, cinq ans plus tôt, n'était encore qu'un jeune débutant, enfiévré par le désir d'agir, avait mûri, beaucoup, beaucoup réfléchi. Et, si on lui demandait combien de temps encore il se sentirait le courage de mener cette lutte sans issue apparente, il répondait, après un soupir : « Trop de gens nous font confiance. C'est une question de logique, de fidélité ».

### Légendes

A ses côtés, Konrad Bielinski, un mathématicien, exposit, avec des scrupules de scientifique, les méthodes utilisées pour obtenir une estimation fiable du taux réel de participation aux élections. Lui aussi vient d'être arrêté, ainsi qu'une jeune femme, Ewa Kulik, l'un des responsables du principal hebdomadaire clandestin, *Tygodnik Mazowiecki*.

Sur le compte de Bujak, devenu dans l'imagination populaire, une sorte de personnage de bande dessinée, toutes sortes de légendes couraient. Certains affirmaient

La police politique polonaise a annoncé samedi 31 mai l'arrestation de Zbigniew Bujak, ancien dirigeant élu de Solidarité pour la région de Varsovie, qui vivait dans la clandestinité depuis décembre 1981. Il était le seul membre de la direction clandestine de Solidarité (la Commission provisoire de coordination) à avoir toujours échappé aux recherches de la police.

Son arrestation a suscité une grande émotion et quelques manifestations spontanées de sympathie à Varsovie, Cracovie et Wrocław. Dans cette dernière ville, la police est intervenue très brutalement, blessant notamment un invalide de soixante-dix ans, une femme et un enfant.

L'agence officielle PAP a précisé que M. Bujak avait été arrêté sur mandat du procureur militaire, pour « activités visant à renverser le régime constitutionnel de la Pologne populaire ».

Deux autres responsables de l'opposition ont également été arrêtés à Varsovie.

même, d'un air entendu, mais contre toute vraisemblance, que le pouvoir savait très bien où il se cachait (dans tel monastère... ajoutaient les mieux « renseignés »), mais que, pour d'obscures raisons, il préférait ne pas s'en emparer. Fable, bien sûr, que tout récemment encore le porte-parole officiel, M. Urban, démentait en avançant l'évidence : « Tout simplement, la police n'arrive pas à mettre la main sur lui ».

A présent, c'est fait : à quatre semaines de l'ouverture du congrès du parti, le général Jaruzelski ne pouvait rêver meilleure subaie, plus beau gibier à son tableau de chasse. Si limitées qu'aient pu être les possibilités d'action de Zbigniew Bujak, faible qu'il ait été l'écho vu ces derniers temps par les appels de la TKK à manifester - tant le pouvoir semblait pesant et menaçant - son existence même et son maintien étaient un scandale permanent. Un motif constant d'irritation, une tache sur l'uniforme du général, et sur l'uniformité qu'il s'emploie à imposer à son pays. Inutile de dire aussi avec quelle jubilation la nouvelle a pu être accueillie par les responsables de la police politique - « Enfin ! » - et qui encore peut-être par les esprits attachés, grands ou petits, qui n'ont jamais pardonné à Solidarité d'avoir fait, un moment, vaciller leurs tautels.

Pour le camp d'en face, le choc émotionnel est considérable, et la perte très lourde. Bujak était, avec Walesa, l'un des deux personnages les plus immédiatement associés, dans l'esprit du public, à Solidarité. A l'un, la charge d'incarner une tentative insaisissable d'opposition semi-légale (l'offre, toujours refusée, de dialogue pacifique avec ceux qui possèdent le pouvoir et la force), à l'autre, le défi ouvert, mais, là encore, en excluant tout appel à l'action violente.

Ouvriers l'un comme l'autre, mais de tempéraments fort différents, et sans doute voués, comme c'est naturel, à devenir rivaux. Si Solidarité avait pu poursuivre son existence « légale », les deux hommes, avaient toujours évité de s'affronter. L'adversité - l'état de guerre et ses suites - acheva de les convaincre de la nécessité impérieuse de faire bloc ou, plus exactement, d'agir de concert, chacun dans son propre registre, l'un au grand jour, l'autre en mettant à profit la liberté de parole qu'offre

la clandestinité. Ils se rencontrèrent à plusieurs reprises - ce qui représentait un risque considérable - pour bien montrer à l'opinion que Solidarité entendait rester un seul et même mouvement.

### Quelque chose s'est brisé

Chacun estimait avoir besoin de l'autre, Lech Walesa lui-même, qui pourtant n'aime guère partager son autorité, expliquant en privé que, au stade actuel, des structures clandestines restaient nécessaires. C'est d'ailleurs ce qu'il a répété, en d'autres termes, dimanche, en s'adressant à la foule présente à l'église Sainte-Brigitte : « J'espère que vous tous, vous prendrez à

présent la place de Bujak. » Mais dire « vous tous », c'est reconnaître aussi qu'« Zbyszcz » ne peut pas être vraiment remplacé. D'abord parce qu'il n'était pas seulement un homme, d'ailleurs modeste, mais aussi une sorte de mythe, une légende. Aussi parce que la clandestinité, au sens strict, exige des sacrifices personnels considérables (à Gdansk même, depuis la chute de Bogdan Borusewicz, la direction clandestine pour la « région » est assurée par trois personnes qui gardent l'anonymat, et donc une vie « normale »). Et, enfin, parce qu'il faut aujourd'hui de plus en plus de courage pour espérer, ou pour rêver.

Après tant d'autres de ses compagnons, Robin des Bois est à son tour jeté en prison. Sa capture a sans doute brisé quelque chose dans l'inconscient collectif. Ce n'est certes pas la fin de ce qu'on appelle, pour simplifier, « Solidarité », mais c'est peut-être la fin d'une époque, « héroïque » à coup sûr. Une date en tout cas dans l'histoire de la Pologne populaire.

Comme pour mieux insulter le vaincu, et tous ceux qui ont partagé ses espoirs, le pouvoir a fait annoncer son arrestation tout à la fin du journal télévisé de samedi soir, juste avant la retransmission de l'ouverture de la Coupe du monde de football.

JAN KRAUZE

## Tout le contraire d'un boutefeu

Un doux sourire éclairant un visage paisible et la carrure puissante d'un homme qui fit trois ans de service militaire dans une unité de parachutistes : Zbigniew Bujak était un parfait inconnu quand il émergea, en août 1980, d'abord à l'usine de trappiers de la capitale, où il travaillait comme ouvrier, puis au sein de Mazowiecki, l'organisation régionale de Solidarité pour la capitale, dont il devint rapidement le chef.

Pondéré, infiniment moins volubile que Lech Walesa, Bujak est pourtant un passionné et sa détermination apparaît clairement dès les premières interventions publiques de celui qui, à l'époque, n'est encore qu'un jeune homme timide et ému - il n'a alors que vingt-cinq ans. Il acquiert rapidement une autorité et une aura personnelle exceptionnelles qui en font un rival en puissance pour le chef de Solidarité - mais s'abstient délibérément d'entrer en concurrence avec lui lors du premier, et unique, congrès de Solidarité et de l'élection du président du syndicat.

Après l'internement de Walesa et de la quasi-totalité des dirigeants du syndicat - internement auquel il échappa par un heureux concours de circonstances, - il voit passer sur ses épaules une très lourde res-

ponsabilité. Mais il fait preuve de prudence - certains de ses détracteurs diront d'indécision - et n'est pas parvenu d'un appel à la grève générale lors de la dissolution de Solidarité à l'automne 1981.

Cet homme, dont les manifestations scandent régulièrement le nom pour défier les policiers, est, en effet, tout le contraire d'un boutefeu (il se définit lui-même comme un « centriste »). Très conscient des limites des mots d'ordre et des appels à l'action, il estime que la commission provisoire de coordination de Solidarité doit s'efforcer de se comporter en porte-parole de la base du mouvement, plutôt qu'en organe de direction. A mesure que le temps passe, que la répression se renforce et que les possibilités d'action - grèves, manifestations - se réduisent, il se convainc de plus en plus que l'essentiel est l'action en profondeur, et à long terme, pour faire en sorte que la société polonaise soit en mesure, un jour, de saisir une nouvelle occasion. Mais il ne fait aucun doute pour lui que ce jour arrivera, que le « totalitarisme » sera balayé. On a toutes les raisons de croire que son arrestation, à laquelle il s'attendait à chaque instant depuis des années, ne l'a pas fait changer d'événement.

J. K.

### BIBLIOGRAPHIE

« HISTOIRE DE LA POLOGNE », de Norman Davies

## « Du connu à l'inconnu, et retour »

Une *Histoire de la Pologne*, écrite depuis la lointaine île japonaise d'Hokkaido, par un « historien britannique de passage », selon la modeste définition que l'auteur, un rien coquet, donne de lui-même : à quel bon cet ouvrage se demandent les lecteurs français, d'autant que ce gros ouvrage ne tient à l'évidence pas la promesse de son titre. C'est beaucoup plus un essai qu'une histoire, ou alors une histoire où le spécialiste prendrait la liberté de gambader allègrement, sautant par-dessus les siècles pour piocher ça et là ce qui est propre à conforter ses thèses.

Et pourtant ! Norman Davies est tout le contraire d'un aimable amateur - son maître-livre, *Poland - God's Playground*, l'a prouvé, dès la fin des années 70, - et il nous donne là, en réutilisant en partie le même matériau première à la lumière des événements récents, un des ouvrages les plus enrichissants qui soient pour tous ceux qui refusent de se désintéresser d'un pays à propos duquel les idées reçues ont toujours fait furor. Qu'il s'agisse d'ailleurs d'alimenter une sympathie larmoyante ou une hostilité acharnée, un enthousiasme naïf naïgure, ou aujourd'hui un scepticisme las, mais guère plus fondé.

La démarche de Davies est assez inhabituelle. Il part d'une évocation de la situation présente, égayée par un rapide récit des événements des années 1980-1983, avant de se lancer à la recherche des racines du présent, par bonds successifs vers un passé de plus en plus lointain, avant de revenir in fine au présent, où naturellement il retrouve et met en valeur les éléments fondamentaux et à peu près constants de l'histoire polonaise. C'est, comme il le dit lui-même, « la Pologne du connu à l'inconnu, et retour ». Ce serait aussi une méthode plutôt risquée, celle du chat qui se mord la queue, si notre auteur ne disposait pas de deux puissants atouts. Une très grande connaissance de son sujet et, précieux corollaire, une bonne intuition, le don d'aller à l'essentiel.

### La « corruption »

L'essentiel, pour lui, c'est la préminence dans le cas polonais de l'élément spirituel et moral sur les éléments matériels avant tout - mais pas seulement - au dix-neuvième siècle, où la nation polonaise n'existait mille part ailleurs que dans l'esprit de millions de sujets théoriquement prussiens, russes ou autrichiens.

C'est aussi le constant conflit d'attitude qui oppose les « romantiques » aux « positivistes », dans le sens très particulier que ces termes revêtent en Pologne : ceux qui s'opposent ouvertement au système en place et ceux qui, sous les dehors de la soumission, veulent ou disent vouloir, préparer par un « travail organique » un changement pour

l'instant impossible. Sans oublier, naturellement, ceux qui sont avant tout du côté du manche (on les appelle, selon les époques, les « collaborateurs » ou les « loyalistes ») ni ceux qui, soumis aux pressions et confrontés à un pouvoir généralement étranger ou imposé par l'étranger, l'ont pas trouvé d'autre solution que l'émigration. Ces quatre traditions - loyalisme, résistance, conciliation et émigration - sont, selon Davies, devenues « parties intégrantes » de la condition polonaise, et toutes sont régulièrement justifiées par l'invocation d'un « patriotisme » bien compris.

La traduction dans les faits de ces divers types d'attitudes est souvent moins simple. Ainsi, parmi les meilleures pages du livre, on retiendra celles que Davies consacre, à ce qu'il appelle la « corruption » inséparable de l'exercice du pouvoir, que ce soit à l'époque des Diables schtroups par Catherine II, ou bien au quatorzième siècle, et bien sûr de nos jours. Car le résultat, inattendu, de « la rupture entre l'établissement arriviste et le public », c'est un lourd sentiment de culpabilité qui incite cet établissement - à mitiger la sévérité du régime - : « Bref, ce sont des temporisateurs nés et souvent très subtils qui justifient ces pratiques avec un sentiment excellent : ils protègent leurs compatriotes de gens pires qu'eux-mêmes ».

### Cœur et lucidité

Et Davies, qui n'hésite pas à évoquer le « visage ravagé » qui « traîne » paré d'esprit chez tel dignitaire actuel bien connu, conclut brillamment : « Idée choquante pour les visiteurs venant de sociétés démocratiques, mais la corruption politique, style polonais, peut s'émousser de quelques mérites occasionnels. Dans la longue veille tendue de la servitude, elle a parfois fait briller une fugitive lueur d'humanité ».

Notre historien, on le voit, a le goût de la formule (il écrit ailleurs à propos du général Jaruzelski : « Ce n'est pas le socialisme à visage humain, ni même inhumain, c'est le socialisme sans visage »). Parfois même, il se laisse un peu emporter par sa plume, ou plutôt par une certaine propension au bavardage ou aux redites. Plus grave, la lecture de la version française est souvent rendue agaçante - ou fatigante - par une série d'erreurs de traduction ou de négligences. Pourquoi l'éditeur qui a en l'excellente idée de publier ce livre n'a-t-il pas aussi songé à faire relire le texte français par un spécialiste qui connaisse et l'anglais, et le polonais, et le sujet (le livre fourmille de citations de grands poètes romantiques qui, retraduites de l'anglais, perdent beaucoup de leur intérêt et parfois de leur sens).

L'important, heureusement, est ailleurs. L'ouvrage, bien que plutôt destiné au grand public, est plein non seulement d'idées pertinentes,

mais de détails mal connus propres à mettre à mal nombre de fausses certitudes. Que ce soit à propos de la politique extérieure de la Pologne dite « des colonels », ou bien du rôle de l'église, qui a attendu la fin du dix-neuvième siècle pour cesser de se ranger du côté de l'oppression étrangère, obligeant plus d'un Polonais à choisir à l'époque entre catholicisme et patriotisme, tandis que le Vatican condamnait l'une après l'autre toutes les insurrections nationales. Utile rappel aussi que celui de certaines opinions proférées sur la Pologne, car si l'on connaît souvent les jugements catégoriques d'un Molotov ou d'un Hitler, on ignore souvent que ceux d'un Keynes ou d'un Lloyd George étaient à peine moins odieux.

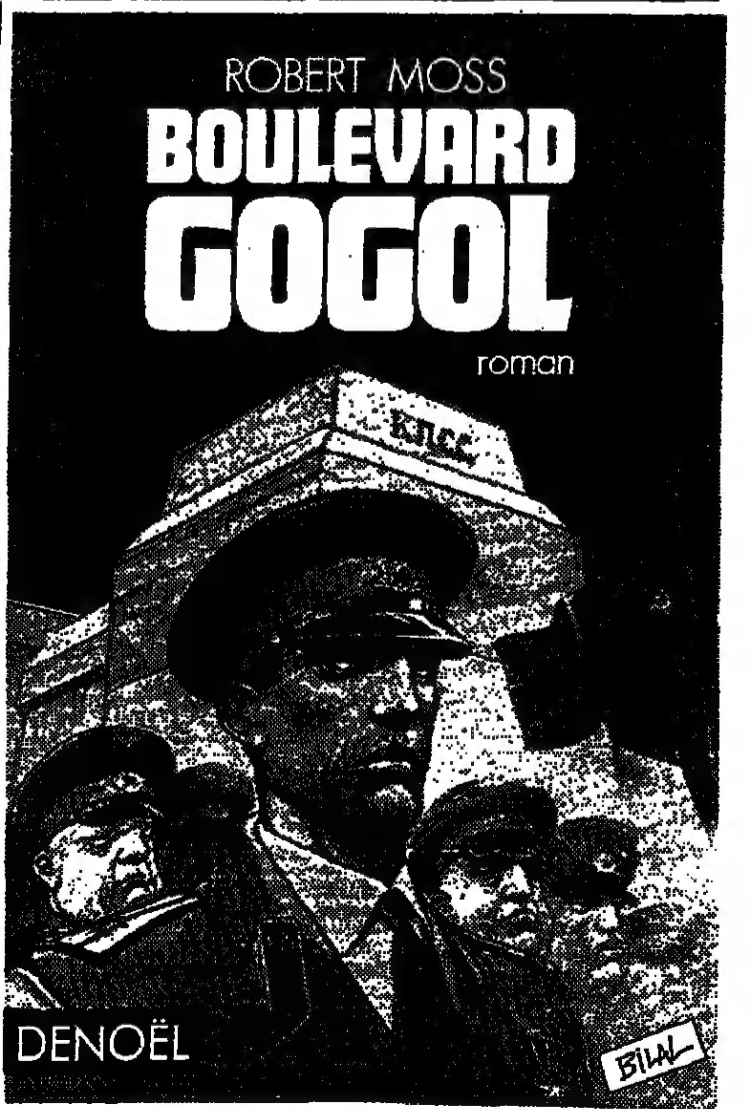
Davies s'interroge aussi sur les raisons qui expliquent l'attitude méfiante ou condescendante souvent adoptée en Occident, que ce soit par des banquiers de droite ou par des éditorialistes de gauche, en particulier en Allemagne, à l'égard de ces Polonais incapables de travailler et qui ne causent que des ennuis. Au-delà de la méfiance pour tout ce qui

fait désordre et risquerait de remettre en cause le confortable statu quo européen (confortable pour les Occidentaux d'outre-mer), notre auteur avance une explication plus originale. Ce qui manque souvent à ceux qui jugent de loin les affaires polonaises, ce serait « une trace de compréhension, de sympathie pour l'élément moral ». Un peu de cœur, en somme, ce qui n'exclut pas la lucidité, mais éviterait des conclusions préemptives du genre : toutes les crises polonaises ont été provoquées par une hausse du prix de la viande...

De cœur ailleurs, il est largement question dans ce livre, y compris dans le titre anglais original (*Heart of Europe*), et dans les vers de Mickiewicz que l'auteur n'a évidemment pas manqué de placer en exergue : « Si tu veux connaître les vérités vivantes, aie du cœur et regarde au cœur ».

J. K.

\* HISTOIRE DE LA POLOGNE, de Norman Davies, éd. Fayard, 542 p., 150 F.



Le Monde

100 rue de la Harpe, 75005 Paris  
Tél. 01 47 33 60 00  
Fax 01 47 33 60 01  
Site web : www.lemonde.fr

Abonnements : 100 rue de la Harpe, 75005 Paris  
Tél. 01 47 33 60 00  
Fax 01 47 33 60 01  
Site web : www.lemonde.fr

Publicité : 100 rue de la Harpe, 75005 Paris  
Tél. 01 47 33 60 00  
Fax 01 47 33 60 01  
Site web : www.lemonde.fr

Le Monde

100 rue de la Harpe, 75005 Paris  
Tél. 01 47 33 60 00  
Fax 01 47 33 60 01  
Site web : www.lemonde.fr

Publicité

100 rue de la Harpe, 75005 Paris  
Tél. 01 47 33 60 00  
Fax 01 47 33 60 01  
Site web : www.lemonde.fr

Le Monde

100 rue de la Harpe, 75005 Paris  
Tél. 01 47 33 60 00  
Fax 01 47 33 60 01  
Site web : www.lemonde.fr



## EUROPE

## Grande-Bretagne

## Le débat est relancé sur les thèses du Labour en matière de défense et de désarmement

## De notre correspondant

Londres. — En déclarant, devant une délégation parlementaire britannique, que l'Union soviétique était prête à ouvrir avec la Grande-Bretagne des négociations séparées sur une réduction proportionnée des arsenaux nucléaires des deux pays (le Monde du 28 mai), M. Gorbachev a relancé la discussion sur la politique de désarmement unilatéral du Parti travailliste.

Dans les semaines, les mois à venir, le gouvernement conservateur a l'intention d'attaquer de nouveau les travaillistes sur ce chapitre, et le débat ne tardera vraisemblablement pas à déborder le cadre du Royaume-Uni. Car le problème préoccupe aussi bien les partenaires européens, à commencer par la France, que les Etats-Unis, qui, déjà, s'en inquiètent vivement (1).

Depuis qu'avec succès, comme l'indiquent tous les sondages, l'actuel leader travailliste, M. Kinlock, a entrepris un recentrage du Labour pour donner son image gauchiste dans divers domaines, on avait un peu oublié que, au sujet de la défense, le programme du parti n'a pas du tout changé, en principe tout au moins.

M. Gorbachev s'est-il en renouvelant son offre, joué un mauvais tour aux travaillistes ? Non, répondent les dirigeants du parti. Ils estiment, au contraire, que la proposition soviétique leur rend un signal service. Elle prouve, disent-ils, que « l'Union soviétique » tant décrite par les conservateurs et la plupart des gouvernements alliés est « payant ». Il est de fait que M. Denis Healey — porte-parole du parti pour les affaires étrangères et membre de la délégation récemment reçue à Moscou — a été félicité de la dernière offre du Kremlin, qui, selon lui, démontre la « crédibilité » de l'option travailliste.

Satisfaction d'autant plus remarquable que M. Healey, qui appartient à l'aile droite du parti, a toujours montré très peu d'enthousiasme pour défendre la thèse du désarmement unilatéral. Il est l'un de ceux qui ont fait valoir les risques et qui ont convenus que ce choix a été l'un des éléments principaux de la défaite écrasante des travaillistes aux élections législatives de 1983.

Vivement déçue comme nuptiale et dangereuse pour la défense européenne, l'équilibre des forces

Est-Ouest et l'avenir des relations anglo-américaines, la politique militaire des travaillistes avait été, en effet, un thème essentiel de la campagne électorale des conservateurs, ce qui avait entraîné des dissensions graves au sein du Labour. Deux ans auparavant, la même controverse avait déjà été l'une des causes majeures du départ de plusieurs dirigeants travaillistes modérés — dont M. David Owen, qui allait former le Parti social-démocrate.

A l'approche d'une nouvelle échéance électorale, le Parti travailliste s'expose-t-il à connaître, pour

encore étendue. C'est ce que le numéro un soviétique a précisé le 26 mai, en annonçant qu'une entente était possible entre Londres et Moscou pour une réduction réciproque de l'ensemble des armements nucléaires. M. Kinlock voit ainsi sa persévérance récompensée — c'est tout au moins son point de vue.

Il pense que, dans ces conditions, le programme travailliste doit rester inchangé : suppression immédiate des missiles Polaris qui équipent actuellement les sous-marins nucléaires stratégiques de la Grande-Bretagne, annulation de la

dans le domaine des forces classiques, ce qui serait contraire au projet travailliste.

De là à penser que, quelles que soient ses prises de position antérieures, M. Kinlock, devenu premier ministre, serait se donner une certaine image de meneur, il n'y a qu'un pas, que franchissent les militants de la « gauche dure ». D'autant qu'il paraît aujourd'hui assez probable que les travaillistes n'auront pas une majorité suffisante pour gouverner seuls et que M. Kinlock tentera de s'entendre avec les centristes de l'Alliance. Or, dans cette coalition, si le Parti social-démocrate est contre l'introduction très coûteuse des Trident, il est pour le maintien d'une force britannique de dissuasion avec la prolongation de la survie des Polaris.

M. David Owen pense que, au lieu des Trident, la Grande-Bretagne pourrait construire des missiles de croisière en collaboration avec d'autres pays européens, et il semble en ce moment parvenir à faire évoluer peu à peu dans son sens ses partisans du Parti libéral, dont les choix étaient auparavant très proches de ceux des travaillistes.

Les intentions de M. Kinlock restent donc assez mystérieuses. Ses adversaires ajoutent, comme l'a révélé l'Observer, que lors d'un récent voyage aux Etats-Unis il a demandé à l'administration américaine de ne pas trop critiquer « à l'avance » les projets travaillistes.

M. Kinlock a montré sa fidélité à la ligne du parti, mais, à en croire certains membres de son entourage, il se serait pas fâché des soupçons que nourrissent les travaillistes purs et durs. Et si, peu à peu, on finissait par admettre que le désarmement unilatéral n'est lui aussi qu'une option ? Le temps pourrait faire son œuvre (les élections ne sont pas annoncées avant 1988), d'autant plus abîmé que M. Kinlock est actuellement lancé dans une virulente campagne destinée à liquider ou à réduire l'extrême gauche travailliste.

FRANCIS CORNU.

## Une intransigence seulement tactique ?

Comment expliquer que M. Kinlock et M. Healey semblent être de plus en plus sur la même longueur d'onde, alors que le second persiste à mettre ouvertement en garde le parti contre une application précipitée de sa politique en cas de reconquête du pouvoir ? M. Healey souligne qu'un gouvernement travailliste devra entreprendre de « larges concertations préalables » avec ses alliés et il déclare qu'il faut redoubler les réactions de Washington, c'est-à-dire l'éventualité d'un désengagement américain en Europe, même

## Les travaillistes progressent parce qu'ils révisent leurs options. Sauf sur un point : le désarmement unilatéral...

les mêmes raisons, des ennus comparables qui pourraient ruiner les efforts de médiation de M. Kinlock ? Les conservateurs sont déterminés à revenir à la charge. Mais M. Kinlock se prépare depuis longtemps à faire front.

## Les armes nucléaires américaines

Il a toujours été personnellement favorable au programme travailliste concernant la défense. Lorsque, en octobre dernier, séduits par son offensive contre l'extrême gauche, plusieurs membres de l'exécutif du parti lui ont demandé s'il n'y avait pas lieu de réexaminer la position du Labour sur la question des armes nucléaires, M. Kinlock a fermement refusé. Il voulait, pour faire passer l'évolution qu'il souhaite dans d'autres domaines, montrer son attachement à certains choix « fondamentaux ». Il estimait, d'autre part, que ce n'était pas le moment de changer son fusil d'épaule.

En 1984, avec M. Healey, il avait reconstruit Constantin Tchernenko, et celui-ci avait déjà proposé un accord bilatéral avec la Grande-Bretagne. Le Kremlin offrait alors de réduire uniquement le nombre de ses missiles de moyenne portée. Quelques mois plus tard, M. Kinlock avait été encouragé à poursuivre sa démarche après avoir reconstruit M. Gorbachev, car ce dernier lui avait dit que l'offre soviétique était non seulement maintenue, mais

## 1 100 Roumains sont autorisés à émigrer aux Etats-Unis

Washington (AFP, AP). — La Roumanie a autorisé 1 100 de ses ressortissants à émigrer cette année aux Etats-Unis. Bucarest, indique-t-on au département d'Etat, vise ainsi essentiellement à s'assurer le maintien de la clause de la nation la plus favorisée accordée par Washington à la Roumanie.

En outre, deux dignitaires religieux emprisonnés, dont M. Dorel Catarama, membre de l'Eglise adventiste du septième jour, ont été libérés (la décision a été prise au dernier moment d'être prise après une rencontre entre un responsable du département d'Etat, M. Edward

Dervinski, et le président roumain, M. Nicolae Ceausescu).

Les 1 100 Roumains autorisés à émigrer représentent plus de 65 % des noms inscrits sur la liste présentée par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, en décembre dernier lors d'une visite à Bucarest. 538 ont déjà quitté le pays.

Ces chiffres ne représentent pas une augmentation notable par rapport au nombre d'émigrants de l'an dernier. Et le gouvernement américain continue de qualifier la Roumanie de « dictature » répressive sans libertés civiques, selon les termes d'un rapport gouvernemental transmis au Congrès le 13 février. Mais, pour les responsables américains, la décision concernant les 1 100 Roumains n'est pas une mesure de libéralisme.

La Roumanie, la Chine et la Hongrie sont les seuls pays communistes à jouir de la clause de la nation la plus favorisée, qui accorde des droits permettant d'exporter plus facilement des produits vers les Etats-Unis.

L'an dernier, les exportations roumaines vers les Etats-Unis se sont élevées à 950 millions de dollars, contre 208 millions de dollars d'importations. Sans la clause de la nation la plus favorisée, la Roumanie perdrait environ 300 millions de dollars.

## Espagne

Attentats sur la Costa del Sol. — Plusieurs attentats à la bombe ont été commis ces derniers jours sur la Costa del Sol. Ils font suite à un communiqué de l'ETA militaire annonçant une campagne de sabotage contre les intérêts touristiques nationaux. Deux explosions ont eu lieu les mardi 27 et jeudi 30 mai dans des hôtels de Torremolinos et de Fuengirola, provoquant des dégâts matériels, mais pas de victime. Quatre engins ont, d'autre part, été démolis à temps par la police depuis le 19 mai. — (AFP.)

**isth** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

**POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :**

**HEC-ESCP 2<sup>e</sup> Année**

ENTRETIENS INDIVIDUELS D'ADMISSION  
ENSEIGNEMENTS COMPLETS : NOV. à MAI ou JANVIER à MAI  
PRÉPARATION INTENSIVE EN AOÛT

SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS

TOULOUSE : 83 av. d'Alsace 75013 Paris  
Tél. : 45.85.59.35+

PARIS : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris  
Tél. : 42.24.10.72+

## AFRIQUE

## LA MANIFESTATION DES JEUNES COMMUNISTES EN FAVEUR DE NELSON MANDELA

## Une occasion pour dénoncer M. Mitterrand

Après avoir organisé, samedi 31 mai, à Bobigny (Seine-Saint-Denis), un festival anti-apartheid en collaboration avec l'association Artists against apartheid (AAA), le Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) appelle, le lendemain, à une manifestation à Paris pour la libération de Nelson Mandela. Prédéjà d'un immense portrait du leader historique de l'African National Congress (ANC), le cortège, fort d'environ huit mille personnes — quatre mille selon les organisateurs, — a défilé de la place de la Bastille au parvis du Centre Pompidou à Beaubourg.

Venus de toute la France et de « cinquante pays » (selon le MJCF), les manifestants, en majorité des jeunes, ont scandé pendant plusieurs heures des slogans hostiles à l'Afrique du Sud et réclamant la libération d'un des plus vieux prisonniers du monde, incarcéré depuis vingt-quatre ans. Au milieu des drapeaux vert, jaune et noir aux couleurs de l'ANC, ils criaient : « Boikot, nazi, bas les patois à Paris », « Apartheid, ça suffit », ou encore « Pas dans un mois, pas dans un an, Chirac-Mitterrand, boycott à 100% ».

En tête du cortège, le PCF était notamment représenté par M<sup>me</sup> Gisèle Morvan, MM. Paul Laurent, André Lajoie, Jean-Claude Gayssot, membres du secrétariat du comité central, et Jacques Perreux, secrétaire général du MJCF, membre du comité central. Arrivés sur le parvis de Beaubourg, qui n'était pas totalement rempli, les manifestants ont pris connaissance d'un télégramme

d'Angela Davis lu par les organisateurs. Dans un message adressé aux jeunes communistes, M<sup>me</sup> Winnie Mandela, épouse de Nelson, a assuré que son mari allait « très bien, sa santé est bonne et sa combativité aussi ».

Pour sa part, M. Jacques Perreux s'est élevé contre la décision prise par Mitterrand et Chirac de renvoyer un ambassadeur de France au pays de l'apartheid. A ses yeux, « Mitterrand est avec Hassan II contre le peuple sahraoui, avec Israël contre les Palestiniens, et il accueille l'assassin Duvalier ». Le secrétaire général du MJCF a remarqué qu'« en 1984 les échanges commerciaux entre Paris et Pretoria ont augmenté de 25% » et il a exigé que « tous les ponts soient rompus, que Mitterrand et Chirac sanctionnent l'Afrique du Sud ».

[A certaines périodes de son histoire, le PCF entretenait des rapports difficiles avec les journalistes de la « presse bourgeoise ». Le risque est accablant. Dimanche 1<sup>er</sup> juin, pourtant, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF, a eu bon de leur donner une nouvelle dimension : grossière et injurieuse. Estimant que le Monde n'avait pas accordé assez de place à l'annonce de la manifestation de la Jeunesse communiste contre l'apartheid en Afrique du Sud (le Monde du 31 mai). Il a reproché verbalement le journaliste chargé de la suivre. « Vous êtes des sales, doublets de salauds », lui a-t-il lancé. Comme on lui demandait s'il se sentait être cité, M. Laurent a répondu : « Bien sûr. Si vous n'avez pas écrit sur le cortège, c'est M. Laurent, par ailleurs, invité ce « journaliste polémique » à « changer de métier ». — O. B.]

## Une mise en garde de Moscou

L'Union soviétique a adressé, samedi 31 mai, une mise en garde à l'Afrique du Sud, exigeant que ce pays mette fin « à ses actes de terrorisme et de violence » contre ses voisins, faute de quoi il aurait à en supporter « l'entière responsabilité ». Le chargé d'affaires adjoint soviétique aux Nations unies, M. Kutovoy, s'est rendu à la mission sud-africaine pour remettre le texte de cette note de protestation qui fait référence aux très récents raids des forces sud-africaines contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe.

En Afrique du Sud, environ 15 000 manifestants d'extrême

droite se sont rassemblés samedi, à Pretoria, au pied du monument Voortrekker, érigé à la mémoire des pionniers du peuple afrikaaner, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la rupture des relations entre l'Afrique du Sud et le Commonwealth.

Les violences se sont, d'autre part, poursuivies dans différentes cités noires, notamment près de Witbank, dans le Transvaal, où un policier noir a été enterré vivant par de jeunes manifestants, après avoir été attaqué à coups de pelles. — (AFP, Reuters, AP.)

## NATIONS UNIES

## LA SESSION SPÉCIALE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

## Un plan quinquennal pour l'Afrique sans engagements financiers précis

## De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Beaucoup de bruit pour pas grand-chose, même si le communiqué final a été rédigé de telle sorte que la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies puisse, en définitive, apparaître comme un succès, voire un « triomphe » aux dires de certains ? Ces débats n'auront donc, en Afrique, que ceux qui, néanmoins, en avaient tant attendu. Une chose est, en effet, de ramener l'opinion publique lorsqu'il y a urgence, comme ce fut récemment le cas en Ethiopie, une autre d'intéresser la communauté internationale au sort d'un continent dont le redressement économique est affaire de longue haleine. Il est facile, dans un cas, de déclencher un mouvement de solidarité, moins aisé, dans l'autre, de provoquer mieux qu'une sympathie de bon aloi.

Peut-être parce qu'ils ne voulaient pas annoncer trop crûment la couleur, les pays africains ont, en lever de rideau, présenté la session spéciale comme une occasion unique de s'occuper de leurs problèmes au monde développé et de réfléchir avec lui aux moyens de les résoudre. Mais ils en sont, très vite, venus à plaider leur dossier en termes on ne peut plus concrets, invitant leurs interlocuteurs à alléger le poids de leur dette extérieure — 175 milliards de dollars — et à prendre des engagements financiers pour les cinq ans à venir : 45,6 milliards.

Un malentendu ? Il fallait être bien candide pour imaginer que le débat puisse se circoncrire autour d'idées générales. Pour convaincre le

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, dimanche 1<sup>er</sup> juin, à l'unanimité, un programme prioritaire de redressement économique pour l'Afrique. Par ce plan quinquennal, les pays du continent africain se sont engagés à entreprendre des réformes économiques majeures dont la pièce maîtresse sera la remise en route de l'agriculture, tandis que le reste du monde a promis d'appuyer leurs efforts. Les pays développés se sont cependant refusés à prendre des engagements financiers précis, tant sur le plan de l'aide proprement dite que sur celui de la dette extérieure, provoquant la déception de leurs partenaires africains. — (AFP, Reuters, AP.)

monde développé de leur venir en aide, les Etats africains ont confessé, devant fait, leurs erreurs et leurs insuffisances et ont offert de prendre à leur charge le plus gros du fardeau financier — 82,4 milliards de dollars sur 128 milliards, — à condition, toutefois, que l'environnement économique mondial leur soit favorable et qu'une solution raisonnable soit trouvée au problème de leur dette extérieure. Ils ont aussi évoqué la politique « désinflationniste » de l'Afrique du Sud et mis en évidence l'intérêt bien compris des pays riches, dont la sécurité passe par le bien-être des pays pauvres.

## « Bons » et « mauvais » riches

Rien n'y a fait. La plupart des pays riches, qui savaient à quoi s'attendre, ont refusé de se laisser « piéger », de s'engager sur le terrain glissant des promesses vagues. S'agissant de la dette extérieure, ils ont souligné le danger précédent que constituerait son annulation et les conséquences néfastes que pareille mesure aurait sur le système de crédit international. Quant à souscrire des engage-

ments financiers, les représentants du monde développé ont avancé, à l'appui de leurs réserves, leurs propres contraintes budgétaires et suggéré à leurs interlocuteurs de s'adresser davantage au secteur privé.

Un certain nombre de responsables africains se sont montrés déçus et amers, allant même jusqu'à parler d'« exercice futile ». A cet égard, des commentateurs locaux se sont demandé si cette solidarité n'était pas due au manque de cohésion politique du continent tel qu'il transparaît dans la faiblesse inébranlable de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), discréditée par ses immobilismes.

La session spéciale aura au moins le mérite, aux yeux des pays africains, de mettre le monde développé au pied du mur et de repérer, en son sein, leurs vrais amis. La ligne de partage entre les « bons riches » et les « mauvais riches » est désormais plus claire : d'un côté, le Canada, les Etats nord-américains, les Pays-Bas qui, sans se faire prier, ont annoncé des mesures concrètes en faveur du continent ; de l'autre, les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, la Belgique qui,

sous de mauvais prétextes, se sont « défilés ».

La passe d'armes entre les Etats-Unis plaident pour « une économie de libre marché » et l'Union soviétique appelant à un rôle accru de l'Etat dans le secteur agricole, a ancré les pays africains dans leur conviction que le continent demeurerait, plus que jamais, un champ de rivalités entre les deux super-grands et que le problème de l'aide étrangère, quoi qu'on en dise, se posait essentiellement en termes politiques. Faut-il, pour autant, qualifier de « pathétique » et de « risible » cette session spéciale, comme l'a fait le chanteur Bob Geldof ? Il n'était peut-être pas inutile que pauvres et riches s'éclaircissent sur leurs intentions de sorte que, à l'avenir, leurs « relations de travail » puissent reposer sur des réalités plutôt que sur de faux espoirs et des promesses trompeuses.

JACQUES DE BARRIN.

**isth** Depuis 1953

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

**POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :**

**CFPA**

Examen du diplôme de formation professionnelle (D.F.P.)

Places limitées

Préparation complète des matières : Janvier à fin Mai / Août-Septembre

ANTENNE : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris  
Tél. : 42.24.10.72+

مكتبة من رصاص



# AFRIQUE

## VISITE A LA « COMMUNE LIBRE » DE MAMELODI

### « Après la bataille, le dernier qui restera sera noir »

République  
sud-africaine

De notre correspondant

Johannesburg. — C'est un bien joli nom que Mamelodi. Il paraît que cela veut dire « la mère de la mélodie ». Une mélodie plutôt autonome depuis que les habitants de cette cité noire des environs de Pretoria ont décidé de prendre en main leur propre destinée : une ébauche d'un système de contrôle et d'autogestion mis en place progressivement après la fusillade du 21 novembre dernier au cours de laquelle treize personnes au moins ont été tuées par la police. Un rassemblement pacifique était venu présenter les revendications de la communauté aux élus locaux. Depuis, plus rien n'est connu avant à Mamelodi. La population n'est organisée pour gérer sa township.

Un phénomène surprenant qui d'ailleurs se développe un peu partout en Afrique du Sud. Les premières bases d'une société dirigée « par le peuple, pour le peuple », la mise en place de structures de royaume destinées à pallier les carences de l'administration et à prouver aux autorités que les Noirs peuvent se passer de leurs institu-

tions considérées comme une forme d'exploitation.

La véritable force motrice de ce courant a été les jeunes, ces artisans de la révolte, regroupés au sein d'organisations très actives. Les jours qui ont suivi la tuerie, ils sont parvenus peu à peu à convaincre les résidents de ne plus payer leur loyer, ce qui est toujours le cas actuellement. Petit à petit, une floraison d'associations, de comités, a pris le pas sur le conseil municipal moribond et décrié pour son incapacité et sa corruption. Les enfants ont réussi à convaincre leurs parents de se mobiliser en faveur d'un « changement démocratique ».

En outre, une infrastructure à la chinoise s'est mise en place. En bas de l'échelle, des comités de rue, composés d'une dizaine de membres élus chargés de régler les petits problèmes : querelles de voisinage, de ménage. Solomon, quarante-deux ans, élu parce que tout le monde l'apprécie, a ainsi sauvé quelques mariages battant de l'aile. A un niveau plus élevé, des comités de rue sont regroupés au sein de comités de quartier, lesquels forment l'ossature de l'association civique créée en

mars dernier. Un quadrillage du haut en bas de la township qui a pour but de régler toutes les difficultés de la vie communautaire.

Les résultats sont là. Les rues ont été nettoyées, les tas d'ordures évacués. Dans la plupart des espaces libres, les jeunes ont aménagé des « parcs », confectionnés avec des pierres, des pneus, des carcasses de voitures et toutes sortes d'objets de récupération qui ont été peints de différentes couleurs. Une mode qui a envahi toutes les townships et dont les réalisateurs sont particulièrement fiers. « Cela met un peu de gaieté », dit l'un d'eux. Lorsque la police les saccage, parce qu'ils ont été baptisés le plus souvent de noms de héros de la lutte de libération, Mandela, Tambo, Biko, ils sont restaurés la nuit suivante.

#### Tribunaux populaires

Ces améliorations du cadre de vie ont été poussées plus loin, jusqu'à l'éradication du crime menée par les comités disciplinaires, sortes de chiens de garde de la pureté des « forces combattantes ». Les « DC » (disciplinary committees), comme on les surnomme, veillent à ce que les malfaiteurs n'utilisent pas les périodes troubles à des fins purement personnelles. Ils ont également, de l'avis unanime, réussi à rendre les rues des townships plus sûres en traquant les voyous et les voleurs. « Croyez-moi, sourit Nomaliso, ce n'est pas comme avec la police, il ne faut pas six mois pour retrouver l'auteur d'un vol ou d'un larcin. »

Autre discipline, vigilance et organisation, et, pour ceux qui ne veulent pas comprendre, justice populaire, qui, paraît-il, a fait la preuve de sa rapidité et de son efficacité. A tel point, assure-t-on, que rares sont aujourd'hui les victimes qui se rendent au commissariat pour déposer plainte. C'est maintenant aux tribunaux populaires de redresser les torts. Ils ont fleuri dans de nombreuses townships sous des appellations diverses, et n'ont rien à voir, affirme-t-on à Mamelodi, avec les sinistres kangaroo courts, dont la fonction principale est d'éliminer par le moyen du necklance (le collier) : un peu autour du cou arrosé d'essence sur lequel on craque une allumette, ceux qui ne sont pas dans la ligne et plus particulièrement les informateurs de la police ou les collaborateurs trop zélés du pouvoir blanc.

Il y en a eu aussi à Mamelodi, des necklances, mais cette justice expéditive n'aurait jamais été rendue par les tribunaux populaires.

A Mamelodi, ces derniers s'appellent les forums. Le coupable est, paraît-il, assuré d'un procès équitable. Il peut produire autant de témoins qu'il le désire. La sentence peut aller de l'admonestation aux travaux d'utilité publique et, pour les cas les plus sérieux, quelques dizaines de coups de sjambok (longue matraque souple). Un commerçant qui n'a pas été honnête et a profité du boycottage des magasins blancs pour faire valser les étiquettes peut être contraint de fer-

mer sa boutique pendant une période déterminée. Il peut ne pas se conformer au verdict populaire et demander la protection de la police. Dès que celle-ci aura tourné les talons, son magasin a toutes les chances d'être réduit en cendres.

Rééducation et réhabilitation, tels sont les objectifs avoués. La communauté doit être soudée derrière ses porte-drapeaux, l'avant-garde du combat de libération. Malheur à celui qui s'écarter du chemin ou préfère la quiétude de la neutralité. Toutes les volontés, toutes les énergies, sont nécessaires. Les mots d'ordre doivent être respectés. Les grèves, les boycottages, doivent être suivis massivement. Les règles sont claires. Ceux qui veulent jouer au plus malin savent à quoi ils s'exposent. Ceux qui enfreignent les consignes de boycottage risquent de voir leurs marchandises détruites, ou, pour l'exemple, d'être contraints d'absorber le contenu d'une bouteille de détergent ou, moins grave, d'être barbouillés de sauce tomate. Pendant les boycottages, aucun camion de livraison ne peut franchir les portes de la township.

#### Pression sociale

La pression sociale dans ces univers concentrationnaires où chacun sait ce que fait le voisin est énorme. Elle entraîne inévitablement des abus. Solomon reconnaît qu'il y en a eu, mais se dit persuadé que maintenant le système de contrôle social est rodé et que les bavures sont de plus en plus rares. La conscience collec-

tive a gagné les réticents car, comme il le souligne, « tout ce qui est fait au nom de la lutte ne peut être que bon ».

Une solidarité dont Philemon peut parler. Chaque jour, à proximité de l'église catholique, des queues se forment à l'entrée de sa salle de consultations juridiques. Les gens viennent exposer leurs difficultés, se plaindre du comportement des forces de l'ordre. Il les aiguille, les conseille, alerte des avocats. Le flot ne tarit pas. Philemon sort de sa poche un paquet de photos de victimes de tabassages. Il exhibe une petite boîte remplie de grenaille de fer, résidu d'un explosif de fabrication artisanale lancé dans la maison d'un militant. « La police, dit-il, essaye par tous les moyens d'intimider les leaders. » Ici et là, au hasard des rues, il indique les maisons incendiées par ce qu'il appelle « des forces occultes travaillant pour le compte de la police ».

Tous sont persuadés d'avoir engagé une partie de bras de fer avec le pouvoir blanc. « Je ne suis pas effrayé par la mort », proclame Philemon. Je n'ai rien à perdre. « Solomon ajoute : « Je suis sûr qu'après la bataille le dernier qui restera sera noir. » Nico Smith, un pasteur blanc dans cette township, a le mot de la fin : « S'il n'y avait la présence des forces de l'ordre, Mamelodi pourrait être déclarée zone libérée. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

#### BIBLIOGRAPHIE

### « L'APARTHEID AU JOUR LE JOUR » de Joseph Lelyveld

« L'Afrique du Sud vous abaisse à la suite de paradoxes », écrit Joseph Lelyveld. L'apartheid en est un. Une théorie dont la mise en application poussée à l'extrême a engendré un système démoniaque qui a conduit un pays à un cul-de-sac. Une idéologie qui a fait l'unanimité contre elle dans les salons de la bonne conscience internationale, mais qui en fait est assez mal connue.

Joseph Lelyveld l'explique, par le détail, à travers un récit vécu, une expérience sur le terrain. C'est à une véritable dissection que se livre l'auteur correspondant du New York Times en Afrique du Sud. Deux séjours — l'un en 1965, abrégé par une expulsion, l'autre de trois ans, à partir de 1980 — lui ont permis d'approfondir la réalité quotidienne d'un régime et sa connaissance des acteurs de « l'une des plus grandes tragédies des temps modernes ».

L'auteur promène le lecteur dans les coulisses d'un univers caché aux yeux des Blancs, des touristes et des esprits malingers. Il donne un témoignage fait de mille et une vexations, d'autant de rancœurs et d'antagonismes. Une succession de scènes, d'impressions, de constats qui dépeignent un monde déchiré, incertain, traumatisé. Un voyage à

travers les différentes communautés de ce creuset bouillant dont ne peut émerger que la violence, tant les frustrations et les ressentiments sont exacerbés.

Ce journaliste a obtenu aux Etats-Unis l'une des plus grandes distinctions de la profession, le prix Pulitzer pour cet ouvrage intitulé en anglais *Move Your Shadow* (« Pousse ton ombre »). Une phrase utilisée par les Blancs sur les parcs de golf dans cet esprit local qu'est le *fanakalo*, un jargon simpliste fabriqué par les Blancs pour pouvoir communiquer avec les Noirs, notamment dans les mines. *Move Your Shadow*, tout le symbole d'une Afrique du Sud en noir et blanc.

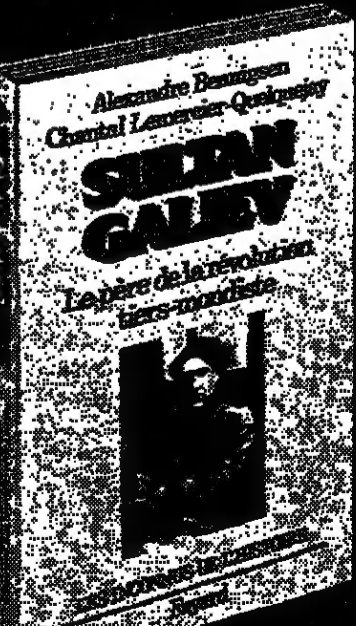
L'éclairage que Lelyveld projette sur ce pays où il a passé quatre ans est souvent cru, ses remarques caustiques et son regard très personnel. *L'apartheid au jour le jour* est avant tout un document, un réquisitoire contre un système que « les Afrikaners ont essayé éternellement de justifier sans jamais y parvenir ».

M. B.-R.

★ Afrique du Sud, *L'apartheid au jour le jour*, Joseph Lelyveld. Presses de la Cité, 295 p., 100 F.

### L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

C'est lui qui a élaboré la doctrine du « communisme national musulman ». Envoyé au Goulag par Staline en 1928, ce Tartare est l'un des inspirateurs de la révolution coloniale qui a embrasé l'Afrique et l'Asie. Il est le prophète des luttes de libération d'aujourd'hui, des combattants palestiniens aux Modjahidins afghans. Deux grands islamologues et turcologues posent ici, d'un point de vue historique, la question fondamentale de la coexistence du marxisme et de l'islam.



Collection  
« Les inconnus  
de l'histoire »  
dirigée par  
Jean Montalbetti

312 p.  
95 F

FAYARD



AVEC LE  
CREDIT NATIONAL  
MON ENTREPRISE  
A FAIT UN GRAND BOND  
EN AVANT

Investir pour se développer. Chaque chef d'entreprise connaît cette exigence. Mais où trouver les moyens de donner toutes leurs chances à ses nouveaux projets ?

Au CREDIT NATIONAL, le prêt aux entreprises est notre métier. Premier établissement de prêt à long et moyen terme, le CREDIT NATIONAL offre une gamme complète de prêts adaptés aux besoins financiers de chaque demandeur : prêts à taux fixes ou variables, s'échelonnant de 7 à 20 ans, en francs ou en devises (écus ou dollars), financements en crédit bail... Pour apporter à chaque cas une solution personnalisée, fiable et performante, le CREDIT NATIONAL propose également de nouveaux produits financiers : opérations en fonds propres, évaluation d'entreprises, montage juridique et financier de projets. Le CREDIT NATIONAL connaît ses clients. C'est sa force.

Le combat quotidien que menent les entreprises pour créer de nouvelles richesses est aussi celui du CREDIT NATIONAL.

Le CREDIT NATIONAL : les moyens de la réussite.

Crédit National

45, rue Saint-Dominique, Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble.



# NIQUE

STATION DES JEUNES COMMANDE  
FAYARD DE NELSON MANDELA

## Une occasion annoncer M. Mitterrand

Le 21 novembre 1985, à 17 heures, à la station des jeunes commandants de la police de Mamelodi, un rassemblement pacifique a été organisé pour présenter les revendications de la communauté aux élus locaux. Depuis, plus rien n'est connu avant à Mamelodi. La population n'est organisée pour gérer sa township.

Un phénomène surprenant qui d'ailleurs se développe un peu partout en Afrique du Sud. Les premières bases d'une société dirigée « par le peuple, pour le peuple », la mise en place de structures de royaume destinées à pallier les carences de l'administration et à prouver aux autorités que les Noirs peuvent se passer de leurs institu-

### La mise en garde de Moscou

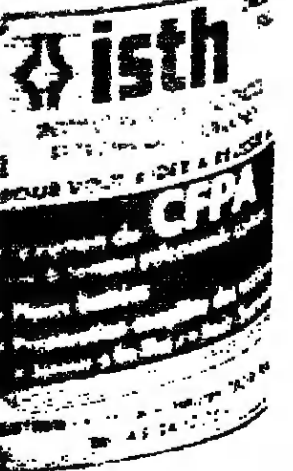
Le 21 novembre 1985, à 17 heures, à la station des jeunes commandants de la police de Mamelodi, un rassemblement pacifique a été organisé pour présenter les revendications de la communauté aux élus locaux. Depuis, plus rien n'est connu avant à Mamelodi. La population n'est organisée pour gérer sa township.

### LE GÉNÉRAL

## L'Afrique lère précis

Le 21 novembre 1985, à 17 heures, à la station des jeunes commandants de la police de Mamelodi, un rassemblement pacifique a été organisé pour présenter les revendications de la communauté aux élus locaux. Depuis, plus rien n'est connu avant à Mamelodi. La population n'est organisée pour gérer sa township.

Le 21 novembre 1985, à 17 heures, à la station des jeunes commandants de la police de Mamelodi, un rassemblement pacifique a été organisé pour présenter les revendications de la communauté aux élus locaux. Depuis, plus rien n'est connu avant à Mamelodi. La population n'est organisée pour gérer sa township.





## LE SCANDALE DES SERVICES SECRETS

### De notre correspondant

## DÉMENTI DE JÉRUSALEM SUR DES ACTIVITÉS D'ESPIONNAGE AUX ÉTATS-UNIS

# AMÉRIQUES

**LE PRÉSIDENT DUARTE  
PROPOSE UNE REPRISE  
DU DIALOGUE  
AVEC LES INSURGÉS**

## LE PRÉSIDENT ALAN GARCIA RENONCERAIT A SON VOYAGE EN EUROPE

## Une dimension politique

## L'ÉTAT HÉBREU ET LES TERRITOIRES OCCUPÉES

### Un colloque lourd de malentendus...

**...et un livre : la Confrontation  
silencieuse, de Jean-Paul Chagnollaud**

## La « guerre des camps » de Beyrouth-Ouest refait l'union des Palestiniens

## De notre correspondant

## Jordanie

## Quand un exclu de l'OLP « démet » M. Yasser Arafat...

### De notre correspondant

## LE SOUVERAIN JORDANIEN A PARIS

## Le roi Hussein multiplie les efforts pour la réunion d'un sommet arabe

**RADIO J-SHALOM (93.90 FM)**  
ce soir 18h30 - 19h30  
Francis Lentschner reçoit  
**JEAN JEROME** pour son  
livre «**LES CLANDESTINS**»

L'archipel des F

Dans son nouveau dossier la Fnac dissèque les stars du 24 x 36.



DANS LE PACIFIQUE, UN « PARADIS » ESSOUFFLÉ

L'archipel des Fidji secoué par des vents contraires...

De notre envoyé spécial

Nandi. — « Ah ! si le monde était à l'image des Fidji ! » « La femme est une île. Fidji est son parfum. » A l'aéroport les publicités donnent le ton. Dehors : soleil, palmiers, passants mouchés, l'air sent le fruit. Au cœur du Pacifique, loin des frénésies modernisatrices, batailles électroniques et guerres commerciales qui agitent d'autres rivages, les Fidji donnent un « avant-goût de paradis ».

D'ailleurs, les dépliantes l'avaient bien dit : « Joyau du Pacifique », « plages de corail », « lagon d'émulation ». Et même « harmonie raciale », et « stabilité démocratique ». Bref, la perle rare ; un pays sans histoires, à goûter sans remords. A proximité de la Nouvelle-Calédonie sous tension, un modèle détendu, harmonieux, des tropiques heureux... Trop beau pour être vrai ? Alors quel grand succès en gros cliché ? Sans doute un peu des deux.

Dans un cadre de carte postale exotico-touristique, les Fidji sont, assurément, un succès post-colonial. Mais un succès qui s'essouffait en pleine adolescence, après quinze ans d'indépendance. Il est vrai que les paradis n'étant plus perdus, comment n'offrirait-ils pas, eux aussi, prise à la crise ?

A fortiori quand le succès consiste, comme c'est le cas ici, à encenser les dévotions des étrangers de passage sur les plages et à convaincre l'immensité de mettre plutôt deux sucres qu'un seul dans son thé.

Depuis des années, l'économie des Fidji a vécu pour moitié de l'« importation » de touristes et pour moitié des exportations de sucre (1). Parallèlement, la démocratie reposait sur un équilibre politico-ethnique moitié fidjien moitié « indien » (2). Sous la férule d'un leader modéré, Ratu (chef) Kamisese Mara, c'était le bon temps. Hélas ! stagnation économique, mutations sociales et polarisations raciales aidant, les temps ont changé.

« Les Britanniques nous ont poussés à prendre notre indépendance et nous y ont préparés : ce fut notre grande chance, c'est toute la différence, par exemple, entre Fidji et la Nouvelle-Calédonie », nous disait M. Stinson, ministre du plan. « Ici — une fois n'est pas coutume — le colonisateur a appliqué une politique limitant l'appropriation des terres par les Blancs, imposant au besoin leur restitution aux clans fidjiens qui la possédaient traditionnellement. C'est fondamental. »

Ainsi, lors de l'indépendance, environ 85 % des terres appartenaient collectivement aux autochtones fidjiens. Aujourd'hui encore, pour l'essentiel, elles ne peuvent pas être vendues. Seuls 11 % des terres sont réservés à la vente, ici les « fils du sol » se sentent moins spolés, moins déracinés qu'ailleurs.

La bombe raciale

Cette politique s'est révélée d'autant plus judicieuse que, par ailleurs, Londres léguait aux Fidji une bombe à retardement coloniale et raciale sous la forme d'une communauté indienne importée au siècle dernier comme réservoir de main-d'œuvre. Exclue du système traditionnel fidjien, privée de l'accès à la terre, cette population allochène s'est peu à peu regroupée dans les villes, à l'instar des Indiens et des Chinois d'Afrique et d'Asie. Dynamique, elle y a prospéré, se taillant la part du lion dans les secteurs modernes de l'économie. Schéma classique, mais dangereux.

En 1970, lors de l'indépendance, chacune des deux communautés était forte d'environ deux cent cinquante mille personnes. A ce demi-millier venaient s'ajouter quelques dizaines de milliers d'électeurs « généraux », un euphémisme officiel désignant les marginaux, Chinois et Européens. Les partis furent organisés selon un principe multiracial, mais avec une dominante ethnique prononcée : fidjienne pour l'Alliance, indienne pour la Fédération nationale. Par le biais d'un système complexe qui fixe autoritaire-

ment des quotas de sièges, chaque électeur vote quatre fois, dans son groupe racial et dans les autres. « Ici, on vote toujours pour, mais jamais contre le candidat d'une autre ethnie », remarquait un Fidjien. En principe, le système oblige au multiracialisme et assure la représentation équitable de chaque groupe ethnique au Parlement.

C'était là l'une des garanties constitutionnelles indispensables à la promotion de la coexistence dans la démocratie et, partant, à l'atténuation des tensions, des doutes et des peurs. Les Fidjiens redoutaient la concurrence d'une communauté indienne différente, prolifique et entreprenante. Pour leurs terres, certes, mais aussi pour le maintien de leur système socio-culturel et de leur suprématie politique. Les Indiens craignaient pour leur sort, leurs biens, leur droit d'être Fidjiens.

Ces peurs ont été atténuées, sinon complètement dissipées, depuis l'indépendance. Le bon sens a prévalu. Bon gré mal gré, le quasi-monopole du pouvoir politique est demeuré aux mains de l'Alliance et du premier ministre Ratu Rama. Bref, des « Fidjiens ». Mais comme l'économie allait bien, tout — ou presque — allait bien.

Une passe difficile

Depuis le début des années 80, les termes de l'échange, longtemps favorables, se sont détériorés sous l'action conjuguée de la récession mondiale, du choc pétrolier, de la chute des cours du sucre et de la raréfaction des touristes. Le PNB, qui avait progressé de 4,5 % au cours des années 70, a stagné depuis en termes réels. Le revenu per capita a baissé. « Nous traversons une passe difficile. L'économie est déprimée depuis cinq ans, l'investissement est languissant, les techniciens qualifiés émigrent et le chômage est élevé : officiellement 11 %, peut-être plus », nous disait M. Sivabau, gouverneur de la Reserve Bank des Fidji.

Résumant succinctement le glissement de l'économie au politi-

que, ce haut fonctionnaire ajoutait : « La compétition est de plus en plus acharnée pour un nombre d'emplois de plus en plus limité. La crise sucrière favorise l'émigration rurale vers les villes ; mais la ville, c'est plutôt le domaine des Fidjiens indiens et chinois, les Fidjiens d'origine y sont défavorisés, cela crée des

frustrations ont été exacerbées, côté indien, par la « manipulation » post-électorale de 1977, lorsque le Parti fédéral, qui l'avait emporté mais dont les chefs ergotaient sur le choix d'un premier ministre, s'était vu privé de sa victoire. Le gouverneur général (nommé par la reine d'Angleterre) avait, en effet, tran-

après sa création, les élections municipales de Suva, la capitale.

Il faudra donc compter, lors de la consultation générale prévue en 1987, avec cette formation qui boomerbe l'échiquier politique et social, ce qui n'est pas sans susciter certaines inquiétudes. Non seulement du côté du premier ministre, de son parti et de certains milieux d'affaires qui voient leur suprématie sérieusement menacée, mais aussi aux Etats-Unis, en Australie et même en France. La perspective d'un neutralisme antimilitaire n'a, a priori, rien pour plaire à ces pays.

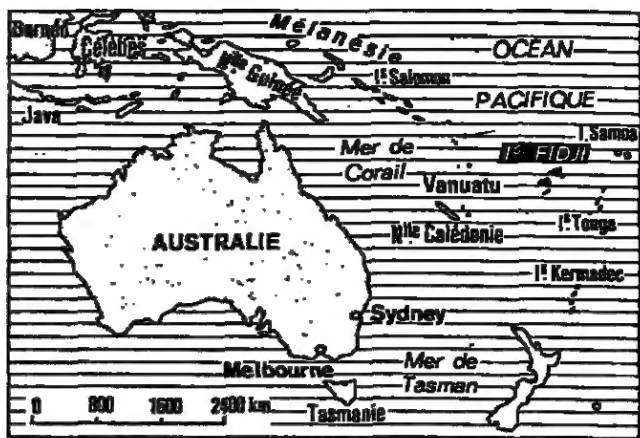
Mais ceux-ci font-ils, de leur côté, les efforts qu'il faudrait (assistance, investissements, commerce) pour consolider un régime parfois critiqué — ne serait-ce que par solidarité régionale — mais dont, tout compte fait, ils n'ont guère eu trop à se plaindre ?

Quoi qu'il en soit, dans cette période où les vents contraires secouent fortement l'archipel, l'art de gouverner de celui qui l'a guidé à travers quinze années de stabilité, Sir Kamisese Mara, ne sera pas superflu pour éviter de graves dérapages. Le « modèle » fidjien a de beaux restes, mais il paraît urgent, quinze ans après son avènement, de le doter de nouveaux équilibres, d'hommes nouveaux, d'un nouveau souffle. Le maintien de la paix sociale, voire du label « paradis », semble aujourd'hui à ce prix.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) La CEE, dans le cadre des conventions de Lomé, achète environ la moitié de la production sucrière à un prix stabilisé. Elle fournit, tout comme le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), des aides financières et techniques bilatérales et régionales substantielles (plusieurs dizaines de millions de dollars par an) aux Fidji et au Pacifique sud. L'Australie et la Nouvelle-Zélande restent, néanmoins, les premiers fournisseurs d'aide à la région.

(2) Il s'agit ici de citoyens fidjiens à part entière, le terme « indien » étant utilisé pour faciliter la distinction avec les Fidjiens d'origine.



teux. On comprend alors que l'une des priorités en matière économique — et, implicitement, électorale et raciale — porte sur des mesures de développement susceptibles de fixer la population autochtone dans les zones rurales.

La situation économique est d'autant plus préoccupante pour le gouvernement et pour l'établissement conservateur qu'elle favorise des reclassements politiques, suscitant même, pour la première fois, l'émergence d'un parti « travailliste » multiracial. Emanation des syndicats, souvent perçu comme « radical », il refuse le « jeu dangereux » imposé depuis quinze ans.

« Depuis l'indépendance, la politique des grands partis a été celle de la polarisation raciale. Les tentatives d'ouverture multiraciale ont été vouées à l'échec. Les risques d'une explosion raciale n'ont pas cessé d'augmenter », nous a déclaré le président de ce parti, M. Bavadra, Fidjien d'origine. Il souligne que les

chefs en faisant appel... au leader du parti vaincu, le premier ministre sortant, Ratu Mara. « En fait, les Fidjiens n'étaient pas prêts à admettre un premier ministre indien », affirme M. Bavadra. Depuis, selon lui, « l'Alliance s'est identifiée plus encore à l'élite capitaliste, conservatrice et pro-américaine ». Dans le même temps, le Parti fédéral « se fragmentait, perdant beaucoup d'adhérents, désenchantés ».

Un nouveau parti

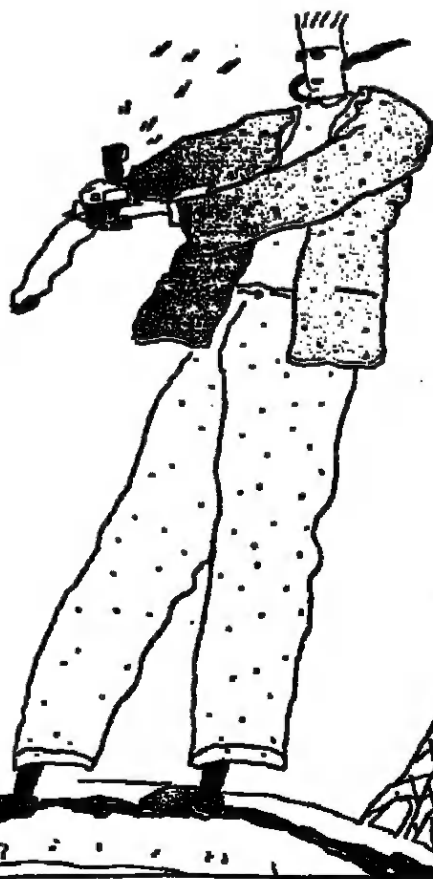
Pour répondre à la montée des frustrations politiques et de difficultés économiques touchant un large public dans chaque communauté, nul n'était mieux placé que les syndicats, multiraciaux par principe, pour lancer un nouveau parti. Nationaliste, ouvertement pacifiste, anticolonialiste et aspirant au non-alignement, le Labour fidjien a déjoué tous les pronostics en remportant, quelques mois seulement

Dans son nouveau dossier la Fnac dissèque les stars du 24x36.

# Objectif

L'arrivée des reflex autofocus a fait l'effet d'un pavé dans la mare. Pour certains c'était la révolution. Mais l'autofocus n'est pas la seule nouveauté dont a bénéficié le 24x36 : la mesure de la lumière, la performance du système flash ou de l'obturateur se sont aussi notablement améliorées. La Fnac a donc sélectionné 7 appareils, nouvelles stars du 24x36, en fonction de leurs apports technologiques à la photographie. Les voici réunis dans un nouveau dossier qui, non seulement recourt au verdict du laboratoire, mais aussi à celui des journalistes professionnels, des vendeurs de la Fnac et du public, pour vous permettre de vous faire une opinion. En toute objectivité.

fnac





# DIPLOMATIE

EN ÉCHANGE D'UNE EXTENSION ET DU RENFORCEMENT DU TRAITÉ DE 1972 SUR LES ANTIMISSILES

## Moscou pourrait réduire ses armements offensifs

En même temps que Moscou proposait, samedi 31 mai, contre la décision américaine de ne plus respecter les limites du traité SALT-2 à partir de la fin de l'année et annonçait que l'URSS se considérerait dans ce cas comme déléguée à son tour de ses obligations (le Monde daté 1-2 juin), on apprenait, à Washington, que les négociateurs soviétiques à Genève avaient déposé, jeudi dernier 29 mai, de nouvelles propositions.

Selon le New York Times, qui en rend compte dans ses éditions de dimanche, ces propositions faites à titre privé porteraient sur le lien à établir entre la réduction des armements stratégiques et l'initiative de défense stratégique (IDS), chère au président Reagan. Si, indique Mos-

cou, les États-Unis sont d'accord pour « renforcer » le traité conclu en 1972 pour limiter les défenses antimissiles (traité dit ABM) et pour s'engager à ne pas le dénoncer pendant une période de quinze à vingt ans, l'URSS serait prête à commencer, de concert avec Washington, à réduire ses armements offensifs.

Cette proposition, qui a été faite deux jours après l'annonce, par M. Reagan, de son intention de sortir des contraintes de SALT-2, mais qui ne semble pas être liée à cette initiative américaine, a été commentée avec prudence et scepticisme par les responsables de Washington. Pour M. Weinberger, secrétaire à la défense, l'idée n'est pas nouvelle, mais il est exclu de toute façon que

les États-Unis renoncent à leur programme de recherche sur l'IDS. L'impact de la suggestion soviétique est d'ailleurs controversé. Pour les uns, le traité ABM n'interdit pas la recherche ni même un certain nombre de tests sur les armes nouvelles, et l'accent mis sur ce seul document par Moscou pourrait donc être interprété comme une concession aux thèses américaines. Pour les autres, l'idée que le traité doit être « renforcé » viendrait précisément à interdire plus rigoureusement encore la recherche; d'autre part, l'extension du traité pour une longue période empêcherait les expériences à grande échelle qui seront nécessaires sur l'IDS pendant les années 90.

Le traité ABM a été conclu pour une durée illimitée, mais il peut être dénoncé avec un préavis de six mois quand les « intérêts supérieurs » d'une partie sont en jeu. Des conférences visant à faire le point sur le traité sont prévues tous les cinq ans, la prochaine devant avoir lieu en 1987. Pour le moment, les États-Unis ont annoncé leur intention de respecter le traité ABM, mais cette attitude pourrait encore changer d'ici l'an prochain, comme elle a changé sur le traité SALT-2, conclu en 1979 sur les armements offensifs.

### « Changement de vitesse »

A propos de ce traité SALT-2, MM. Weinberger et Shultz ont donné des interprétations légèrement différentes, dans des interventions télévisées dimanche, de l'annonce du président Reagan. Pour le secrétaire d'État, il ne s'agit que d'un « changement de vitesse » dans l'attitude américaine sur le contrôle des armements, mais cette attitude restera empreinte de « retenue réfléchie ». Son collègue de la défense s'est exprimé sur un ton plus vif, affirmant que l'Union soviétique est déjà « sortie du traité », notamment en construisant actuellement des missiles stratégiques SS-25.

M. Weinberger a toutefois précisé que Washington reconstruirait sa décision si Moscou reconstruirait à ces mêmes SS-25, et à condition aussi que le contrôle du respect des obligations mutuelles soit rendu beaucoup plus rigoureux. Les États-Unis protestent particulièrement à cet égard contre le codeage, pratiqué par les experts soviétiques, des données télégraphiques émises par leurs missiles lors des essais. Le traité SALT-2 stipulait qu'aucune partie ne doit faire obstacle à la vérification effectuée par l'autre à l'aide de ses « moyens techniques nationaux ».

En attendant, le respect du traité SALT-2 a été fermement préconisé par M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères. Celui-ci a déclaré, dimanche, que son gouvernement « tient à ce que les limitations [prévues par cet accord] continuent d'être observées par les deux parties », et qu'il « espère que l'on n'a pas dit le dernier mot dans cette affaire ». Les réticences des alliés européens des États-Unis ont été mises en lumière par l'agence Tass, laquelle regrette toutefois qu'« aucun d'entre eux n'ose appeler un chat un chat et s'en prendre aux militaires » de Washington.

M. T.

# ASIE

LA VISITE DE M. ABE A MOSCOU

## Le contentieux soviéto-japonais reste bloqué

De notre correspondant

Moscou. — La première visite officielle en URSS d'un ministre japonais des affaires étrangères depuis 1978 n'a pas donné les résultats escomptés. M. Shintaro Abe, qui est resté dimanche 1<sup>er</sup> juin à Tokyo, après avoir passé trois jours à Moscou, a même été surpris par l'absence de souplesse de ses interlocuteurs. Le commerce a progressé de 10 % entre les deux pays en 1985, alors qu'il stagnait entre l'URSS et de nombreux pays capitalistes. Les blocages politiques, dus pour une bonne part au contentieux hérité de la seconde guerre mondiale, restent en revanche entiers.

Rien n'a bougé, en particulier, sur la question du traité de paix que Moscou et Tokyo n'ont toujours pas signé. M. Abe et son homologue soviétique, M. Chevardnadze, sont seulement convenus de « reprendre les conversations lors d'une prochaine rencontre à Tokyo en 1987 », indique le communiqué conjoint publié par Tass. L'agence soviétique précise que les négociations portent notamment sur « les questions qui pourraient être mentionnées » dans le futur traité. Tokyo souhaite récupérer une partie au moins des quatre îles du Nord annexées par les

Soviétiques en 1945. Moscou ne veut même pas en entendre parler.

M. Abe a évoqué cette affaire qui empoisonne les relations entre les deux pays lorsqu'il a rencontré M. Gorbatchev le 30 mai. « La conversation a été animée mais la position soviétique est totalement rigide », a révélé le ministre japonais des affaires étrangères au cours d'une conférence de presse. L'URSS maintient une garnison d'environ dix mille hommes dans les îles Kouriles où elle dispose d'installations fortifiées et de bases pour ses Mig-23.

La visite a seulement donné quelques maigres résultats. Les deux parties « se félicitent de l'accord intervenu entre l'URSS, les États-Unis et le Japon pour augmenter la sécurité des vols dans le Pacifique nord ». Cet accord est la conséquence de l'affaire du Boeing sud-coréen abattu par la chasse soviétique le 1<sup>er</sup> septembre 1983. Tokyo s'engage, d'autre part, ouvrir un bureau d'information à Moscou où seront diffusés pour le public soviétique des documents sur la vie quotidienne des Japonais. Moscou dispose d'un bureau identique à Tokyo depuis 1957.

M. Abe n'a même pas obtenu un véritable résultat sur une question pourtant purement symbolique. De

nombreux Japonais ont été tués dans les îles Kouriles pendant la seconde guerre mondiale. Conformément à la tradition, leurs familles voudraient pouvoir visiter leurs tombes.

Moscou n'a pas dit oui explicitement, mais des négociations vont s'ouvrir pour étudier la façon dont ces visites pourraient être organisées. Les territoires annexés en 1945, comme d'ailleurs presque toute la côte Pacifique de l'URSS, sont totalement fermés aux étrangers.

D. Dh.

● **Élections législatives le 6 juillet.** — Le premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, a déclaré ce lundi 2 juin la Chambre basse de la Diète, ouvrant la voie à l'organisation d'élections anticipées, le 6 juillet (le Monde du 29 mai). La nouvelle a été annoncée en session extraordinaire du Parlement. Les partis d'opposition, craignant que le scrutin ne donne une majorité accrue au Parti libéral-démocratique (PLD) au pouvoir, ont boycotté la séance. Ce refus n'avait que valeur de symbole, M. Nakasone ayant obtenu l'approbation nécessaire de son cabinet. — (Reuter.)

## A TRAVERS LE MONDE

### MICRONÉSIE

#### L'ONU met fin à la tutelle des États-Unis

Nations unies. — Par trois voix contre une, le Conseil des tutelles des Nations unies a mis un terme, la semaine dernière, à la tutelle américaine sur les deux mille petites îles du Pacifique formant la Micronésie (le Monde du 17 mai).

Quatre nations vont ainsi accéder à la semi-indépendance le 30 septembre 1986 au plus tard : Palau, les Mariannes du Nord, les îles Marshall et les États fédérés de Micronésie. L'Union soviétique est le seul des cinq membres du Conseil des tutelles à avoir voté contre la résolution présentée par la France et la Grande-Bretagne. La Chine, membre du Conseil, ne siège jamais et n'a donc pas voté.

Le délégué soviétique a estimé que la résolution avait été adoptée « de manière non démocratique » et a accusé les États-Unis d'avoir fait de la Micronésie une « entité néo-coloniale ».

Les Mariannes du Nord ont choisi de faire partie du Commonwealth américain à l'instar de Porto-Rico. Les trois autres nations se sont prononcées, lors du référendum, pour une libre association avec les États-Unis. Le cas de Palau est particulier : le Congrès n'a pas encore approuvé l'accord le concernant. Certains membres du Congrès estiment que la Convention anti-nucléaire de l'archipel peut entrer en conflit avec les engagements américains en matière de défense. La semi-indépendance implique, en effet, que la défense de l'archipel reste à la charge de Washington, puissance nucléaire.

Les cent mille habitants de la Micronésie ont « assuré librement leur droit à l'autodétermination par des référendums soumis à l'observation des missions envoyées par le Conseil des tutelles », note la résolution. — (AP.)

### NOUVELLE-ZÉLANDE

#### La France accueille « avec intérêt » un appel de M. Lubbers

La France « accueille avec intérêt et dans un esprit ouvert » l'initiative prise par le premier ministre des Pays-Bas, M. Ruud Lubbers, qui a appelé Paris et Wellington à soumettre à « une troisième partie » leur différend à propos du Rainbow Warrior, indiquant officiellement, samedi 31 mai, à Paris. Les autorités françaises, précise-t-on de même source, « apprécient » l'initiative du premier ministre des Pays-Bas, « avec lequel le premier ministre français, M. Jacques Chirac, s'est effectivement entretenu récemment sur ce sujet ».

Lors d'une rencontre avec le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, samedi à La Haye, M. Lubbers a appelé la France et la Nouvelle-Zélande à soumettre leur différend à « une troisième partie ». Il s'est déclaré « prêt, si tel est le vœu des deux parties, à apporter son assistance » pour trouver ce tiers et a estimé que « malgré les différences des points de vue respectifs, il existait une volonté commune de trouver une solution aux problèmes soulevés par les événements du 10 juillet 1985 » (date de l'attentat contre le Rainbow Warrior dans le port d'Auckland par les services secrets français).

M. Lange, s'adressant à la presse samedi, a implicitement confirmé cet appel, tout en renouvelant son hostilité à la libération des faux époux Turenga, emprisonnés en Nouvelle-Zélande pour leur implication dans l'attentat.

### SRI-LANKA

#### Douze morts dans un attentat contre un train

Colombo. — L'explosion d'une bombe à bord d'un train allant de Batticaloa, dans la province orientale de Sri-Lanka, à Colombo, la capitale, a fait, samedi 31 mai, douze morts et plus de quarante blessés, a annoncé un porte-parole militaire. L'attentat, survenu à Vavuniya, à 40 kilomètres de Colombo, a été revendiqué par PROS, mouvement étudiant de l'organisation séparatiste tamoule EELAM. Deux voitures ont été détruites par l'explosion. Deux attentats, la veille, avaient déjà fait trente-six morts (le Monde daté 1-2 juin). — (AFP, Reuter.)

VOTRE VOITURE EN T.T.

Favex

3-7, quai de l'Orléans  
75019 PARIS - Tél. (1) 42.09.29.44  
Téléc FAXEV 211 504 F

CEPES  
CLASSE PRÉPARATOIRE  
médecine pharmacie

Chambrier 101, rue de la Harpe, 75001 Paris, 47.22.04.94 - 47.45.03.19

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de

COMMERCE

BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX

aliment, crèches, librairies, div., garanties

dans le journal spécialisé depuis 41 ans

« LES ANNONCES »

En vente partout 400 F et 38, rue de

Maitre, 75011 Paris - Tél. (1) 48.05.30.30

LA CHASSE EN QUESTIONS

par F. du Boisrouvray

Illustrations de Jean Marcelin

Tout l'humour de la chasse,

pour tous ceux qui en ont l'envie.

GERFAUT CLUB

### Chine

#### MANIFESTATIONS XÉNOPHOBES CONTRE DES ÉTUDIANTS AFRICAINS

(De notre correspondant.)

Pékin. — En dépit des déclarations identifiantes du ministère chinois des affaires étrangères, les manifestations xénophobes des étudiants de Tianjin n'ont pas pris fin.

Samedi 31 mai, des étudiants africains ont été tués, sur le conseil des autorités locales, l'hôtel où ils s'étaient réfugiés. Ils ont entêté leur marche en direction de Pékin, distante d'environ 150 kilomètres. Cette marche, surveillée par la police, s'est terminée en autocar. Là-bas, selon un étudiant européen, qui, comme beaucoup d'autres, a préféré se replier sur Pékin, plus d'un millier d'étudiants chinois avaient manifesté aux cris de « les étrangers dehors ». Déjà l'autonomie de certaines universités de province avaient manifesté contre les Japonais avant de s'en prendre aux autorités. Celles-ci avaient tout d'abord laissé faire, heureusement, semble-t-il, de montrer à Tokyo que l'opinion chinoise pouvait redevenir antijaponaise.

### Un racisme évident

A Tianjin, les incidents avaient commencé lors d'une soirée où les étudiants africains, mais pas seulement eux, célébraient de manière un peu bruyante l'anniversaire de l'OUA. Des bagarres avec des étudiants chinois avaient suivi, chaque côté rejetant la responsabilité sur l'autre (le Monde du 28 mai).

Cet incident est symptomatique des relations difficiles entre étudiants étrangers, en particulier africains ou du tiers-monde, et chinois. Le manque de compréhension, un racisme évident, ou pour le moins un sentiment de supériorité des Chinois envers des Africains contraints parfois de passer des années en Chine dans des conditions matérielles difficiles, en sont la cause. Les coutumes des étudiants africains, dans une Chine particulièrement pudibonde — du moins officiellement, — l'impression qu'ont certains Chinois que les étrangers bénéficient d'un traitement privilégié et aussi l'inaction des autorités universitaires aggravent la situation.

On parle de jeunes personnes qui auraient été chargées d'aider les étudiants africains à supporter leur solitude, de prostitution de relations homosexuelles et de consommation de drogues « douces ». Mais le refus des autorités chinoises de reconnaître les problèmes ne facilite pas leur solution.

Les étudiants étrangers bénéficient d'un traitement relativement privilégié par rapport aux Chinois, mais généralement pas par rapport à celui qu'ils auraient dans leur propre pays. Les frais de scolarité, surtout pour les étrangers non boursiers, ont augmenté de manière vertigineuse tandis que les conditions d'enseignement restent souvent médiocres, ce qui crée un certain malaise depuis la rentrée. Cela étant, comme toujours, les étudiants chinois sont à l'avant-garde de l'opinion publique. Et, bien évidemment, celle-ci ressent parfois une certaine envie devant le niveau de vie des étrangers.

PATRICE DE BEER.

### Inde

#### « Semaine du génocide » au Pendjab

#### La survie du gouvernement sikh modéré de l'Etat est en jeu

De notre correspondant

New-Delhi. — Quatre morts qui s'ajoutent aux quelques soixante-dix tués du mois de mai, deux cent-cinquante sikhs arrêtés — qui font rejoindre en prison plusieurs centaines de leurs camarades — c'est le bilan du premier jour, dimanche 1<sup>er</sup> juin, de la « semaine du génocide » déclenchée au Pendjab par les séparatistes. En principe, il s'agit de commémorer le « massacre » d'un millier de sikhs, il y a deux ans, au Temple d'or d'Amritsar (1).

En réalité, l'objectif des extrémistes est de tenter une mobilisation pour leur cause tout en poursuivant l'opération « Terroriser les hindous ». Lancée il y a trois ans et singulièrement amplifiée depuis quelques semaines, bref, le gouvernement sikh modéré du Pendjab, qui s'efforce de maintenir la répression contre ses coreligionnaires indépendants, joue une nouvelle fois son avenir cette semaine. Outre les deux cent cinquante arrestations préventives de jeunes activistes, deux mesures ont été annoncées ses dernières quarante-huit heures pour leur couper l'herbe sous les pieds.

D'abord, les forces de police et paramilitaires, qui avaient délogé les séparatistes du Temple d'or il y a un mois et qui avaient été laissées sur place pour parer à toute éventualité, ont été retirées dimanche et lundi matin du complexe religieux. Par précaution cependant, les détachements de sécurité qui entourent le Temple du sikhisme ont été renforcés et les autorités légales modérées du Temple ont recruté plus d'un millier d'anciens militaires à feu. Leur mission : empêcher une nouvelle occupation du Temple par les forces extrémistes.

#### Multiplication des assassinats

Seconde mesure annoncée ce week-end pour priver les séparatistes d'un argument de mobilisation : Chandigarh, la capitale commune au Pendjab (en majorité sikh) et à l'Haryana (essentiellement hindoue) sera attribuée au seul Pendjab le 21 juin prochain. Il y a dix-sept ans que nous luttons pour ce transfert », s'est exclamé M. Surjit Singh Barnala, le ministre-chef modéré de l'Etat des sikhs. « Nous avons fini par gagner. Chandigarh est notre cadeau aux populations du Pendjab ».

Nul doute, en effet, que cette mesure, annoncée en temps opportun par le gouvernement de M. Rajiv Gandhi pour renforcer la position de M. Barnala, fera plaisir aux sikhs de l'Etat. Pour les hindous, cependant, qui constituent tout de même 40 % de la population pendjabie, l'urgence est ailleurs. Les organisations qui les représentent réclament avec insistance le déploiement immédiat de l'armée dans les trois districts frontaliers avec le Pakistan.

théâtre privilégié du terrorisme antihindou.

Plus de deux cents familles hindoues apeurées ont, depuis un mois, fui ces zones rurales pour se réfugier dans les grandes villes où leurs coreligionnaires sont souvent majoritaires. Toutefois, si la migration devait s'accroître avec la multiplication des assassinats, M. Rajiv Gandhi serait éventuellement contraint de céder. Les députés pendjabis hindous de son parti réclament de plus en plus le soutien de leur vote, à l'Assemblée nationale, le gouvernement minoritaire de M. Barnala.

Le déploiement de l'armée rendrait vite intenable la position de M. Barnala, rendue extrêmement fragile depuis la scission de son organisation, l'Akali Dal (2). L'effondrement de son gouvernement signifierait, surtout, la fin de l'habile stratégie mise au point par le premier ministre indien et qui consiste, depuis plus de six mois, à faire traiter la question sikh par le gouvernement local. Les extrémistes, qui, de l'aven même du chef de la police, sont parvenus à transformer le Pendjab en une sorte d'Irlande du Nord, auraient alors remporté une incontestable victoire.

PATRICE CLAUDE.

(1) Le 4 juin 1984, Indira Gandhi ordonnait l'assaut du Temple d'or. Il y eut plus d'un millier de victimes.

(2) Pour protester contre la nouvelle entrée de la police, le 30 avril, dans le Temple d'or, et peut-être surtout pour satisfaire leurs ambitions personnelles, vingt-sept députés de l'Akali Dal ont quitté le 8 mai les rangs des modérés. Devenu minoritaire au sein de l'Assemblée locale, le gouvernement de M. Barnala ne survit depuis qu'avec l'appui des députés du Congrès-I de M. Rajiv Gandhi.

#### UN COLLOQUE A PARIS SUR L'AFGHANISTAN

Un colloque international, organisé par le Bureau international Afghanistan, vendredi 30 et samedi 31 mai à Paris, a réclame la participation de la résistance afghane à toute négociation du conflit. Plusieurs dizaines de personnalités, françaises et étrangères — dont MM. Jean-François Deniau, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Carlo Ripa di Meana (Italie), commissaire européen, Paolo Falcone (Italie), secrétaire général du groupe socialiste au Parlement européen, ainsi que Klaus Hansch, membre du Bundestag, vice-président de la commission politique du Parlement européen, — ont participé aux débats.

Le Bureau international Afghanistan milite pour une reconnaissance politique de la résistance afghane, dont une délégation sera reçue, mardi, par M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

LA VIE EN  
SONGÉ MES

مذا من لاصح



ENQUÊTE

# LA VIE EN TERRASSE : Y AVEZ-VOUS SONGÉ MESSIEURS LES BÂTISSEURS ?

Si l'on demande à un enfant de dessiner une maison, sa main malhabile esquissera d'abord un toit en forme d'accent circonflexe. Le symbole a été transmis de génération en génération comme l'expression la plus évidente de notre culture occidentale, jusqu'à la caricature. Certes, il existe de très beaux toits pentus couvrant de la somptueuse demeure à la modeste maison rurale. Mais il existe aussi quantité de toits anonymes, sans caractère, qui ne sauraient prétendre s'identifier à un quelconque style régional.

Ces toits-là pourraient être agréablement remplacés par des terrasses où il fait bon vivre, à la belle saison. Les logements pourraient ainsi être prolongés plus fréquemment, à chaque niveau, par des terrasses-jardins verdoyantes.

Quant aux immeubles collectifs, leurs toitures pourraient recevoir des équipements sociaux ou de loisirs, au lieu d'être si tristement désertées. Mangerions-nous d'imagination ? Y aurait-il un blocage, intellectuel ou mécanique, provoqué par des inerties administratives, réglementaires, ou culturelles ?

Pour tenter de découvrir les éventuelles raisons d'un renoncement, et tout en espérant trouver les traces d'une nouvelle volonté créatrice, nous avons rencontré des hommes dont le métier est de bâtir, de réfléchir sur la conception des logements de notre temps : des architectes, des techniciens, des paysagistes, des responsables politiques.

Une expression architecturale de l'art de vivre se prêtait à merveille à cette exploration : la terrasse, avec tout ce qu'elle évoque d'agréments, de loisirs, de rêves ensoleillés. Avec aussi, en préalable, la brutale comparaison qui s'impose... de Babylone à nos jours.

## Les anciens savaient vivre !

Comme le rappelle Michel Corbet, jardinier en chef de l'EPAD (Etablissement Public d'Aménagement de la Défense), le palais du roi Nabuchodonosor comportait des terrasses plantées sur 1.800 mètres carrés.

C'étaient les jardins suspendus de Babylone, au VI<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ ! Les 12 terrasses superposées en dégradé formaient une pyramide tronquée. Sur un mètre d'épaisseur de terre végétale, poussaient des rochers, des lilas, des jasmains et toutes sortes d'arbres fruitiers. En d'autres endroits étaient plantés des palmiers, des peupliers, des pins... On accédait d'étage en étage par des escaliers disposés en périphérie, chaque niveau révélant un nouveau paysage, un nouveau rêve.

26 siècles plus tard, la terrasse n'est le plus souvent qu'un espace triste et inaccessible, d'où émergent de laides excroissances. Mais il suffit de regarder Paris de haut pour voir qu'il existe néanmoins des aires verdoyantes, aménagées agréablement. Certes, ce n'est pas Babylone. Mais ceux qui en jouissent ont trouvé mode de vie incomparable. La terrasse, c'est leur jardin, leur salon d'été, leur solarium, leur espace de jeu ou de gymnastique, leur tranquillité, leur altitude. C'est un lieu de réflexion, de bricolage, un prolongement du logement, une nouvelle dimension sous le soleil ou les étoiles.

Alors, pourquoi tant de terrasses inutilisées au sommet de nos immeubles ? Pourquoi ne pas animer ces surfaces mortes au profit d'un art de vivre retrouvé ?

## Terrasses interdites.

Aux HLM, l'idée d'utiliser les terrasses des immeubles en lieux d'agrément n'est pas rejetée mais semble poser des problèmes difficilement surmontables.

Tout ce qui est collectif, nous dit-on, doit être entretenu, géré, surveillé et cela coûte cher. De

— Quand on fait une terrasse en France, on en fait quatre en Allemagne et dix en Amérique du Nord. Pourquoi a-t-on avili l'image de la terrasse dans l'esprit public ? Pourquoi multiplie-t-on les maisons individuelles style Ile-de-France, sans intervention d'architectes et qui composent finalement un paysage déplorable ?

Ministère de l'Urbanisme et du Logement.

M. Guegan, chef de la commission chargée des rapports avec l'industrie du Bâtiment, ne mâche pas ses mots : "Tous les organismes ayant pouvoir sur la délivrance du permis de construire devraient être regroupés sous le vocable "tutelle-construction". Cette tutelle pri-

C'est pourquoi il est nécessaire de réaliser des opérations-pilote qui servent de références architecturales majeures. Il sera alors possible de débloquent le système et de démontrer qu'il existe d'autres choix. Mais, pour réussir, il faut toujours rechercher l'harmonie car le toit-terrasse implique une rigueur volumétrique qui n'est pas toujours aisée à manier.

pour un type de couverture économique. Sous nos climats tempérés, elle est d'un agrément considérable... Pour Henri Ciriani, l'architecte-poète, la toiture pointue est une stagnation : "Je me suis posé la question de savoir pourquoi les gens ont l'impression qu'un bâtiment est mieux fini avec un toit pointu. C'est sans doute parce que ce toit semble amener plus doucement le ciel vers la terre, alors que l'horizontale est tranchante... C'est la raison pour laquelle je cherche à créer des transparences, des liaisons. Quand les terrasses sont plantées, leurs émergences vertes sont des douceurs entre le ciel et le bâtiment. C'est le moyen de faire venir la campagne à la ville. Voyez Sarcelles, considérée dans les années 60 comme une maladie. Maintenant que les plantations ont poussé, que la nature a lié les bâtiments, la Sarcelle a disparu."

Henri Ciriani est un inconditionnel de la couleur, de la verdure. Sa "Cour d'Angle" de Saint-Denis est sans doute une des plus belles expressions de ce que peut proposer et réussir un architecte :

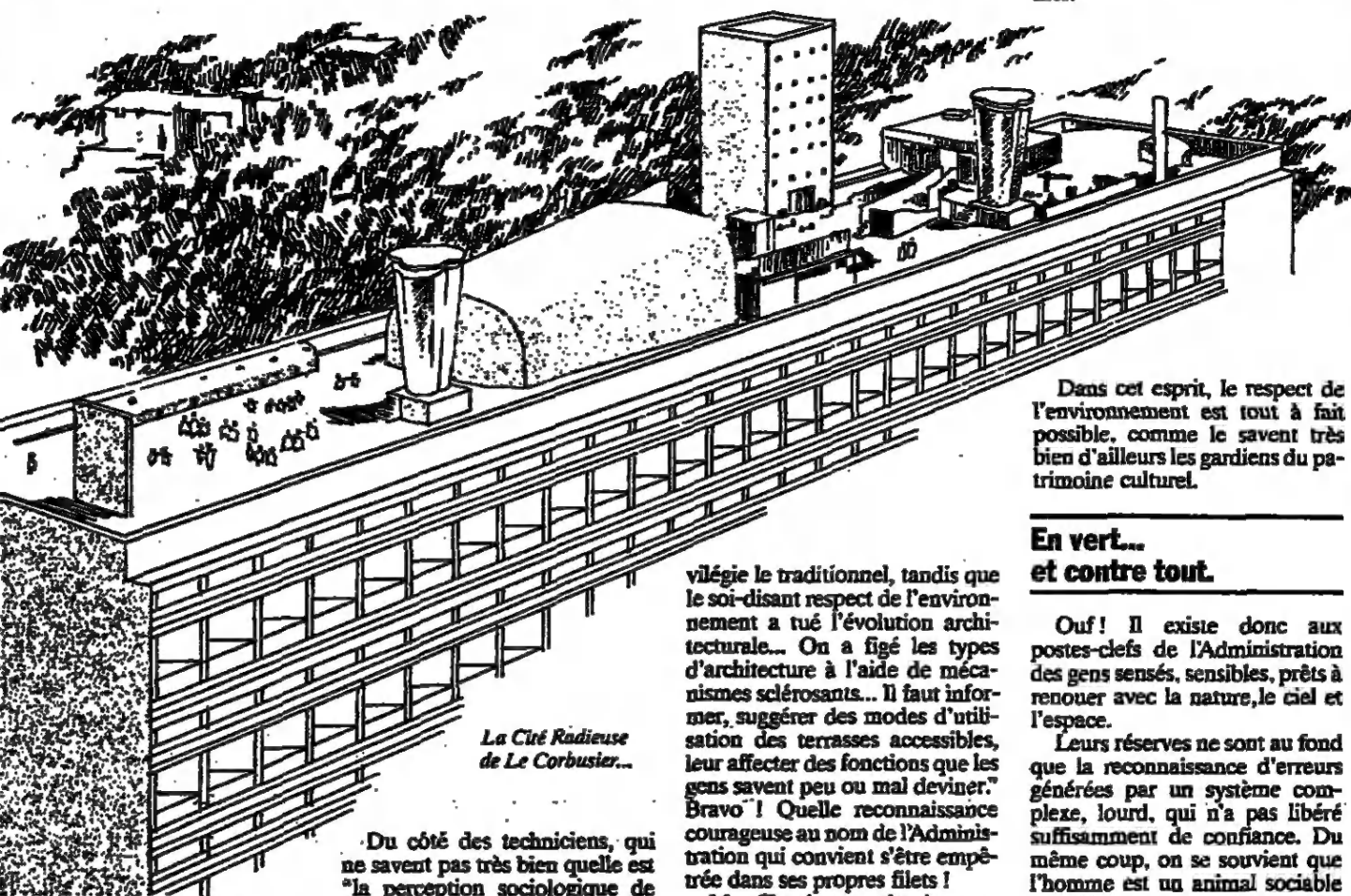
"La façade est érodée de manière que le ciel puisse s'introduire dans le bâtiment. Les deux derniers niveaux sont peints en bleu... Remarquez les plantations sur la terrasse-jardin de la crèche et les plantes disposées sur les terrasses privatives des logements. Le bâtiment n'était pas encore occupé qu'il était déjà tout vert !"

Citons encore les "Cités Radieuses" de Le Corbusier, à Marseille, où les terrasses sont des espaces ouverts à tous les habitants, sous forme de jardins, d'école maternelle, d'équipements divers... Sans oublier les architectes italiens des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, qui ont exporté leurs terrasses jusqu'à Varsovie et Saint-Petersbourg, lieux où pourtant s'accumulent des mètres de neige !

Ces réalisations, unanimement reconnues comme des réussites architecturales, sont la preuve formelle que les toitures-terrasses et les terrasses-jardins peuvent grandement participer à une autre manière de vivre, plus belle, plus libre, plus aérée que celle subie aujourd'hui. Il se révèle que la terrasse d'agrément n'est pas l'apanage du riche et donc que de nombreux logements sociaux pourraient en bénéficier.

Des solutions économiques acceptables existent et il suffirait de quelques déclics pour qu'elles soient appliquées à bien plus grande échelle, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Alors, puisque c'est possible...

(A suivre...)



La Cité Radieuse de Le Corbusier...

Dans cet esprit, le respect de l'environnement est tout à fait possible, comme le savent très bien d'ailleurs les gardiens du patrimoine culturel.

## En vert... et contre tout.

Ouf ! Il existe donc aux postes-clés de l'Administration des gens sensibles, prêts à renouer avec la nature, le ciel et l'espace.

Leurs réserves ne sont au fond que la reconnaissance d'erreurs générées par un système complexe, lourd, qui n'a pas libéré suffisamment de confiance. Du même coup, on se souvient que l'homme est un animal sociable et qu'il suffirait sans doute de lui proposer un habitat agréable, avec un air de liberté, pour éviter des écarts de comportement, des réactions de "zonard".

Des architectes, qui ont compris depuis longtemps l'intérêt de la terrasse-jardin, nous ont heureusement laissé des exemples éclatants de ce qu'il est possible de réaliser.

Leur tâche ne fut pas aisée car la terrasse est un "plus" qui, à moins d'un concours ou d'un projet particulier, ne se prévoit généralement pas. Citons les im-

meubles en terrasse-jardin de Renaudie à Ivry et Givors, la réalisation de Technip à Saint-Nazaire où les terrasses descendent vers la mer dans une intégration parfaite au site. Citons l'immeuble célèbre de la rue Vavin à Paris, où Sauvage imagina le premier des terrasses en retrait. Baladur s'en est inspiré pour construire les pyramides de la Grande Motte, "chaque appartement ayant sa relation avec le ciel, l'air, l'espace", grâce à de vastes terrasses privatives de 5 x 3,50 m.

"Je regrette, dit l'architecte, que les promoteurs maîtres-d'ouvrage et investisseurs, prennent le plus souvent la terrasse

villégie le traditionnel, tandis que le soi-disant respect de l'environnement a tué l'évolution architecturale... On a figé les types d'architecture à l'aide de mécanismes sclérosants... Il faut informer, suggérer des modes d'utilisation des terrasses accessibles, leur affecter des fonctions que les gens savent peu ou mal déviner. Bravo ! Quelle reconnaissance courageuse au nom de l'Administration qui convient s'être emparée dans ses propres filets !

M. Chaulier, urbaniste en chef de l'Elat, conseiller technique auprès du directeur de l'Architecture et de l'Urbanisme, dénonce également la recherche trop sévère d'une identité néo-régionaliste, qui rend vite caduques des compositions originales et séduisantes, telles que celles imaginées par des architectes comme Jacques Bardet conseiller

En construction neuve, les solutions sont heureusement beaucoup plus simples, d'autant que l'on sait réaliser aujourd'hui des terrasses robustes, parfaitement étanches qui ne sont plus la bête noire des maîtres d'ouvrage. Les élastomères, les plastomères et certains systèmes constructifs par dalles sur plots sont parfaitement adaptés et économiques.

Mais "la perception sociologique de l'espace" se reconnaît néanmoins chez les techniciens par des expressions spontanées. En exemple, on cite au CSTB les terrasses du Japon qui sont de véritables refuges où l'on peut rencontrer des parcelles de nature, des bastions d'équilibre psychique qui repoussent le seuil de l'intolérance. Sans doute nous n'en sommes pas là, puisque notre espace vital est beaucoup plus large. Mais faut-il attendre que la terrasse soit devenue un besoin impérieux de survie dans certains quartiers surpeuplés ?

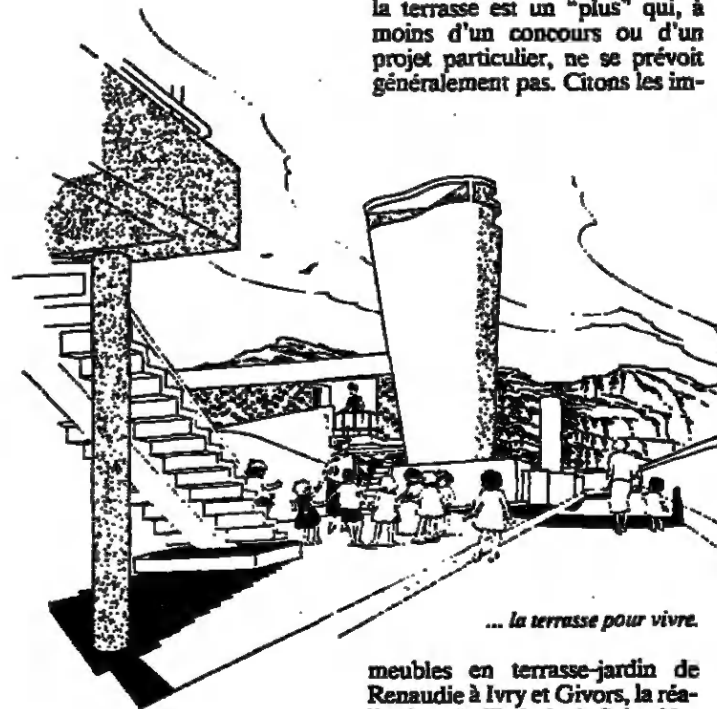
Et si le problème résidait tout simplement dans la peur d'oser, de bouleverser de sacro-saintes habitudes, de prendre quelques risques. S'il suffisait de faire un peu confiance à nos concitoyens ?

## Savoir s'en servir.

Nos concitoyens ! "On ne leur a jamais montré autre chose que des maisons individuelles traditionnelles comme l'exemple du meilleur choix", ironise-t-on au

technique auprès du Directeur de l'Architecture ou Jean Renaudie, "qui avait les mains toujours pleines d'architectures étoilées".

"La ville - dit M. Chaulier - réclame des espaces de "préhabitation" intermédiaires. Il faut penser en particulier aux personnes âgées qui sont de plus en plus nombreuses. Elles ont besoin d'une vie de proximité non forcée qui leur permet de garder le contact avec le monde extérieur. Or la terrasse autorise ce doux prolongement de la vie.



... la terrasse pour vivre.

meubles en terrasse-jardin de Renaudie à Ivry et Givors, la réalisation de Technip à Saint-Nazaire où les terrasses descendent vers la mer dans une intégration parfaite au site. Citons l'immeuble célèbre de la rue Vavin à Paris, où Sauvage imagina le premier des terrasses en retrait. Baladur s'en est inspiré pour construire les pyramides de la Grande Motte, "chaque appartement ayant sa relation avec le ciel, l'air, l'espace", grâce à de vastes terrasses privatives de 5 x 3,50 m.

"Je regrette, dit l'architecte, que les promoteurs maîtres-d'ouvrage et investisseurs, prennent le plus souvent la terrasse



# politique

DEUX MOIS DE COHABITATION

## Les choix obligés de M. Chirac

(Suite de la première page.)

Le président accepte une décision, dit-on en coulisses ministérielles, avec lui, le premier ministre s'installe résolument dans un secteur - la politique extérieure - qui fut un temps « réservé » au président. Ni les avertissements ni les réserves présidentielles ne semblent intimider ses interlocuteurs. Bref, M. Chirac ne retient de la « ferveur cohabitationniste » de l'opinion que le respect des formes (1).

M. Chirac respecte également un vieux précepte pompidouien : il n'est pas de « meilleure politique » que celle de son propre électoral. Consigne que n'ont respectée ni M. Chaban-Delmas ni, après lui, M. Giscard d'Estaing. Faire quelques réserves à leurs adversaires a valu à l'un et à l'autre d'être accusés du crime de lâcheté : leur « socialisme rampant » est censé avoir ouvert la voie à la gauche.

Chez M. Chirac, fois de tout cela : on s'adresse prioritairement aux agriculteurs (dévaluation), aux chefs d'entreprise (la suppression de l'autorisation administrative de licenciement n'est que l'une des « incitations » évoquées par M. Séguin), et pour apaiser tous ceux qui sont non seulement sensibles à l'insécurité, mais aussi aux thèses de M. Le Pen, MM. Pasqua et Pandraud font du zèle. Cette attention de tous les instants confine parfois à la caricature, lorsqu'il s'agit de conforter non seulement un électoral local, mais aussi les intérêts d'un homme, M. Jacques Laffeur, en Nouvelle-Calédonie.

Tout se passe donc comme si la stratégie présidentielle de M. Chirac reposait sur l'idée qu'il n'y a pas, pour l'actuelle majorité, de réserves au centre, mais à droite, et à droite de la droite. Le rapport des forces est considéré comme suffisamment favorable.

pour gagner une présidentielle, en tout état de cause rapprochée (le délai maximal n'est plus que de vingt-deux mois), à condition de susciter l'adhésion suffisamment solide d'un bloc (droite et extrême droite) qui représentait 55 % de l'électorat le 16 mars dernier. D'où le souci, marqué dans la composition du gouvernement (au sein duquel sont présents tous les chefs des partis qui composent l'UDF), de constituer autour de M. Chirac un bloc RPR-UDF, afin de placer MM. Barre et Giscard d'Estaing hors jeu. Seul le leader de ce bloc pourras, le moment venu, obtenir l'ensemble des suffrages des droites.

Il va de soi que, dans ce schéma, M. Léotard joue - mutatis mutandis - le rôle de M. Chirac auprès de M. Giscard d'Estaing avant la conquête, par ce dernier, de l'Élysée. Il serait au premier tour le candidat UDF à l'élection présidentielle le mieux à même d'aider M. Chirac au second tour.

### Deux limites

Dans ce contexte, le retour au scrutin majoritaire à deux tours intervient comme un moyen supplémentaire de ficeler ce bloc. Avis aux députés UDF : si un gouvernement libéral est (en théorie) hostile aux subventions, il ne dédaigne pas de distribuer les circonscriptions !

La logique de M. Chirac porte toutefois en elle-même ses propres limites : elle peut être mal accueillie et altérer l'image du futur candidat à l'élection présidentielle.

Deux mois ont en effet suffi pour anéantir les espoirs de M. Chirac : lui qui misait sur un mouvement de confiance analogue à celui qu'avait fait naître, en 1959, le plan Rueff-Armand, lui qui comptait sur la rapidité de la

procédure des ordonnances, comme de Gaulle en 1959, le voilà face à une « incertitude », à des doutes sur la capacité à réunir sa politique économique. La baisse de la Bourse, en mai et juin 1981, n'avait-elle pas été analysée par lui-même, dans nos colonnes, comme le premier signe de la défiance à l'égard de la gauche ? (2). En outre, les patrons paraissent tout à fait insensibles aux « appels à l'embauche » du premier ministre ; comme s'ils étaient dans l'attente de nouvelles contreparties.

### Exigences

L'accueil n'est certes pas décevant partout. Les mesures « sécuritaires » suscitent plus d'éloges que de blâmes. Pourtant, elles vont très loin, trop loin : outre les dangers que recèlent, en elles-mêmes, certaines de ces mesures, elles peuvent se retourner contre leurs auteurs : que l'on sache, la loi Peyrefitte n'a pas profité à M. Giscard d'Estaing en 1981. Peut-être même a-t-elle accentué le sentiment d'insécurité.

En matière économique, la privatisation aurait pu être l'habillage idéologique idéal d'une conjoncture que l'on attendait meilleure. Le redressement opéré de 1983 à 1985, les quelques bons indices du début de l'année 1986 ont créé une attente, un espoir dans l'opinion. Comment contourner celle-ci, sinon en dramatisant l'état des lieux et les perspectives immédiates (comme le font MM. Balladur et Séguin) ? Cette opération psychologique a bien sûr des effets pervers (sur la Bourse notamment). Mais elle peut permettre au gouvernement, à terme, de se prévaloir d'un redressement, si mince soit-il.

Il y a plus dommageable encore. M. Chirac donne l'impression de devoir naviguer entre les exigences du « programme commun » de la droite et celles des

lobbies qui agissent en son sein. Tout de réaliser chaque article de la plate-forme par des militants - au premier rang desquels, M. Giscard d'Estaing, - qui se comportent comme le PC des années du programme commun, ou comme les socialistes du congrès de Valence, M. Chirac a bien du mal à donner de son gouvernement une image cohérente.

L'impression de désordre s'accroît d'ailleurs au vu des démentis que s'infirment successivement MM. Balladur et Léotard (3) ou M. Monory et M. Alliot-Marie, sans parler du conflit larvé qui oppose MM. Balladur, Juppé et Cabana. Pressé par ses commanditaires, prisonnier de sa majorité, M. Chirac peut être alors conduit à confondre rapidité et brutalité, par usage abusif et répété du trop fameux article 49-3.

Si bien que le premier ministre paraît aujourd'hui pris en sandwich : entre un président, qui est maître du calendrier de l'élection présidentielle, et sa majorité, dont une partie reste hostile à la cohabitation ; entre un schéma rapide (gouverner par effets d'annonce en vue d'une présidentielle anticipée) et un schéma plus long, celui d'une cohabitation allant à son terme ; entre les dangers qui guettent, rapidement, tout gouvernement (l'instabilité) et la nécessité de prendre le temps de se donner une image d'homme d'Etat. Au bout du compte, M. Chirac risque de se conduire comme le chef d'un gouvernement intermédiaire, et ne paraît guère avoir les moyens de changer de stratégie en cours de route pour brusquer l'événement.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Lire l'article de M. Jérôme Jaffré « La ferveur cohabitationniste » dans nos éditions du 29 mai 1986.

(2) Article de M. Jacques Chirac intitulé « Retrouver le sens des mots et la réalité des choses » dans le Monde du 23 juin 1981.

(3) Il n'est pas d'exemple dans les annales du Conseil d'Etat d'un gouvernement renouant son propre projet alors que le texte est en cours d'examen par l'Assemblée du Palais Royal. En l'espèce, M. Balladur n'était pas satisfait du texte de M. Léotard sur la privatisation de TPF.

## AU « GRAND JURY RTL - LE MONDE »

### M. Madelin : M. Léotard est le meilleur candidat de l'UDF

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, invité du « Grand Jury RTL - Le Monde » dimanche 1<sup>er</sup> juin, a déclaré : « Eh bien ! la cohabitation, cela marche ! Cela correspond manifestement au souhait des Français. Le président de la République est devenu, en quelque sorte, un président arbitre. Mais qui sait un libéral, je souhaite depuis toujours un équilibre très sage du pouvoir. Et les Français, dans leur sagesse, souhaitent cet équilibre. Dès lors que le président de la République devient un président arbitre - ce qu'est François Mitterrand aujourd'hui -, les Français sont satisfaits de la cohabitation. »

« Cela étant, le président de la République peut avoir, de temps en temps, le tentation de quitter son rôle d'arbitre et de taper dans le ballon, mais, tant qu'il restera un arbitre, la cohabitation marchera. »

« Si la période de cohabitation se termine bien - soit-on jamais ? - on pourra faire en sorte que la pratique future de la 1<sup>re</sup> République ne soit plus tout à fait la même. L'équilibre des pouvoirs aura été amélioré avec un gouvernement qui gouverne, un président de la République qui se consacre à l'essentiel et un Parlement qui légifère. »

« Mais si le président voulait abandonner son rôle d'arbitre pour jouer avec l'équipe de l'opposition, je suis persuadé qu'il en ressortirait terriblement affaibli. Ce n'est pas le cas, mais ce pourrait être la tentation. Ce que les Français aiment bien chez Mitterrand, ce qui explique qu'il monte dans les sondages, c'est que le président se situe

## Les états d'âme du CDS ? Chut !

M. Pierre Méhaignerie, qui cumule désormais la présidence du Centre des démocrates sociaux et la charge de ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, ne manque pas d'humour. Il en faut beaucoup, en effet, pour affirmer sans rire, comme il l'a fait samedi 31 mai, que son parti ne connaît « aucun état d'âme » à l'interieur de la majorité. La réunion du conseil politique du CDS, au terme de laquelle M. Méhaignerie a soutenu cette affirmation, a montré, au contraire, que de nombreux militants centristes s'interrogent déjà sur la cohérence de la ligne officielle du parti, conduite par M. Jacques Chirac.

Bien que leur formation ait approuvé, comme les autres composantes de l'UDF, la plate-forme électorale de la nouvelle majorité, plusieurs députés ont vivement critiqué les orientations ultra-libérales du gouvernement. « Pourquoi aller si vite dans la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ? Il y a là de légitimes motifs d'inquiétude », a dit l'un. « On a l'impression que c'est en lisant le Figaro chaque matin, que certains de nos gouvernants trouvent ce qu'ils vont avoir à faire et pour nous, démocrates sociaux, c'est une source de malaise », a déclaré un autre. « Pour la première fois, les retraités français n'auront aucune revalorisation de leurs pensions et, si cela continue comme ça, il y aura les décrets du libéralisme comme il y a eu les décrets du socialisme », a dit un troisième. « La gauche ne doit pas avoir le monopole de la défense du monde du travail », a souligné un militant syndical. La politique du logement, dont M. Méhaignerie a la responsabilité, n'a pas échappé à la morsure du conseil politique : « Ne touchons pas à la loi de 1948, nous bénéficierions les personnes âgées qui paient de petits loyers, sinon nous allons créer un mauvais climat, parce qu'il y a tout de même, dans notre pays, plus de locataires que de propriétaires », s'est entendu dire le ministre.

Réaffirmant les convictions baristes qui avaient conduit le CDS à se prononcer avant le 16 mars contre la « cohabitation », certains députés ont carrément pris à partie le premier ministre, jugé « complice » de M. François Mitterrand. L'un d'entre eux, venu d'Aix-en-Provence, a même rouvert une vieille plaie en rappelant la part prise par M. Chirac dans la chute de M. Giscard d'Estaing en 1981 : « Compte tenu de son attitude à

cette époque, j'espère qu'on ne prônera pas la main à son succès et qu'on fera en sorte qu'il ne soit pas en tête au premier tour de la prochaine élection présidentielle », a déclaré cet iconoclaste antichiracien, sous les applaudissements d'une partie de l'auditoire.

A dire vrai, l'épanchement de ces humeurs avait été favorisé par le ton délibérément provocateur du rapport introductif présenté samedi matin par le rédacteur en chef de l'hebdomadaire du parti, M. François Bayrou, député des Pyrénées-Atlantiques.

### Ultralibéralisme

Chargé de susciter un débat interne sur le destin du CDS au sein de la droite libérale dans la perspective du prochain congrès du parti, qui doit avoir lieu les 7, 8 et 9 novembre à Metz, ce jeune Béarnais avait, en effet, souligné : « Tout se passe comme si les forces sociales conscientes étaient d'accord avec celles qui forment l'assise de la droite traditionnelle. Nos partisans du RPR durcissent leur langage pour répondre à un certain nombre de pressions et d'imputations, et au sein de l'UDF, nos amis du Parti républicain ont choisi le créneau idéologique de l'ultralibéralisme, qui leur fait retrouver leurs racines mais dont nous savons qu'il n'est pas le nôtre, pas celui du centre. »

A quoi M. Bernard Stasi, député de la Marne, avait ajouté : « On a parfois l'impression que le gouvernement s'effrite, à parfois des poussées de ferveur, ce n'est pas très sain. Nous sommes en fait en train de conserver son sang-froid. »

Solidaire de son président, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a affirmé lui aussi : « Il n'y a pas d'états d'âme [...]. Nous avons trop combattu la cohabitation pour que le pays se trompe d'appréciation et doute d'emblée du gouvernement, au lieu de mettre en cause cette formule bâtarde à laquelle la majorité a été contrainte. » Cela dit, M. Barrot s'est néanmoins égaré à son tour : « Le CDS ne verra le texte sur la fin de l'autorisation administrative de licenciement qu'avec l'assurance que le gouvernement exigera l'ouverture des négociations indispensables pour inventer les méthodes contractuelles nécessaires, pour surveiller l'application des nouvelles règles du jeu, et prévenir les abus éventuels. » Le secrétaire général du CDS a même lancé « un avertissement solennel » aux alliés de son parti à propos de la prochaine échéance présidentielle : « Que l'on ne compte pas sur nous pour jouer les carabiniers de la dernière heure chargés de faire l'appoint du dernier moment ! »

Le ministre de l'éducation nationale, M. René Monory, a été le seul à ne pas s'encombrer de subtilités dialectiques : « La plate-forme électorale, nous l'avons signée et nous devons faire preuve de cohérence. Ce n'est pas avec des états d'âme que le gouvernement gagnera. Nous avons le devoir de ne pas nous tromper d'échelle. Il faut d'abord faire gagner le gouvernement. Toutefois, M. Monory n'a pas poussé le sens de la solidarité gouvernementale jusqu'à approuver le premier ministre dans ses critiques des journalistes de télévision : « Moi, je n'incrimine jamais les journalistes, ni les radios, ni les télé. S'ils ne parlent pas assez bien de ce que nous faisons, c'est parce que nous ne le faisons pas assez bien. »

Concluant cette journée de débat, M. Méhaignerie a donc accueilli ces manifestations d'humeur avec sérénité : « L'essentiel des actions du gouvernement va dans le bon sens et, si la cohabitation n'est pas un rêve, ce n'est pas non plus le cinquième de nos engagements. Plutôt que de pratiquer lui aussi le grand écart, le président du CDS s'est employé à désamorcer les velléités contestataires en affirmant sa volonté de peser davantage « en amont » de l'action gouvernementale afin que la politique de la majorité intègre mieux les préoccupations des centristes. Il insistait, en particulier, pour que le gouvernement accorde le caractère social des mesures qu'il envisage en faveur des chômeurs de longue durée et des familles nombreuses, et se refuse toujours sur ce dernier point à faire une distinction entre les familles d'immigrés et les familles françaises. »

M. Méhaignerie a finalement réussi à réconcilier tous son petit monde... sur le dos de M. Mitterrand ! Il a accusé le président de la République d'avoir eu, ces derniers temps, un comportement électoraliste : « Il essaie de capter à la fois une partie de l'héritage gaulliste et l'héritage centriste. Ne tombons pas dans le panneau. C'est une forme de démagogie qui, dans la difficile situation actuelle du pays, n'est pas à la mesure des enjeux de la France. »

Quoi d'étonnant, après tout, à ce qu'un ministre du logement se montre habile en revalant de l'agade ?

ALAIN LAGAT.

## 1963-1973 LES PRINTEMPS ÉPHÉMÈRES L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR : TOME 3



De l'assassinat de d'Alende, dix années de pleure le Che et Prague sèche ses larmes. Paris s'enflamme en 68. Les États-Unis s'envolent pour la Lune et s'enferment au Vietnam. Deux fois, la guerre au Proche-Orient menace la paix mondiale. Le Monde poursuit la publication de l'Histoire au jour le jour. Le tome 3 reprend ses articles les plus significatifs de la période 1963-1973. Il vous fait revivre ces événements et d'autres encore : le départ de de Gaulle, la mort de Nasser, le voyage de Nixon en Chine par exemple. Il présente la reproduction des « Unes » historiques du Monde et une série originale de cartes pour mieux comprendre les situations. L'Histoire au jour le jour est un ouvrage de référence qu'il faut lire et conserver dans sa bibliothèque.

216 PAGES

En vente chez tous les marchands de journaux

**Le Monde**

**OXFORD**  
OXFORD INTENSIVE  
SCHOOL OF ENGLISH  
English for all levels  
21, rue Théobald-Nodding  
92015 Paris, Tél. 01-45-23-12-42  
Avis de 1983 - N° 4 7189

**L'ANGLAIS**  
**A**  
**OXFORD**

Stages intensifs  
individuels à Oxford,  
toute l'année, toute  
durée, pour écrit et  
oral.  
BAC - HEC  
SCIENCES-PO  
DEUG - LICENCE  
CAPES

Le débat moderne

QUATRE MAGISTÈRES LES AT LA VIE

INGENIEURS ECO BANQUE FINANCE

مركز الدراسات



POINT DE VUE

# Le débat au sein du PS : moderne est un mot terne

par JEAN-FRANÇOIS TRANS (\*)

TOUT le monde, au Parti socialiste, est aujourd'hui moderne. Finalement, le débat capital sur la rupture avec le capitalisme. Tant mieux ! Et si des clivages demeurent, ils ne portent plus guère sur l'organisation de l'économie ou sur l'intensité du changement.

Dès lors, la modernisation du parti ne peut appeler que des réponses communes : ouvrir le PS sur l'extérieur, associer les sympathisants, modifier la déclaration de principe, le mode de désignation des candidats, dépasser les courants. Tout cela est devenu presque évident. Et les pseudo-provocations d'hier sont en passe d'être les préjugés d'aujourd'hui.

A écouter ce qui se dit et à relire ce qui fut écrit, on se demande qui, aujourd'hui, n'est pas « transcurant ». Mais méfions-nous des consensus. Parmi ceux désormais les mieux établis, figure l'exigence d'un PS à 40 %. Inconsciemment il y a peu, car synonyme de rupture avec l'union de la gauche, cette affirmation, depuis le 16 mars, est d'une affligeante banalité. Comme s'il suffisait de proclamer un résultat pour qu'aussitôt la stratégie correspondante se mette miraculeusement en place !

Dans le même souci de faire simple, nombreux sont ceux qui imaginent que l'avenir du parti passe par la désignation de « leur » candidat. A l'évidence, l'affaire est d'importance, le moment venu, il conviendra de désigner le meilleur. Mais qui peut croire que l'image, le discours et le comportement des socialistes ne seront pas, eux aussi, déterminants ? A cet égard, l'esprit d'équipe, la complicité amicale et la solidarité entre les principales composantes du PS joueront un rôle essentiel. La droite peut vivre et parfois prospérer sur les rivalités d'hommes et sur les intrigues. Pas la gauche. Si elle n'est plus fraternelle, elle devient suspecte.

Dans la période présente, les socialistes doivent s'efforcer de répondre sérieusement à trois questions :

## QUEL PROJET DE SOCIÉTÉ ?

L'idée de progrès social n'est pas morte. Elle a simplement changé de portée et de sens puisqu'elle embrasse le contenu du travail, le loir, l'emploi, les libertés et même la sécurité, si tant est qu'elle ne signifie pas une société close.

Aujourd'hui, il s'agit autant de redistribuer des revenus que de confier des responsabilités nouvelles à ceux qui produisent, consomment et même, en ces temps d'insécurité, respirent ! Aussi est-il impérieux de susciter, chez les citoyens, un appétit de prise de décisions, car rien ne serait plus fatal à la gauche que de se satisfaire de cette atonie des individus, de ce repli individuel dès lors qu'il n'est plus exigeant.

L'ambition de la droite est de « rendre le pouvoir à ceux qui l'ont déjà ». Aux socialistes de démontrer que la diffusion de la démocratie n'est pas antinomique avec la performance. Et, si, sur l'économie, les choix s'opèrent moins sur les techniques que sur les résultats, qui ne voit la montée de nouveaux clivages sur les mœurs, la tolérance, la vie en société et les services publics ?

Une nouvelle culture politique est en gestation. Soucieuse de concret et de valeurs morales, elle se préoccupe d'abord de l'essentiel : sincérité des hommes d'efficacité et action. Ce tempérament est de gauche, sans que ses porteurs s'en rendent compte. Aux socialistes de les convaincre. Leur projet est aussi le nôtre.

## COMMENT CONSTITUER UN NOUVEAU BLOC MAJORITAIRE ?

Pour gouverner ce pays, hors périodes exceptionnelles, il faut avoir une majorité, parfois seule, le plus souvent avec d'autres. L'élection présidentielle peut donner l'illusion de dépasser la contradiction, mais chacun sait désormais que la confirmation parlementaire est indispensable.

Le PS n'a en fait que trois solutions : s'allier, rallier, séduire. Sans doute conviendrait-il d'opérer les trois mouvements à la fois : s'unir avec les

forces politiques qui le voudront bien (partout les sociaux-démocrates ont fait ce choix : en Suède, avec le PC st, hier, en RFA et en Grande-Bretagne avec les libéraux) ; convaincre certaines personnalités de l'actuelle majorité que leur idéal se perd dans la boudoirerie libérale ou la gonflette conservatrice ; capter les mouvements de la société par une meilleure attention à des générations, à des aspirations ou même à des professions. D'où l'utilité du débat ouvert aujourd'hui au PS. Sa vocation n'est pas interne mais externe. Les idées n'appartenant à personne, pourquoi ne pas lancer un véritable appel d'offres à l'opinion, aux intellectuels, aux syndicalistes ? Pourquoi ne pas organiser de nouvelles sessions où l'on ne demanderait à personne d'adhérer mais simplement d'apporter une contribution ?

## A QUOI SERT UN PARTI POLITIQUE ?

On dit les Français méfiants à l'égard des organisations. C'est sans doute vrai, mais leur a-t-on présenté les partis autrement que comme des machines à fournir des candidats ? Aussi la question n'est pas de savoir ce que les socialistes veulent faire du PS, mais ce que la société française attend d'un parti.

En fait, deux choses. D'abord, de livrer une conception de l'identité nationale : des valeurs, un mode de vie, une organisation sociale, un ensemble de comportements. Les socialistes ont, en ce domaine, leur singularité. Tandis que la droite conservatrice définit une identité en négatif (contre les immigrés, le désordre, l'Etat, l'égalité), la gauche est pour l'équilibre des pouvoirs, des richesses, des générations.

Mais un parti ne peut en rester là. Les mots ne suffisent plus. Et le citoyen ne peut toujours se contenter avec l'électeur. Une autre relation s'impose. Pourquoi le PS ne mènerait-il pas un combat exemplaire sur les grandes causes humanitaires : faim, pauvreté, racisme, écologie ?

(\*) Pseudonyme de MM. Alexandre Adler, François Hollande, Jean-Yves Le Déan et André Mignard, membres du PS.

**prepasup**  
toutes préparations à

**ipesup**  
HEC - SCIENCES-PO  
MÉDECINE - PHARMACIE

HEC - SCIENCES-PO - MÉDECINE - PHARMACIE

la préparation au succès  
• 1<sup>re</sup> classes préparatoires HEC de France  
• 10 ans d'efficacité pédagogique

TERMINALE C "PILOTE"  
ORIENTÉE HEC  
A PREPASUP (PARIS 16<sup>e</sup>)

ipesup enseignement supérieur privé  
☎ (1) 43.25.63.30 - 16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris

**itc** **CALVITIE AVANCÉE**  
**RESTEZ JEUNE**  
La solution 100 % cheveux naturels, parfaitement invisible. Retrouvez-vous en retrouvant vos cheveux.  
INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.  
Tél. 42-60-69-02. - Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30.  
AMIENS : 503, Chaussée Jules-Ferry, Tél. : 22-49-64-29.

**IAE** INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES  
Université Paris I - Panthéon Sorbonne  
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

FORMATION PERMANENTE

**UN DIPLOME D'UNIVERSITÉ**

● AGENTS DE MAÎTRISE DEPUIS 3 ANS

● TITULAIRES DU BAC (ou d'un diplôme équivalent)

Vous souhaitez élargir vos connaissances en GÉSTION

Nous vous proposons une formation de GÉNÉRALISTE

● 4 à 5 jours par mois pendant 2 ans

● Michèle GRAFFIN 45.58.02.28 - 45.57.28.41

**alternatives ÉCONOMIQUES**

**DÉCHIFFREZ L'ÉCONOMIE AVEC UN REGARD CRITIQUE**

JUIN 86

- Un sondage exclusif : les Français et le chômage.
- Sécurité : pourquoi le déficit.
- Privatisation : mythes et réalité.

☐ JE M'ABONNE pour un an 10 n° : 110 F

Nom : .....

ADRESSE : .....

Retourner à **Alter Eco**  
80, rue d'Assas  
21000 Dijon.

# QUATRE NOUVEAUX MAGISTÈRES EN ÉCONOMIE

## LES ATOUTS DE L'UNIVERSITÉ LA VIE D'UNE GRANDE ÉCOLE

- Formation intensive en TROIS ans assurée par des universitaires et des professionnels.
- Cours qui permet d'obtenir les DIPLOMES NATIONAUX : licence, maîtrise, DEA ou DESS.
- Effectifs réduits, encadrement pédagogique individualisé, stages d'application.

Admission : ■ Niveau DEUG SCIENCES ÉCONOMIQUES ou ÉQUIVALENT  
■ Modalités ■ sélection définies par chaque magistère.

<p>Université d'AIX-MARSEILLE II</p> <p><b>INGÉNIEURS ÉCONOMISTES</b></p> <p>Directeurs : D. TADDEI et D. LAUSSEL Renseignements : 42-27-42-66</p>	<p>Université de CLERMONT-FERRAND I</p> <p><b>DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</b></p> <p>Directeur : Patrick GUILLAUMONT Renseignements : 73-93-84-20</p>
<p>Université de PARIS-DAUPHINE</p> <p><b>BANQUE, FINANCE, ASSURANCE</b></p> <p>Directeur : Pierre-Marie LARNAC Renseignements : (1) 45-05-14-10, p. 22-42 ou 21-52</p>	<p>Université de PARIS-NORD</p> <p><b>ÉCONOMIE INDUSTRIELLE</b></p> <p>Directeur : Jean-Marie CHEVALIER Renseignements : (1) 48-21-02-38 ■ (1) 48-26-98-01</p>

LE MONDE

Léotard  
dat de l'UDF

AI5

RD



# POLITIQUE

## LE RECOURS AUX ORDONNANCES

### Fleurets mouchetés au Sénat

Les choses sans le dire mais elles mieux en disant, voire en le répétant. Comme ils avaient commencé la veille, les sénateurs communistes et socialistes ont exposé, samedi 31 mai, au palais du Luxembourg, les raisons qui motivent leurs amendements visant à faire sortir du champ de la dénationalisation les entreprises que la loi utilise par M. Robert Lantier (PS, Haute-Vienne) résumait : « L'ensemble de l'argumentation de nos collègues pour leurs amendements : « La privatisation est dangereuse, inopportune et contraire à l'intérêt national. »

la privatisation envisagée de la Banque industrielle mobilière privée, Fernand Lefort (PC, Seine-Saint-Denis) y a un exemple de ce que ne devrait pas être une nationalisation, tandis que M. Jean-Pierre Bayle (PS, Français de l'étranger) y a discerné un exemple de rétrocession. De même, M. Daniel Bidard-Beydet (PC, Seine-Saint-Denis) a-t-elle déclaré que la Banque Verreries et commerciale de Paris « réorientée totalement » ses méthodes, alors que M. Alfred Ramassary (PS, la Réunion) citait l'histoire de son entreprise, qui est celle d'un « redressement ». Autre exemple : celui du Crédit industriel commercial de Paris, qui s'est vu reprocher par M. Pierre Gambon (PC, Seine-et-Marne) de se préoccuper plus d'« interventions » que d'« étranger » que du développement de l'île-de-France, ce que

n'a pas manqué de contester M. Bernard Parmentier (PS, Paris), encore M. James Marson (PC, Seine-Saint-Denis), qui a que la Compagnie financière de Suez s'intéresse « plus à Euro Disneyland qu'au tournage-fraisage ». Mais, la gestion serait, celui-ci, « une plus perverse » de « reprivatisation ».

Les échanges fleurets mouchetés n'auront guère été perturbés par les interventions de la majorité ou par celles de M. Camille Cabana, ministre délégué chargé de la privatisation. Certes, M. Etienne Dailly (gauche démocratique, Seine-et-Marne), rapporteur pour avis de la commission des lois, aura rappelé que le gouvernement, dans la première séance de son projet, a quelque peu malmené les contraintes constitutionnelles, qui l'a obligé à corriger sa copie. M. Cabana, quant à lui, s'est contenté d'affirmer que le gouvernement n'a nulle intention de brader le patrimoine national.

## Propos et débats

### M. Jospin : cacophonie

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a notamment affirmé, samedi 31 mai, à Jarnac (Charente) : « Nous avons intérêt à ce que la consultation institutionnelle dure. Même si c'est pénible, il est préférable que l'opinion mesure la réalité de la politique de droite. »

Dimanche 1<sup>er</sup> juin, à Montagnac (Hérault), M. Jospin a dénoncé le caractère « réactionnaire » d'un gouvernement qui, selon lui, propose « un culte du moucheté philosophique de société ». « Il veut », a souligné le premier secrétaire du PS, rétablir le crédit de la police, mais il ne faut pas attendre trois semaines pour assister à de nouvelles bavures. Pour lui, « un nombre de Français commencent à avoir peur de leur police ». M. Jospin juge que le gouvernement est « dans la cacophonie, la maladresse (...) ». En cinq ans, a conclu M. Jospin, nous avons appris à gouverner. En cinq ans, eux, ils ont désappris.

### M. Rocard : je tiendrai le cap

M. Michel Rocard, interrogé dimanche 1<sup>er</sup> juin dans l'émission « 7 sur 2 » de TF 1, s'est refusé à aborder la question de sa candidature à l'élection présidentielle. Il a indiqué toutefois : « Les campagnes électorales ne sont pas toujours les meilleurs moments de la démocratie. Ne les ouvrons pas trop tôt. Mais vous me savez marin : je tiendrai le cap. »

M. Rocard a affirmé qu'il incarne « un long effort [pour] enlever ses béquilles ou ses manettes au socialisme ». « Être socialiste et rocardiste, c'est la même chose », a-t-il ajouté, avant de préciser qu'il revient aux socialistes de faire « l'opinion (...) nous sommes gouvernés pour des raisons qui touchent plutôt aux symboles qu'au bon gouvernement de la France et qu'il va être important de redonner ses chances à un socialisme responsable, ambitieux, mais sachant quels seront les limites et les contraintes, le maximum du possible. »

L'ancien ministre a vivement critiqué, d'autre part, la politique du gouvernement : « Rien de significatif concernant les entreprises n'a été fait. (...) Je comprends les patrons. Ils sont gouvernés par des gens qui n'ont pas le souci de l'économie et de l'entreprise en priorité. » Quant à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, elle va aboutir selon M. Rocard à « une plus de licenciements et à une invasion de plaintes qui conduiront à une paralysie judiciaire ». « Cette décision, a-t-il souligné, montre qu'on n'a pensé à rien. »

### M. Lang : un seigneur

M. Jack Lang, ancien ministre de la culture, invité samedi 31 mai à Radio 98,8 FM à Paris, a notamment déclaré, à l'occasion de l'élection présidentielle : « François Mitterrand est un seigneur, mieux que quiconque, il incarne notre idéal, il est le meilleur. Pourquoi l'affaiblir en déclarant des candidatures prématurées ? Je ne suis pas sûr que François Mitterrand voudra être candidat. »

aujourd'hui, franchement, il est le géant. »

L'ancien ministre a également jugé que le PS, après sa première révolution dans les années 10 sous la direction de François Mitterrand, doit effectuer une deuxième révolution pour rejoindre et faire peu neuve.

### Mme Cresson : le jeu des institutions

Mme Edith Cresson, ancien ministre du redressement industriel et du commerce extérieur, a affirmé, dimanche 1<sup>er</sup> juin, lors du « Forum » de RMC, que François Mitterrand joue parfaitement le jeu des institutions (...). « Je soutiens l'intérêt général de la France [et] maintiendra la cohabitation aussi longtemps que cela sera nécessaire. »

« La rupture ne viendra pas de lui », a précisé Mme Cresson, qui juge, à l'inverse, qu'il n'est pas impossible que M. Chirac souhaite à l'heure des élections pour ouvrir sa chance dans de meilleures conditions, notamment pour ne pas laisser M. Raymond Barre reprendre du poil de la bête, et compte tenu de la dégradation du climat politique pour la majorité actuelle, confrontée, en particulier, à des risques de résultats économiques « catastrophiques » qu'espère à certaines « tentatives sociales ».

### M. Leroy : austérité renforcée

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, a condamné, dimanche 1<sup>er</sup> juin, lors de la fête du PCF de l'Indre, la politique du gouvernement, qui « ne vise qu'à renforcer les bénéfices du patronat », et constitue « de l'austérité renforcée ». M. Leroy a évoqué les projets gouvernementaux pour affirmer : « On assiste à un transfert des capitaux d'une classe dans l'autre, mais ces capitaux continuent d'être immobilisés, gelés, inutilisés. »

### M. Sarre : en accusation

M. Georges Sarre, l'un des animateurs de Socialisme et République (ex-CERES), qui participait, samedi 31 mai à Paris, à l'un des colloques régionaux organisés par ce courant du PS, a notamment affirmé : « Ne craignons pas de dire que lorsque nous reviendrons au pouvoir, nous nationaliserons les groupes industriels et les banques qui seront nécessaires pour une politique industrielle volontariste. Ce ne seront pas mécaniquement les mêmes. Nous déciderons en fonction d'objectifs au service du pays. Face à la droite, ne sombriens pas dans la critique tous azimuts, c'est au nom de l'intérêt public, c'est au nom de l'intérêt général, que nous devons les mettre en accusation devant le peuple. La droite, pour mener sa politique sécuritaire, est amenée à déserter les principes républicains. Au nom de la République, républicains, oui, que la délation c'est l'aliénation du civisme, que les tribunaux d'exception, la négation de l'état de droit. Au nom de l'intérêt public, dénonçons ceux qui, au plus fort de la guerre économique mondiale, vendent nos canons et désarment la France, en sacrifiant la recherche, en amputant les crédits de l'industrie, en vendant les entreprises publiques. »

### M. Gayssot : magouille

M. Jean-Claude Gayssot, secrétaire du comité central du PCF, interrogé sur un éventuel appel à voter pour le PS au second tour des prochaines élections, a affirmé, samedi 31 mai au micro du « Club de la presse » de Radio Fréquence Nord : « Les communistes sauront prendre leurs responsabilités si le gouvernement, avec le concours de M. Mitterrand, fait un chercheteur électoral mettant en cause la représentation nationale du PCF. Il a dénoncé la « magouille électorale » qui consiste en un partage des sièges et des circonscriptions entre la droite et le parti socialiste. Pour M. Gayssot, « la preuve de cette collusion » serait donnée par la signature de M. Mitterrand apposée au bas des ordonnances sur le redécoupage électoral.

### M. Pons : normal de répliquer

Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, qui était, dimanche 1<sup>er</sup> juin, l'invité de la radio privée CVS, a notamment déclaré : « Comme le président de la République à l'air, par des choses dites et non dites, de critiquer le gouvernement, il est bien normal que le gouvernement, soit directement, soit indirectement, réplique à cela. » L'ancien secrétaire général du RPR a ainsi précisé que s'il avait été amené à prendre la parole après le président de la République, lors du conseil des ministres du 21 mai (le Monde du 23 mai) « ce n'était pas dans le but d'ouvrir une polémique, mais d'informer le conseil sur l'affaire calédonienne, très grave et très complexe. » M. Pons a ajouté : « Un bon nombre de Français ont cru que la cohabitation, c'était la collaboration entre le président, qui représente une tendance politique, et le gouvernement, qui en représente une autre, mais cela n'a jamais été ce et aujourd'hui les choses apparaissent clairement. »

### M. Monory : vive la crise !

Interrogé sur l'évolution des relations entre M. Mitterrand et le gouvernement, René Monory, ministre de l'éducation nationale, a notamment déclaré, dans une interview publiée le 1<sup>er</sup> juin par le Journal du dimanche : « Nous avons intérêt à montrer au président qu'il ne peut aller très loin, à le faire très vite. Il suffit de le mettre rapidement à l'épreuve, par exemple sur les ordonnances. Si M. Mitterrand refuse de le signer, c'est lui qui rompt la cohabitation. Je suis partisan de l'épreuve. (...) »

« Je suis partisan de l'épreuve. (...) » sur un programme, appliquons-le sans concessions, et on verra bien. J'entends que Mitterrand déclenche une crise. Je vous dirai même que cela me plairait assez ! »

## TROIS ÉLECTIONS CANTONALES PARTIELLES

### L'électorat communiste enfreint les consignes du PC dans l'Indre

La fédération départementale du PCF de l'Indre, sans être désavouée par la direction du Parti communiste, avait implicitement recommandé l'abstention aux électeurs qui avaient apporté leurs suffrages à sa candidate lors du premier tour d'une élection cantonale organisée à La Châtre (Indre). Elle tournait ainsi le dos au principe de la « discipline républi-

caine » qui veut que, au second tour, le candidat de gauche le mieux placé au premier bénéfice du désistement ou des candidats de gauche arrivés derrière lui. La fédération a été désavouée de facto par les électeurs communistes. Ceux-ci ont voté massivement pour le représentant du PS, lui assurant de même coup une élection confortable.

#### INDRE : canton de La Châtre (2<sup>e</sup> tour)

Inscr., 10 285 ; vot., 7 020 ; suffr. expr., 6 842. MM. René Henriot, PS, 3 902 voix. ELU ; Maurice Tissandier, PCF, 2 940.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jacques Chauvet, récemment décédé, qui avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1982 par 4 500 voix contre 3 324 à M. Dominique Massonnet, dir. de, sur 7 824 suffrages exprimés, 8 188 votants et 10 300 inscrits.

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants : Inscr., 10 284 ; vot., 6 638 ; suffr. expr., 6 475 ; MM. Henriot, 3 071 voix ; Tissandier, 2 749, et Mme Yolande Rapoport, PCF, 655.

En ballottage favorable, M. Henriot ne bénéficiait pas du désistement de la candidate communiste. La fédération départementale du PCF avait lancé un appel implicite à l'abstention en désignant « la politique d'austérité du gouvernement de droite qui pourrait en l'aggravant, ce qui s'est fait sous le gouvernement socialiste » (le Monde du 31 mai). Les électeurs communistes du premier tour en ont apparemment jugé autrement.

notamment puisque M. Henriot recueille au second tour 176 suffrages de plus que le total des voix de gauche du premier tour. De son côté, M. Tissandier obtient 191 voix de mieux qu'au premier tour.

#### NIEVRE : canton de Montceau (1<sup>er</sup> tour)

Inscr., 4 027 ; vot., 2 698 ; suffr. expr., 2 654. MM. Lionel Thénault, sans étiqu., 1 171 voix ; Patrick Joly, PS, m. d'Ouroux, 856 ; Guy Sarrado, PCF, m. de Saint-Agnan, 527. Il y a ballottage.

[Il s'agit de pourvoir le siège devenu vacant à la suite de l'invalidation électorale de l'ancien député du PCF élu au second tour des élections cantonales de mars 1985, à la suite d'un recours déposé par M. Joly.]

Lors du renouvellement de 1985, la conseillère générale sortante M. Thénault (PS), qui avait succédé à M. François Mitterrand, lequel représentait ce canton à l'Assemblée nationale depuis 1949, n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat. Battue lors d'un premier tour des sections socialistes par M. Joly, elle avait été désignée à l'occasion d'un second tour des sections communistes par la fédération départementale du PS, mais elle avait finalement renoncé. Au premier tour, M. Joly n'avait pas bénéficié de l'abstention du PS, ce qui avait conduit le Parti communiste à maintenir son candidat au second tour. Le PCF croyait que le candidat de gauche le mieux placé après le premier tour était le sien, puisque le PS n'avait pas de représentant officiel.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 4 061 ; vot., 2 713 ; suffr. expr., 2 627. MM. Joly, 810 voix (30,35 %) ; Thénault, 798 (30,37 %) ; Sarrado, 673 (25,61 %) ; et Raymond Le Calvé, CNIP, 346 (13,17 %). Au second tour, la triangulaire avait placé M. Thénault en tête avec 1 049 voix (38,85 %) devant M. Joly, 1033 (38,25 %) et M. Sarrado, 618 (22,88 %), sur 2 700 suffrages exprimés, 3 775 votants et 4 057 inscrits.

Le second tour de cette partielle s'annonce serré et son issue dépendra du vote des électeurs communistes, qui totalisent 19,86 % des suffrages exprimés contre 32,25 % au candidat socialiste et 47,89 % au candidat sans étiquette qui apparaît comme le représentant de la majorité dans le canton.

#### GIROUDE : canton de Saint-Laurent-et-Benoit (2<sup>e</sup> tour)

Inscr., 4 823 ; vot., 2 899 ; suffr. expr., 2 810. MM. Michel Faure, Union, 1 689 voix. ELU ; Christian Dupouy, PS, 1 121.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Yvonne Achille-Fould (UDF-CDS), députée, ancien ministre, décédée le 11 avril dernier. Aux élections de mars 1985, il avait été réélu au premier tour avec 1 911 suffrages (soit 57,97 %) contre 856 (25,97 %) à M. Dupouy (PS), 330 (10,01 %) à M. André Alarim (PCF) et 199 (6,03 %) à M. Jean-Claude Boyer (FN), sur 3 236 suffrages exprimés, 3 430 votants et 4 669 inscrits.

Au premier tour de ce scrutin partiel, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 4 823 ; vot., 2 851 ; suffr. expr., 2 784 ; MM. Faure, 1 387 voix (49,82 %) ; Dupouy, 784 (28,16 %) ; Alarim, 244 (8,76 %) ; André Darrigues, dir., 273 (9,80 %) ; et Jean-Pierre Cazelles (FN), 96 (3,44 %).

Le nouveau conseiller général, qui avait mené de peu son élection au premier tour, bénéficiait du soutien du RPR, de l'UDF et de l'CNIP.]

## JEUNES COUPLES : L'AMOUR PRÉCOCE

**A quinze ou seize ans, ils se lancent dans une relation forte, durable et exclusive. Ils vivent parfois chez papa-maman. Ils rêvent de construire un couple stable d'avoir beaucoup d'enfants. Qui sont ces adolescents mi-romantiques, mi-réalistes qui parlent d'amour avec raison ?**

**ÉGALEMENT AU SOMMAIRE**

- Jobs d'été pour étudiants : où gagner un peu d'argent pendant les prochaines vacances ?
- Vaincre la timidité de ses enfants : comment les aider ? L'enfant timide ne devient pas toujours un adulte inhibé.
- Peut-on enseigner deux disciplines : la réforme Monory obligera les professeurs de collège à enseigner deux matières voisines. Est-ce utile ? Est-ce souhaitable ?

Numéro de juin, chez le marchand de journaux

553 من الاصل



# société

## JUSTICE

### L'AFFAIRE DU CARREFOUR DU DEVELOPPEMENT

## Scandale à voix basse

La Cour des comptes a adressé, la semaine dernière, une lettre à l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, ministre de la coopération. M. Yves Chaler, pour lui demander des

explications sur les « anomalies » constatées dans la comptabilité de l'association Carrefour du développement dont il était le trésorier. On ignore si M. Chaler, qui n'a pas été vu depuis

près d'un mois, répondra à la requête de la Cour. De son côté, la présidente de l'association, M<sup>me</sup> Michèle Bretin-Naquet, a été entendue au ministère de l'Intérieur par un policier.

**Dix millions environ de fonds publics se sont « égarés » entre 1984 et 1986. Mais, en attendant les conclusions de l'instruction, le silence semble être la règle aussi bien au ministère de la coopération que dans les rangs socialistes.**

« Ce n'est pas l'affaire Stavisky, mais c'est la première de la cohérence ». Ce jugement d'un haut fonctionnaire illustre bien l'atmosphère délicate qui entoure le dossier Carrefour du développement. Lancée non sans quelques frictions à une époque où plusieurs ministres y étaient de leur indignation devant les « trous » budgétaires laissés par leurs prédécesseurs socialistes, l'affaire, d'une nature très différente, fait maintenant l'objet d'une prudence de bon ton.

La presse proche de la majorité qui s'était emparée — c'était de bonne guerre — de cette preuve irréfutable des « malversations socialistes », a adopté un profil bas. Nul ne se risque à avancer une piste sur ce qui semblait promis à devenir un scandale révélateur. A tel point qu'un avocat, s'étant vu de cette « retenu », généralisée, se demande s'il n'y a pas dans cette affaire un « secret partagé ». Il est vrai qu'un dévalage public du dossier, qui — sait-on jamais ? — pourrait en cacher d'autres plus anciens serait du plus mauvais effet sur la politique africaine de la France.

Au moins 10 millions de francs de fonds publics se sont égarés, entre 1984 et 1986, par le compte bancaire de l'association Carrefour du développement, créée en 1983 sur l'initiative de M. Christian Nucci, son successeur au ministère de la coopération, M. Michel Aurillac. Oh sont-ils passés ? A cette question, les mines se font perplexes même si elles se veulent entendues. « Un sac de milliards », « une saignée », dit-on en privé de côté de la majorité, « affaire à rebondissement » qui pose des questions « en cascade », entend-on du côté de la Cour des comptes, qui enquête « très activement » ; la justice a été saisie et M. Aurillac n'attend pas pour jouer les « accablés », même s'il a porté plainte personnellement — près d'un mois cependant, après avoir révélé l'affaire — pour des faits relevant du détournement de fonds.

L'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci, dont la responsabilité administrative serait engagée, se refuse toujours à tout nouveau commentaire. A l'Élysée, enfin, on ne voit pas dans ce dossier

un « cactus particulier » pour la justice. Ce la justice s'en va son cours et que les coupables, s'il y en a, soient punis, a estimé M. François Mitterrand lors d'un entretien avec M. Aurillac.

#### Le circuit Chaler

En attendant les conclusions de M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à Paris, on peut toujours s'efforcer de reconstituer le mouvement des fonds entre le ministère et cette association, dont le trésorier, M. Yves Chaler, chef de cabinet de M. Nucci. D'une part, les 16 millions de francs pour les exercices 1983, 1984 et 1985 ; d'autre part, les lettres de commande, par lesquelles le ministère charge l'association de certaines opérations qui ne sont pas normalement de son ressort. C'est ce que l'un des seuls salariés de Carrefour à en avoir eu connaissance appelle le « circuit Chaler » : des sommes beaucoup plus importantes (environ 65 millions de francs selon M. Aurillac) transitent alors à l'insu des employés par le compte bancaire de l'association. Seul M. Chaler dispose des relevés de banque qui lui sont d'abord adressés au ministère, puis à son domicile.

Un exemple : le sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984 au Burundi, fait l'objet de plusieurs lettres de commande, signées par le président de l'association, M<sup>me</sup> Michèle Bretin-Naquet, une universitaire. Affirmant que sa signature a été imitée, M<sup>me</sup> Bretin-Naquet a porté plainte pour faux. La première lettre, du 4 juin, porte sur 12,5 millions de francs. Un avenant du 26 novembre, signé de M. Christian Nucci, porte le montant des dépenses engagées à 16,7 millions de francs. Mais, finalement, les frais augmentent au point qu'un dernier avenant du 1<sup>er</sup> janvier 1985 fait état de dépenses pour 30,6 millions de francs. Ce s'est-il passé qui justifie une telle majoration ? M. Yves Chaler aurait affirmé à des proches qu'on lui avait alors demandé de « réaliser une opération à toute vitesse » à l'occasion de ce sommet où les observateurs ont noté que les forces de sécurité étaient très nombreuses et particulièrement vigilantes.

La pratique du circuit parallèle continue cependant après le sommet franco-africain. Le ministère de la coopération a ainsi découvert que 1,3 million de francs destinés à l'achat de semences potagères en Afrique avaient été transférés par le compte de Carrefour du développement ; dans cette somme, 500 000 F, qui devaient être versés à la défense nationale chargée de l'expédition, ne l'auraient jamais été. Une étude sur l'implantation de centres de gestion en Afrique a été commandée en 1985 pour un montant de 2,3 millions de francs sans qu'on trouve apparemment trace de sa réalisation prévue dans un délai record.

### LE PLAN DE CINQ ANS 1985-1990 ET LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

Afin d'encourager un mouvement d'opinion en faveur de la prévention de la délinquance, l'association « Plan de cinq ans 1985-1990 » vient d'organiser une semaine portes ouvertes du 31 au 3 mai. Pour la première fois, près de cinquante associations ont le plus souvent à vocation locale, se sont rencontrées pour échanger leurs expériences et parler de leurs difficultés.

Ces nombreux collectifs sont à la fois très réduits et très dispersés, d'où la nécessité de se retrouver, au moins une fois par an, même s'ils ne partagent pas toujours un point de vue semblable sur la place à donner à la répression dans la lutte contre la délinquance. Pour l'association « Plan de cinq ans », il faut s'appuyer sur l'idée que « la prison ne peut rien résoudre ».

Le bilan pour 1985 ? Dans la plupart des cas, le grand public n'était pas au rendez-vous : il est rare que le nombre des participants — le plus souvent des militants — ait dépassé la soixantaine. A Strasbourg, ville-pilote dans ce domaine, trente associations se sont retrouvées et les soirées ont été animées par les jeunes des ZUP. En revanche, à Autun, l'organisation a déclaré forfait, faute de public.

\* Tous renseignements, s'adresser au « Plan de cinq ans » (tél. : 43-48-62-64 à Paris).

### CURE THERMALE 1986

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.

De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL. Leader du Thermalisme Français :

Documentation gratuite n° 33 (abonnement et carte) à la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, 32 av. de l'Opéra 75002 PARIS. Tél. (1) 47.42.67.91.

## POLICE

### Malménée par un policier UNE AUTOMOBILISTE DÉCIDE DE PORTER PLAINTE

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Malménée par la police à la suite d'une infraction commise le 2 mai, une infirmière de trente-quatre ans, M<sup>me</sup> Christine Cachera, devait porter plainte, ce lundi 2 juin, auprès du procureur de la République de Grenoble contre son « agresseur ».

Ayant garé son automobile sur un trottoir le temps de prendre un petit déjeuner dans un bar du centre de Grenoble, la police devait lui faire aussitôt procès-verbal. Après une longue discussion avec un agent de la force publique, M<sup>me</sup> Cachera retourna dans le café pour achever de se restaurer. Lorsqu'elle voulut reprendre le volant de son véhicule, elle se heurta au refus du policier qui, après avoir examiné ses papiers, exigea de l'automobiliste, qui portait des lunettes de soleil, la présentation de documents réglementaires. Arguant d'un rendez-vous médical urgent, la jeune femme fit démanter sa voiture et tenta de partir, mais en vain. Elle fut arrêtée par les cheveux et reçut plusieurs coups de poing.

A l'appel de police à Grenoble, on ne nie pas qu'une « vive et vigoureuse altercation » a opposé l'agent de police à la contrevenante. Celle-ci, examinée par un médecin, a reçu un certificat d'arrêt de travail de huit jours. Le parquet de Grenoble a, de son côté, demandé qu'une expertise soit effectuée sur la « victime ».

G. F.

### SÉCURITÉ RENFORCÉE POUR LES CONVOYEURS DE FONDS

An cours d'une journée d'étude de la Fédération française des organismes de prévention et de sécurité, M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, a annoncé un certain nombre de mesures pour « renforcer la sécurité des convoyeurs » : circulation des fourgons blindés dans les conglomérats d'autobus, création de « zones de sécurité » pour le transport des fonds, renforcement des locaux spécialement aménagés pour le gardiennage des fonds, équipement amélioré des fourgons.

D'autre part, des textes sur le régime d'immunité administrative des agents de la sécurité, une « garantie pour le bon fonctionnement » des sociétés privées et imposant de « sévères conditions de recrutement » aux candidats.

M. Robert Pandraud : priorité à la lutte contre la petite délinquance. — Nommé récemment directeur central des polices urbaines, M. Robert Broussard, en visite, le 30 mai, à Vannes (Morbihan) et à Lorient (Ille-et-Vilaine), a déclaré que l'une de ses priorités était « l'organisation de la lutte contre la petite délinquance au vu quotidienne des Français ».

« Le gouvernement », a-t-il dit, « entend apporter une réponse rapide à la demande des citoyens contre la petite et moyenne délinquance. Il passe par une meilleure formation d'une meilleure organisation des effectifs, mais c'est l'affaire de tous, pas uniquement les policiers ». M. Broussard a, à Vannes, au départ de la 104<sup>e</sup> promotion nationale de police — la première en France à avoir suivi une scolarité de huit mois au lieu de six précédemment.

### PANDRAUD INVITE LES GARDIENS DE LA PAIX AU RESPECT SCRUPULEUX DES PROCÉDURES

Dans un message adressé aux élèves gardiens de la paix qui achèvent leur formation, M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, souligne que « le respect scrupuleux des procédures définies par la loi et l'attachement aux libertés individuelles » seront « pour beaucoup la pérennité du soutien apporté par l'opinion publique à l'action des services de police ».

Selon le ministre, « au cours des dernières années, la délinquance et la criminalité ont progressé. Elles ont pris parfois des formes spectaculaires, surtout, elles ont fait irruption dans la vie quotidienne des Français (cambriolages, vols, agressions sur la voie publique). Dans le développement du trafic de stupéfiants, la prise d'otages et les débordements sanglants du terrorisme constituent autant d'atteintes à la dignité de la personne humaine ou de menaces pour les libertés républicaines ».

« Cette situation », a-t-il ajouté, « mal ressentie par nos concitoyens, qui souhaitent désormais qu'une lutte soit répliquée contre l'insécurité dans les formes. La police nationale doit en être le fer de lance et le rôle des gardiens de la paix est, à cet égard, essentiel. La présence sur la voie publique, qui est une mission première, est mes yeux la forme la plus efficace de prévention de la délinquance et de la criminalité ».

### LE NOMBRE DES APPELÉS DANS LA POLICE EST PORTÉ DE DEUX CENT A PRÈS DE TROIS CENT

M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, a décidé de porter de deux cents à près de trois cents le nombre de jeunes qui feront leur service militaire dans la police à partir du mois d'octobre prochain (le Monde du 22 mai).

Dans un communiqué, le ministre précise que cette décision répond à « l'effet de demandes de renseignements émanant de jeunes gens souhaitant accomplir leur service national au titre de policiers auxiliaires » et, compte tenu « du délai étroit qui était initialement imparti aux intéressés pour obtenir toute l'information nécessaire ». « A titre exceptionnel, ajoute le communiqué, et pour répondre aux besoins d'information des candidats, la date de dépôt des candidatures requises par les services de service national est repoussée au 10 juin pour le premier contingent ».

Le ministre de l'Intérieur rappelle que « les policiers auxiliaires accomplissent en tenue missions de service public, une protection des populations, de surveillance transfrontalière (ports, aéroports) et de circulation routière. L'exception de toute mission de police judiciaire ou de maintien de l'ordre ».

### Dans les prisons françaises 47 596 DÉTENUS AU 1<sup>er</sup> MAI 1986

La situation dans les prisons s'aggrave à la veille de l'été, avec pour 32 500 places une population de 47 596 détenus le 1<sup>er</sup> mai 1986 de 47 596 détenus, 1 823 femmes, chiffre record.

Le total des détenus au début du mois d'avril, soit 46 340, 22 700 hommes et 13 640 femmes, est en baisse par rapport au 1<sup>er</sup> mai 1985 de 44 654.

En 1985, les corps morts ont été incinérés le 28 mai à la suite de deux plastiques explosifs au cours du week-end précédent (le Monde du 29 mai), trois personnes ont été tuées et sept blessées. Le 30 mai après-midi, M<sup>me</sup> de la Cour (Consulte d'aide à la justice, N° 1000000000), P<sup>re</sup> Simoncelli, vingt-deux ans, Aquitaine, vingt ans, et Giordani, vingt ans, ont été placés sous surveillance judiciaire.

### LE PROCÈS PERDU DE M. ROBRIEUX CONTRE « LE MONDE »

#### Une lettre des enfants d'Artur London

M<sup>me</sup> Françoise London-Lévy et le docteur M<sup>me</sup> London, enfants d'Artur London, ont adressé la lettre suivante :

Nous découvrons à la lecture du Monde du samedi 24 mai, le compte-rendu du procès que vous a intenté M. Robrieux. Au coup, son mariage d'une lettre de notre mère qui met en cause notre honneur, à nous qui sommes deux adultes. Non, en effet, à aucun moment, notre mère ne nous a poussés à condamner notre père, mais le 13 mars 1954, elle lui écrivait, alors qu'il était en prison :

« N'y a l'autre aspect humain représenté par l'avenir des enfants : ils auront beaucoup à lutter, beaucoup à travailler dans leur vie pour faire oublier qu'ils sont des enfants de London. Ne leur complique pas encore la vie en alimentant aux yeux d'un communisme doit éprouver pour les traités et l'amour, la pitié qu'ils ne peuvent pas ne pas pour leur père ».

Il n'a jamais eu question pour nous de nous comporter face à notre père en « communistes ». Nous avions appris les leçons de notre père à l'école, subitement, dans l'ignorance où nous étions de son sort depuis son enlèvement deux ans plus tôt. N'avons jamais été mêlés au procès, mais tout de suite persécutés comme « enfants de traître ». Ce qui nous épargna la « dualité » dont parle notre mère.

Nous ressentons 1952, comme elle l'écrit, amour et pitié pour notre père, et nous étions certains que son innocence éclaterait un jour. Puisque M. Robrieux met en avant sa qualité d'historien, nous vous prions de mettre cette lettre sous les yeux de vos lecteurs.

**NOUVELLE FORMULE EN COULEURS**

**la documentation catholique**

N° 1919 DU 1<sup>er</sup> JUIN 1986

## LES SECTES

**Le document du Vatican**

Prix du numéro franco : 20 F  
Les 5 numéros : 90 F - Les 10 numéros : 160 F  
Le numéro supplémentaire à partir de 10 : 15 F

A COMMANDER A BERNARD LABBE  
3, rue Bayard, 75311 Paris 08.  
C.P. de la Presse.

**USA ICELANDAIR**

**CHICAGO DETROIT F 3490**

les autres destinations ICELANDAIR :

NEW YORK	F 2990
WASHINGTON (BWI)	F 3190
LOS ANGELES / SAN FRANCISCO	F 4730
ORLANDO / FLORENCE	F 3890

Achetez maintenant SNCF compris versée Luxembourg. Stop-séjour ISLANDE possible.

Document à jour gracieusement

**ICELANDAIR**

9 Bd  
75002 Paris 08  
47 42 52 26  
ou votre agent de voyages.



# FAITS DIVERS

## EN GUADELOUPE

### Le commanditaire présumé d'une tentative d'assassinat contre un magistrat a été placé sous mandat de dépôt

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. - Quatre personnes ont été arrêtées, à la fin de la semaine dernière, en Guadeloupe, dans le cadre de l'enquête sur la tentative d'assassinat d'un juge d'instruction, M. Robert Tchalian, le 24 juin 1985.

L'enquête avait abouti, dans les jours qui suivirent cette tentative d'assassinat, à l'arrestation d'un jeune homme âgé de dix-huit ans, Jean-Pierre Poirier, déjà recherché pour des vols à main armée. Puis la découverte d'une arme de gros calibre dans la rivière Salée (bras de mer séparant les deux principales îles de l'archipel guadeloupéen) avait permis aux policiers d'identifier le véritable auteur du coup de feu contre le magistrat.

C'est seulement le jeudi 29 mai, donc, que celui-ci a été arrêté par les gendarmes à Anse-Bertrand, dans le nord de l'île. Faisant des aveux circonstanciés, Jean Talange, trente-quatre ans, a permis aux enquêteurs de remonter la filière des différents

intermédiaires entre lui et le commanditaire du crime. Ainsi après que Jean Talange eut été emprisonné sur décision du juge d'instruction, M. Michel Levy, les policiers ont interrogé Luis Secrétier, quarante-trois ans, et Léon Morvan, quarante et un ans.

Quant au commanditaire présumé (qui est écroué sous l'inculpation de tentative d'assassinat et de complicité), il s'agit de M. Romain Richier, un important homme d'affaires guadeloupéen d'origine syrienne, qui avait été emprisonné en mars 1985 par M. Tchalian, sous l'inculpation de tentative d'escroquerie à l'assurance, à la suite d'un incendie survenu dans sa principale entreprise.

Libéré par la chambre d'accusation de la cour d'appel de la Guadeloupe, quelques heures plus tard, M. Richier a été remis en détention (M. Tchalian ayant été même désigné du dossier), ce notable aurait donc tenté d'éliminer physiquement le magistrat, à l'époque qualifié de « juge rouge » par les médias. (Le Monde du 3 juillet 1985).

### Jours heureux à Château-Gontier pour une douzaine de babouins

Les babouins (au nombre d'une douzaine) qui vivent à l'île de la Vierge, à un an dans un laboratoire du CNRS à Gif-sur-Yvette, ont été libérés par le commandant « Greytoko » (le Monde daté 25-26 mai), restant au refuge de l'Arche à Château-Gontier (Mayenne), où les gendarmes les ont récemment retrouvés. Il aura fallu l'intervention de deux membres du gouvernement pour résoudre cette affaire dans le sens souhaité par l'ensemble des associations de protection animale. Le maire de la ville, M. Jean Arthuis, a été supplé par le ministre des affaires sociales et de la famille, M. Alain Devaquet, ministre

chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Dans un communiqué, le maire de Château-Gontier explique que cette décision avait été prise « par égard aux jeunes qui se consacrent sans compter pour faire vivre le refuge de l'Arche. Les babouins du CNRS ont suffisamment servi la science, ajoute le maire, pour mériter de couler paisiblement dans la vieillesse ».

Satisfait d'apprendre la nouvelle, le sept inculpé du commandant « Greytoko » espèrent que, après cette affaire, « le gouvernement se penchera sur le sort des animaux de laboratoire, et qu'il y aura dans le domaine de la vivisection un respect et une attention de la législation », selon leur communiqué.

qui sent la poudre Libération

Des trottoirs de Broadway aux forêts de l'Amazonie, les auteurs sont allés sur le terrain, ont remonté les filières, interrogé les trafiquants et ceux qui les traquent. Mais Alain Delplou et Alain Labrousse vont aussi plus loin. Ils révèlent l'ampleur fantastique qu'a prise la culture de la coca en Amérique du Sud et les ambiguïtés des croisades contre la drogue que mènent les Etats-Unis.

# SCIENCES

## APRÈS L'ÉCHEC DU TIR DE SAMEDI

### Le calendrier d'Ariane est bouleversé

Après l'échec du dix-huitième tir d'Ariane, dans la nuit du 30 au 31 mai, une commission d'expertise a été nommée. Le président d'Arianespace, M. Frédéric Alliot Soufflet, a demandé à la commission de lui remettre son rapport pour le 30 juin. Il s'est refusé de dire si le prochain lancement aurait lieu « dans deux, quatre, ou six mois », indiquant cependant son « espoir d'une reprise des tirs avant la fin de l'année ».

Les premiers examens des bandes magnétiques montrent que le moteur s'est allumé mais n'a pu être maintenu. L'incident ressemble à celui du quatorzième tir, mais la cause initiale pourrait être différente. La vance qui avait alors légèrement fait défaut cette fois-ci est éliminée.

L'accident va perturber un calendrier de tir déjà très serré, à cause du retard qu'il induit, et aussi parce qu'IntelSat, dont le satellite a été perdu, est prioritaire pour obtenir un nouveau lancement. Il va aussi coûter cher à Arianespace : environ 40 millions de francs par mois de retard, sans compter le coût des modifications qui seront jugées nécessaires. Après l'échec précédent, ce coût avait été de 50 millions de francs environ.

### La SEP en panne

La Société européenne de propulsion (SEP) a-t-elle changé de président huit jours trop tôt ? La destitution de M. Roger Lesgards (Le Monde du 30 mai) aurait paru plus naturelle si elle était intervenue après l'échec d'Ariane. Les quatre échecs enregistrés sur dix-huit tirs sont tous imputables, au moins pour une part, à cette société, qui construit les moteurs du lanceur - de loin la tâche la plus difficile. On aurait compris que son PDG paye les pots cassés.

Mais les dirigeants de la SNECMA, qui voulaient récupérer un poste et ont jugé la conjonction politique favorable, ne pouvaient évidemment pas prévoir l'échec de samedi. Et l'argument qu'ils ont donné pour écarter M. Lesgards et le remplacer par M. Sollier se retourne maintenant contre eux.

Le président de la SEP s'était vu reprocher de n'avoir pas su industrialiser la fabrication des moteurs d'Ariane. Il est vrai qu'il avait été nommé pour cela, et c'est aussi dans la même optique que la SNECMA a embaîché son directeur de la fabrication industrielle des moteurs (Le Monde du 25-26 mai), s'est vu confier la conduite de la SEP.

Mais pour industrialiser une production, encore faut-il qu'elle soit au point. Le non-démarrage du troisième étage d'Ariane lors du tir du samedi 31 mai, après

un échec analogue en octobre 1985, prouve que la technologie du moteur à oxygène et hydrogène liquides, celui qui équipe le dernier étage d'Ariane, n'est pas entièrement maîtrisée. L'ingénieur général Soufflet, qui dirige la SEP de 1969 à 1984, ne le cachait pas. L'avoir dit est une des raisons pour lesquelles il prit sa retraite avec un an d'avance. Peut-on reprocher à son successeur de n'avoir pas, en deux ans, complètement imposé une démarche de production dans laquelle le fondateur de la SEP ne voulait pas s'engager ?

La question n'a pas été posée à M. Sollier. Comme le ministre de la recherche, M. Alain Devaquet et les principaux responsables du programme spatial à l'exception de ceux qui étaient en Guyane, il était à l'heure du tir présent à Evry, au siège d'Arianespace, où étaient rassemblées les images de Kourou. Après l'échec, M. Devaquet est venu dans la salle de presse dire qu'il était « au côté de ceux qui participent à cette fabuleuse aventure, dans le succès comme dans l'échec ». Le président du CNES, le directeur de l'ESA, celui d'Arianespace, ont répondu de la même façon à ses questions. M. Sollier, lui, ne s'est pas montré.

MAURICE ARVONNAY.

## ÉDUCATION

### LE SCANDALE DE L'UNIVERSITÉ DE NANTES

#### Des historiens jugent « absolument nulle » la thèse de M. Roques sur les chambres à gaz

Plusieurs spécialistes européens de la seconde guerre mondiale ont solennellement condamné, vendredi 30 mai, à Paris, la thèse d'un retraité d'extrême droite, M. André Roques, tendant à démontrer l'innocence des chambres à gaz. Thèse soutenue le 15 juin 1985 à l'université de Nantes et à laquelle un jury avait décerné la mention « très bien » (Le Monde daté 25-26 mai).

L'initiative est venue de M. François Bedarida, directeur de l'Institut français de la pensée, organisme rattaché au CNRS, entouré notamment de M. J.-P. Azéma, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris. Elle avait pour but de rétablir la réalité historique et d'exprimer l'indignation des universitaires à l'égard de la procédure qui a permis à l'auteur d'acquiescer le titre de docteur d'université. La démonstration aura été impeccable sur le premier point, et le message très net sur le second. Mais les universitaires et leurs partenaires - militants antiracistes et représentants de la communauté juive - n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le principe d'une riposte publique de plus grande envergure.

Les preuves de l'extermination de six millions de juifs et de l'utilisation des chambres à gaz par les nazis existent - en grandes quantités - a rappelé M. Harry Paspe, directeur du centre néerlandais de documentation sur la seconde guerre mondiale. Selon M. Bedarida, la thèse de M. Roques « a été conduite à partir d'un a priori que l'auteur ignorait volontairement les multiples documents d'archives », « seulement cherché à vérifier à partir d'une source unique » (le témoignage de Kurt Gerstein, officier nazi qui s'est rendu à l'Armée française en avril 1945). De plus, l'historien d'occupation qu'est M. Roques a raisonné comme si les contradictions d'un texte reflétaient infailliblement

sa fausseté, comme si les seules incohérences contenues dans les écrits d'un nazi pouvaient mettre en doute l'existence des chambres à gaz.

Conclusion unanime : la thèse de Nantes est « absolument nulle ». « Il est de notre responsabilité scientifique de l'affirmer », a souligné M. Bedarida.

Reste à expliquer comment la nullité et l'absurdité ont pu être couronnées par des universitaires, et pourquoi « l'affaire Roques » n'a éclaté qu'au bout d'un an. M. Pierre Vidal-Naquet, directeur d'études à l'Ecole des hautes études, a déclaré avoir alerté, dès l'automne 1983, des universitaires nantais. La thèse de M. Roques n'avait pas été déposée à la bibliothèque universitaire comme le veut l'usage. Elle s'y apparut que fin novembre, soit cinq mois après la soutenance.

Plus troublant encore, sa couverture avait été modifiée un peu plus tard : la mention « université de Nantes » a été remplacée par le nom de M. Jean-Claude Rivière, ancien directeur de l'exemplaire mis au prêt. Il a fallu la publication de deux ouvrages révisionnistes citant le travail de M. Roques et insistant sur sa « reconnaissance par l'université française » pour élargir le cercle des

enseignants indignés, aboutir à la publication d'une protestation collective (Le Monde du 24 mai) et déclencher une enquête administrative.

« La poids de ce silence pèse sur tous les universitaires », a estimé vendredi M. Hélène Allierweiler, recteur de l'académie de Paris et secrétaire générale du comité international des sciences historiques.

M. Georges Wallon, directeur du centre de documentation juive contemporaine souhaite que la justice se saisisse du texte. Le grand rabbin René-Samuel Sirat demande que les documents relatifs au génocide soient mis à la disposition de tous les élèves et lycéens, et M. Serge Klarsfeld envisage l'annulation de la thèse par les autorités universitaires, tandis que M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, songe à mettre en place un « contre-jury » d'historiens.

L'hypothèse d'un colloque public en Sorbonne a aussi été évoquée, mais certains universitaires refusent toute collaboration avec leurs trois collègues qui ont cautionné une manipulation de l'histoire. Des étudiants de l'Institut de lettres modernes de Nantes leur ont donné l'exemple, dès vendredi, en boycottant les épreuves d'un examen dont le jury devait être présidé par Jean-Claude Rivière.

PHILIPPE BERNARD.

Un communiqué de l'auteur. - Dans un communiqué publié le 30 mai, Roques s'est étendu de la polémique soulevée par sa thèse. « On m'attribue des opinions que je n'ai jamais soutenues dans mon texte, affirme-t-il. Celui-ci se limite à l'étude d'un récit à multiples versions, généralement désigné sous le nom de rapport Gerstein, texte très contestable, considéré néanmoins par les historiens officiels comme une pièce maîtresse à verser au dossier tendant à prouver l'existence des chambres à gaz homicides. »

**SCIENCES PO. Préparations**

Documentation sur demande

- Stage intensif
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC - Enseignement supérieur privé  
46, bd Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup>  
Téléphone : 46.33.81.21 / 43.29.03.71

## En RFA

### Dissimulation nucléaire

Le réacteur nucléaire allemand à haute température de Hamm, dans la Ruhr, a été fermé pour une durée indéterminée, et la Société d'électricité de Westphalie (VEW) pourrait se voir retirer sa licence d'exploitation. La décision a été prise par M. Reimut Jochimsen, ministre de l'économie du Land de Rhénanie - Westphalie. Les exploitants sont accusés - ce dont ils se défendent - d'une faute grave : avoir caché une légère fuite de poussières radioactives, qui se serait produite le 4 mai, et avoir mis sur le compte des retombées de Tchernobyl l'accroissement de la radioactivité autour de la centrale. Le réacteur de Hamm, d'un type nouveau - il utilise du thorium à la place d'uranium - était en essai depuis janvier.

Cette accusation ne peut qu'entretenir la contestation anti nucléaire en RFA. Au nord du pays, quatre mille manifestants ont protesté dimanche 1<sup>er</sup> juin, dans le Schleswig-Holstein, contre l'édification de la centrale nucléaire de Brokdorf. Au sud, près de la frontière autrichienne, trois mille Autrichiens et deux mille cinq cents Allemands ont manifesté contre la construction de l'usine de retraitement de Wackersdorf - dont le gouvernement autrichien demande l'arrêt des travaux. D'autres manifestations ont eu lieu à Cracovie (Pologne) contre « la contamination [venue] d'Union soviétique » ; à Carnet, près de Nantes (France), sur le site envisagé d'une future centrale, et à Genève (Suisse), où s'ouvre ce lundi la conférence nucléaire ENC-86.

## En URSS

### Du veau radioactif (suite)

Moscou. - Un rôti de veau acheté le 27 mai par un garde de l'ambassade de France faisait vraiment osciller l'aiguille du compteur Geiger. Envoyé pour analyse à Paris, il s'est révélé en effet dangereusement radioactif. L'ambassade a indiqué, à la veille du week-end, qu'il contenait 3 700 becquerels par kilo, dus à la présence de césium. Il s'agit d'un taux dix fois supérieur à celui admis récemment par la CEE pour les femmes enceintes et les enfants de moins de six mois et six fois supérieur à celui

toléré pour le reste de la population.

L'ambassade conseille donc d'éviter, dans la mesure du possible, la consommation de veau et de porc. Ces deux animaux concentrent en effet quinze à vingt-cinq fois plus le césium que le bœuf.

Une autre question se posera à l'automne lorsque le bétail ukrainien récolté pendant l'été entrera dans la confection du pain vendu à Moscou. On n'a pas fini d'entendre parler de Tchernobyl. D. Dh.

### Des prélèvements de moelle osseuse pour les travailleurs des centrales ?

Les travailleurs du nucléaire doivent-ils faire l'objet de mesures préventives spécifiques ? La question est ouvertement posée dans l'hypothèse d'un « Tchernobyl français ».

Faut-il dès à présent effectuer un groupage tissulaire des personnes travaillant dans les centrales et des sauveteurs potentiels ? Est-il même envisageable de prélever de la moelle chez les personnes théoriquement les plus exposées, afin de pouvoir immédiatement pratiquer sur elles une greffe en cas de contamination radioactive ?

Depuis la catastrophe de Tchernobyl, et devant le constat d'échec des greffes de moelle osseuse tardives faites à Moscou, ces questions ne cessent d'agiter les milieux scientifiques français. Samedi 31 mai, lors de l'émission « Droit de réponse », le professeur Michel Beiron, chef du service d'hématologie de l'hôpital Saint-Louis (Paris), a préconisé de telles mesures préventives.

En théorie, ces mesures relèvent du plus parfait bon sens. Elles permettraient de perdre un minimum de temps et de pratiquer à temps des greffes de moelle. Le type immunologique, c'est-à-dire la détermination du groupe tissulaire d'un individu, ne pose aucune difficulté technique particulière. Cet examen, aussi indispensable que le groupage sanguin avant une transfusion, permet, en cas de greffe, de garantir la compatibilité du greffon. Plus compliqué est le prélèvement - de la moelle. Le geste technique n'est pas anodin (il nécessite une anesthésie générale) et expose à un risque, fût-il minime.

En cas d'irradiation massive et de nécessité de recourir à une greffe de moelle, le plus important, outre l'infrastructure hospitalière et médicale, est de trouver dans les délais les plus brefs une moelle immunologiquement compatible, si possible appartenant à un membre de la famille de l'irradié. Lorsque la greffe est effectuée avec la moelle d'une personne qui n'a aucun lien de parenté avec le greffé, le pronostic est généralement défavorable dans 70 % des cas. A l'inverse, c'est lorsque la greffe est faite avec de la moelle prélevée, avant l'accident, sur la personne même du futur greffé que le pronostic est de loin le meilleur.

A Tchernobyl, les autorités sanitaires soviétiques ont mis beaucoup de temps à trouver des moelles compatibles. Une attente qui explique qu'aujourd'hui vingt-trois personnes sont déjà mortes, parfois même après une greffe. Selon certains spécialistes français, ce bilan devrait encore s'alourdir.

C'est donc dès à présent qu'il faut réfléchir à la prévention de ces accidents, et pas seulement dans les milieux médicaux spécialisés.

FRANCK NOUCH.

**MONDES EN DEVENIR**

POUR UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Sous la direction d'Edmond JOUVE

Le tiers monde et ses luttes

13,5 x 20 cm - 232 p. - 110 F

Editions BERGER-LEVRULT

PLAQUE NON AUX BRICANTS D'AMAGI

Avec Delta Air et 100 villes

مركز الاملا



**DELTA: GETS YOU THERE®**









## LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-CARROS

### Le cimetière des idées reçues

En dépit d'un temps maussade, plus de cinquante mille spectateurs ont assisté, samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin, à des matchs de tennis aux gagnants de Roland-Garros.

Cette foule énorme a assisté avec plaisir aux qualifications pour les quarts de finale du tournoi féminin de deux espoirs, l'Américaine Marie-Jo Fernandez et l'Allemande de l'Ouest

Steffi Graf, qui devaient affronter respectivement les Tchécoslovaques Helena Sukova et Hana Mandlikova. Les deux autres quarts de finale féminins devaient mettre en présence les Nord-Américaines Navratilova et Rinaldi d'une part, Besset et Evert-Lloyd d'autre part. Sans grand émoi, le public a apprécié l'abandon de Yannick Noah, après avoir vibré aux cinq sets gagnants de Henri Leconte contre le Bré-

silien Motta, et aux cinq sets perdants de Forget face à Vilas. En quarts de finale, le champion argentin sera opposé à l'Américain Krick, le Tchécoslovaque Lendl retrouvera l'Equatarien Gomez.

L'élimination des meilleurs Suédois - Wilander, Jarryd, Nyström et Edberg - a constitué la plus grosse surprise de la première semaine.

On se faisait des idées. On croyait, par exemple, que les quelques mille personnes agglutinées depuis la fin de la matinée sur les gradins du Central de Roland-Garros allaient réagir vivement dimanche après-midi à l'annonce du forfait de Yannick Noah. Les Internationaux privés de leur idole, pour une histoire imbécile de poignée de valise qui casse, quelle misère ! On attendait des cris, des pleurs, des lamentations. Eh bien ! quand le juge de la partie qu'on passait directement au match Navratilova-Gerone, il ne s'est rien passé. Exit Noah ! Ce public-là avait-il un cœur de pierre pour ne pas compatir un tant soit peu aux nouveaux malheurs du champion qui avait livré trois combats bouleversants avant de décider de se retirer ? Mais, pour l'avoir vu précédemment traîner la jambe à ces occasions, pouvait-on encore nourrir la moindre illusion sur la capacité du numéro un français à poursuivre la compétition sans risque d'aggraver sérieusement son mal ? La réponse allait de soi, la réaction des spectateurs aussi.

Pourquoi s'apitoyer d'ailleurs quand il y a tellement de matière à autochagrier ? La fibre émotionnelle patriotique a été abondamment sollicitée. A commencer par Henri Leconte. Contre le Brésilien Casio Motta, il a joué samedi les deux dernières manches les plus catastrophiques de sa carrière, riche pourtant en errements. Pendant que le Brésilien, soixante-neuvième mondial, alignait les quatre premiers jeux, le numéro dix au classement ATP marquait en tout et pour tout quatre

points. Leconte « arrosait » comme jamais. Tout semblait perdu pour lui quand Motta a mené 2-1 service à venir dans la troisième manche. Toutefois, le Brésilien a commencé alors à accuser la fatigue du match en cinq manches qu'il avait disputé auparavant. De surcroît, de mauvais appels de balle à répétition l'ont plus qu'égayé. Il a donné des signes de fébrilité. Cela a permis à Leconte de revenir dans le match et de s'adjuger la troisième manche à la sixième balle de set. Après quoi, il n'y eut plus de match : Leconte, qui avait retrouvé tout son tennis face à un adversaire aux jambes engourdies, a concédé sur la marque sans appel de 6-0, 6-0.

#### Viva Vilas

Cela devait lui permettre d'affronter en finale l'Argentin Horacio de Pena. Celui-ci sera-t-il plus facile à manœuvrer que son compatriote Vilas ne l'a été par Forget dimanche à ce même stade du Tournoi ? Voilà, au demeurant, deux joueurs sur lesquels on se faisait encore beaucoup d'illusions. Forget, tout d'abord, on était persuadé que, au contact de Georges Dendard, il avait acquis une technique et un moral de vainqueur. Ses récentes performances en double et son comportement général tendaient à accréditer cette image nouvelle pour l'ancien champion du monde junior. Mais cette belle assurance a été décapée par le jeu de Vilas comme avec de la toile d'araignée. Or il était a priori impensable qu'à bientôt trente-quatre ans le

champion 1977 soit encore capable de « limiter » indéfiniment son adversaire de la sorte. Pourtant, il l'a fait. Retraçant plus de quatre heures durant sur sa ligne de fond, il a réussi à écarter le Français, qui, le bras raccourci par la trouille, a servi une faute à 15-30 dans la treizième jeu de l'ultime manche, pour ne pas avoir réussi à concrétiser une balle de match au dixième jeu. Viva Vilas, donc, son bandeau, ses cheveux longs et son tennis bandonjon !

Cela, en présence du quart de finale, comme un bon vieux temps du lift roi, a bousculé d'autres idées reçues. Il est établi que le règne des « rénovateurs » était terminé. Bien « rénové », Wilander lui-même s'engageait sur les traces de Lendl, s'était mis à voler. Les spectateurs trouvaient cela bien plus agréable. De même façon, les joueurs étaient habitués à se battre au diapason. Ils n'avaient pas d'autre solution pour gagner que de chances de gagner sur surface rapide, puisqu'il y a de plus en plus de courts en dur, et de moins en moins en brique pilée sur le circuit. Autrement dit, les puristes spécialistes de la terre battue se font rares. Mais ces fameux « crocodiles », qui existent depuis que les notables de Wimbledon ont édicté les premières règles du tennis, sont loin d'être tous disparus. Quand la brique pilée est grasse d'humidité, bien lourde et bien lente, comme ce week-end, ils se régalent. C'est ainsi que le jeune Suédois Stenlund, pour sa première apparition dans un tournoi de grand prix, est arrivé à pou-

## LES 24 HEURES DU MANS

### Jaguar sur le flanc

La Porsche Rothmans 962 C pilotée par Derek Bell, Hans Stuck et Al Holbert a remporté dimanche 1<sup>er</sup> juin la cinquante-quatrième édition des 24 heures du Mans automobile en parcourant 4 972, 730 kilomètres à la moyenne horaire de 207,1977 kilomètres/heure. Derrière cette voiture engagée par la firme de Stuttgart, on trouve encore huit bolides de ses usines dans les dix premiers. Malgré Jaguar qui résista pendant les deux tiers de la course, Porsche a signé sa sixième victoire en dominant copieusement cette épreuve, hélas ! marquée par la mort, dimanche à l'aube, de l'Autrichien Jo Gartner, au volant d'une Porsche.

#### De notre envoyé spécial

Le Mans. — Les 24 heures du Mans automobile ne ressemblent à aucune autre épreuve d'endurance dans le monde. Sa durée, la configuration de 13,528 kilomètres du circuit, avec sa très longue ligne droite des Hunaudières, sa nuit qui fait peur aux pilotes fatigués, en font une épreuve sans égale. Jaguar en a fait l'expérience en ne parvenant pas à commencer une seule des ses trois JXRE au terme des 24 tours de la grosse horloge qui surplombe les stands.

Vainqueur des 1 000 kilomètres de Silverstone, il y a un mois, et meilleur temps des essais préliminaires le 9 mai dernier, Jaguar avait été placé en principal outsider des Porsche déjà dix fois vainqueurs au Mans, alors que samedi cinquante pilotes s'élançaient.

Jaguar était également le favori sentimental d'un public lassé par la domination outre-océanique des voitures américaines des usines de Stuttgart. Entre Le Mans et Jaguar, l'air en effet une vieille histoire d'amour dont les retrouvailles ont eu lieu ce week-end. C'est le retour à la compétition mancelle de la firme du Coventry. Celle-ci n'était par revenue officiellement au Mans depuis 1936. Elle sortait alors d'une série de quatre succès. Le plein de notoriété d'expérience fait, elle se retirait de l'endurance, se contentant de continuer à produire des moteurs pour les autres, puis observant de loin la bataille des Ferrari et des Ford qui faisaient rage dans les années 60. Mais, en 1984, les responsables de Jaguar décident de retrouver une place au soleil en groupe C. Ils confient à Tom Walkinshaw le soin de mener ce programme sportif, avec le soutien financier d'une marque anglaise de cigarettes. « First

notre marque de cigarettes de luxe, l'image est primordiale », explique David Boole, le directeur de la communication de Jaguar. Or, au cours des années 70, nos voitures ont connu des problèmes mécaniques et même si beaucoup de nos clients nous sont restés fidèles pour amour de la marque, nous nous sommes perdus dans l'image ». En s'inscrivant dans les courses du championnat du monde des voitures de sport, Jaguar espère donc conquérir ou reconquérir le public européen.

Le Mans, la JXRE dessinée par l'ingénieur anglais Tony Southgate a montré qu'elle était compétitive, au moins sur le plan de la vitesse, même si le gros V-12 de près de 6 000 centimètres cubes qui la propulse peut paraître dépassé et limité en puissance.

Cinquante temps qualificatifs, Derek Warwick et ses équipiers se sont quand même longtemps battus à la bataille entre les différentes factions de la

grande famille Porsche. Celle-ci a fait le premier tour, avec d'un côté la 956 de l'écurie Joest de l'équipage emmené par Karl Ludwig, vainqueur en 1985, et de l'autre, les deux 962C engagées par l'usine Porsche à leur bord. Jochen Mass et Hans-Joachim Stuck. Pendant des heures, la situation en tête allait beaucoup évoluer. Seul fait notable, la Porsche de Stuck a pu se reprendre, alors que Jochen Mass quittait l'arène à 8 heures du matin. Pendant ce temps, la Jaguar de Warwick qui se maintenait à neuf tours du leader, pouvait encore espérer un miracle.

A l'aube, le moteur du bolide jaune de Ludwig rendait l'âme et la dernière Jaguar remontant d'un cran se retrouvait troisième, juste derrière une Porsche privée de son dernier effort. L'explosion d'un pneu endommageait la suspension, elle abandonnait à 8 h 35 du matin, laissant la seule 962 officielle encore en course s'envoler vers la victoire à Porsche.

Déjà, l'équipe Jaguar considère cependant que les pannes ou incidents (explosion d'un pneu, avarie de transmission ou panne d'alimentation du carburant) qui l'ont empêchée de terminer se présentent comme un obstacle de gravité.

L'écurie de Tom Walkinshaw aura en effet beaucoup appris au vu des objectifs ambitieux qu'elle carresse : être championne du monde d'endurance. Idem pour les japonais venus en force au Mans. Mazda, Toyota, et Nissan auront connu des fortunes diverses. Le dernier, de loin le moins armé est l'Allemand qui se voit un des ses véhicules franchir la ligne d'arrivée.

PATRICK DESABIE.

## Chesnokov, le métronome de Moscou

Samedi, sur le coup de midi trente, les badauds de Roland-Garros étaient normalement nombreux sous le tableau central des résultats. Pas question de cirer, il y avait à voir. Le panneau électronique affichait un 2-6, 3-6 en provenance du court numéro 1. Des gamines venues faire provision de sandwiches en oubliant de regarder. Mita, le gentil Mats, le grand Mats, était à l'agonie. « T'es vu, l'autre a gagné les deux premiers sets ». La remarque exprimait beaucoup de surprise, un peu de contrariété, pas encore d'angoisse. Mats Wilander allait renverser la situation. Nécessairement. Double vainqueur du tournoi en 1982 et 1985, finaliste en 1983 contre Noah, le Suédois n'avait jamais déserté la terre battue parisienne avant les demi-finales. Il y était cherché, il y avait sa place réservée en deuxième semaine. Cette année, pourtant, le numéro 2 mondial devra vivre la suite des Internationaux de France devant sa télévision. « L'autre » a aussi gagné les trois premiers sets. L'autre ? Quel autre ? Un grand, brésilien, dans le genre de Andrei Chesnokov. Ce Soviétique de vingt ans qui navigue aux aien-

toirs de la quatre-vingtième place mondiale, peut se vanter d'avoir créé la surprise suprême d'un tournoi philistin pour les théas de la terre. L'an dernier, Chesnokov avait déjà montré ses aptitudes sur terre battue en éliminant au deuxième tour l'Américain Elliot Teltscher, alors dixième joueur mondial. Rentré aussitôt après à Moscou, il s'était fait oublier sur le circuit professionnel jusqu'à ce printemps.

#### Visa de sortie permanent

A Rome, il y a deux semaines, il battait Guy Forget avant de s'incliner en deux sets face à Mats Wilander. Défaite pleine d'enseignements pour le Soviétique. Complétée par le match difficile livré jeudi par le Suédois face à Krickstein. « Je n'en ai vu que trois sets », avoue Chesnokov, mais c'était suffisant pour savoir comment jouer contre Wilander. « Celui-ci a été battu à son propre jeu. L'ancien du monde. Celui de sa première victoire à Paris, quand, brésilien à l'improvise, dans le genre de fond, il renvoyait tout et toujours. Avec

régulièrement aux tournois internationaux, trouvera-t-il une place plus conforme à sa valeur dans le hiérarchie mondiale ? Sa brusque ascension, bâtie en trois ans historiques, ne l'entraîne pas : quelques heures après son exploit, il déboulait sous les marronniers d'Auteuil, indifférent aux Parisiennes qui se poussaient du coude sur son passage. L'argent ? Il ignore jusqu'au montant des contrats que Prosser a dénichés pour lui. Il touche une prime (10 millions de roubles, en URSS, et le reste va à la fédération). Pouvait-il acheter quelques timbres sur le marché de l'avenue de Matignon suffit à son bonheur de philatéliste averti.

Non, cet intrus amateur chez les professionnels ne rêve que d'or. Celui de la médaille des Jeux olympiques de Séoul. C'est dans cette unique perspective que la Fédération soviétique a permis à ses ressortissants de fréquenter à nouveau le circuit occidental, au risque de rencontrer à tout moment un Sud-Africain.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

**DUNLOP**

**24 HEURES DU MANS**

**31<sup>e</sup> victoire de Dunlop**

**1<sup>er</sup> : BELL-STUCK-HOLBERT sur Porsche**

**Dunlop gagne vous aussi.**







MUSIQUE

## Heurs et malheurs de la chanson française

France, ta chanson tout le camp ! C'est la SACEM qui le dit dans un Livre blanc.

Le Livre blanc constate aussi un réajustement de la catégorie de sociétaires de la SACEM percevant les revenus les plus élevés et la carrière « plus soumise à l'autorité brève et vulnérable » des auteurs-compositeurs. Il souligne que les compositeurs sont aujourd'hui les plus touchés de la crise, et à travers l'audiovisuel et le cinéma, peuvent accéder au marché mondial tandis que les auteurs de chansons, handicapés par la difficulté à exporter leur langue, se cantonnent par la force des choses à un marché plus étroit : national pour l'essentiel, francophone dans le meilleur des cas.

Les rédacteurs du Livre blanc ne mâchent pas leur opinion : « De tous temps, la chanson française a pluriel fait la part belle au tango, au slow ou au be-bop, la France s'est souvent condamnée à importer des modes et à les adapter. Elle a dû accepter le méprisage avec les musiques venues d'ailleurs et ses conséquences. Pour les compositeurs et les mélodistes non interprètes dont le talent a franchi l'Atlantique après la seconde guerre mondiale, combien de musiques sans relief et surtout, combien de succédanés de recettes musicales anglo-américaines. Sous l'impulsion de l'Angleterre et des États-Unis, la production de variétés aujourd'hui impose en effet plus de chansons « à danser » que de chansons « à écouter ».

Enfin, le rapport de la SACEM met en évidence « la situation de plus en plus inconfortable et ambiguë de l'édition française de musique », singulièrement des indépendants, de plus en plus marginalisés et contraints de subir la compétition avec plusieurs sortes d'autres « éditeurs plus ou moins fictifs », qui n'investissent ni sur des catalogues ni sur des carrières.

**Un rôle essentiel des jeunes**  
Ainsi, la consommation musicale est en hausse constante depuis 1976 (progression de répartition des droits d'auteurs : 172 %, évolution du coût de la vie : 116 %), le répertoire français a perdu sans cesse des parts de marché. Pour les droits d'exécution publique (radio, télévision, discothèque, juke-box, sonorisation d'ambiances), il y a tassement des œuvres françaises : de 55,7 % à 51,8 %.

Pour les droits de reproduction mécanique, la part du français est devenue carrément minoritaire : 45,4 %. Les raisons de cet affaiblissement sont complexes : notant les auteurs du Livre blanc, s'y conjuguent les effets de la crise du disque, la concentration de la production et de la distribution et, bien sûr, le comportement d'achat du public.

Le sondage de la SOFRES met en évidence, à cet égard, le rôle essentiel des jeunes de quinze à vingt-cinq ans, d'entre les audiences privilégiées des radios locales privées, dans l'achat du disque et la préférence catégorique pour le répertoire anglo-saxon.

La statistique des 200 premières œuvres réparties par la SACEM et la SDRM, au titre de l'exploitation phonographique, illustre le phénomène : les œuvres françaises, légèrement majoritaires (108) en 1976, ne sont plus en 1984 que 92, tandis que les titres américains limités à 20 parmi les 200 premiers en 1976 sont maintenant 44. Plus significative, l'évolution en exemplaires vendus : en 1976, les seuls répertoires « anglais » occupent 22,8 % du marché français ; aujourd'hui, leur part est passée à 37 %. Répertoire incontestable des créateurs français : à la question de savoir si « la chanson étrangère » est trop présente ou non sur les ondes, une majorité — jusqu'à l'âge de cinquante ans — des personnes sondées estime que c'est la place de la chanson étrangère est juste ce qu'il faut.

**Un effort d'exportation**  
Le Livre blanc suggère diverses propositions pour, dans un premier temps, arrêter la médiocrité de dégradation. « Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, dit Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM, nous bénéficions de la loi Lang sur la protection des artistes et des producteurs. Aux diverses branches de la profession musicienne de l'appliquer. Mais il faut aussi réviser les éditions ou coéditions, faire en sorte que le jeu économique soit respecté. Et qu'enfin, un jour, on puisse trouver à l'étranger un producteur ou un éditeur français capable de faire un réel effort d'exportation ».

La SACEM met aussi ses espoirs dans la Fondation pour la création et la diffusion musicale, dans le Fonds de soutien de la chanson, des variétés et du jazz, récemment créé, et dans la poursuite et le développement d'une collaboration avec les pouvoirs publics.

CLAUDE FLEUTER.

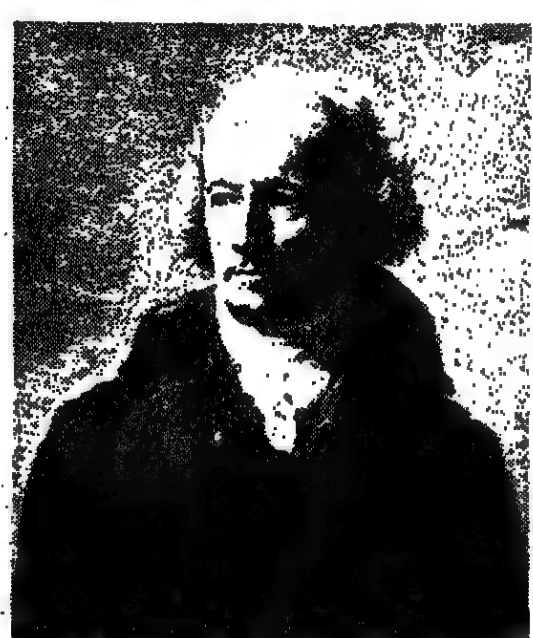
ARCHITECTURE

## Dans les carrières du classicisme français : de Boffrand à Brongniart

Boffrand — l'architecte du palais de Lunéville — mort quand Brongniart, à qui l'on doit la Bourse de Paris, commençait sa carrière. Les deux expositions consacrées à ces architectes nous permettent d'embrasser tout le classicisme français.

Rarement Paris aura eu le théâtre d'un tel transfert d'architecture : un véritable feu d'artifice de colonnes, de pilastres, de frontons, de pierres de taille ! Mieux : ce qui aurait pu n'être que plaisir d'érudition s'est ordonné pour livrer tout un pan de l'histoire de la capitale, plus d'un siècle de celle de l'architecture française et deux siècles de demi de continuité de l'art de construire.

Germain Boffrand (1667-1754), à la mairie du quatrième arrondissement, est le premier « des » d'une trilogie qui s'achève à Alexandre-Théodore Brongniart (1739-1813), musée Carnavalet.



et qui pourrait se conclure avec « Rome Antique », à l'École des beaux-arts, s'il ne fallait y adjoindre quelques débris à Nantes, où le musée Dobrée (1) présente la vie et l'œuvre de Mathurin Cracy, « architecte nantais néo-classique » (1749-1826). Dans quelques livres et revues, enfin, qui nous livrent la chaire révolutionnaire — Boullée, Ledoux, le remarquable ouvrage publié sous la direction de Michel Galley et Jörg Garms : *Germain Boffrand, l'aventure d'un architecte indépendant*. Livre étas, livre essentiel puisqu'il nous restitue par le menu la figure oubliée de l'architecte du château de Lunéville, des hôtels Amelot, de Torcy et Seignelay, ainsi que de l'arsenal et du Petit Luxembourg, à Paris, de l'hôtel Craon à Nancy ou encore des pont de Joigny et de Villeneuve-sur-Yonne, pour s'en tenir à quelques exemples de bâtiments conservés.

Boffrand, né à Nantes, d'un père architecte sans grand renom, eut en revanche la chance d'avoir pour oncle Quinault, poète (auteur de l'*Armide*, mis en musique par Lully, puis par Gluck) et valet de chambre du roi, qui l'introduisit à Versailles et dans les salons parisiens. Voilà qui devait aider, et il le fallait en pareil temps, la carrière d'un jeune homme qui fit son apprentissage de sculpteur chez Girardon, et d'architecte chez Jules Hardouin-Mansart, dont il fut en outre le collaborateur. On ne pouvait faire mieux, et l'on ne peut rien trouver de plus classique, de plus sévère mais de plus aimablement noble que les façades de Boffrand, même s'il manifeste clairement parfois sa connaissance et sa tentation du baroque.

Architecte des princes, Boffrand multiplia les demeures parisiennes et trouva la protection du duc de Lorraine, La Lorraine, où il devait réaliser le plus ambitieux de ses chefs-d'œuvre, le château de Lunéville, sans pouvoir malheureusement conduire à son terme son projet le plus imaginaire, celui du château de La Malgrange, dont le plan en X a laissé longtemps les historiens perplexes. Un cin d'œil à l'Italie qu'il dut laisser en plan.

Comme le souligne Michel Galley, Boffrand fut aussi, mais plus modestement, l'architecte des pauvres, puisqu'il fut architecte des hôpitaux : il aménagea la Salpêtrière, l'hôpital de Bicêtre, où il fit creuser un formidable puits, celui des Enfants trouvés. La pauvreté était chose relative, lui-même connaît quelques difficultés, notamment après le « krach » de Law et dut y faire face avec des moyens qui n'avaient pas toujours la rigueur de son architecture, s'il en avait quelques fois le baroque.

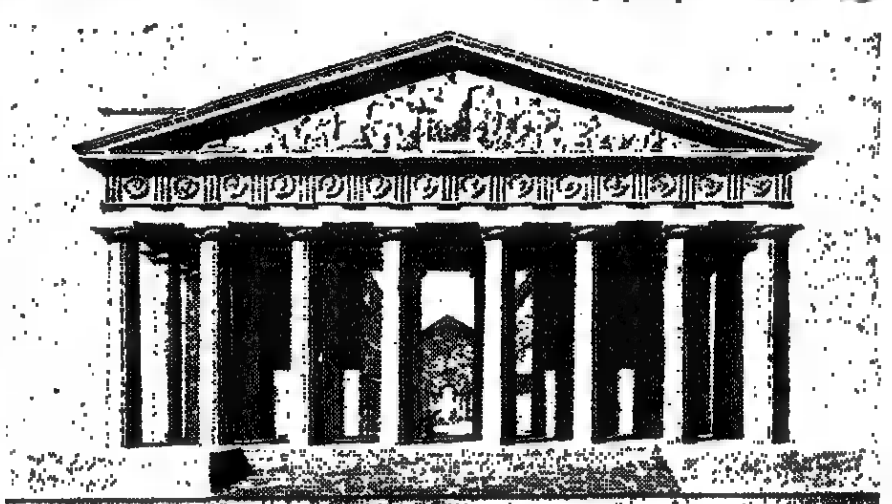
L'architecte de Lunéville a disparu depuis plus de vingt ans lorsque Alexandre-Théodore Brongniart commence sa carrière d'architecte. Après de bonnes études littéraires, ce dernier aurait dû se diriger vers la médecine, selon un vœu paternel, s'il ne s'était laissé séduire par les leçons de Blondel et de Boullée. Brongniart a trente ans quand il a enfin l'occasion de montrer son talent qui ne se démentira pas. En 1769, il achève avec un entrepreneur un terrain de la Chaussée d'Antin, quartier mal fréquenté, sur lequel il construit un premier grand hôtel pour M<sup>me</sup> de

Capucins — actuel lycée Condorcet — et de quelques-uns des plus beaux hôtels du faubourg Saint-Germain (Bourbon, Condé, Montesquieu) vers les Invalides : un quartier qui fit œuvre d'urbaniste, celui que Brongniart, puisqu'il donna leur tracé à nombre de rues et d'avenues ?

La carrière de Brongniart montre comment l'on peut préférer l'évolution en période de Révolution. Si au départ il trouve en effet ses modèles, et la manière de satisfaire ses clients, dans ce qu'on a défini comme du « Louis XV tardif », il se laisse ensuite, avec de plus en plus d'aisance et de liberté, ce que lui ont laissé ses professeurs : les ordonnances de Blondel, l'imagination et la virtuosité du dessin de Boullée. Et ce n'est pas Boullée, dans l'air du temps, celui qui respirait Ledoux, qu'il prit pour modèle, mais les motifs néoclassiques qui modèrent certains de ses bâtiments : projets de la Chaux-de-Fonds, quartier mal fréquenté, sur lequel il construit un premier grand hôtel pour M<sup>me</sup> de

l'esprit public. Le même auteur du catalogue des d'ailleurs opinion peu flatteuse de Victor Hugo : « Sombre à l'intérieur, incommode à l'extérieur, froid et triste sous notre ciel brumeux », du palais Brongniart l'auteur de Notre-Dame de Paris.

Brongniart, c'est aussi l'auteur de plus de deux cents aquarelles, commandées par la Manufacture de porcelaine de Sèvres, où son fils, Alexandre, est devenu directeur en 1800. Une série d'une extrême richesse, d'une originalité de formes, où les fleurs, les oiseaux et les ornements sont plus fins et légers que nature. Plusieurs pièces réalisées par la Manufacture sont présentées près de leurs modèles, l'ensemble de cet ensemble comme une exposition dans l'exposition. Enfin l'architecte nous laisse une face singulière de son œuvre : ses projets de jardins et les fabriques qu'il leur assignait : pavillons néo-classiques, pavillons chinois, châteaux et pavillons gothiques. Là, de même que dans ses aquarelles, l'architecte plein d'ordre et de mesure révèle une sympathique fantaisie, une légè-



Projet de Brongniart pour une Bourse à l'emplacement de la Madeleine. (Ci-contre, Alexandre-Théodore Brongniart (gravure de Béranger).

La Bourse fut le point final de son œuvre. Elle est, en revanche, le cœur monumental de l'exposition. Une étude serrée et réaliste à l'architecture ce qui est visible à lui dans le palais largement modifié que nous ont légué près de deux siècles d'opérations autour de la fameuse « nef ». Le « majestueux édifice qui présentait du large de son auteur une structure rythmée par des balcons en plein cintre et ornée d'un péristyle corinthien, a perdu sa harmonie et se dégage de toute impression ». Béatrice de Rochebelle dans le catalogue, de manière peut-être excessive, pour s'être trop approché de la perfection des initiatives de Brongniart. A la décharge des architectes qui ont modifié le projet — Cavel, surtout en 1903, qui décida d'apporter au « temple » de la finance les deux ailes qui lui donnent aujourd'hui son plan en croix grecque, — il faut rappeler le rôle variable de la Bourse dans

resté presque enfantine, qui nous fait aimer l'homme comme ses contemporains, familles et amis, paraissent l'avoir aimé.

**FREDERIC EDELMANN.**  
+ Germain Boffrand, maître du quatrième arrondissement, 2, place Baudry, jusqu'au 15 juin. L'exposition, organisée par la délégation artistique à l'action artistique de la Ville de Paris, sera ensuite présentée à Lunéville. Catalogue : 296 pages, 160 F.  
+ Alexandre-Théodore Brongniart, musée Carnavalet, jusqu'au 13 juillet. Catalogue : 316 pages, 180 F.

(1) Mathurin Cracy, musée Dobrée, Nantes. Jusqu'au 11 août. Catalogue : 188 pages.

(2) Philippe Madec, Boullée, éditions F. Hazan, coll. « Architecture », 190 pages, 120 F.

+ Claude Nicolas Ledoux, l'architecture, fac-similé de l'ouvrage publié en 1807 par Daniel Ramée, Princeton Architectural Press. Diffusion en France par la C.N. Ledoux : Saline royale, 25610 Arc-en-Sansona (593 F., plus 30 F. de port).

**THEATRE A TOULOUSE**

**LE SAPERLEAU**  
de  
**GILDAS BOURDET**

Mise en scène :  
**GILDAS BOURDET**

AU THEATRE  
**DANIEL SORANO**  
DU 11 AU 6 JUIN 1986

**SAISON DE DANSE 20h45**  
du 3 au 14 juin

**BALLET CULLBERG**  
suède

**MATS EK**  
**CHRISTOPHER BRUCE**

18h30  
du 11 au 14 juin

**COMPAGNIE KARINE SAPORTA**  
édition  
le cœur

43 rue du CHATELET  
43 74 22 77

**PRINTemps DU THEATRE - JUIN 86**

**BANQUE HERVET**

**Alpha Fnac**

**LA PORTE**

**Printemps du Théâtre, du 2 au 21 juin 1986.**

**6 spectacles en compétition.**

**Le Demi-Frère de Waterdash.** Le Royal de Luxe. Esplanade du Louvre. Du 2 au 8 juin.

**Le Septième Tigre du Bengale.** Compagnie Erincœur. Théâtre du Nord. Du 10 au 10 juin.

**Gruand.** Théâtre en l'Her. La Grande Halle - La Villette. Du 11 au 12 juin.

**Homa.** Groupe Alertes. Théâtre du Petit Rond-Point. Du 11 au 12 juin.

**La Terrasse des Désespérés.** Compagnie B 15. Théâtre de la Bastille. Du 12 au 21 juin.

**L'Homme aux Farfadets.** Compagnie Les Joloux. Théâtre des Bouffes du Nord. Du 13 au 21 juin.

Renseignements Printemps du Théâtre : 48.87.83.68.

**Les Madrigalistes de Beaugrenouille en Seine-Maritime**

**Les surprises d'un fest**

**Créations et reprises**

**Sympathies**

**GALERIE HORIZON**

**ARK NAGGAR**

**BLU PRODUCTIONS**

**3 mai 17 juin**





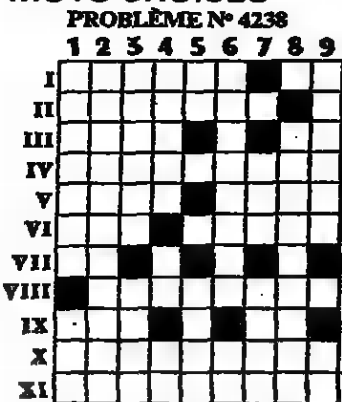






# INFORMATIONS « SERVICES »

## MOTS CROISÉS



### HORIZONTALEMENT

I. Travail avec sa dame. Un ordre en abrégé. - II. Un endroit où l'on a le souci de l'épave. - III. Un chien. Lettre grecque. - IV. Des hommes qui recherchent souvent le plaisir. - V. Evite les répétitions. Adverbe. - VI. Besoin pressant. Amoureux. - VII. Agent de liaison. - VIII. Un endroit où l'on soigne la figure. - IX. Prénom féminin. Rallent. - X. N'apparaît que dans nos rêves. - XI. Occasionnellement parfois quelques problèmes avec les « gendarmes ».

### VERTICALEMENT

1. Détestable compagne de lit. Est leia d'être une couche brillante. - 2. S'arrêtent à des détails pour le plaisir. - 3. Nous donne le jour en nous coupant le souffle. Permet d'exprimer au début, empêche de s'exprimer à la fin. - 4. On y fait des courses à tous les prix. Bruit. Deux gouttes d'eau. - 5. Est devenue célèbre pour ses « inventions ». Homme des bois. - 6. Une manière d'être face-à-face ou dos à dos. Note. - 7. Bien élevé, il est rarement poli. Avec une telle « descente » on ne peut que trinquer. - 8. « Prend » la parole en gardant le silence. - 9. Espèce de cerise. Préposition.

### Solution du problème n° 4237

**Horizontalement**  
I. Tonnure. Nous. - II. Valet. Osa. Unité. - III. Eperons. Bêtises. - IV. La. Fiasco. - V. Puisque. Lumine. - VI. Era. Upérissation. - VII. As. Réa. Sien. - VIII. Be. Torillard. - IX. Crochets. L.S.D. - X. Sott. St. Fl. A.P. - XI. Inté. - XII. Et. St. A. - XIII. Scrum. On. - XIV. Turgescent. N.S. - XV. Erit. La. Antérie.  
**Verticalement**  
1. Vulpes. Sieste. - 2. Tapeurs. Conteur. - 3. Oie. L.S. Brut. Cr. - 4. M. Réal. - 5. Stotique. - 6. Naupathie. St. - 7. Rosée. U. Sauc. - 8. Es. Rarissime. - 9. Aboli. Tris. E.N.A. - 10. Asie. Sa. Tu. - 11. - 12. Mail. - 13. Ss. Nina. Ans. - 14. Te. E.O. R.D.A. Dent. - 15. Maa. Nid. Pressa.  
GUY BROUTY.



JACQUES GAUTIER

36, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. 42-40-84-33

## ILE-DE-FRANCE

### D'UNE ÉVASION SPECTACULAIRE A L'ACTION D'UN COMMANDO

#### Paris, ville ouverte à l'hélicoptère

« La spectaculaire évasion en hélicoptère d'un détenu de la Santé, à Paris, n'engage pas l'avenir de la République. Mais qui peut affirmer, aujourd'hui, que nous sommes à l'abri du cavalier seul d'un terroriste ou d'un maniaque survolant subrepticement la capitale, dans les mêmes conditions, pour s'en prendre à l'Élysée ou à tout autre bâtiment officiel ? Ce propos est celui d'un officier qui connaît bien les problèmes de survol de Paris et qui craint que la « libération » de Michel Vaujour, en hélicoptère, de la prison de la Santé ne donne « perverges » à des fauteurs d'attentat dans la capitale ou ailleurs.

En principe, le survol de Paris est réglementé, c'est-à-dire qu'il est interdit au-dessus d'une altitude de 2 000 mètres, sauf dérogations obtenues selon des procédures prévues à la préfecture de police, à la police de l'air et des frontières ou au district aéronautique de la région parisienne. Même la célèbre Patrouille de France, qui œuvre traditionnellement le défilé aérien du 14 juillet à Paris, doit se soumettre à cette réglementation. Des dérogations sont quotidiennement accordées pour les évacuations sanitaires de la gendarmerie nationale ou de la protection civile et pour des sociétés privées qui organisent des transports d'hélicoptères réguliers ou à la demande.

Les hélicoptères peuvent tourner, plus ou moins librement, autour de Paris, et si les dérogations concernant le survol de la capitale commencent à partir du périphérique ou de certaines boucles de la Seine : elles leur enjoignent des chemins de survol et des hauteurs de vol, et les tiennent au contact du contrôle de l'hélicoptère.

#### Interception difficile

As des des toits, la surveillance par radar est inopérante dès lors que le moindre immeuble joue le rôle d'un écran ou d'un masque. Le contrôle aérien, depuis les aéroports de la capitale ou depuis son hélicoptère, est lui aussi, inopérant au ras des toits si le pilote de l'hélicoptère intrus s'est imposé le silence radio. On imagine déjà les difficultés de son repérage dans le trafic aérien en région parisienne, dont la densité tient à l'existence de grands aéroports internationaux ou nationaux, à l'activité d'une multitude de petits aérodromes secondaires et aux navettes incessantes des hélicoptères autorisés.

Mais le repérage n'est pas la seule difficulté. Il faut ensuite réussir à identifier l'intrus et cela en quelques secondes, avant qu'il n'ait eu le temps de commettre son forfait.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 30 mai :

### DES DÉCRETS

■ N° 86-750 du 26 mai 1986 modifiant le code de procédure pénale (2<sup>e</sup> partie : Décrets en Conseil d'Etat) et relatif au casier judiciaire.  
■ N° 86-751 du 26 mai 1986 portant publication de l'échange de lettres entre la France et la principauté de Monaco portant amendement du protocole de 1963 amendé à la convention franco-monnaise du 18 mai 1963, fait à Monaco le 17 janvier 1986.

Sont publiés au Journal officiel du samedi 31 mai :

### DES DÉCRETS

■ N° 86-752 du 30 mai 1986 portant relèvement du plafond du premier livret des valeurs d'épargne.  
■ Du 16 novembre 1981 autorisant la vente et la circulation de certains vins sous la dénomination « Vin de pays des coteaux cathares » et précisant les conditions de cette autorisation (extraits d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat).  
■ N° 83-826 du 16 septembre 1983 relatif à l'office des transports de la région de Corse (extraits d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat).  
■ N° 83-145 du 11 février 1983 portant création de la réserve nationale des marais de Bruges (Gironde) (extraits d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat).

## MODE

### L'exposition Yves Saint Laurent

Très attendue, l'inauguration, le 31 mai, de l'exposition Yves Saint Laurent qui regroupe ses créations des vingt-huit années écoulées, au Musée des arts de la mode, sous le toit du pavillon de la Seine. Pourquoi cette attente et cette précision ? Parce que ce visionnaire quinquagénaire, d'abord assistant puis successeur de Christian Dior, marque depuis un quart de siècle la manière de s'habiller, de vivre et de se mouvoir des femmes aux quatre coins du monde. Son art rejoint ceux du même coup ceux du théâtre et de la peinture, dont il capte dans ses robes et ses mouvements d'ombre et de lumière.

L'exposition n'est ni celle de New-York, qui a accueilli plus d'un million de visiteurs (le Monde du 6 décembre 1983), ni celle de Pékin, mais une manifestation « plus méditerranéenne », éminemment parisienne. On y verra quelque 300 modèles dont une cinquantaine d'édités, des robes de la princesse Grace de Monaco et de la duchesse de Windsor, entre autres.

Peut-être moins connues qu'au Metropolitan Museum de New-York, les collections de l'immense grenier accueillant une histoire du smoking (lancé par le couturier en 1905) dans une salle noir et blanc où des mannequins blancs s'avancent sur fond de paravent japonais et autour d'un piano.

La reconstitution d'un salon de haute couture, avec son podium et ses chaises dorées, rappelle le théâtre de marionnettes du jeune Yves dans son jardin orné de mannequins en vêtements de jour, public d'élégantes regardant le passage de mannequins en grandes robes de soir.

Une salle est consacrée aux robes noires — de son premier fourreau du soir en velours, scindé d'un grand nœud de satin blanc, à celle de la dernière saison, — dans un décor couleur lavande.

Ses « tréteaux », sur fond de bleu outremer, réunissent aussi bien les broderies que les accessoires, tandis que ses « diversissements exotiques » sont autant de voyages imaginaires en Afrique, en Chine, en Espagne ou sur le sol des Baïkates russes. Enfin, tout un étage est consacré aux robes d'art (inspirées de peintures modernes), à ses classiques et aux costumes de scène (ceux de Zizi Jeanmaire notamment).

Remarquable par la mise en espace de Stephen de Pietri et les décors de Jacques Grange, l'exposition reflète aussi l'originalité de la conception de la Société Yves Saint Laurent, présidée par Pierre Bergé. C'est lui qui a permis l'épanouissement artistique du couturier en créant l'indispensable outil de production nécessaire à sa diffusion.

Aujourd'hui, les boutiques Rive Gauche répercutent l'évolution de son style. Tout est prêt pour une introduction en Bourse, le moment opportun.

Le catalogue, intitulé Yves Saint Laurent par Yves Saint Laurent (sujet de l'émission « Apostrophes » du 6 juin), s'ouvre sur une dédicace du président François Mitterrand et une préface de Bernard-Henri Lévy (500 documents, dessins en couleurs et photos, éditions Herscher, 224 pages, 390 francs).

Enfin, toujours chez Herscher (128 pages, 250 francs), Yves Saint Laurent et le théâtre, préfacé par Edmonde Charles-Roux, évoque en 128 superbes dessins en couleurs son œuvre dans le domaine du spectacle. Pour lui, « le costume de théâtre, c'est une silhouette. On doit tout de suite reconnaître, en ombre chinoise, qu'il s'agit d'Hamlet, d'Otello ou du kashmir ».

N. MONT-SERVAN.

# CARNET DU Monde

## Décès

— Ploumagoar (22). Paris. Londres. Bruxelles. Ploumagoar (22). Saint-Agathon (22).

M<sup>me</sup> Daniel Caradec, née Anne Andrieu, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jacques Caradec, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Jacques Andrieu, ses beaux-parents, M. et M<sup>me</sup> Antoine Andrieu, ses grands-parents, M. et M<sup>me</sup> Gabriel Caradec, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Pascal Bevilion, ses oncles et tantes, cousins et cousines, ont la douleur de faire part du décès de

Daniel CARADEC, né le 10 mai 1914 à Ploumagoar (22), décédé le 29 mai 1986, à l'âge de 72 ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Ploumagoar le mardi 3 juin, à 10 h 30.

La famille remercie les personnes qui s'associent à sa peine.

— Nous avons appris la mort, le mercredi 28 mai, de M. Michel LEDUC, journaliste, à l'âge de soixante-douze ans.

Né le 3 juin 1914 à Neuilly-sur-Seine, Michel Leduc, ancien de la Résistance, officier de l'Ordre du Mérite, a travaillé à France Soir à la rubrique judiciaire, où il s'occupait plus particulièrement du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation. Après sa retraite, il a poursuivi ses activités comme journaliste pour l'Agence Carrel de presse (ACP) et le Figaro. Il était l'un des plus anciens journalistes accrédités à l'Institut de France.

— Le professeur et M<sup>me</sup> Maurice Marois, leurs enfants et petits-enfants, le professeur et M<sup>me</sup> Pierre Marois et leur fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la perte qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M<sup>me</sup> Paulette MAROIS, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, pieusement décédée le 29 mai 1986, dans sa quatre-vingt-troisième année à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux en l'église Saint-Pierre de Charente-le-Pont, l'inhumation au cimetière de Montmorency dans la sépulture de famille ont eu lieu dans l'intimité, selon la volonté de la défunte.

89, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris. 46, rue Franklin-P, 75008 Paris.

— Madame André Tarabella, née Solange Kessler, Blanche et Arnaud-Christian, ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père,

M. André TARABELLA, ingénieur ESE, directeur de l'équipement nucléaire Electricité de France, survenu à Marseille le dimanche 18 mai 1986, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Suivant sa dernière volonté, la levée du corps et son incinération ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 22 mai 1986.

15, boulevard Saint-Antoine, 75004 Paris.

## DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Rennes-II, vendredi 6 juin, à 14 h 30, palais Saint-Melaine, M. Gilles Brossier : « Problèmes de représentation de données par des arbres ».

— Université Paris-II, mardi 10 juin, à 14 heures, salle des Conseils, M. Jacques Nèze : « Prévention et répression de la fraude fiscale internationale ».

— Université Paris-X - Nanterre, vendredi 13 juin, à 14 h 30, salle C 22, M<sup>me</sup> Sally Jacqueline, née March : « La trilogie de Mervyn Peake dans la tradition du « roman » anglais ».

— Université Paris-X - Nanterre, mardi 17 juin, à 14 heures, salle C 26, M. Pierre Rouillard : « La civilisation grecque dans la péninsule italienne (VIII<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup> siècles avant J.-C.) : l'expansion hellénique en Extrême-Occident ».

— Université Paris-II, jeudi 19 juin, à 10 heures, salle des commissions, M. Paul Volak : « Dylan Thomas et l'ambiguïté. Ambiguïté linguistique et stratégies esthétiques ».

— Université Paris-III, mercredi 18 juin, à 14 heures, M. Liard : « Paul Volak : « Dylan Thomas et l'ambiguïté. Ambiguïté linguistique et stratégies esthétiques ».

— Université Paris-II, vendredi 20 juin, à 18 heures, salle des commissions, M. Marcel Boka : « Aspects du réalisme dans le roman africain de langue française ».

— Université Paris-II, vendredi 20 juin, à 16 h 30, salle des conseils, M. Georges Dole : « La profession ecclésiastique en droit français ».

## YVOIRE

GALERIE FERT - 50-72-84-79

### GANTNER

peintures récentes

du 11 mai au 11 juillet

Tous les jours, de 14 h à 18 h 30

Christian Dior

SOLDES

Prêt-à-porter féminin, masculin

accessoires de mode et souliers.

LES 3, 4 et 5 JUIN 1986

10h - 12h 30

14h 30 - 18h 30

32, avenue Montaigne

12, rue Boissy-d'Anglas

Paris 8<sup>e</sup>

## BENNETON

Graveur-Héraldiste

Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part - mariage

Chevalières gravées

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

مكتبة من الرصاص



Le Monde

# L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

message à un(e)

## CONTROLEUR de GESTION

FILIALES FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES

Nous sommes un grand groupe industriel français et notre implantation est internationale.

Intégré(e) à une équipe de CORPORATE FINANCE, vous serez en charge d'un groupe de filiales (6 à 10) diverses par leur taille et leur situation géographique : véritable interlocuteur des Directions générale, financière et opérationnelle, vous serez leur Conseil et leur appui.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez une bonne formation de type Sup de Co, option finance (DECS souhaité), au minimum 12 ans d'expérience de Contrôleur de Gestion Industrielle, si vous parlez au moins une langue étrangère et si vous êtes suffisamment mobile.

Merci d'adresser votre référence M/103/BA, CV et vos motivations à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE  
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

HEC, ESSEC, ESCP... HF

débutez votre carrière à la

## DIRECTION FINANCIÈRE

D'UNE GRANDE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE  
(plus de 1000 Millions dont 200 à l'export).

Répondant en direct au chef du département Trésorerie, vous assurerez des missions ponctuelles (nouveaux produits financiers, analyse des performances, développements informatiques spécifiques) et vous serez responsable des prévisions de trésorerie. A la mesure de votre potentiel de motivation, vous acquerez à terme un niveau de compétence en Trésorerie Francs et Devises, première étape d'une évolution motivante au sein du groupe.

Diplômé d'une des meilleures Ecoles de Gestion, option finance, vous êtes débutant ou avez, au plus, un an d'expérience.

Merci d'adresser votre référence M/103/AZ, CV et vos motivations à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE  
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

## L'AIR LIQUIDE

### Attaché à la Direction Comptable et Financière

Nous sommes filiale de L'AIR LIQUIDE, leader dans notre domaine : la fabrication et la vente d'équipements de blocs opératoires. Notre CA en progression constante est de 130 MF dont plus de 60% réalisé à l'export. Ce développement nous incite à mettre en place un système d'information intégré à l'ensemble de la gestion de l'entreprise.

Rattaché à la Direction Comptable et Financière, votre première mission consistera à mettre en place l'information de la comptabilité. Vous serez plus particulièrement impliqué dans toutes les questions relatives à la comptabilité industrielle. Mais à court terme, nous souhaitons vous confier des responsabilités comptables et financières encore plus larges.

A 26 ans environ, diplômé d'une grande école de gestion, titulaire du DECS, votre expérience de la comptabilité industrielle dans un environnement informatisé devrait vous permettre de vous réaliser dans ce poste nouvellement créé. La pratique de l'Anglais est souhaitée compte tenu de notre activité internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, Nicole Le Breuilly, IEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS en précisant la référence NLB 54606 M.

The Executive Group  
Management

## L'un des premiers groupes d'assurances du marché français cherche un auditeur senior,

adjoint au responsable de l'audit interne pour son siège (1 h 30 de Paris).

Au sein d'une petite équipe rattachée à la présidence du groupe, vous assisterez ce responsable dans le pilotage des missions et la supervision des rapports, vous aurez une large autonomie certaines missions d'audit opérationnel et d'audit de management dans les filiales.

Vous êtes titulaire d'un diplôme de plus hauts niveaux de formation, vous êtes apte à dialoguer avec les responsables opérationnels ou fonctionnels lors de la présentation de ces rapports et vous recommandez.

HEC, ESSEC, ESCP + DECS, vous avez de solides connaissances comptables, financières et juridiques et cinq ans d'expérience de l'audit en cabinet ou en grande entreprise. Votre anglais lu et parlé est courant en raison d'importantes missions à l'étranger. L'audit, pour qui y réussit, est un excellent tremplin dans notre entreprise.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire.



ALEXANDRE TICS SA  
10, RUE ROYALE - PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

### Direction des Affaires Internationales COORDONNER LES SERVICES COMPTABLES

La Direction des Affaires Internationales (1 600 personnes) est organisée en Division qui disposent de leur propre service comptable. Pour coordonner ces services, nous avons créé récemment une Cellule Comptable dont nous recherchons aujourd'hui le Responsable.

Vous êtes une personne, il vous faut la production des comptes de la Direction, il coordonne les services comptables des Divisions dont il supervise fonctionnellement les responsables.

A son activité, nous lui confierons trois missions prioritaires : - formaliser, émettre ou définir des procédures comptables pour

l'ensemble de la Direction, - mettre en place un nouveau système comptable, - apporter une assistance aux services comptables des divisions.

A 30 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, Expert Comptable ou mémorialiste. Vous avez acquis votre expérience de préférence dans la Banque, dans un Cabinet d'audit ou dans l'assurance, éventuellement dans l'industrie.

Le niveau de responsabilité de ce poste (Classe VII de la Convention des Banques) vous permettra à terme d'évoluer dans le Groupe, dans les services comptables centraux, le contrôle de gestion, le secrétariat général d'une filiale.

COFROR étudiera votre dossier en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser sous la référence 155/40 à Françoise LECUYER - Tour Fiat - Cedex 36 - 92094 Paris la Défense



Banque parisienne - financement et services - entreprises

## EXPLOITANT BANCAIRE GRANDES ENTREPRISES HF

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience confirmée de l'exploitation d'une clientèle de grandes entreprises et des contacts à haut niveau.

Vous maîtrisez parfaitement les opérations classiques et les nouveaux produits financiers. La connaissance de l'anglais serait appréciée.

STATUT CADRE A.F.B.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et références) en précisant : 4168 MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - PARIS 10, qui vous enverra plus d'informations.

MEDIA PA

## TECHNIQUES BANCAIRES ET FINANCIÈRES.

Rechercher, exploiter les gisements de compétences bancaires au profit de notre Groupe.

Vous aimez votre métier. En vrai professionnel de la banque et de la finance, vous en connaissez les services et les techniques. Sous la pression de la concurrence bancaire et non bancaire, nationale et internationale, ils évoluent très vite.

Au sein de notre Organisme Central, dans une équipe dynamique, que la qualité des hommes est la clé du succès, vous serez notre partenaire d'innovation et de création.

Vous développerez des actions éducatives dans les techniques bancaires et financières, à l'intention de nos cadres et dirigeants.

vos études supérieures (grandes écoles de gestion) renforcées par l'ITB ou le CESB et votre parcours professionnel varié d'environ dix ans dans

une banque ou un établissement financier ont fait de vous un "ingénieur" bancaire et financier.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence CV7 à Catherine VAYNE Chambre Syndicale des Banques Populaires 131 avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.



UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

## Jeune diplômé ESC ou équivalent

Votre formation et votre tempérament vous incitent à rejoindre un groupe industriel à vocation internationale dans un domaine de haute technologie qui vous permette de prendre rapidement des responsabilités.

Au sein de notre Direction des Affaires Sociales, vous prendrez en main des missions opérationnelles dans le cadre d'un des départements : Gestion provisionnelle et recrutement, communication interne, sociales, Formation ou administration personnel.

Mobilisé intellectuellement et même géographiquement, votre ouverture d'esprit, votre créativité et vos ambitions vous poussent à choisir

## Les affaires sociales pour évoluer

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous réf. 9258/MN à Media System, 11 rue de la Tour des Dames 75009 Paris.



Adresser C.V. détaillé à la Direction du Personnel  
BANQUE INTERNATIONALE  
POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE  
9, avenue de Flandre - 75001 PARIS

هكذا من الاصل







## L'UNIVERS DE LA GESTION

### juriste d'affaires confirmé

Nous sommes l'un des premiers groupes industriels français de réputation mondiale.

Nous cherchons pour notre Direction Juridique (Paris, proche banlieue Ouest) un juriste d'affaires. Au niveau de la Direction Générale, il est chargé principalement de questions relevant du droit des affaires, français et international (rédaction, négociation de contrats de vente, licences, accords industriels, etc.) et de questions juridiques divers (propriété industrielle, fiscalité export, etc.).

Une expérience réussie de droit des affaires en entreprise ou dans un cabinet juridique d'affaires, ainsi que la maîtrise de l'anglais, sont indispensables. Un diplôme complémentaire (Sciences Po., commerciale) est apprécié. Lettre nécessaire. (réf. 4839 LM)

Notre responsable, Mme M.C. TESSIER, vous recevra de lui écrire.



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10 - RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

### Chef de service comptabilité/gestion

Département industriel Clichy - Notre client est un important groupe industriel organisé en quatre départements d'activités autonomes. Un de ces départements employant plus d'un millier de personnes entre quatre unités de production et huit implantations commerciales régionales, dispose d'une structure centrale pour sa gestion. Nous recherchons pour cette structure, implantée à Clichy, un chef de service. Rattaché au contrôleur de gestion du département, il animera une équipe de neuf personnes chargées des opérations comptables non décentralisées relatives à l'activité commerciale (comptabilité clients, facturation, gestion des stocks, etc.). Travaillant en liaison avec les différents unités et établissements concernés, s'appuyant sur un outil informatique, il aura pour souci l'optimisation des procédures. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur en gestion, âgé d'au moins 28 ans et disposant d'une première expérience en matière de comptabilité commerciale et/ou de gestion industrielle. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience offerte. Ecrire en envoyant curriculum vitae et prétentions à G. MASSON en précisant la référence S/8086M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY - Tél. 47.47.11.04  
PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Strasbourg - Toulouse

### Organisation comptable

La BANQUE PARIBAS renforce son équipe d'organisation et de contrôle comptable. Elle recherche un candidat diplômé Grande Ecole et titulaire du DECE.

Une première expérience de 2 à 3 ans dans le milieu bancaire serait appréciée.

A terme, ce poste est appelé à évoluer vers des responsabilités de gestion élargies au sein d'autres directions de la Banque.

Merci d'envoyer votre curriculum vitae, photo, sous la réf. OC/LM, à la Direction des Ressources Humaines de la BANQUE PARIBAS - B.P. 14 - 75078 PARIS Cedex 02.



BANQUE PARIBAS

### Banque

Un groupe privé de renom, en pleine expansion, recherche pour son activité bancaire un

#### DIRECTEUR COMPTABLE

Il sera pleinement responsable de la comptabilité d'une petite banque et d'un établissement financier.

Il définira et mettra en place les procédures comptables pour les nouvelles activités financières et participera activement au développement du nouvel outil informatique.

Il est de formation supérieure (Ecole de commerce, DECS + certificat supérieur...). Une très bonne connaissance et expérience de la comptabilité bancaire est indispensable.

A 30-35 ans, il est fortement motivé pour rejoindre une équipe peu nombreuse en forte croissance.

Merci d'adresser CV, photo récente et rémunération actuelle à référence 605 212 M (à mentionner sur l'enveloppe).



**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
115, rue du Bac - 75007 Paris

### Degremont

8 000 personnes, 2 milliards de C.A. dont près de 2/3 à l'export, recherche :

#### Jeune assistant du trésorier

Missions : Dans un premier temps, il assistera le Trésorier dans l'établissement des prévisions de trésorerie et des rapports mensuels, la gestion de la trésorerie en francs et en devises, la mise en place de divers financements, les travaux de comptabilité financière.

Progressivement, il participera à des missions financières au plan international et contribuera à la mise en place d'opérations de financement en France et à l'étranger.

Profil : La trousse, diplômé(e) d'Ecole de Commerce, option Finance, il a une première expérience de la gestion de trésorerie, acquise soit dans une société d'ingénierie, soit au sein d'un établissement bancaire dans un département international (soit de financements).

Il a une bonne maîtrise de l'informatique, en tant qu'utilisateur et le goût de faire évoluer les outils.

Nous attachons la plus grande importance à son goût pour le travail en équipe mais également à sa capacité à prendre en charge aussi bien des travaux de conception que de réalisation. Nous lui offrons la possibilité d'évoluer dans un environnement international avec une grande autonomie d'action.

Le poste est à pourvoir à Paris-Malakoff (92).

Merci d'adresser sous réf. 48 : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre conseil STANDARDATA, 128 boulevard Haussmann

**STANDARDATA**



emploi régional

### Montpellier IDATE

l'institut de l'audiovisuel et des télécommunications en europe recrute

#### Ingénieur en organisation spécialisée bureautique/télématique

• expérience de l'intervention en entreprise  
• anglais courant  
• capacité de négociation  
• goût pour le travail en équipe pluridisciplinaire

CV et prétentions à : IDATE bureaux du polygone - 34000 Montpellier

### Groupe Financier

IBM 50 terminaux, réseau Transpac

#### UN RESPONSABLE DES ETUDES INFORMATIQUES

Rattaché au responsable de service qui anime une équipe de développement de 8 personnes et assure la cohérence de la réalisation des projets.

Profil :  
- Etudes supérieures (M.A.I.N.E de préférence);  
- Expérience d'au moins 3 ans dans la conduite de projets;  
- Confirmé IBM 38;  
- Sens des responsabilités;  
- Poste à pourvoir dans une ville 200 km Ouest Paris;  
- La connaissance activités Sociétés Financières serait un atout.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo s/r 7308 M LE MONDE PUBLICITE, 3, rue de Montesson, Paris-20.

### LA MAISON DE VALERIE Région BLOIS

Nous sommes une société de vente par correspondance en pleine expansion (C.A. prévu 86 : 1 milliard).

Nous avons besoin pour développer notre service ACHAT de :

#### 1 ACHETEUR(EUSE)

FORMATION GRANDE ECOLE DE COMMERCE

Ayant une expérience de plusieurs années dans le domaine de la confection, (si possible dans une société de vente par correspondance), la pratique de l'anglais est indispensable et la connaissance d'une deuxième langue sera appréciée.

Envoyer CV, photo et prétentions à : M.V. SERVICES - BP 4 - 41555 VINCUL Cedex.

### TECHNICIEN I/F AFFAIRES INTERNATIONALES

A Nantes, la Caisse Régionale de CREDIT AGRICOLE MUTUEL de Loire-Atlantique vous propose de rejoindre son unité AFFAIRES INTERNATIONALES, rattachée au département du CREDIT aux ENTREPRISES.

Votre intérêt pour ce domaine s'est déjà traduit par une expérience d'environ 2 à 3 ans dans un service bancaire international et (ou) par une formation supérieure spécialisée vous permettant d'être rapidement opérationnel(le).

Dans les deux cas, nous nous attachons à vos qualités d'initiative, à votre esprit d'analyse et de synthèse, à votre sens de l'organisation, mais aussi à votre goût et à vos aptitudes pour le contact client.

Pour participer à notre développement, veuillez adresser votre candidature avec lettre manuscrite, curriculum-vitae et photo à : C.R.C.A.M. de Loire-Atlantique, Monsieur le Chef du Personnel La Garde - Route de Paris 44076 NANTES Cedex.



### Le centre hospitalier régional de Toulouse

EQUIPE DE 2 DPS/7.30 DPM/6.500 TERMINAUX recherche

#### CHEFS DE PROJET

(système ou études)  
Diplôme d'ingénieur, 5 ans d'expérience.

#### ANALYSTES PROGRAMMEURS

Diplôme d'ingénieur ou maîtrise d'informatique.

#### PROGRAMMEURS

DUT ou BTS

Lieu de travail : TOULOUSE.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions : Monsieur l'attaché de direction responsable de l'informatique, centre hospitalier régional de Toulouse, Hôtel-Dieu, 31052 TOULOUSE Cedex.

**Vous avez :**  
- une expérience des montages financiers  
- acquis en établissement spécialisé, services bancaires immobiliers, promotion...  
- une formation supérieure, Ingénieur, Sup de Co, Essec, licence, IAE...  
- la gage et très envie d'en tirer le meilleur parti  
- le sens de l'animation d'une équipe  
- notre âge, 30/40 ans

### ETABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL

**Nous avons :**  
- les équipes financières les plus pointues (clients : entreprises, maîtres d'ouvrages, à tous les niveaux) et les plus performantes,  
- les plus hauts niveaux de responsabilité par tête,  
- une dynamique et une capacité de croissance à toute épreuve,  
- la gage et très envie d'en tirer le meilleur parti.

### NOTRE RESPONSABLE ILE DE FRANCE

Adresser CV, lettre man., photo, prétentions, sous réf. 5016 à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS. Titres et approximatifs s'abstien.

### MARSEILLE

NOUS NOUS DEVELOPPONS ET NOUS RECHERCHONS

### RESPONSABLE "PERSONNES MORALES"

Rattaché à la Direction des Engagements, ce cadre (classe V ou VI) dirigera nos services "personnes morales".

Son expérience et sa formation feront impérativement de lui un excellent conseiller des crédits professionnels.

Il sera avant tout un homme d'animation et de motivation, décideur et diplomate, capable de s'adapter à une structure souple et évolutive.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 2638 au Département des Relations Humaines FEDERATION DU CREDIT MUTUEL MEDITERRANEE 621, AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE.

**Crédit Mutuel**

### BANLIEUE SUD-OUEST PARIS

La filiale française d'un laboratoire pharmaceutique anglo-saxon de dimension internationale, recherche pour son siège social (450 personnes)

### ASSISTANT I/F RESPONSABLE PERSONNEL

**LA MISSION**  
Vous êtes particulièrement chargé des dossiers juridiques, de recrutement et de formation.  
Vous seconderez le responsable du Personnel dans tous les aspects de sa fonction.

**LE PROFIL**  
Nous recherchons un candidat à fort potentiel, ayant une expérience étendue de la fonction Personnel (3 ans minimum) et disposant d'une formation supérieure.

Si vous êtes intéressé, adressez votre lettre de candidature manuscrite avec CV et photo s/réf. 2610 à AXIAL Publicité, 27 rue Taubout 75008 Paris, qui transmettra.

Groupe Immobilier de 1<sup>er</sup> plan - Paris dans le cadre de son expansion, étoffe sa Direction Administrative et Financière, et cherche

### 2 Jeunes Cadres

- l'un pour son service Trésorerie Centrale formation gestion Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise de Gestion, expérience 2 à 3 ans dans l'élaboration et le suivi des dossiers de financement de projets importants acquise en milieu bancaire ou au sein d'une grande entreprise. Réf. 1133 M

- l'autre pour son service Comptabilité Centrale formation DECS, connaissances sérieuses en contrôle budgétaire et fiscalité, expérience 3 à 5 ans en Cabinet ou dans une holding. Réf. 1140 M

Ils seront amenés à assister les responsables de ces 2 services. Possibilité d'évolution à l'intérieur de l'entreprise ou en Province.

Veuillez écrire sous réf. choisie en précisant expérience et prétentions à

**INTERCARRIERES**  
5, rue du Helder - 75008 Paris

مكدا من رلاصل



# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

## Dans un cadre international...

### Directeur administratif et financier

Filiale française d'un Groupe anglo-saxon, nous vous confions la gestion de notre activité France (200 M.F., 400 pers., plus de 10 % de croissance annuelle, des profits) et celle de nos 5 filiales étrangères.

Reportant au Directeur Général et en liaison avec le Groupe, vous prendrez en mains les responsabilités de la fonction : contrôle de gestion, financements, trésorerie, comptabilité, reporting, etc., l'informatique.

De formation supérieure, bilingue anglais, une expérience antérieure dans l'audit et le contrôle de gestion en multinationale, un préalable, vos qualités personnelles et l'exercice d'une activité similaire vos atouts décisifs.

Vos succès vous donnent le présent en vue de rejoindre une entreprise dont le succès (vous y êtes) est la recherche, la production, le réseau commercial diversifié, l'internationalisation (6 pays) vous donneront une dimension complète.

Nous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo et références), sous C/DCI/LM, à Conseil LESUEUR, qui vous garantira la plus totale discrétion.

ARCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## ECP, Mines...

### Directeur général de filiales

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, leader en développement, recherche le Directeur Général d'un ensemble de filiales France.

Il sera chargé :

- d'animer plusieurs directeurs de centres de profits,
- de créer de nouvelles implantations,
- de négocier des contrats à niveau élevé.

Ce poste conviendrait à un candidat de premier plan, ayant déjà eu des responsabilités opérationnelles en direction de profits importants. Il aura environ 10 à 15 ans de vie professionnelle et il témoignera de solides qualités de négociateur, de gestionnaire et d'animateur d'un réel potentiel d'évolution lui permettant d'accéder ultérieurement à des responsabilités plus larges.

Poste : grande ville Rhône-Alpes.

Ordre de grandeur de rémunération : 450 000 F

sous réf. UE 520 CM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



## Un patron pour notre équipe de recherche

Ingénieur d'une Grande Ecole, vous possédez aujourd'hui, une bonne expérience de la Recherche et du Développement, acquise au sein d'une entreprise performante du secteur agro-alimentaire.

Rigoureux, méthodique, vous savez transmettre vos convictions à vos équipes et "tenir ferme la barre" jusqu'à ce que les objectifs fixés aient été atteints.

Maîtrisant parfaitement la langue anglaise, vous êtes l'homme des défis gagnés.

Alors rejoignez-nous et prenez, à Château-Thierry, la direction de nos programmes de Recherche et Développement : produits,

technologies, matières premières. Responsable du 5<sup>ème</sup> de produits et du laboratoire pilote, vous serez aussi l'interface créatif et disponible des services Marketing, Production, Qualité...

A l'avant-garde de notre technologie, et au sein d'un groupe de dimension internationale, vos performances et votre dynamisme trouveront naturellement leur épanouissement.

Merci de faire part de vos motivations, pour ce poste de haut niveau, sous réf. PR

Bernard Franot, Biscuits Belin, 93, 91003 Evry Cedex.

## L'UNIVERS DE LA GESTION

RENFORCER la dynamique équipe d'Analystes, la DIRECTION REGIONALE d'une Banque Mutualiste, largement implantée en France, recherche un

### Jeune analyste financier

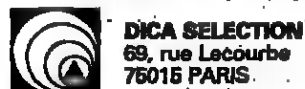
débutant accepté.

CE POSTE, basé dans une ville limitrophe (100 km au Sud de Paris), s'adresse à un JEUNE DIPLOME HEC, ESCP, ECO-FI, motivé pour prendre en charge les opérations auxquelles il puisse rapidement s'investir.

IL PREND EN CHARGE des objectifs de développement la gestion d'un portefeuille de PME - PMI.

Le goût de la négociation, de l'aisance dans les contacts à tous niveaux, une capacité d'analyse rigoureuse, et de synthèses rapides sont les atouts indispensables pour réussir à ce poste.

Le type de responsabilité répond à vos attentes, nous merci d'adresser votre C.V. + rémunération actuelle, s/réf. 341/LM à :



DICA SELECTION  
68, rue Labouche  
75015 PARIS

DEPARTEMENT PRODUITS D'EPARGNE

## Importante BANQUE Paris-2<sup>e</sup>

Nous vous proposons de participer au développement important de nos activités financières et confions, en fonction de vos aptitudes : formation et expérience professionnelle, la responsabilité de l'élaboration et du suivi de nos produits d'épargne : SICAV, Fonds Communs de Placement.

Pour ce poste, une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit...) est indispensable.

Dynamisme et capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

(Les candidatures de débutants seront étudiées avec attention.)

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références (confidentialité assurée), sous la réf. 4165 à :



MEDIA BA, 8, boul. des Capucines - 75002 PARIS, qui transmettra.

## Directeur administratif

Un groupe de sociétés commercialisant divers produits touristiques et de loisirs, souhaite recruter, dans le cadre de sa réorganisation, un Directeur Administratif.

La mission sera de prendre en charge, avec un sens aigu des responsabilités, la totalité des services administratifs.

L'environnement dynamique de ce groupe et les techniques de gestion sophistiquées nécessitent une formation supérieure (H.E.C., Sup de Co, DECS) et une expérience réussie d'au moins 5 ans dans un poste similaire.

Lieu de travail : une agréable ville de Haute-Savoie.

Veuillez transmettre votre dossier de candidature, qui doit comprendre votre C.V., votre photo et le détail de votre rémunération actuelle, sous la référence 4165 à :

ROLAND DERKUM CONSEILS  
405 avenue de la République  
69642 LYON-CALUIRE cedex  
qui vous garantira toute confidentialité.

## SPECIALISTE DU FINANCEMENT «CREDIT EXPORT»

Importante banque étrangère recrute pour sa Direction des Affaires Commerciales un

Un très bon potentiel relationnel et l'anglais courant sont indispensables. Notre Conseil Isabelle Jourdain attend votre dossier de candidature, sous réf. 01/124, à PARI, 11 rue La Fayette - 75008 Paris.



PARI  
CONSEIL EN RECRUTEMENT

## LAMBERT

Le Groupe LAMBERT recherche pour l'une de ses filiales

### Chef Comptable

La mission comporte la responsabilité d'une équipe de 12 personnes chargée de la Comptabilité Générale, la comptabilité Fournisseurs, chargée de problèmes fiscaux, de l'application informatique et du contrôle des procédures, en liaison avec les différents services administratifs de la société.

Ce poste nécessite une formation ESCAE et/ou DECS, ainsi qu'une expérience d'au moins 5 ans comme adjoint à un chef comptable d'une importante société commerciale.

Une connaissance de l'informatique sera fortement appréciée.

Le poste est basé dans l'ouest parisien.

Possibilité d'évolution rapide dans la société pour élément de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références sous référence 2636 à Madame Lerde, LAMBERT FRERES & CIE, 5 rue Vermet 75008 Paris.

Ville de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), 51 500 habitants

### RESPONSABLE DES AFFAIRES ECONOMIQUES NIVEAU ATTACHE COMMUNAL

avec Maitrise Impliquant des Connaissances en

DROIT DES AFFAIRES

GESTION D'ENTREPRISE

MECANISMES D'INTERVENTION ECONOMIQUE

Aptitudes à la réalisation d'études prospectives et à la négociation avec les acteurs de la vie économique.

Adresser candidatures avec C.V. détaillé et copies de diplômes à Monsieur le Maire, service du personnel, 22023 Saint-Brieuc, POUR LE 20 JUIN 1986.







REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Jeune ingénieur mécanicien CAO

Alsace-Lorraine

LOHR SA est le premier constructeur mondial de porte-véhicules. Dans le cadre de son expansion, ce groupe va s'équiper d'un système de CAO. Elle recherche son ingénieur CAO dont la mission sera de participer au choix du système, d'acquies une maîtrise parfaite du système retenu, de former le personnel et d'introduire ce nouvel outil dans les bureaux d'études du groupe. Nous aimerions rencontrer des ingénieurs de formation mécanique, débutants ou avec une première expérience professionnelle, et qui parlent anglais. Le poste est évolutif vers des responsabilités de chef de projet - chargé d'affaires, au sein d'un groupe en plein développement. Ecrire à G. LEHR en précisant la référence A/6376M.

PA

3, Quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.81.54  
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Responsable des études

Produits immobiliers et financiers - Cet organisme de promotion immobilière (80 personnes, 122 millions de francs de chiffre d'affaires) est spécialisé dans la construction, la location et l'accession à la propriété de logements et annexes. Pour faire face à sa croissance rapide, il renforce ses structures et recherche son responsable des études de développement. Rattaché au directeur général, il se verra confier d'importants dossiers de développement (produits financiers nouveaux, création de filiales, montages financiers...). Il présentera lui-même ces études devant le conseil d'administration. Observateur attentif aux évolutions du marché, il jouera rapidement un rôle de conseil auprès de l'ensemble des services de la société notamment le financier et le commercial. Pour ce poste réellement évolutif, recherchons un titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'architecte, possédant une première expérience dans la banque, l'immobilier, le conseil ou plus généralement les services lui ayant permis d'acquies une bonne connaissance de ce type de produits. Une formation supérieure de type Sup de Co, Sciences Po ou droit est indispensable. La rémunération de départ fixée à 180.000 francs, pourra atteindre 250.000 francs. Le candidat présente des références exceptionnelles. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T 7138M.

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63  
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Responsable comptabilité et contrôle budgétaire

Cette importante société industrielle, leader dans son domaine, a lancé un très important plan d'investissement destiné à rénover l'ensemble de son outil industriel. Pour l'une de ses usines situées dans la banlieue rouennaise, elle recherche un responsable de la comptabilité industrielle et du contrôle budgétaire. Rattaché au contrôleur de gestion central et avec l'appui d'une équipe de 6 personnes, il aura pour mission d'établir les coûts et les prix de revient industriels et d'améliorer le système de contrôle budgétaire - en liaison étroite avec les responsables opérationnels. En outre il supervisera la comptabilité générale. Ce poste s'adresse à un candidat de formation type BTS comptable ou DUT de gestion, justifiant d'une expérience d'au moins cinq années de la comptabilité et du contrôle budgétaire en milieu industriel. La rémunération dépendra immédiatement de l'expérience et du potentiel du candidat. Le poste est basé dans la banlieue rouennaise. Ecrire en précisant la référence S 1111M.

PA

3, rue des ... - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



recrute

## Chargé(e) d'étude en chimie analytique

Le (la) candidat(e) sera titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un diplôme en chimie ou en biochimie et aura une expérience en analyse des substances chimiques ou biochimiques de synthèse. Les connaissances en chromatographie et électrophorèse appliquées aux peptides sont indispensables. Au sein du service d'analyse, il (elle) sera responsable des études et de la tenue des dossiers analytiques et nouvelles molécules et de formes galéniques.

Adresser la candidature, C.V. et photo à :  
SANOFI RECHERCHE, service du personnel  
195, boulevard d'Espagne - 31035 TOULOUSE Cedex.

S.T.A.J. Normandie  
recrute pour septembre 1986  
un (e) PERMANENT (e)  
REGIONAL (e)

pour coordonner et gérer des études à caractère économique en matière d'agriculture, d'élevage, de pêche, de forêt, de tourisme, de transports, de commerce, de services, de culture, de sport, de loisirs, de santé, de sécurité, de défense, de justice, de justice sociale, de justice pénale, de justice administrative, de justice constitutionnelle, de justice internationale, de justice européenne, de justice mondiale.

SCIENTES ET TECHNIQUES  
DE HAUTE COUTURE  
06580 VALMONT  
offre à

INGÉNIEURS

ou équivalent, bachelier, docteur, 2 ans, 10-15-20-25-30-35-40-45-50-55-60-65-70-75-80-85-90-95-100-105-110-115-120-125-130-135-140-145-150-155-160-165-170-175-180-185-190-195-200-205-210-215-220-225-230-235-240-245-250-255-260-265-270-275-280-285-290-295-300-305-310-315-320-325-330-335-340-345-350-355-360-365-370-375-380-385-390-395-400-405-410-415-420-425-430-435-440-445-450-455-460-465-470-475-480-485-490-495-500-505-510-515-520-525-530-535-540-545-550-555-560-565-570-575-580-585-590-595-600-605-610-615-620-625-630-635-640-645-650-655-660-665-670-675-680-685-690-695-700-705-710-715-720-725-730-735-740-745-750-755-760-765-770-775-780-785-790-795-800-805-810-815-820-825-830-835-840-845-850-855-860-865-870-875-880-885-890-895-900-905-910-915-920-925-930-935-940-945-950-955-960-965-970-975-980-985-990-995-1000-1005-1010-1015-1020-1025-1030-1035-1040-1045-1050-1055-1060-1065-1070-1075-1080-1085-1090-1095-1100-1105-1110-1115-1120-1125-1130-1135-1140-1145-1150-1155-1160-1165-1170-1175-1180-1185-1190-1195-1200-1205-1210-1215-1220-1225-1230-1235-1240-1245-1250-1255-1260-1265-1270-1275-1280-1285-1290-1295-1300-1305-1310-1315-1320-1325-1330-1335-1340-1345-1350-1355-1360-1365-1370-1375-1380-1385-1390-1395-1400-1405-1410-1415-1420-1425-1430-1435-1440-1445-1450-1455-1460-1465-1470-1475-1480-1485-1490-1495-1500-1505-1510-1515-1520-1525-1530-1535-1540-1545-1550-1555-1560-1565-1570-1575-1580-1585-1590-1595-1600-1605-1610-1615-1620-1625-1630-1635-1640-1645-1650-1655-1660-1665-1670-1675-1680-1685-1690-1695-1700-1705-1710-1715-1720-1725-1730-1735-1740-1745-1750-1755-1760-1765-1770-1775-1780-1785-1790-1795-1800-1805-1810-1815-1820-1825-1830-1835-1840-1845-1850-1855-1860-1865-1870-1875-1880-1885-1890-1895-1900-1905-1910-1915-1920-1925-1930-1935-1940-1945-1950-1955-1960-1965-1970-1975-1980-1985-1990-1995-2000-2005-2010-2015-2020-2025-2030-2035-2040-2045-2050-2055-2060-2065-2070-2075-2080-2085-2090-2095-2100-2105-2110-2115-2120-2125-2130-2135-2140-2145-2150-2155-2160-2165-2170-2175-2180-2185-2190-2195-2200-2205-2210-2215-2220-2225-2230-2235-2240-2245-2250-2255-2260-2265-2270-2275-2280-2285-2290-2295-2300-2305-2310-2315-2320-2325-2330-2335-2340-2345-2350-2355-2360-2365-2370-2375-2380-2385-2390-2395-2400-2405-2410-2415-2420-2425-2430-2435-2440-2445-2450-2455-2460-2465-2470-2475-2480-2485-2490-2495-2500-2505-2510-2515-2520-2525-2530-2535-2540-2545-2550-2555-2560-2565-2570-2575-2580-2585-2590-2595-2600-2605-2610-2615-2620-2625-2630-2635-2640-2645-2650-2655-2660-2665-2670-2675-2680-2685-2690-2695-2700-2705-2710-2715-2720-2725-2730-2735-2740-2745-2750-2755-2760-2765-2770-2775-2780-2785-2790-2795-2800-2805-2810-2815-2820-2825-2830-2835-2840-2845-2850-2855-2860-2865-2870-2875-2880-2885-2890-2895-2900-2905-2910-2915-2920-2925-2930-2935-2940-2945-2950-2955-2960-2965-2970-2975-2980-2985-2990-2995-3000-3005-3010-3015-3020-3025-3030-3035-3040-3045-3050-3055-3060-3065-3070-3075-3080-3085-3090-3095-3100-3105-3110-3115-3120-3125-3130-3135-3140-3145-3150-3155-3160-3165-3170-3175-3180-3185-3190-3195-3200-3205-3210-3215-3220-3225-3230-3235-3240-3245-3250-3255-3260-3265-3270-3275-3280-3285-3290-3295-3300-3305-3310-3315-3320-3325-3330-3335-3340-3345-3350-3355-3360-3365-3370-3375-3380-3385-3390-3395-3400-3405-3410-3415-3420-3425-3430-3435-3440-3445-3450-3455-3460-3465-3470-3475-3480-3485-3490-3495-3500-3505-3510-3515-3520-3525-3530-3535-3540-3545-3550-3555-3560-3565-3570-3575-3580-3585-3590-3595-3600-3605-3610-3615-3620-3625-3630-3635-3640-3645-3650-3655-3660-3665-3670-3675-3680-3685-3690-3695-3700-3705-3710-3715-3720-3725-3730-3735-3740-3745-3750-3755-3760-3765-3770-3775-3780-3785-3790-3795-3800-3805-3810-3815-3820-3825-3830-3835-3840-3845-3850-3855-3860-3865-3870-3875-3880-3885-3890-3895-3900-3905-3910-3915-3920-3925-3930-3935-3940-3945-3950-3955-3960-3965-3970-3975-3980-3985-3990-3995-4000-4005-4010-4015-4020-4025-4030-4035-4040-4045-4050-4055-4060-4065-4070-4075-4080-4085-4090-4095-4100-4105-4110-4115-4120-4125-4130-4135-4140-4145-4150-4155-4160-4165-4170-4175-4180-4185-4190-4195-4200-4205-4210-4215-4220-4225-4230-4235-4240-4245-4250-4255-4260-4265-4270-4275-4280-4285-4290-4295-4300-4305-4310-4315-4320-4325-4330-4335-4340-4345-4350-4355-4360-4365-4370-4375-4380-4385-4390-4395-4400-4405-4410-4415-4420-4425-4430-4435-4440-4445-4450-4455-4460-4465-4470-4475-4480-4485-4490-4495-4500-4505-4510-4515-4520-4525-4530-4535-4540-4545-4550-4555-4560-4565-4570-4575-4580-4585-4590-4595-4600-4605-4610-4615-4620-4625-4630-4635-4640-4645-4650-4655-4660-4665-4670-4675-4680-4685-4690-4695-4700-4705-4710-4715-4720-4725-4730-4735-4740-4745-4750-4755-4760-4765-4770-4775-4780-4785-4790-4795-4800-4805-4810-4815-4820-4825-4830-4835-4840-4845-4850-4855-4860-4865-4870-4875-4880-4885-4890-4895-4900-4905-4910-4915-4920-4925-4930-4935-4940-4945-4950-4955-4960-4965-4970-4975-4980-4985-4990-4995-5000-5005-5010-5015-5020-5025-5030-5035-5040-5045-5050-5055-5060-5065-5070-5075-5080-5085-5090-5095-5100-5105-5110-5115-5120-5125-5130-5135-5140-5145-5150-5155-5160-5165-5170-5175-5180-5185-5190-5195-5200-5205-5210-5215-5220-5225-5230-5235-5240-5245-5250-5255-5260-5265-5270-5275-5280-5285-5290-5295-5300-5305-5310-5315-5320-5325-5330-5335-5340-5345-5350-5355-5360-5365-5370-5375-5380-5385-5390-5395-5400-5405-5410-5415-5420-5425-5430-5435-5440-5445-5450-5455-5460-5465-5470-5475-5480-5485-5490-5495-5500-5505-5510-5515-5520-5525-5530-5535-5540-5545-5550-5555-5560-5565-5570-5575-5580-5585-5590-5595-5600-5605-5610-5615-5620-5625-5630-5635-5640-5645-5650-5655-5660-5665-5670-5675-5680-5685-5690-5695-5700-5705-5710-5715-5720-5725-5730-5735-5740-5745-5750-5755-5760-5765-5770-5775-5780-5785-5790-5795-5800-5805-5810-5815-5820-5825-5830-5835-5840-5845-5850-5855-5860-5865-5870-5875-5880-5885-5890-5895-5900-5905-5910-5915-5920-5925-5930-5935-5940-5945-5950-5955-5960-5965-5970-5975-5980-5985-5990-5995-6000-6005-6010-6015-6020-6025-6030-6035-6040-6045-6050-6055-6060-6065-6070-6075-6080-6085-6090-6095-6100-6105-6110-6115-6120-6125-6130-6135-6140-6145-6150-6155-6160-6165-6170-6175-6180-6185-6190-6195-6200-6205-6210-6215-6220-6225-6230-6235-6240-6245-6250-6255-6260-6265-6270-6275-6280-6285-6290-6295-6300-6305-6310-6315-6320-6325-6330-6335-6340-6345-6350-6355-6360-6365-6370-6375-6380-6385-6390-6395-6400-6405-6410-6415-6420-6425-6430-6435-6440-6445-6450-6455-6460-6465-6470-6475-6480-6485-6490-6495-6500-6505-6510-6515-6520-6525-6530-6535-6540-6545-6550-6555-6560-6565-6570-6575-6580-6585-6590-6595-6600-6605-6610-6615-6620-6625-6630-6635-6640-6645-6650-6655-6660-6665-6670-6675-6680-6685-6690-6695-6700-6705-6710-6715-6720-6725-6730-6735-6740-6745-6750-6755-6760-6765-6770-6775-6780-6785-6790-6795-6800-6805-6810-6815-6820-6825-6830-6835-6840-6845-6850-6855-6860-6865-6870-6875-6880-6885-6890-6895-6900-6905-6910-6915-6920-6925-6930-6935-6940-6945-6950-6955-6960-6965-6970-6975-6980-6985-6990-6995-7000-7005-7010-7015-7020-7025-7030-7035-7040-7045-7050-7055-7060-7065-7070-7075-7080-7085-7090-7095-7100-7105-7110-7115-7120-7125-7130-7135-7140-7145-7150-7155-7160-7165-7170-7175-7180-7185-7190-7195-7200-7205-7210-7215-7220-7225-7230-7235-7240-7245-7250-7255-7260-7265-7270-7275-7280-7285-7290-7295-7300-7305-7310-7315-7320-7325-7330-7335-7340-7345-7350-7355-7360-7365-7370-7375-7380-7385-7390-7395-7400-7405-7410-7415-7420-7425-7430-7435-7440-7445-7450-7455-7460-7465-7470-7475-7480-7485-7490-7495-7500-7505-7510-7515-7520-7525-7530-7535-7540-7545-7550-7555-7560-7565-7570-7575-7580-7585-7590-7595-7600-7605-7610-7615-7620-7625-7630-7635-7640-7645-7650-7655-7660-7665-7670-7675-7680-7685-7690-7695-7700-7705-7710-7715-7720-7725-7730-7735-7740-7745-7750-7755-7760-7765-7770-7775-7780-7785-7790-7795-7800-7805-7810-7815-7820-7825-7830-7835-7840-7845-7850-7855-7860-7865-7870-7875-7880-7885-7890-7895-7900-7905-7910-7915-7920-7925-7930-7935-7940-7945-7950-7955-7960-7965-7970-7975-7980-7985-7990-7995-8000-8005-8010-8015-8020-8025-8030-8035-8040-8045-8050-8055-8060-8065-8070-8075-8080-8085-8090-8095-8100-8105-8110-8115-8120-8125-8130-8135-8140-8145-8150-8155-8160-8165-8170-8175-8180-8185-8190-8195-8200-8205-8210-8215-8220-8225-8230-8235-8240-8245-8250-8255-8260-8265-8270-8275-8280-8285-8290-8295-8300-8305-8310-8315-8320-8325-8330-8335-8340-8345-8350-8355-8360-8365-8370-8375-8380-8385-8390-8395-8400-8405-8410-8415-8420-8425-8430-8435-8440-8445-8450-8455-8460-8465-8470-8475-8480-8485-8490-8495-8500-8505-8510-8515-8520-8525-8530-8535-8540-8545-8550-8555-8560-8565-8570-8575-8580-8585-8590-8595-8600-8605-8610-8615-8620-8625-8630-8635-8640-8645-8650-8655-8660-8665-8670-8675-8680-8685-8690-8695-8700-8705-8710-8715-8720-8725-8730-8735-8740-8745-8750-8755-8760-8765-8770-8775-8780-8785-8790-8795-8800-8805-8810-8815-8820-8825-8830-8835-8840-8845-8850-8855-8860-8865-8870-8875-8880-8885-8890-8895-8900-8905-8910-8915-8920-8925-8930-8935-8940-8945-8950-8955-8960-8965-8970-8975-8980-8985-8990-8995-9000-9005-9010-9015-9020-9025-9030-9035-9040-9045-9050-9055-9060-9065-9070-9075-9080-9085-9090-9095-9100-9105-9110-9115-9120-9125-9130-9135-9140-9145-9150-9155-9160-9165-9170-9175-9180-9185-9190-9195-9200-9205-9210-9215-9220-9225-9230-9235-9240-9245-9250-9255-9260-9265-9270-9275-9280-9285-9290-9295-9300-9305-9310-9315-9320-9325-9330-9335-9340-9345-9350-9355-9360-9365-9370-9375-9380-9385-9390-9395-9400-9405-9410-9415-9420-9425-9430-9435-9440-9445-9450-9455-9460-9465-9470-9475-9480-9485-9490-9495-9500-9505-9510-9515-9520-9525-9530-9535-9540-9545-9550-9555-9560-9565-9570-9575-9580-9585-9590-9595-9600-9605-9610-9615-9620-9625-9630-9635-9640-9645-9650-9655-9660-9665-9670-9675-9680-9685-9690-9695-9700-9705-9710-9715-9720-9725-9730-9735-9740-9745-9750-9755-9760-9765-9770-9775-9780-9785-9790-9795-9800-9805-9810-9815-9820-9825-9830-9835-9840-9845-9850-9855-9860-9865-9870-9875-9880-9885-9890-9895-9900-9905-9910-9915-9920-9925-9930-9935-9940-9945-9950-9955-9960-9965-9970-9975-9980-9985-9990-9995-10000-10005-10010-10015-10020-10025-10030-10035-10040-10045-10050-10055-10060-10065-10070-10075-10080-10085-10090-10095-10100-10105-10110-10115-10120-10125-10130-10135-10140-10145-10150-10155-10160-10165-10170-10175-10180-10185-10190-10195-10200-1020





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## INDUSTRIE FEU CONTINU ECP, AM... confirmés

Un groupe français solidement implanté performant tourné vers l'avenir, disposant de plusieurs usines à taille humaine avec des programmes d'investissement importants, recherche

■ Des Ingénieurs responsables de fabrication

■ Un Ingénieur responsable d'entretien

Ces postes conviendront à des candidats ECP, AM ou école équivalente, ayant 8 à 10 ans d'expérience réussie, soit en fabrication, soit en entretien dans une industrie à feu continu et témoignant de qualités d'animateurs et d'organiseurs.

- Postes :
- Région Est France - Fabrication : MC 527 CM
  - Région Est France - Entretien : OE 528 CM
  - Région Sud-Est France - Fabrication : PF 529 CM

Ecrire en précisant la Disposition absolue

etap

## ORGANISATEUR ANGERS

Notre société (1.600 personnes - 50 millions de CA) d'un important groupe allemand spécialisée dans la conception, la fabrication et l'entretien d'ascenseurs. Elle recherche un Organisateur.

Rattaché au Directeur Général il aura en charge les problèmes d'organisation de la société et plus spécialement la refonte des méthodes de gestion administratives, l'étude et la mise en place de l'informatique et de la télématique ainsi que la mise au point et l'entretien.

Le poste, à Angers, conviendrait à un INGENIEUR GRANDE ECOLE OU EQUIVALENT ayant 3 à 5 ans d'expérience d'organisation, capable d'assurer une entreprise dans un environnement d'organisation.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et prétentions à : M. le Directeur du Personnel 151, rue Saint Léonard - 49100 ANGERS.

SORETEX

## RESPONSABLE COMMERCIAL

Une importante Société d'Ingénierie Informatique, filiale d'un grand groupe industriel, recherche le Responsable Commercial d'une implantation régionale située en région méditerranéenne.

Votre formation, votre passé professionnel vous définissent : Ingénieur de haut niveau, vous possédez des compétences technico-commerciales ou de chargé d'affaires avec des responsabilités d'encadrement.

Après vous être familiarisé avec nos activités (systèmes « clés en main » mini-micro temps réel) vous coordonnerez l'activité d'une petite équipe commerciale.

Pour ce poste, les réponses seront directement transmises à notre client. Indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

Envoyer C.V., lettre, photo et prétentions s/réf. 10789, qui seront transmis par :

Pierre Licheu S.A. - 10, rue de Louvois 75002 PARIS

### VALLÉE DU RHÔNE

PMI à taille humaine, spécialisée dans des technologies de pointe produisant des équipements industriels alliant l'électronique, l'informatique et la mécanique filiale d'un groupe français à implantation internationale, recherche son

## Chef du Service Achats

Nous accueillons un acheteur ayant acquis une expérience significative en milieu industriel et possédant un diplôme d'ingénieur. Intégré dans des groupes interdisciplinaires, il participe à l'élaboration des produits, négocie et recherche le meilleur compromis quantité, approvisionnement, cadencement, niveau des stocks et coûts. Il encadre et gère un effectif de 23 personnes dont 3 Chefs de Groupe ainsi qu'un budget prévisionnel négocié. Il sera assisté par un système informatique en temps réel d'aide à la gestion des achats.

Ecrire au CABINET GATIER, 32, rue Barrême, 69006 LYON, sous réf. 720/ML2

Les entretiens auront lieu à LYON et à PARIS.

Cabinet Gatier

Importante Entreprise, filiale d'un puissant Groupe Industriel recherche pour l'activité GROSSE FORGE (pièces forgées de fort tonnage destinées à des secteurs industriels de pointe) d'une de ses Usines située en BOURGOGNE SUD un

## Responsable fabrication et ordonnancement.

Animateur d'une équipe d'Ingénieurs et de Techniciens, et en étroite liaison avec les services de production et commerciaux, il sera responsable des tâches suivantes :

- Etablissement des devis
- Discussion technique avec les Clients
- Préparation des gammes
- Suivi des coûts et des délais

Le candidat retenu, 30 ans minimum, de formation Ingénieur, si possible Métallurgiste, justifiera de bonnes aptitudes à l'animation d'un bureau technique et une réelle capacité à évoluer dans un environnement aussi bien technique que commercial.

L'Anglais est nécessaire.

Merci nous adresser votre dossier sous réf. 251M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 43.59.40.25 sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice R.A.

Centre d'Affaires La Part Dieu 44, rue de la Vallée 69003 LYON

C.V. PLUS (1) 43.59.40.25

### E.S.C. DEBUTANT

Le groupe SOCOA, avec 5.000 personnes et 12 M.F. de C.A., est un des n° 1 de l'agro-alimentaire.

Nous recherchons pour notre unité pilote de la Ferté-Bernard, un

## Analyste commercial H/F

Les études que vous réaliserez sur les marchés, les prix, nos concurrents, nos objectifs et nos résultats nous permettront d'optimiser nos performances commerciales.

En contact direct avec tous les responsables opérationnels de l'entreprise, vos qualités d'analyse, de synthèse et de rigueur doivent être appuyées par un grand sens des contacts humains. Vous serez versé dans les fonctions plus commerciales et serez envisagé à moyen terme.

■ d'adresser C.V., photo et prétentions à : DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES B.P. 72401 LA FERTE BERNARD

une force de la nature

SOCOPA

école supérieure de commerce de Lyon

recherche pour 1987, pour son DEPARTEMENT MARKETING deux jeunes professionnels ayant 5 ans d'expérience réussie en entreprise et attirés par la PEDAGOGIE et le CONSULTING :

## Un chef de produits

grand public associé au management de produits internationaux ou ayant exercé à l'étranger.

## Un responsable commercial

ayant effectivement exercé une fonction de vente de produits ou de services destinés aux entreprises.

Leur mission sera :

- de concevoir et d'animer des enseignements de formation de cadres français ou étrangers.
- d'élaborer des travaux d'application sur le terrain.
- de créer de nouveaux supports pédagogiques.

Au sein d'une équipe enthousiaste et stimulante, ils participeront au lancement de nouvelles actions de formation-conseil en prolongement des travaux de l'Institut de Recherche de l'Entreprise.

Ces emplois sont proposés à temps plein et dominant.

■ l'information plus complète peut être obtenue auprès de Lucie COTTIN, 174 - 69132 ECULLY cedex. Tél. 78.33.81.22.

France d'Instruments électroniques de GRENOBLE

son département d'Electronique

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

### OPTION INFORMATIQUE

(Mines, Centrale, Supélec, Sup Télécom, Imag)

Débuteurs ou quelques années d'expérience pour ses programmes de diversification et développement d'instruments et de systèmes d'imagerie industrielle.

Connaissances souhaitées :

- conception et développement de logiciels.
- architecture des systèmes.
- informatique temps réel.
- traitement d'images et reconnaissance des formes.
- intelligence artificielle.

Candidatures à adresser à : M. CANDEGABE - SPAS - CEN GRENOBLE - 38041 Grenoble cedex. Telex : 320 323 F.

## Jeunes ingénieurs d'études équipements de bord pour l'aérospatial

Division Aérospatial : de nouveaux ingénieurs d'études pour poursuivre l'avance technologique dans les domaines de l'aéronautique et de l'espace.

Vous : ingénieur électronicien ou informaticien (ESE, ENSERG, ICPI, IEG, ENI, Brest, ENSIMAG, ...) particulièrement appréciés) et recherchez votre premier ou second emploi dans une entreprise de haut niveau.

Nous vous proposons d'appliquer vos connaissances dans les domaines de la reconnaissance vocale (automatique), la conception numérique dans le domaine magnéto-métrique (traitement du signal), l'informatique temps réel, l'électronique de puissance. Le français et l'anglais sont appréciés. Le style de travail, les équipes pluridisciplinaires, et une formation personnelle exceptionnelle.

Ces postes sont à pourvoir à Valence.

Crouzet

Envoyer votre candidature responsable du département CROUZET à : rue Jules Védriers, 26100 Valence en précisant le poste DAS/LM.

## OFFRES D'EMPLOIS

### LES EDITIONS DALLOZ

recherchent un

## Juriste de Droit Pénal

Nous recherchons pour notre encyclopédie un juriste confirmé à qui nous confierons la responsabilité de cinq volumes relatifs au droit pénal.

La diffusion juridique assure non seulement les relations avec les tribunaux la préparation technique mais aussi le travail de recherche et de mise à jour ; il s'agit de l'évolution législative, jurisprudentielle et doctrinale du droit pénal.

Vous avez un DEA de droit privé et une bonne expérience professionnelle acquise en tant qu'avocat à la cour ou aux conseils. Vous maîtrisez le droit pénal.

Vous serez intégré à une équipe hautement spécialisée qui vous formera longuement à la technique.

Le salaire proposé s'inscrit dans un cadre de bon niveau.

Nous vous recommandons d'adresser votre candidature (CV + lettre) à notre responsable Roland CHABRIER sous réf. MO 122.

13, rue Royale 75008 Paris

omnicar

### OPERATIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Le département « Banque d'Affaires » d'un groupe important recherche :

## Assistant(e)

Agé(e) de 32 à 40 ans, (elle) justifiera d'une expérience réussie dans le montage d'opérations de fusions, acquisitions, d'actions, sera parfaitement bilingue anglais, acceptera la grande mobilité exigée par la fonction. Perspectives de carrière rapide pour un éditeur dynamique et fin négociateur.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 1508/JN à M. CHASSERY 110, rue du Colonel Fabien 91120 ANTONY (qui transmettra).

### IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION Secteur Production Agro-Alimentaire.

Notre forte croissance nous conduit à recruter

## un Chargé de mission H/F

De formation supérieure Agri avec formation de gestion ou supérieure de commerce (option gestion). 2 à 3 ans d'expérience ou débutant.

Il sera chargé d'une première mission de missions d'audit de gestion dans les filiales et prendra en charge des responsabilités plus importantes dans une filiale. Mobilité géographique et grande disponibilité indispensables.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 2378 à Lévi-Toumay/Ascom 31, Bd. Bonne Nouvelle 75001 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

## Filiale française d'un groupe international de consultants

recherche

## CHEF COMPTABLE

- Niveau BTS minimum.
- 4 à 5 années d'expérience, si possible un poste comparable.
- Anglais courant impératif.
- Rémunération 100 000 F/an.

Le poste implique la prise en charge complète de l'ensemble des opérations comptables, juridiques, sociales, financières et que le reporting mensuel de la filiale de consultants qui compte, pour l'instant, une trentaine de personnes.

Adresser C.V. et prétentions à :

M. CH. PAOLASSO G.D.V.

114, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

### SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES (Paris)

## Réviseurs confirmés

## Auditeurs débutants

NF

Les candidats retenus :

- devront être diplômés de l'enseignement supérieur et pour les candidats expérimentés avoir acquis en milieu la pratique de l'audit.
- interviendront auprès de clients appartenant à divers secteurs d'activités variées.
- bénéficieront d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'expertise comptable.

Envoyer C.V., lettre et prétentions à :

COGERCO - FLIPO 72, rue Bellegarde - 75007 PARIS.

525/100/100



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



INTERTECHNIQUE  
AERONAUTIQUE - ESPACE  
RESULTAT SUPERIEUR A 10 ANS APRES IMPOT

RECHERCHE

POUR SA DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE :

La Direction de l'Organisation et de l'Informatique, implantée à Plaisir, est maître d'œuvre de vastes projets informatiques pour l'ensemble du GROUPE INTERTECHNIQUE.

Organisée en petites équipes, elle utilise largement les techniques informatiques conçues et commercialisées par la filiale IN2 : plusieurs centaines de terminaux déjà connectés sur des 5000 (système IN-PICK), bases de données réparties, réseau et bureautique. L'expansion rapide du groupe permet d'offrir des opportunités à des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur intéressés tant par les problèmes techniques que par les aspects techniques de leur solution possédant l'un des profils suivants :

CHEFS DE PROJET

(RÉF. M5/DO1-91)

Ingénieurs diplômés des Écoles du MIAGE, ayant une première expérience de la gestion d'un projet d'informatique ou dans le domaine industriel, de préférence dans un secteur de haute technologie.

INGÉNIEURS INFORMATIENS

(RÉF. M4/DO1-92)

Ingénieurs du MIAGE, débutants ou possédant un an d'expérience.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

(RÉF. M4/DO1-93)

DUT ou équivalent, ayant au minimum trois ans d'expérience.

POUR LA DIRECTION QUALITÉ :

INGÉNIEUR CONFIRMÉ (Grandes Écoles)

(RÉF. M2/DQ-7)

Pour prendre en charge la fonction de la qualité pour son activité systèmes optiques. Il doit avoir au minimum 5 ans d'expérience en électronique, optique, micro-informatique temps réel. Il doit être attiré par les relations humaines et une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Pendant quelques mois, il sera détaché au siège social à Plaisir, puis affecté à l'usine de Plaisir des ULIS.

AGENT DE METHODES ELECTRONICIEN

(RÉF. M/DQ-11)

Titulaire BTS ou DUT : il sera affecté dans une équipe chargée du contrôle qualité des composants électroniques. Il aura, en particulier, pour tâche de développer les moyens de contrôle des procédures de contrôle.

POUR SON DÉPARTEMENT MESURES ET RÉGULATION :

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIENS

(RÉF. M2/DA-96)

(BTS ou DUT) ou ayant une première expérience pour travail en laboratoire d'études ou au point des systèmes numériques aéronautiques.

POUR SA DIRECTION DE PRODUCTION :

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIENS

(RÉF. M/DPR-12)

Titulaires du BAC F2 ou F.P.A., pour assurer la mise au point d'appareils et équipements de son aéronautiques.

Pour plus de détails, précisions, et renseignements de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, 101 rue de la République, 91100 PLAISIR CEDEX.

Entreprise publique

RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

JURISTE

SPECIALISÉ EN

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Il sera chargé de la mise au point des accords de partenariat avec des tiers (P.M.I. et grandes entreprises) : contrats de recherche, de développement : licences, de transfert de technologie...

Les candidats devront posséder :

- Un doctorat ou une maîtrise en affaires ou équivalent : une spécialisation (propriété industrielle, droit international...) serait appréciée ;
- Une bonne maîtrise de l'anglais ;
- Des qualités de rigueur et de sérieux ;
- Au moins trois ans d'expérience en entreprise ou en cabinet spécialisé dans une fonction similaire ;

Il est offert une rémunération et des avantages motivants ainsi que des possibilités d'évolution au sein de l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions sous n° 7 324 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Ce groupe industriel français est reconnu au plan mondial pour la performance de la qualité des équipements qu'il réalise. Ce sont des ensembles techniques complexes mettant en œuvre des technologies de pointe en électronique et en informatique.

Au sein d'un département organisé en centre de profit, nous recherchons :

Chef de service support technique

responsable d'une ligne complète de produits et de l'animation d'une équipe.

Dans ce poste polyvalent, vous aurez notamment à :

- proposer et mettre en œuvre une politique de maintenance de nos produits, en liaison avec le Marketing et les Études ;
- réaliser des missions d'expertise, de diagnostic et d'assistance technique de haut niveau sur nos réseaux d'après-vente en Europe et dans le monde entier ;
- analyser et exploiter les informations sur le comportement des produits ;
- vos actions au sein du support technique vous permettront de participer à la mise au point d'un système très performant et soutien logistique à la vente.

Vous avez la trentaine. Parlez anglais, diplômé d'une école d'électronique, vous connaissez l'informatique et en électronique, votre sens de l'organisation et votre goût de l'animation d'une équipe ont déjà orienté vers une fonction de maintenance d'équipements de pointe (informatique ou aéronautique).

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier, sous la référence 475/2, à Annick LUCCHINI JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

**jacques tixier s.a.**  
MEMBRE DE SYNTHEC

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

INGENIEUR PRINCIPAL

SUD-OUEST  
T.P. - Génie Civil

Une Société en T.P. - Génie Civil de moyenne importance (150 personnes - C.A. 40 MF) spécialisée implantée sur la région Sud-Ouest, recherche un INGENIEUR PRINCIPAL. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé des relations avec les clients publics et privés pour la mise au point et la négociation des marchés. Il sera responsable de l'élaboration des offres d'offres, d'adjudication... et du suivi des chantiers avec l'assistance des équipes locales et régionales. Il devra assurer une particulière attention à l'optimisation des prix de revient. Homme du terrain, il sera capable de coordonner l'intervention d'une dizaine de chantiers simultanément. Il aura sous son autorité un personnel technique (B.E. et chantiers) et des conducteurs de travaux. Le candidat retenu âgé d'au moins 30 ans, en formation Ingénieur T.P., A.M. INSA ou équivalent, possédant impérativement quelques années d'expérience professionnelle (B.E. et chantiers) acquise au sein d'une entreprise de Travaux P.T. - Génie Civil. La rémunération sera compétitive et sera complétée de l'âge et de l'expérience. Ce poste est à pourvoir dans une région agréable, proche d'équipements sportifs et sociaux-culturels. Envoyer votre candidature sous n° :

**GRH Conseils**  
10 rue de Ségur 75001 Paris  
Département 000000

ALSTHOM

DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE  
DEPARTEMENT REDUCTEURS DE MESURE  
AIX LES BAINS (SAVOIE)

INGENIEUR COMMERCIAL METROPOLE

est recherché par le Département Reducteurs de Mesure, Electro-Appareillage de l'Alstom. Sa mission est d'assurer les relations avec le réseau de distribution France et de suivre en direct les grands clients dans un cadre de véritable autonomie.

Ayant une première expérience sur des produits techniques ou débutant, l'Ingénieur Electrotechnicien ou Electromécanicien devra préalablement avoir une formation sur les produits.

Les possibilités d'évolution sont nombreuses que peut offrir un grand groupe industriel.

Merci d'envoyer votre C.V. (sans photo) sous n° 1000000000 à MAMREGIES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

CHEF DE PROJET H.F.

Société en pleine expansion recherche pour son Service "Technique et Systèmes" un CHEF DE PROJET.

- Vous avez 25 ans minimum, une formation supérieure - niveau MIAGE, une expérience souhaitée mais non indispensable.
- Vous êtes capable de définir les besoins des utilisateurs, de rédiger un cahier des charges et d'assurer le suivi de la formation. (Environnement : IBM, CICS, Base de données).
- Vous êtes apte à diriger une petite équipe (4 à 10 personnes).
- Enfin, vous êtes mobile et disponible. (Fréquentes déplacements).
- Lieu de Travail : PARIS (15°).

De nombreuses possibilités de promotion sont offertes au sein du Groupe pouvant déboucher sur la création d'une propre Entreprise.

**INTERMARCHÉ** REF. 06222/8R

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo (si possible), salaire et prétentions à U.N.M. Service Recrutement : Georges - 91310 LINAS-MONTHÉRY

APPRENDRE - ENTREPRENDRE

Nous sommes une société basée en Haute-Marne, filiale d'un groupe industriel international, spécialisée dans la transformation des métaux (grandes séries).

INGENIEUR CONFIRMÉ

diplômé d'une école d'ingénieurs, ambitieux, dynamique, d'idées et de réalisation, prêt à s'impliquer dans une entreprise en pleine croissance, à voir ses responsabilités évoluer, à partir de ses compétences acquises en production, marketing industriel...

Si cette proposition vous intéresse, envoyez-nous votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions) sous la réf. 1282.

**UNIVERSAL COMMUNICATIONS**  
Chaussée de la Hulpe 122  
B - 1050 BRUXELLES

EFISYSTEME®

Constructeur de produits et systèmes de micro-électronique INDUSTRIELLE recrute

Ingénieur commercial export

Missions : • prospecter, promouvoir les ventes, assurer le suivi commercial auprès de clients et distributeurs étrangers, • collecter les informations propres à développer notre impact sur le marché Européen, • 50% de déplacements (Europe).

PROFIL : • Formation supérieure technique, • 1 à 2 ans d'expérience de la vente à l'exportation de produits industriels d'automatismes et d'électronique, • Goût de la responsabilité indispensable, • Anglais et Allemand parlés et écrits, • Formation technique assurée.

Poste basé à notre siège social de LA BOISSE (10 km Nord-Est de Lyon).

Merci d'envoyer votre manuscrite, C.V., sous n° 1000000000 à CONTESSÉ PUBLICITE, 74, rue Béchevill, 69303 Lyon cedex 07, qui transmettra.

CONSEIL EN RECRUTEMENT CHEVRONNE

Une société internationale de conseil en Ressources Humaines réputée pour la qualité de ses interventions et son éthique exigeante propose à un professionnel du conseil en recrutement de la rejoindre.

Il se verra confier à Paris la responsabilité complète de l'organisation et du développement d'une activité de conseil en recrutement déjà amorcée.

Adresser lettre manuscrite et CV, sous référence 5452.M, à HYPERBOLE, 86, rue Richelieu 75002 PARIS, qui transmettra directement.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**Secrétaire général**

400.000 F

Paris. Un important groupe de communication multi-média, employant 2.000 personnes, connaît une croissance constante, recherche son secrétaire général. Collaborateur direct de la direction générale et homme de communication et de négociation, il sera responsable de la politique d'information et conduira lui-même certains projets concernant l'ensemble du groupe. Il sera particulièrement impliqué dans la négociation avec les partenaires sociaux et l'animation de l'encadrement. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'environ 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, disposant d'une bonne connaissance de l'entreprise et possédant une expérience pluri-orientée vers la communication et la négociation. De fonctionnel, ce poste peut évoluer à terme vers des responsabilités plus opérationnelles comme la direction d'une unité autonome. Outre des qualités de management, une forte motivation pour la communication est indispensable. La rémunération, essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu pourra être de l'ordre de 400.000 francs par an. Ecrire en précisant la référence S 8084M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Juriste d'affaires****COGEMA**

La COGEMA (Compagnie Générale des Matières Nucléaires) est la seule compagnie au monde couvrant l'ensemble du cycle du combustible nucléaire. Elle recherche pour son département des affaires juridiques (16 personnes dont 8 cadres), un juriste d'affaires confirmé.

Intervenant comme un chargé de mission directement rattaché au chef du département des affaires juridiques, il secondera ce dernier dans son action de conseil à la direction générale en préparant des dossiers complexes concernant le contentieux international, les accords de structuration avec d'autres grands groupes (protocoles d'accords, montage de GIE...) et l'assistance aux filiales étrangères. Nous recherchons un spécialiste du droit des affaires internationales possédant un doctorat d'Etat. Un diplôme et/ou une expérience permettant de maîtriser le droit anglo-saxon serait apprécié. La rémunération annuelle sera fonction de l'équation personnelle du candidat. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2774M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Euroconsult EC**

Recherches et études économiques sur les industries de haute technologie

Economic Research & Consulting Group on High-Tech Industries  
Notre principal domaine d'expertise depuis plus de 10 ans : l'analyse de l'évolution des applications spatiales, en termes d'industrie, de marchés, de concurrence, d'économie de production et d'exploitation, de stratégies d'entreprise.

Notre service : la fourniture d'outils fiables d'aide à la décision aux grandes sociétés industrielles et financières, aux agences nationales et aux organisations internationales concernées.

Pour élargir notre capacité d'intervention nous recherchons :

**1 économiste directeur de projet**  
formation économique expérimentée : doctorat ou grande école, ou ingénieur + solide formation économique. Expérience de l'analyse et du conseil de haut niveau dans des secteurs de haute technologie, aspects de préférence capable de prendre rapidement la responsabilité de projets de niveau international.

**2 chargés de recherche et d'études juniors**  
Même formation, petite expérience ou débutants. Grande rigueur. Excellente aptitude à l'analyse économique à but opérationnel, à la synthèse et à la présentation écrite et orale.

Possibilités également de stage de longue durée (6 mois ou +) pour élève de grande école, ou de bourse de doctorat pour recherches de haut niveau dans le domaine de l'économie de l'espace.

Dans tous les cas : anglais indispensable, attrait réel pour le domaine spatial, intérêt pour le travail dans une petite structure compétitive.

Adresser lettre avec C.V., photo et prétentions à : EUROCONSULT 71, Bd Richard Lenoir 75011 PARIS

**Marketing grande conso chez un leader qui a des projets.**

Nous sommes un grand de l'agro-alimentaire. Nous avons acquis des positions dominantes sur certains gros marchés et continuons à investir de nouveaux créneaux. Nous recherchons deux professionnels, issus de la grande consommation, qui vont venir enrichir notre structure marketing.

**Un chef de marque senior, responsable du développement.** 11 à 16 ans d'expérience, il (elle) prendra en charge un important projet qu'il s'agit de mener à son terme en coordonnant l'action des intervenants. Ce n'est pas uniquement un homme d'études mais un réalisateur, entraînant et convaincant, qui orchestrera bien entendu le lancement.

**Un(e) chef de marque junior.** 2 à 4 années d'expérience, qui aura la responsabilité d'une nouvelle gamme récemment lancée.

Dans les deux cas, un profil commun : une formation supérieure de qualité, un tempérament enthousiaste, opérationnel, positif. Ils trouveront un climat stimulant, favorisant les initiatives, très ouvert au travail en équipe. Merci de faire part de votre intérêt aux consultants du cabinet SIRCA - 64 rue La Boétie 75008 PARIS - qui pourront compléter votre information et vous garantiront la plus totale confidentialité. Les deux postes sont situés à Paris Ouest.



Notre Société représente le LEADER MONDIAL des MACHINES à FLEXOGRAPHIE et HELIOGRAPHIE.

**INGENIEUR COMMERCIAL**

Profil : de formation technique supérieure (du type BTS mécanique, au minimum), vous avez l'expérience de la vente de biens d'équipement lourds. Idéalement, vous connaissez le matériel d'impression. Vous pratiquez l'allemand de préférence, l'anglais de défaut.

Mission : habitude des négociations à haut niveau, vous vendrez nos produits à notre clientèle : fabricants d'emballage et d'impression, votre mission sera la responsabilité du CHEF DE PRODUIT.

Nous offrons : rémunération attractive (fixe + prime), selon expérience.

Ecrire avec C.V. + prêt + enveloppe à votre adresse : s/réf. BH/LM1, à



micHEL jouhannaud conseils

1 bis, avenue du Bassin - 92007 PARIS

**FILIALE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE**  
recherche pour son usine de Normandie (120 km de Paris)

**l'assistant technique de son directeur**

formation Ingénieur électro-mécanicien Arts et Métiers - Nantes...

3 ans d'expérience dans service entretien ou BE type mécanique, électrique et anglais, indispensables.

Un salaire de valeur rapidement vers la Direction de l'établissement.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 5244 à Emplois et Entreprises qui transmettra.

Emplois et Entreprises  
16, rue Volney 75002 PARIS

**Attaché (e) de presse**

Un important Organisme Financier recherche dans le cadre de son développement un (une) Attaché (e) chargé (e), auprès du Responsable des RELATIONS-EXTÉRIEURES, de suivre des relations avec la PRESSE et les GROUPES D'INFLUENCE (Parlementaires, Organismes professionnels, etc.). L'objectif de la fonction sera de promouvoir l'Organisation dans son image par une information homogène et systématique formelle (dossiers, articles rédactionnels...) ou informelle (présence à des manifestations économiques, déjeuners ou voyages de presse...). Ce poste sera confié à un Professionnel (H ou F) de formation supérieure (Sciences Eco, Sciences Po ou équivalent) ouvert aux problèmes économiques et financiers et ayant exercé plusieurs années une activité similaire dans un environnement institutionnel (Banque, Grande Administration, Siège d'entreprise importante).

Envoyez-nous votre dossier complet (lettre + CV + Photo) sous référence 1529 M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 43.58.40.25 sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.

12, rue de Parthenay - 75008 PARIS

**BANQUE INTERNATIONALE QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES****TÉLEXISTE**

AYANT EXPÉRIENCE SALLE DES CHANGES. ANGLAIS EXIGÉ.

Merci d'adresser dossier de candidature sous n° 7328 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

**Groupe industriel français**

30 filiales dans 12 pays  
C.A. consolidé : 3 milliards F

DONT 1/3 AUX USA-CANADA  
CASH-FLOW : 7,1

Recrute pour son Grand Banlieue O. PARIS

**JURISTE D'AFFAIRES**

Chef du Sce Juridique

**L'ouverture du poste**

Dépendant du Directeur Financier et Juridique, IL PRÉPARERA PERSONNELLEMENT LES CONTRATS DU GROUPE POUR LA FRANCE ET L'ÉTRANGER ET PARTICIPERA À LEUR NÉGOCIATION, en matière commerciale et tout particulièrement de CÉSSIONS ET D'ACQUISITIONS D'ENTREPRISES, domaine dans lequel le Groupe est très actif. Assisté de deux collaborateurs, IL aura la responsabilité du Contentieux, des Assurances, de l'Immobilier et du Droit des Sociétés de l'ensemble des Sociétés du Groupe en France. IL remplira pleinement son rôle fonctionnel de Conseil et de négociateur, capable d'effectuer la synthèse entre les aspects économiques et juridiques des questions traitées.

**Son titulaire**

Du niveau DOCTORAT DE DROIT PRIVÉ avec si possible, un complément économique (IAE, IEP Ecof...), IL parle et écrit l'ANGLAIS COURAMMENT. IL a au moins 10 ans d'EXPÉRIENCE EN DIRECTION JURIDIQUE de grande Entreprise et/ou, de préférence, un CABINET D'AVOCATS INTERNATIONAUX.

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8486



sélection conseil

98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

ORGANISME PROFESSIONNEL IMPORTANT,  
nous recherchons pour renforcer notre structure actuelle

**JURISTE**

DESS - DEA

220.000 +

Vous avez quelques années d'expérience en Entreprise ou Cabinet avec de préférence une orientation droit des affaires, droit bancaire.

Au sein d'une équipe jeune et de haut niveau, vous serez plus spécialement chargé d'assurer la préparation, l'animation et le suivi des commissions et réunions techniques consacrées aux problèmes de la profession. Vous serez en rapport quotidien avec les adhérents dont vous serez le conseil pour toutes les questions de réglementation. De bonnes qualités rédactionnelles sont nécessaires. Votre sens relationnel vous permettra de vous faire reconnaître et apprécier dans ce rôle de conseil. Ce poste est à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 902M à notre conseil qui traitera votre candidature avec la plus grande confidentialité.



JD conseil

102, MALESHERBES 75017 PARIS

**emploi régionaux****MESSAGERIE ACCÉLÉRÉE FRANCE ET INTERNATIONAL**

Nous créons des postes  
DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX  
POUR

**ORGANISER - VENDRE - ANIMER (200 KF/AN + voiture)**

Notre société, spécialisée dans le courrier accéléré, se développe rapidement, et l'appartenance à des groupes français de premier plan nous donne les moyens d'une politique ambitieuse. Vous êtes un professionnel de la négociation à haut niveau (expérience de 5 ans minimum) de préférence dans la vente de services, vous avez une formation supérieure et vous avez prouvé au cours de votre carrière votre sens de l'organisation et des responsabilités.

La fonction que nous vous demandons de mettre en place vous amènera à être, pour le développement de notre produit, de véritables patrons de votre région (constituée d'une dizaine de départements environ).

Merci d'adresser C.V. + photo + lettre manuscrite sous n° 7300 M  
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

**ASSISTANT(E)**

au CHIEF DU SERVICE  
FINANCIER COMPTABLE

pour secondier dans les domaines suivants :  
- organisation et direction du service comptable,  
- questions fiscales,  
- applications informatiques.

CE POSTE CONVIENTRAIT À DÉBUTANTS DÉPOSÉS O.M. ayant obtenu au moins 2 à 3 ans d'expérience professionnelle, titulaire du DESS, ou d'une MESTCP ou d'un DUT de comptabilité complété par des connaissances en informatique.

Adr. C.V., photo, prêt, à : S.L.P. Publicité (s/réf. 1807), 11, rue d'Ulm, 75002 PARIS (qui transmettra).

Prestigieuse société d'éditions PARIS

180.000 +

**Editeur**

Formation scientifique - mathématiques

pour gérer un fonds d'éditions scientifiques (recherche d'auteurs, conception des ouvrages, promotion, etc.)

Une expérience réussie de quelques années à un poste similaire chez un Editeur scientifique est souhaitée. Formation scientifique supérieure mathématiques exigée.

Ce poste peut également s'adresser à un enseignant en mathématiques de haut niveau, habitué à publier et pouvant justifier de ses capacités à devenir éditeur. Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse rapide), sous référence 26033M, à Danièle Chapuis.

MRI conseil

13, rue Madeleine Miché, 92522 Neuilly.

مكتبة من الامم



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### CADRE FINANCIER fort potentiel Assistance et contrôle filiales HEC, ESSEC, ESCP...

Coordination et harmonisation des méthodes comptables, mise en œuvre d'audit, évaluations financières (rapprochements et acquisitions de sociétés).

Expérience 3 ans, solides connaissances comptables, gestion, finances. Anglais indispensable.

Large perspective d'évolution au sein filiale France ou étranger. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. LB 526 CM  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016



### Valorisez une première expérience de ventes sur le terrain

Une société très dynamique du secteur tertiaire, filiale d'un important groupe international, recherche un Cadre Commercial capable, après avoir reçu une solide formation, de négocier ses produits auprès d'une clientèle d'entreprise.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation type ESC ou équivalent,
- 1 à 3 ans d'expérience de la vente sur le terrain, (la candidature d'un débutant, de très bon potentiel, peut être envisagée),
- une bonne culture générale et une grande aisance relationnelle,
- des qualités de ténacité et de négociation,
- la volonté d'avoir une carrière dont la progression sera directement liée aux résultats.

Poste à Paris, nombreux déplacements en province.

Ecrire sous réf. WG 522 CM  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



### Diriger un centre de profits Le dynamisme de la PME, la puissance d'un groupe

Une importante société de négoce de produits industriels rattachée à un grand groupe recherche le Directeur d'un de ses centres de profits.

Rattaché au Directeur Général de la société, il dirigera une unité dont le C.A. de millions, animerait un effectif de personnes, en assumant les responsabilités complètes d'un chef d'entreprise.

- il s'engagera à définir, des budgets et des marges,
- il assurera le développement commercial de son unité et sa gestion administrative, comptable, financière et sociale.

Le poste conviendrait à un candidat, ayant une formation de base (ESC ou équivalent), l'expérience réussie de la direction d'une unité commerciale, de préférence dans le secteur des produits industriels ou du bâtiment. Il aura les qualités d'un gestionnaire rigoureux, d'un commerçant avisé et d'un animateur dynamique.

Poste : ville universitaire de Bretagne  
Ordre de grandeur de rémunération : 220.000 F

Ecrire sous réf. RS 517 AM  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Filiale (300 personnes) d'un très important Groupe Industriel International (8 000 personnes) exerçant son activité dans un domaine très spécialisé (métallurgie fine métaux non ferreux) la Direction Technique recherche

### ingénieur chimiste

Ce poste peut être confié à un diplômé d'une ENSIC ou à un ingénieur possédant déjà une première expérience industrielle dans le domaine de la chimie ou de l'hydro-metallurgie.

Ce collaborateur devra étudier, évaluer et réaliser des équipements ou installations nouvelles en liaison avec les services de la Production.

Expérience souhaitée en ingénierie et technologie.



nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Armand Courbet 75116 PARIS RM. 50301

### Ingénieur Chef de service études et industrialisation

Au sein d'une usine de 180 personnes, rattachée à un grand groupe international leader, nous recherchons un Ingénieur grande école ECP, AM ou équivalent.

Il sera rattaché au Directeur de l'établissement et il assurera des responsabilités importantes :

- recherche et développement de produits nouveaux en liaison avec le marketing,
- modernisation et automatisation de l'outil de production,
- direction du service méthodes.

Ce poste conviendrait à un candidat, ayant 30 ans minimum, une expérience BE dans secteur mécanique et/ou chaudronnerie, le goût de l'innovation et le dynamisme pour animer une équipe.

Poste : Normandie.

Ecrire sous réf. KA 525 AM  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



### INDUSTRIE A FEU CONTINU Ingénieur confirmé chef de fabrication

Un groupe français solidement implanté, ayant de bons résultats économiques et plusieurs usines, recherche un Chef de Fabrication.

Rattaché au Directeur d'une usine humaine (100 personnes), il sera chargé du plus important poste conviendrait à un Ingénieur diplômé ayant une expérience en fabrication acquise dans une industrie à feu continu et témoignant de qualités marquées d'organisation et d'animation. Il aura le goût pour le commandement.

Poste : région Midi-Pyrénées

Ecrire sous réf. XH 523 CM  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



### SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE LIÉE A UN IMPORTANT INVESTISSEUR INSTITUTIONNEL INTERNATIONAL

recherche

#### CHEF DE BUREAU

AUQUEL SERONT CONFIES :

- la comptabilité et le reporting des sociétés immobilières ;
- la rédaction des rapports périodiques de gestion ;
- l'établissement des déclarations fiscales ;
- les contacts avec les banques, etc. et le management des différents programmes immobiliers.

ET RÉPONDANT AU PROFIL SUIVANT :

- niveau DECS avec quelques années d'expérience dans le domaine immobilier ;
- habitudes des systèmes comptables informatiques ;
- connaissance de l'anglais indispensable.

#### SECRÉTAIRE COMPTABLE POLYVALENTE

Qui se chargera de secrétariat de l'immobilier et assistera le Chef de Bureau pour la comptabilité.

- Notions d'informatique nécessaires.
- Connaissance de l'anglais souhaitable.

Ces deux postes sont à pourvoir à partir de septembre 1986 à Paris.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations) à : 7318, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montesson, PARIS-7.

### Ingénieurs Commerciaux Seniors trouvez votre voie chez Digital

à Lille - Lyon - Marseille - Metz - Paris - Rouen - Toulouse

Si vous entrez chez nous :

Vous vendrez toute la gamme de nos produits sur un marché spécifique (Banques, Assurances, Automobile, Aéronautique, Grands Comptes, OEM...).

Après avoir fait vos preuves, vous pourrez changer de marché en Région Parisienne, en Province (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Rouen, Strasbourg, Toulouse...).

Vous pourrez aussi valoriser votre acquis au sein d'autres départements : Marketing, Formation... ou à des fonctions de Management. D'autres voies vous sont ouvertes, nous en parlerons en faisant connaissance.

Qui êtes-vous actuellement ?

De formation Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, Universitaire, vous possédez une expérience de 4 ans ou moins dans la vente de grands ordinateurs.

Vous aimez votre métier, désirez évoluer intellectuellement et professionnellement et vous épanouir dans votre vie personnelle. Bien sûr vous parlez l'anglais.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. MON211 à Marie-Claire SAN QUIRCE (en précisant la/les villes de votre choix), DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société



### RESPONSABLE EXPORT

La filiale française d'un important groupe international du secteur de la chimie fine recherche son Responsable Export pour des additifs destinés à l'alimentation animale, l'alimentation humaine et l'industrie pharmaceutique.

Rattaché au Directeur du Marketing il aura pour mission d'encadrer notre réseau export, d'élaborer et de mener à bien les plans marketing à court, moyen et long terme, d'assurer l'assistance et la promotion technique de l'ensemble de notre gamme en

Afrique noire francophone et au Maghreb, de mener personnellement les négociations commerciales de contrats nationaux.

Scientifique de formation (Ingénieur Agro, Vétérinaire ou ENSIA) il aura nécessairement une connaissance approfondie de la nutrition et des productions animales et une expérience commerciale des relations avec l'industrie. Une connaissance des marchés africains serait un atout supplémentaire.

Basé à Paris le candidat devra se déplacer 50% de son temps.

Adresser lettre manuscrite C.V. photo et présentations à :

PIERRE LICHOU S.A. sous référence 10774 - 10 rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

### Assistant logiciel du Directeur nouveau produit aujourd'hui...

La stratégie de notre entreprise U-BIX KONIKA, N° 1 de la distribution de photocopieurs, implique de développer notre activité vers le micro-informatique.

Nous offrons dans le cadre de cette expansion à un jeune diplômé (NIAE, option Gestion, organisation ou Ingénieur + IAE) de rejoindre notre Direction nouveaux produits logiciels pour assurer le lancement commercial et l'assistance auprès de notre clientèle nouveaux produits. Votre intérêt pour l'univers des logiciels, vos qualités pédagogiques et vos capacités à appréhender les structures d'une entreprise vous permettront de proposer aux clients les produits les mieux adaptés à leur organisation. Vous aurez à créer par la suite votre propre équipe pour faire face au développement de cette activité.

La pratique courante de l'Anglais est indispensable pour ce poste basé à Nanterre-La Défense. Il nécessite des déplacements tant en France qu'en Allemagne et aux Etats-Unis.

... Responsable du suivi  
commercial et technique  
nouveaux produits  
demain !

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre + C.V. photo et présentations sous la référence NP au Service Relations Humaines, U-BIX KONIKA 15, rue des Sources, 92000 Nanterre.





OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**GROUPE BANCAIRE**

dont les activités financières, diversifiées et adaptées aux marchés, très développées, recherche, pour compléter ses équipes.

**Commerciaux-Financiers de haut niveau**

chargés de présenter ensemble produits et services financiers, à clientèle répertoriée, d'institutionnels, d'entreprises, d'associations, d'en assurer le suivi.  
Ces postes peuvent intéresser des diplômés de l'enseignement supérieur, âgés de 25 à 35 ans, ayant déjà une expérience commerciale et financière nécessitant l'écrit. L'échelon direction générale, acquise de préférence dans un organisme financier ou une compagnie d'assurances. Une formation complémentaire aux produits spécifiques sera assurée. La rémunération est constituée d'un fixe important et d'un intéressement aux performances réalisées.  
Postes à pourvoir à Paris. (Référence 2168/M)

Le même groupe, de faire face au développement prévu de ses activités, le poste de

**Responsable Marketing produits financiers**

Le titulaire de cette fonction aura pour mission de concevoir de nouveaux produits services financiers et de bâtir la stratégie de leur diffusion, pour tous genres de clientèle, y compris celle des particuliers.

Le poste est confié à un diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 25 à 35 ans, ayant déjà une expérience de quelques années acquise dans une fonction similaire, au sein d'un organisme financier. Le poste est à pourvoir à Paris et la rémunération, prévue à niveau élevé, sera cependant fonction de la compétence. (Référence 2169/M)

Pour les postes décrits ci-dessus, prière d'adresser un résumé de carrière détaillé à Bernard Mangou, en spécifiant la référence. Les entretiens auront lieu à Paris au mois de juin.

17 rue la Rochefoucauld, 75009 Paris.

**SEARCH**

**Rédacteur contentieux sinistres**

HF

Nous recherchons une Compagnie d'Assurances IARD importante et nous offrons un poste de Rédacteur Contentieux Sinistres RC, dans la ville de Paris. Le candidat devra conseiller et guider nos délégations régionales dans la gestion du règlement amiable ou judiciaire des sinistres d'assurance, en liaison avec nos délégations régionales, la gestion des sinistres importants, notamment corporels. Le poste est confié à un(e) candidat(e) titulaire au minimum d'une licence en Droit et ayant au moins 5 ans d'expérience similaire dans une compagnie d'Assurances. Lieu de travail : banlieue Est (desservie par RER). Poste intéressant comportant des perspectives d'évolution. Horaires flexibles. Restaurant d'entreprise. Travail d'archives. Poste man. et CV détaillé en précisant votre niveau actuel de rémunération, sous réf. 11735/M à l'adresse de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92111 BOULOGNE CEDEX.

**Sélé CEGOS**

**SAS Institute**

**Responsable formation**

Il sera chargé, en liaison avec notre Directeur Technique, de l'organisation et du planning de la formation, il conseillera nos clients sur le choix des stages et animera une partie de ceux-ci. Ce poste est confié à un candidat ayant quelques années d'expérience informatique et si possible une expérience pédagogique. La connaissance du Système SAS est un avantage. Une expérience pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est très motivant et stimulant pour un candidat dynamique, désireux de s'intégrer dans une petite équipe professionnelle. Lieu de travail : Paris Gare de Lyon. Merci d'adresser votre lettre man. et CV détaillé, sous réf. 11735/M, en précisant votre niveau actuel de rémunération, à D. de LARIVIERE, qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 204, mail point du Nord de Sèvres, 92111 BOULOGNE CEDEX.

**Sélé CEGOS**

**Exporter la biotechnologie**

Notre entreprise occupe une position de leader sur son créneau du marché : produits intermédiaires destinés à l'industrie alimentaire ; nous recherchons pour une de nos divisions (92% du CA à l'exportation), un commercial capable de commercialiser une gamme de produits destinée à l'industrie alimentaire et à l'industrie pharmaceutique. Celui-ci négocie en direct avec les grandes multinationales et anime un réseau d'agents ; il analyse l'évolution des besoins des clients et collabore avec notre service recherche pour la mise au point de nouveaux produits. Le poste nécessite une formation d'ingénieur agro ou de chimiste, une expérience en vente de composants à l'industrie alimentaire si possible sur les marchés export. La pratique de l'anglais et de l'allemand est indispensable. Le poste est basé à Paris et exige 50% du temps de travail en déplacements. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous réf. 11735/M à notre conseil - 51 boulevard Haussmann - 75009 Paris.

**CB Chantal Baudron. s.a.**

**Mettre en place la fonction : une belle opportunité !**

Laboratoire pharmaceutique en fort développement personnel et jour, créons, pour accompagner la croissance, les effectifs, le recrutement/formation et soutenons l'offre à un

**Jeune chargé de recrutement** HF

Vous serez en contact direct avec le Directeur du Personnel et les différentes directions opérationnelles. Vous jouerez un rôle essentiel auprès d'eux dans la définition de leurs besoins et en leur fournissant l'information et piloterez personnellement les phases opérationnelles. Diplôme de l'enseignement supérieur, vous avez 2 à 5 ans d'expérience en Entreprise et/ou Cabinet et souhaitez élargir votre champ d'action. Vos qualités relationnelles et votre envie d'entreprendre les atouts décisifs de votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V., photo et prêt), s/réf. C/CE/LM, à notre Conseil, Didier LESJOUR, qui garantira votre discrétion.

APCOREM



**Raymond Poullin Consultants**  
74, rue de la République - 75015 PARIS

**Groupe industriel recherche Professionnel de la Communication**

C'est d'un véritable professionnel que nous confierons la création de ce poste de responsable de la communication. En interne, vous coordonnerez les actions de communication de nos 13 établissements et filiales (1000 personnes) : journaux, brochures... En externe, vous êtes le promoteur et le garant de notre image de marque : conception de nos plaquettes produits (nous développons et fabriquons équipements électroniques et des systèmes), salons professionnels et Relations Presse. A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure, parlez l'anglais et possédez une expérience de 5 ans de la communication de produits industriels. Nous vous proposons une rémunération en rapport avec l'importance que nous donnons à votre poste. Le lieu de travail est en proche banlieue parisienne. Merci d'adresser votre candidature sous réf. F/UN, à Guy Robidou, Directeur Ressources Humaines de la Communication, 11, rue de Valenciennes, 75013 Paris.

**MORS**

**EAGLE STAR L'INDÉPENDANCE**  
Compagnie d'assurances T.I.A.R.D.  
Filiale du groupe EAGLE STAR LONDRES

recherche son

**RESPONSABLE ORGANISATION ET MÉTHODES**

Il est chargé de la Direction organisation informatique, le candidat devra mettre en place des méthodes de travail et participera à l'élaboration de nouvelles procédures destinées à poursuivre l'amélioration de notre efficacité. De formation supérieure et parlant couramment l'anglais, il aura bénéficié d'une première expérience réussie dans le secteur des assurances. Homme de méthode et de rigueur, il aura reconnu ses compétences techniques, mais surtout par la maîtrise de son langage de ses interlocuteurs dans différents départements de la société. Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez votre candidature à M. GALLIER.

7, Terrasse de la Défense - CEDEX 17 - 92081 PARIS LA DÉFENSE

« NEWREP » recherche un ingénieur scientifique et d'expérience recherche des agents commerciaux introduits en milieu industriel, scientifique et informatique. Les imprimantes et matériels de bureau sont recherchés. Adresser votre candidature à : M. J. L. - BP 100 - 92111 BOULOGNE CEDEX.

**SOCIÉTÉ SCIENTIFIQUE EN PLEINE EXPANSION**  
cherche collaborateurs dynamiques pour l'exploitation de son matériel scientifique. Adresser votre candidature à : M. J. L. - BP 100 - 92111 BOULOGNE CEDEX.

**CHEF DES VENTES**  
Anglais et très souvant. Série du contact humain, aptitude au travail en équipe nécessaire. Poste offrant de larges possibilités d'évolution. A pourvoir immédiatement.

Manuel, C.V., photo et références sous réf. 7267 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 11, rue de Valenciennes, Paris-7.

**SOCIÉTÉ PROCHE BANL. OUEST**  
recherche

**CHEF COMPTABLE**

pour prendre la responsabilité de la comptabilité générale de la société et diriger l'équipe de 10 à 15 collaborateurs.

C.V., photo, références à 11, rue de Valenciennes, Paris-7.

**LES GRANDS RENDEZ-VOUS**

**JEUNE DIPLOMÉS**

offres de situation du journal

**Le Monde**

Lundi 9 daté Mardi 10 juin

مركز الدراسات والبحوث



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Société française d'instrumentation  
située en banlieue sud de Paris,  
filiale d'un important groupe  
multinational recherche

## CHEF MARKETING

### RESPONSABILITES :

- Il proposera et mettra en oeuvre une stratégie de pénétration sur le marché mondial des lignes de produits dont il aura la responsabilité.
- Il effectuera les études de marchés, établira les cahiers des charges, sera en étroite relation avec l'Etude Développement avec la Fabrication.
- Il sera chargé de proposer les actions promotionnelles et de la formation des ingénieurs commerciaux.

### PROFIL :

- Formation supérieure d'ingénieur avec compétence en analogique et numérique
- possible dans les applications de capteurs industriels et
- Anglais parlé indispensable.
- Esprit tourné vers le service de la clientèle.
- Capacité de diriger une équipe.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, veuillez envoyer votre C.V. et indiquer vos prétentions à N. PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

PME innovante, en progression constante  
depuis sa création, concevant et réalisant  
des équipements industriels de process  
thermique de haute technologie (évaporation,  
séchage, recompression de vapeur...) recherche

## Ingénieur d'affaires fort potentiel vocation commerciale

En étroite liaison avec la Direction Générale, il sera chargé de la prospection, de la négociation et du suivi des affaires.

Une formation d'ingénieur grande école, un goût marqué pour le process et une expérience de vente d'installations en France et à l'étranger, sont indispensables. Les qualités personnelles de dynamisme et d'ouverture d'esprit, l'envie de s'investir dans une structure légère et les capacités de négociation, seront des critères de choix essentiels. Langue anglaise impérative.

Poste basé à Saint-Germain-en-Laye (78)

Rémunération attractive et ouverte.

Ecrire sous VF 521 AM  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Filiale d'un groupe industriel international,  
leader européen dans sa spécialité de biens  
d'équipement électro-mécanique, nous renforçons  
notre potentiel technique et recherchons un

## Jeune chef de service technique fort potentiel

Attaché Directeur Technique, il dirigera les bureaux d'études réalisation affaires (adaptation équipements aux spécifications des clients) et de conception des produits nouveaux (sous-ensembles mécaniques, charpentes).

Ingénieur généraliste, diplômé dominante mécanique (AM, INSA, IDN, ENSI...) possédant une expérience conduite de bureaux d'études de produits à base mécanique et tôle d'au minimum 5 ans.

Il pourra faire la preuve de ses capacités à faire évoluer les hommes les méthodes et les moyens (connaissance CAO, DAO souhaitables).

Langue allemande appréciée.

Le poste des perspectives d'évolution carrière pour un candidat de valeur.

Lieu de travail : proche banlieue sud-ouest.

Ecrire sous réf. GZ 486 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## Chef service comptable et financier

Un groupe industriel français de tout premier plan recherche le  
Chef de Service Financier et Comptable d'une de ses filiales  
dont le CA est de 250 MF.

Le poste conviendrait à un candidat ESC, DECS équivalent, ayant  
une expérience professionnelle, capable d'assumer la responsabilité

- de la comptabilité générale et analytique,
- de la gestion et du trésorerie,
- de l'animation d'une équipe.

Le poste est à pourvoir dans le Pas-de-Calais.

Ecrire sous réf. SC 518 CM  
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## Jeune juriste d'affaires

Une des premières sociétés françaises dans son domaine, nombreuses filiales France et étrangères, offre une intéressante opportunité de carrière à un Jeune Juriste désireux de valoriser une première expérience de 3 ans acquise de préférence dans les services juridiques d'une entreprise.

La titulaire du poste devra disposer d'une formation juridique supérieure droit privé concurremment un DEA ou un DESS affaires.

La mission au département juridique sera bien le droit des contrats.

Ce poste implique des qualités de rigueur alliées à un bon sens et une bonne connaissance de l'anglais.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. TD 519 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## Moët-Hennessy

recherche pour sa  
SOCIÉTÉ HOLDING, un

## chargé des relations sociales

Sous l'autorité du Directeur Général Adjoint, il participe à la coordination des politiques sociales des Filiales du Groupe, prépare les travaux du Comité Social et suit la mise en œuvre des décisions qui y sont prises. Il supervise la gestion du personnel Holding : recrutement, formation, C.E. Il est, par ailleurs, chargé de la communication interne Groupe et a en particulier la responsabilité de la Revue d'Information des Cadres et de News Letters internes. Enfin, il est chargé des relations avec les Administrations et certaines instances spécialisées.

Ce poste, de haut niveau, ne peut convenir qu'à un DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (DEP, ESSEC...) de 3 minimum, bénéficiant d'une expérience en plusieurs années acquise une filiation du Personnel ou des Relations Humaines d'une grande entreprise. Il exige des qualités de jugement, de sens diplomatique et de la communication. Une bonne pratique de l'anglais serait appréciée.

Les dossiers de candidature CV, photo + rémunération, sous réf. 3210 LM - à préciser sur l'enveloppe - seront traités par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTÉC

## Promouvoir le livre scolaire

Editeur grand renom, HACHETTE ses succès à la qualité de ses manuels mais aussi aux performances quotidiennes de ses 25 DELEGUES PÉDAGOGIQUES.

Leur métier : conseiller les enseignants dans leur choix d'ouvrages pédagogiques, animer les relations enseignants-éditeur et bien sûr développer les ventes auprès des libraires spécialisés.

Le Centre d'Information Pédagogique HACHETTE à Paris vous accueillera pendant environ 1 mois pour parfaire votre formation.

Vous serez prêt ensuite à réaliser les objectifs de votre mission sur le secteur qui vous sera confié à Paris ou en Province.

Après votre diplôme universitaire ou commercial ou une première expérience de l'enseignement, vous avez orienté avec succès votre carrière vers la vente de produits culturels ou de services.

HACHETTE

Écrivez-nous (lettre manuscrite + CV), sous réf. 6064/M, à Gestion des Cadres 12 rue François 1<sup>er</sup> - 75008 Paris.

## TEMANA FRANCE FILIALE GRANDE CONSOMMATION DES GROUPES AKZO ET SHELL

### ACHETEUR GAMME PROPSAC

Le ou la candidat(e) doit être capable d'une autonomie de décision et doté(e) d'une aptitude à la négociation notamment avec des sous-traitants. La connaissance de l'anglais, une formation spécialisée dans la discipline d'achat et/ou une expérience de plusieurs années dans un poste équivalent, un bon niveau d'instruction sont indispensables.

### La responsabilité couvrira :

- l'établissement des cahiers des charges,
  - la mise en concurrence des fournisseurs,
  - la mise en application des contrats,
  - le suivi des livraisons de produits finis ou semi finis,
  - le suivi des stocks chez les sous-traitants.
- La dispersion géographique de nos fournisseurs potentiels demande une grande disponibilité, un solide équilibre personnel et familial. Il ou elle devra voyager 2 à 3 jours par semaine et éventuellement plus, et ce quasiment toutes les semaines. Il ou elle devra être familier de l'aviation et ne pas craindre d'avoir à utiliser très souvent, de la conduite automobile dont la pratique sera obligatoirement quotidienne.

Nous remercions les candidats d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à : TEMANA FRANCE - Tour Anjou 92814 PUTEAUX Cedex - bureau 1411, référence 1774.

VALÉRIE CUNEL

## BULL ENGAGE DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES PASSIONNÉS PAR LA COMMUNICATION TECHNIQUE

Votre mission :  
PROMOUVOIR ET COMMUNIQUER dans l'un des domaines suivants :  
- télécommunications réseaux  
- périphériques d'impression  
- applications bureautiques.

Votre mission :  
- devenir la référence technique nos nouveaux produits  
- créer la communication la promotion technique par le choix et la mise en œuvre du média le plus adapté :  
- formation - séminaire - atelier d'approfondissement  
- documentation didactique  
- logiciel interactif  
- vidéogramme formation/information

Vos "clients" :  
- ingénieurs technico-commerciaux  
- ingénieurs ou techniciens de maintenance,  
- les formateurs des écoles du Groupe.

Votre profil :  
Vous êtes ouvert aux contacts, motivé démarche journalistique à l'intérieur de l'entreprise auprès équipes de conception.  
Une bonne pratique de l'anglais parlé est indispensable.

Adressez dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) référence M 0206 Corbinea, BULL Transac 91343 MASSY CEDEX

Bull



JOINT

OFFRES D'EMPLOIS

## Contentieux sinistres

Rechercher un avocat expérimenté pour la défense de clients en contentieux sinistres. Le candidat devra avoir une formation juridique supérieure et une expérience professionnelle de plusieurs années dans ce domaine. Il devra être capable de travailler en autonomie et de gérer des dossiers complexes. Les dossiers de candidature (CV, photo et prétentions) doivent être envoyés à : [adresse] sous référence [réf].

CEGOS

## Responsable formation

Rechercher un responsable formation expérimenté pour la mise en œuvre de programmes de formation. Le candidat devra avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle de plusieurs années dans ce domaine. Il devra être capable de travailler en autonomie et de gérer des dossiers complexes. Les dossiers de candidature (CV, photo et prétentions) doivent être envoyés à : [adresse] sous référence [réf].

CEGOS

## Technologie

Rechercher un ingénieur expérimenté pour la mise en œuvre de programmes de technologie. Le candidat devra avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle de plusieurs années dans ce domaine. Il devra être capable de travailler en autonomie et de gérer des dossiers complexes. Les dossiers de candidature (CV, photo et prétentions) doivent être envoyés à : [adresse] sous référence [réf].

## Recherche de la Communication

Rechercher un ingénieur expérimenté pour la mise en œuvre de programmes de recherche de la communication. Le candidat devra avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle de plusieurs années dans ce domaine. Il devra être capable de travailler en autonomie et de gérer des dossiers complexes. Les dossiers de candidature (CV, photo et prétentions) doivent être envoyés à : [adresse] sous référence [réf].

## IDS RENDEZ-VOUS

## LE DIPLOMÉS

la publication du journal

le Monde

le mardi 10 juin



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Vous qui aimez l'INFORMATIQUE

# pourquoi spi ?

- parce que** SPI vous offre, après une formation personnalisée, ses méthodes et produits - progiciels techniques et de gestion - d'être les maîtres d'œuvre de projets originaux, en prenant la responsabilité complète auprès de ses clients,
- parce que** SPI apporte à ses clients, grandes et moyennes entreprises industrielles et commerciales, des prestations complètes et très adaptées : Télégestion - Progiciels - Conseil - Système - Formation,
- parce que** SPI allie le dynamisme d'une SSII (500 collaborateurs dans des équipes jeunes à taille humaine) à une politique rigoureuse d'un grand Groupe (SPI est filiale de PECHINEY),
- parce que** SPI a l'avenir devant elle : une ouverture vers l'Europe, les Etats-Unis et l'Afrique, une haute performance technique, des produits et outils nouveaux, un perfectionnement constant de notre encadrement par la formation interne,
- enfin parce que** ces quelques chiffres parlent d'eux-mêmes : triplement du CA en 5 ans, doublement des effectifs en 4 ans, plus de 2.000 terminaux, un vaste réseau de minitel, de télex et de micro-ordinateurs.

## JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES ET UNIVERSITES

X - CENTRALE - SUPELEC - ENSIMAG - INP GRENOBLE ET TOULOUSE - IIE - DEA INFORMATIQUE.  
Nous vous offrons très rapidement une responsabilité - réalisation, conception, développement - accompagnée des perspectives de carrière à la mesure de vos ambitions.

(Réf. RM)

## INGENIEURS CONFIRMES SPECIALISTES GRANDS SYSTEMES IBM

Nous proposons d'intégrer notre DIVISION PROGICIEL afin de participer au développement et à l'installation de progiciels techniques et de gestion, ou notre DIVISION TELEGESTION afin de prendre rapidement des responsabilités dans la mise en œuvre de projets importants, ou notre DIVISION TECHNIQUE afin de mettre en place et d'améliorer nos méthodes de développement, et de participer aux tâches techniques de nos projets.

(Réf. LM)



Les arguments sont là, pourquoi hésiter ? Adressez votre candidature manuscrite avec C.V. en précisant la référence ci-dessus à : Responsable du Recrutement - Eric Schlumberger - SPI, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY



Services Progiciels Informatiques

MEMBRE DE SYNTec-Informatique

## LA R.F.A. : UN VASTE MARCHÉ POUR UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

Appartenant au secteur Mesure et Régulation de Schlumberger, SEREG est la filiale française du Service Industriel. Ses produits (capteurs, systèmes de régulation, vanes de régulation) sont sur les plus grands marchés européens. La R.F.A. présente un potentiel économique de la France. Elle seule un potentiel très élevé. Elle implément nous savons qu'il y a encore des places à prendre. C'est un rôle prioritaire de nos services export.

## INGENIEUR EXPORT

Un challenge que nous ne pouvons offrir qu'à un ingénieur Grande Ecole, confirmé depuis au moins 3 ans à un poste d'ingénieur international dans le domaine des biens d'équipement industriel. Bref, un homme qui va lui permettre de suivre et développer nos activités les plus importantes et de fonctionner en toute autonomie. Surtout du temps sur le terrain, il connaît la langue et la culture industrielle allemande et peut même résider en RFA si le candidat.

La mission bien menée, il peut à son tour devenir un ingénieur encore plus européen. Et ce sera le vrai succès de l'ingénieur. En effet, notre groupe, qui a une réputation internationale, œuvre de très longues perspectives d'évolution pour ses ingénieurs les plus performants.

Nous présentons la référence 218 à la fois le service de candidature que vous adresserez à Marie-Claire, Direction du Personnel, SEREG, 100 rue de Paris, 92115 CLICHY

SEREG

Schlumberger



## ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

ROHM AND HAAS COMPANY est un des plus importants groupes chimiques mondiaux dans le domaine des spécialités pour l'agriculture et l'industrie (C.A. mondial 2 milliards de dollars, chiffre net 141 millions de dollars).

En France, nous fabriquons et distribuons avec succès une part importante de nos produits (C.A. 2 milliards FF). Le développement de nos activités nous a conduit à ouvrir des postes dans le département

## ADMINISTRATION DES VENTES

Pour une gamme de produits déterminée, nous vous confierons :

- la coordination des prévisions de ventes entre les différents services concernés (production - ventes)
- la planification de la production de nos produits
- l'animation d'un groupe de traitement des commandes en vue de satisfaire au mieux les besoins du client.

Vous avez une formation Supérieure Commerce, des connaissances en français international et éventuellement une première expérience professionnelle. De plus vous êtes opérationnel et vous possédez des qualités personnelles (communication, leadership, capacité d'innovation) justifiant vos ambitions.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. + photo et prétentions au :

Directeur Adjoint du Personnel  
ROHM AND HAAS FRANCE S.A.  
La Tour de Lyon - 185, rue de Bercy  
75579 PARIS Cedex 12

## Cabinet de Conseil en Organisation

Formation INGENIEUR indispensable (Ecoles, débutants ou confirmés)

Nous sommes ambitieux, optimistes... Peut-être que vous aussi !

Il nous faut vous offrir des responsabilités tant qu'INGENIEUR en ORGANISATION.

Il nous faut vous offrir rapidement à Lyon, une responsabilité d'agence.

Vous pouvez accéder aux responsabilités de l'entreprise.

Envoyer CV, photo et prétentions à :  
OBJECTIFS CONSEIL  
100 rue de Bercy - 75579 PARIS

## BENSON EUROPE

Lead national dans le domaine de la communication graphique, recherche son

# Responsable Communication

Votre finalité est de renforcer et développer la «Corporate Identity» de BENSON à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Compagnie.

Rattaché au Directeur du Marketing Europe, vous serez en charge, à niveau Européen, de :

- coordonner et assister les actions de communication des filiales,
- prévoir et organiser les programmes de relations publiques, conférences, etc..., en liaison avec les services économiques industrielles et informatiques,
- promouvoir la culture BENSON de la Compagnie au travers de la presse - journal d'entreprise...
- rechercher et développer les nouveaux moyens de communication.

Nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur, professionnel de la communication, au caractère entreprenant et communicatif, avec une expérience réussie dans le domaine industriel.

Compte tenu du caractère international du poste, une parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

De larges possibilités d'évolution sont offertes dans le cadre du Groupe SCHLUMBERGER auquel BENSON appartient.



Merci d'adresser votre dossier de candidature à la Direction du Marketing BENSON (qui vous enverra ce dossier en confidentialité) 21, des Petites Haies 1, rue Jean Lemaire B.P. 113, 94003 CRETEIL

Notre client, spécialisé dans la fabrication de matériel médico-chirurgical, filiale d'un grand multinational recherche un :

## Chef Comptable

Paris 240 000 Frs +

Vous supervisez les services comptables (7 personnes) : comptabilité générale, et fournisseurs, paie, fiscalité, trésorerie et reporting. Vous reportez au Directeur financier.

Vous avez une première expérience réussie à un poste de Chef comptable dans une entreprise anglo-saxonne et souhaitez élargir vos responsabilités au sein d'une entreprise en expansion. Vous possédez une excellente maîtrise des techniques comptables françaises (DECS) et anglo-saxonnes. Vous parlez et écrivez bien l'anglais et vous alliez rigueur et souplesse.

Envoyez votre CV à James Fortin ou lui envoyer un CV sous le n° 1111 au salaire actuel, sous réf. P1122 M à Michael Page International, 39-41 Parker Street, London W1A 1UL, Royaume-Uni.



Michael Page International

Specialists in Finance Recruitment

London - Brussels - New York - Sydney

## INTEGRER NOTRE CENTRE DE RECHERCHE APRES UN AN DE STAGE AUX USA

NOTRE GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS

recrute pour créer une nouvelle cellule de recherche

## UN SPECIALISTE EN SYNTHESE ORGANIQUE

Vous êtes titulaire d'un doctorat en chimie, et vous avez déjà effectué un stage post-doctoral, de préférence à l'étranger.

Vous avez comme compétence l'activité de la CHIMIE THERAPEUTIQUE.

Outre de bonnes connaissances d'anglais, vous maîtrisez les méthodes modernes d'analyse structurale, et possédez de sérieuses compétences en synthèse organique. La connaissance des techniques actuelles de "drug design" est un atout supplémentaire.

Après un stage d'un an aux USA, dans l'une des filiales du Groupe, vous rejoindrez notre Centre de Recherche basé en banlieue parisienne, où vous vous intégrerez à nos chercheurs déjà en place.

Si vous êtes intéressé, adressez votre lettre, CV, photo et prétentions à AUM Publicité - 20 avenue Franklin Roosevelt - 75008 PARIS, qui transmettra

## aum.

SOCIÉTÉ DISTRIBUTION COMPOSANTS ELECTRONIQUES cherche pour EVRY

## GESTIONNAIRE PARFAITEMENT BILINGUE ALLEMAND

- Comptabilité générale
- Administration
- Relations internationales.
- Poste évolutif.
- Niveau : débutant ESC, DUT...

Ad. CV + photo et prétentions à SEDI, 6, r. J.-Mermoz, 21 St-Etienne, 42000 Evry Cedex.

CLASSE PRÉPA HEC rech. Professeurs : - FRANCAIS - PHILO - HISTOIRE GÉOGRAPHIE Tel. pour R.V. : ECOSUP M. SAUREL - 06-72-74-00.

N° 1 du monde pour développer ses agences Paris. CONSEILLERS CAUD, H. ou F., dans des relations publiques. - Possib. d'évolution rapide. - Rémunération motivante. - Envoyer lettre manuscrite + C.V. sous le n° 1

LE MONDE PUBLICITÉ 11, rue de Montesson, Paris-7.

ATELIER D'ARCHITECTE DE RÉPUTATION INTERNATIONALE situé à Paris 6° recherche

## SECRÉTAIRE DOCUMENTALISTE

Bilingue : 1000 F/an. Rémunération : 1000 F/an.

Envoyer CV + photo sous n° 7332 LE MONDE PUBLICITÉ 6, rue de Montesson, Paris (77).

Dans le cadre de notre politique d'expansion, nous offrons des

## ingénieurs informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. SYSECA à GROUPE SYSECA.

Direction du Personnel, 315, boulevard de la Colline, 92230 SAINT-CLOUD CEDEX



SYSECA

(300 MF)

C.A. 850

collaborateurs dont

100 d'ingénieurs

est une équipe de

d'ingénierie informati-

que polyvalente d'un groupe

de taille internationale.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

مكتبة من الامم







## OFFRES D'EMPLOIS

## DEMANDES D'EMPLOIS

[illegible]

## Échanges extérieurs

**SECRÉTAIRE  
UN PRÉSIDENT**

anglais - Stano - Expé-  
rience en exp. adm.  
présentation et expér.  
langues : n° 7264  
**MONDE PUBLICITE**  
Paris-74

**EN** ■■■■ **BTS C-A**  
exp., 8 ans expér. adm.,  
import. Az. mer, terre,  
vins, légumes, fruits, etc.  
res. pers. Pays ou pro-  
prieté. Disponibilité immé-  
diate. Tél.: (1) 42-62-69-17.

**mes services**  
tél. : 96-27-58-84.

**locaux  
commerciaux**

**tions**

30 m du RER, locaux  
90-800 et 1600 m²  
2 niveaux à partir de  
80 f le m²/an

presq 350-700 m²

**locations  
meublées  
demandes**

**DALIGAUT**  
D'ENTREPRISE 78-82

**propriétés**

**PTE BERCY**

**LECHESNES RER**  
11-Léger sup. maison  
parc 2 113 m<sup>2</sup>, triple  
0 m<sup>2</sup>, 4 ch., cuis., tr. ch.,  
hab., terrasse, s. de  
bain, 200 m<sup>2</sup>, garage  
impossible, 1 985 000 F  
MOSELER 43-45-58-53.

de bails prop. bourgeoise  
v3, avenue, cd confu

3 garages de 3000 m<sup>2</sup> de  
 surface, à 15 km de  
 Paris, par 80 %  
 L. : 88-66-25-06,  
 M. : 88-88-87-04.

---

LES VILLES D'AVRAY  
 SUPERBE MAISON  
 récept., avec terrasse  
 8 chambre, jardin  
 300 m<sup>2</sup>, garage.  
 4.000.000 F.  
 M. : 45-67-22-88.

---

ORSAY, centre bourg  
 EXCEPTIONNELLE  
 L. 13 pièces, parcellé  
 maison, piscine, tout  
 parc. L. 10 000 F.  
 Tél. : 43-07-00-65.

---

3 km gare R.E.R.,  
 2 Maisons d'Extrême  
 35 km de Paris II  
 REVILLE (01)

u 1.000 m² de terrain  
 1 maison : 85 j.  
 100 cu. m., 2, de base,  
 double-couleur, 1er ét.  
 bois, carrelage, terrasse,  
 confort, chauffage cen-  
 tra : 475.000 F.  
 à bur. : 84-85-21-26.

UR, Maison Directrice  
 jardin 1.000 m² clos  
 de murs, bois.  
 t. : 45-81-00-95.

POUR ACHETER  
 SCS COMMISSIONS  
 immobilières, tous ré-  
 gions, toutes villes, im-  
 m. service 87-48-02-22.

E BERCY VILLE-  
 S. SUP. PPTÉ PARC  
 4. ch. 4 ch.  
 100 m² 100 m² habitat  
 bi-local, as-seul complet  
 ménage : 1 985 000 F.  
 PHOS. 43-45-88-53.

[illegible]

NATUT 05-07-09-11.

هكذا من الاصل



# Le Monde ECONOMIE

## Echanges extérieurs et compétitivité industrielle Un mois d'avril ne fait pas l'hiver

**L**ES résultats des échanges commerciaux de la France en avril ne laissent pas observer de dégradation. La dégradation du solde des produits manufacturés correspond-elle à un phénomène ponctuel, dû notamment à des mouvements de devises provoqués par l'attente

d'une dévaluation ? Ou tient-elle à des causes plus profondes ?

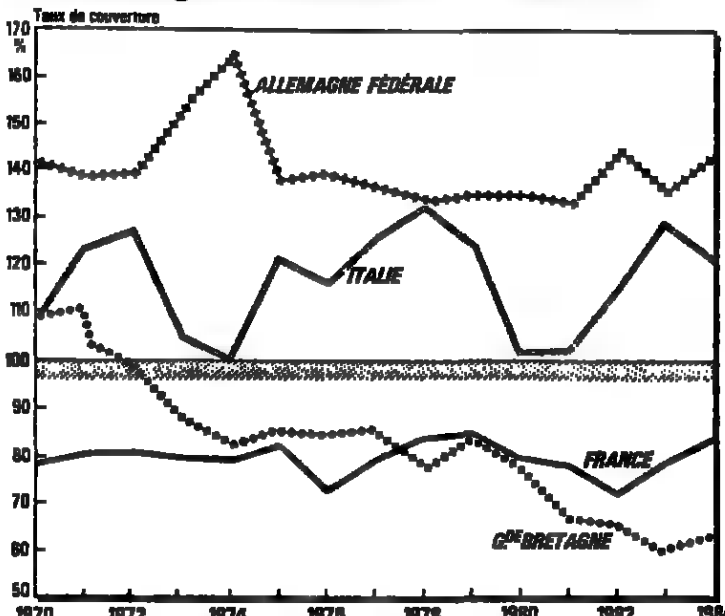
Dans un cas, il suffit d'attendre que les choses se rétablissent d'elles-mêmes. Dans l'autre, il faut sonner le tocsin. Pour les membres de l'Institut national de la statistique et des études économiques

**Sans le matériel militaire, le solde des produits manufacturés est devenu déficitaire**

savoir que la France s'est trouvée en déficit dans le commerce des produits industriels avec ses principaux rivaux, c'est-à-dire avec les dix pays qui sont ses fournisseurs les plus importants en la matière (1). Les tableaux qu'il a établis, et que nous publions, démontrent que

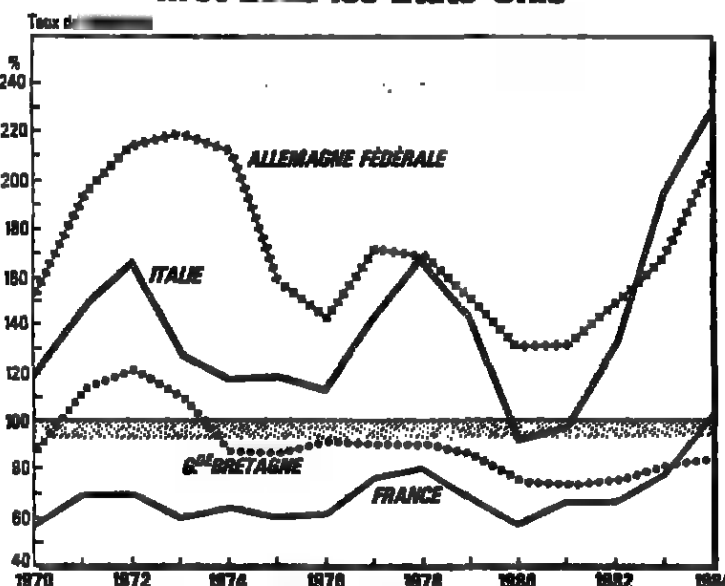
Paris est toujours mal placé dans la compétition avec les pays industrialisés. En avril, le déficit des échanges s'est nettement creusé avec les dix pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), tandis qu'est maintenu un excédent satisfaisant avec

### Echanges industriels avec les Dix...



Sur la période 1970-1984, la moyenne mensuelle arithmétique des taux de couverture industrielle avec les Dix s'établit à 141,65 pour la RFA, 117,58 pour l'Italie, 82,96 pour le Royaume-Uni, 79,82 pour la France. Pour la RFA, excepté 1973 et 1974, on s'écarte peu de la moyenne.

### ...et avec les Etats-Unis



Dans ces échanges de produits industriels avec les Etats-Unis, la France a été constamment déficitaire jusqu'en 1983 et n'a atteint en 1984 qu'un faible excédent.

En revanche, si, toutes choses égales par ailleurs, une fois le pessimisme gouvernemental écarté, il ne faut pas trouver devant une situation qui l'on pourrait qualifier de grave. Le ministre chargé des affaires étrangères, M. Michel Noir, craint en effet que l'excédent commercial ne se réduise à peu de chose - entre 0 et 10 milliards de francs cette année - malgré la diminution peut-être de la facture énergétique.

Son inquiétude porte principalement sur le secteur industriel, jusqu'à maintenant, malgré une baisse partielle des pertes occasionnées par les achats de pétrole. Bien qu'en déclin sur l'année précédente, le déficit a encore dégagé, en 1985, un excédent de 7,4 milliards de francs au premier trimestre, soit près de 10 milliards sur l'année. Qu'il ait été ramené à 3,3 milliards en mars et à 1,2 milliard en avril 1986 justifie les inquiétudes de M. Michel Noir, d'autant plus qu'on ne constate pas d'anomalies particulières. On pourrait même dire au contraire à certains égards, puisque, sur les 29 Airbus qui doivent être livrés cette année, 6 l'ont été au cours de ce seul mois d'avril.

Malgré tout, il est rare, le solde des échanges de produits manufacturés est devenu déficitaire - le 1,8 milliard de francs, - si l'on ne tient pas compte du matériel militaire. Depuis le premier choc pétrolier, un phénomène s'est produit que durant quelques mois en 1974 et, surtout,

en juin 1982, où même les ventes d'armes n'ont rien rapporté. En 1985, l'excédent mensuel moyen a été de 2,5 milliards de francs pour le matériel militaire. Il a été de 2,9 milliards pour le mois d'avril.

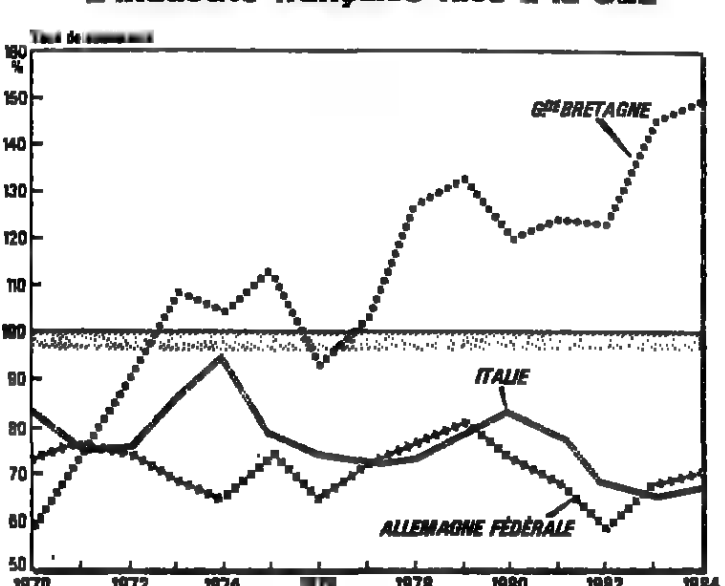
### Faussement

Les résultats, toujours ceux de dernier mois, font apparaître une dégradation des échanges dans les biens intermédiaires, pour lesquels, il est vrai, la nécessité de reconstituer les stocks ne faisait sentir, mais aussi dans les biens de consommation courante, dont le déficit est cinq fois plus important qu'en 1985, et pour les biens d'équipement ménager. Dans le dernier cas, ce sont les achats importants de télévisions qui auraient accentué le déséquilibre.

Quant aux biens d'équipement professionnel, ils restent, pour ainsi dire, « fausement » excédentaires de 3,8 milliards de francs (contre 4,8 milliards en moyenne mensuelle pour 1985). Hors matériel militaire, l'excédent du mois d'avril n'est plus que de 0,8 milliard, alors qu'il était de 2,2 milliards en moyenne mensuelle l'année dernière.

Les chiffres relatifs à l'équipement de plus en plus importants du secteur des produits industriels, qui pourrait venir tout le mal, l'ont passé récent (« Le Monde » de l'économie » du 29 octobre 1985), M. André Sellier avait attiré l'attention sur un point essentiel, il

### L'industrie française face à la CEE



Les deux problèmes de la France, de gravité comparable, sont ceux de l'équilibre des échanges industriels avec la RFA d'un côté, l'Italie de l'autre. Au contraire, en dépit de quelques à-coups, l'équilibre industriel avec le Royaume-Uni continue, lui, à s'accroître.

choses restées à l'état au cours de ces quinze dernières années, qu'on a vu l'Allemagne ne se rétablir pas avant longtemps.

La comparaison qui est faite avec la RFA, l'Italie et la Grande-Bretagne, pays à la population d'une grandeur comparable à celle de la France, prouve que

partenaires du tiers-monde (1,3 milliard de francs contre 1,6 milliard en moyenne mensuelle pour 1985). Il est difficile de préciser la part de matériel militaire dans cet excédent, mais il semble probable qu'elle continue à masquer les déficits.

Manquant de points forts, incapable d'équilibrer ses échanges avec les pays développés, la France est limitée par la reprise de la croissance (toute augmentation sensible de la demande intérieure - ménages ou entreprises - se traduit par un regain des importations). En serait-elle réduite à surveiller le baromètre des prix du pétrole, comme un navigateur les changements de pression atmosphérique ?

FRANÇOIS BOURG

(1) RFA, Italie, Etats-Unis, Union économique belge-luxembourgeoise, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Japon, Espagne, Suisse et Suède.

### Le « civil » en rouge

(En milliards de francs corrigés des variations saisonnières)

	Moyenne mensuelle 1985	Avril 1986
Ensemble des produits manufacturés	7 418	1 180
• Biens intermédiaires	2 198	- 2 198
• Biens d'équipements professionnels (1)	4 791	3 770
• Biens d'équipements ménagers	- 771	- 1 194
• Autos et autres véhicules de transport	2 677	2 130
• Biens de consommation	- 375	- 1 562
• Divers	497	234
Matériel militaire	2 557	2 949
Produits manufacturés hors matériel militaire	4 861	1 769

(1) Y compris matériel militaire.

## LE CONTRE-CHOC PÉTROLIER

### L'Arabie verte contrariée

Riyad a encore largement les moyens de ses ambitions alimentaires, mais le secteur privé doit prendre le relais.

**L**A nécessité des recettes pétrolières, qui a déjà coûté plus de 10 milliards de dollars à l'Arabie saoudite, aura des répercussions inévitables à tous les niveaux de l'activité nationale. L'adoption du budget a été en mars différée de cinq mois, dans l'attente d'une stabilisation des cours du pétrole. Ses objectifs seront probablement révisés à la baisse, de même que ceux du quatrième plan quinquennal 1986/1990 élaboré sur la base d'un baril à 25 dollars, et d'un dollar fort.

Il n'en reste pas moins que les Saoudiens demeurent très attachés à leur politique d'autosuffisance alimentaire. Si la production céréalière devrait s'effondrer cette année, les Saoudiens, fourragères notamment, prendront la relève. Un retour à l'état antérieur, c'est-à-dire au désert, est exclu : malgré la crise, les Saoudiens ont très largement les moyens de leurs ambitions.

Les grands équipements collectifs ayant été mis en place au cours des dernières années, et les investissements primordiaux réalisés, il s'agit maintenant pour eux de gérer ce qui existe, c'est-à-dire des firmes à capitalisation et spécificité technologique, en diminuant autant que faire se peut leur coûteux système de subventions, et en aidant le secteur privé à prendre graduellement le relais de l'Etat.

Trois mille tonnes de blé récoltées en 1978, 1,7 million de tonnes l'an dernier : ces deux chiffres donnent la mesure du prodigieux bond en avant réalisé par l'agriculture saoudienne en huit ans. Un bond en avant que le ministre de l'Agriculture, Cheikh Abderrahman Ibn Abdulaziz, en poste depuis 1975, justifie par la nécessité d'assurer « la sécurité alimentaire du royaume, fondement de notre indépendance nationale ».

Des moyens énormes ont ainsi été mis à la disposition de l'agriculture, longtemps négligée et maintenue dans un rôle de subsistance, mais aujourd'hui devenue la deuxième priorité du royaume, après la pétrochimie. Ces efforts ont été couronnés de succès : l'Arabie saoudite exporte désormais du blé vers les autres pays du Golfe. Elle est devenue autosuffisante en œufs, produits laitiers, pommes de terre, etc., mais qu'elle satisfaisait seulement 10 % de ses besoins il y a huit ans.

(Lire l'article de page 40.)

### Mauvaise passe en Algérie

La croissance risque de ne pas atteindre 3 %, taux inférieur au rythme d'expansion démographique

**Q**UEL que soit le goût des Algériens en général, et des Arabes en particulier, pour le verbe, l'époque est bel et bien revenue où l'on se grisait de mots. Crise oblige, l'après-pétrole n'est plus un projet, mais une réalité à laquelle les dirigeants algériens ont dû faire face depuis le dernier trimestre 1985. Peut-être, même, ont-ils été pris de court par l'effacement du prix du brut.

Alger, bien sûr, avait envisagé une baisse de ses recettes en 1986. Le plan pour 1986 tablait ainsi sur une diminution de 10 %. Mais bien malin qui aurait pu prédire, un jour, sous la barre des 10 dollars entraînant l'économie algérienne dans une spirale infernale.

La facture d'hier devient la facture d'aujourd'hui. 98,7 % des rentrées en 1985, estimées pour 1985 à quelque 12,6 milliards de dollars, sont directement liés à l'exportation des hydrocarbures. L'incapacité des pays producteurs, notamment des membres de l'OPEP, à

définir les prix officiels a d'ailleurs conduit l'Algérie à faire le contraire de ce qu'elle avait prévu jusqu'à la fin 1985. Elle accepte de négocier, depuis le début de 1986, des contrats à « netback » indexant les prix du brut sur les prix des produits raffinés sur le marché libre. Des compagnies espagnoles et la Yougoslavie ont été les premières à en bénéficier.

En outre, le gaz algérien est indexé sur un panier de différents bruts. Du fait de l'écart entre le cours officiel de ces bruts et leur prix sur le marché, ce gaz est quelque 30 % plus cher que ses concurrents directs. Les acheteurs, se sentant en position de force, se sont montrés intransigeants au moment de la renégociation des contrats.

Ainsi la Belgique a-t-elle choisi de s'en remettre à la Cour internationale de justice. La Haye pour son différend avec l'Algérie. Pour sa part, l'Italie demanderait une révision du prix à la baisse de 40 %, ce qui est inacceptable du point de vue algérien.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(Lire la suite page 41.)

**OCTOBRE 1986**

## Les 4 "Mastères" E.S.C.P.

- Audit international et comptabilité
- Management international
- Management des projets internationaux
- Management de la qualité (en partenariat avec l'Ecole spéciale des Travaux Publics et l'Ecole Centrale de Paris).

Les "Mastères" spécialisés (M.S.) :

- une formation d'excellence de 3<sup>e</sup> cycle,
- une vocation internationale,
- un label qui fait la différence, reconnu par la Conférence des Grandes Ecoles

Ecole Supérieure de Commerce de Paris

Pour information contacter  
Pascal MORAND - 79, av. de la République  
75543 PARIS Cedex 11  
Tél. : (1) 43 55 39 08 (poste 1156)  
Téléc. : ESCP 216784

**groupe escp**  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

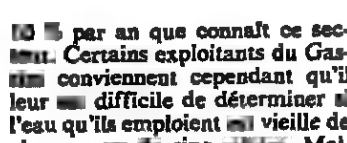


**Une tonne de blé coûte 600 dollars  
trois fois plus que si elle était importée**

Vu d'avion, le fort de l'Hercule C-130 des forces saoudiennes qui nous a amenés à Wadi-el-Dawasir, le siège du commandement de la région la plus proche, autrefois relais de caravanes, relié à Ryad depuis 1960 par une route nationale à un écart de 100 km.

A El-Dawasir, les moyens mis en œuvre sont imposants : routes, villages géants, ateliers de réparation et les installés par l'Etat. L'ordinateur règle le travail dans l'atelier de mécanique et 300 autres machines sont répertoriées pièce par pièce et régulièrement révisées. Il surveille encore la croissance des cultures, la distribution des pesticides et les engrais appliqués en quantités massives.

« Nous l'avons entrepris le projet qu'après avoir obtenu des assurances, nous n'apporterons l'assurance qu'après avoir recherché régulièrement », affirme M. A. Abibutea (quarante-neuf ans, directeur général du NADEC). Pourtant, les marais des ingénieurs ont dû rallonger d'un bon mètre les tables plongeant dans le nappe. Ce problème, l'es grande inconnue de l'agriculture saoudienne, est en principe hypothéqué. Le chiffre croît rapidement : 2,4 milliards de cubes en 1980 ; 3 milliards en 1983, l'agriculture employant 24 millions d'habitants.



Le remboursement aux agriculteurs de leurs achats de matériels et de leurs machines agricoles, sur simple présentation de devis. Il leur sera gratuitement engraissés, pesticides et produira prochainement, grâce à une nouvelle fondée l'an dernier la

En 2001, les ventes de papier ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'année précédente. Les ventes de papier ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'année précédente. Les ventes de papier ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'année précédente.

ANNÉES	TONNES
1978 .....	3 388
1979 .....	17 600
1980 .....	33 180
1981 .....	85 200
1982 .....	230 900
1983 .....	674 900
1984 .....	1 380 080
1985 .....	1 708 000

Les prévisions pour la récolte 1986 - 1406 de l'hectare - qui aura lieu fin juin-début juillet, ne sont pas encore connues. Elle devrait, pense-t-on généralement, se situer un peu en-deçà de l'an dernier, entre 1,5 et 1,6 million de tonnes de céréales.

ment économique ou d'écologie. Les responsables saoudiens n'hésitent pas à le reconnaître. « Nous voulions diversifier l'économie, se dépendre uniquement de ressources périssables comme le pétrole. (...) L'agriculture est la base de tout développement sans lequel il n'y a pas de réelle indépendance », affirme Cheikh Abderrahman. Mais l'Etat s'est-il rendu possible sans la révolution pétrolière ? Cette révolution massive, qui rendait impossible, à pareille échelle, et en un peu de temps, sa reproduction dans d'autres pays.

Que l'on en juge : 710 000 hectares de terres arables distribués gratuitement en quinze ans aux agriculteurs. En dix ans, les cultures ont passées de 100 000 à 2,3 millions.

L'Etat toujours lui, ostroie d'incompartiment prêts aux agriculteurs sans percevoir d'intérêts, conformément à la charia (le droit musulman) dont les Saoudiens sont les jaloux dépositaires. La Banque nationale de l'agriculture se ainsi doté 3,5 milliards de rials en 1983-1984, dont 1 milliard pour financer les travaux d'irrigation. Dans la même province de Gassim, les travaux ont commencé depuis 1980, quelque 10 milliards de rials ont été dépensés. Il s'agit de la région la plus aride aux dix ans - il suffit de manifester le désir de produire, l'Etat pourvu au reste », affirme un expert.

Ensemble, 4-11 milliards d'entreprises de fabrication des matériaux sont généralement distribuées pour lancer la production de bié. Importées des Etats-Unis, une machine de découpe coûte environ 200 dollars. Produite localement, elle revient à trois fois plus (cinq fois en 1980). Non compris l'amortissement du matériel, le coût de production d'un kilo de bié se situe entre 1 et 1 riel. L'Etat le rachète à l'an dernier à 2 rials, après avoir stimulé son prix à 50 % en deux ans.

« Noire objectif n'est pas de produire des excédents ni de développer une agriculture céréalière tournée vers l'exportation. Il est de satisfaire nos besoins », déclare Cheikh Abderrahman. « L'impulsion initiale a été donnée par l'Etat, ajoute-t-il. Le secteur privé maintient maintenant le rythme. »

**RICHARD HEUZE**

(1) 1 rial = 1.9 franc.

**M**EMBRES de la famille royale, grands commis de l'Etat, officiers supérieurs des forces armées, ont investi massivement dans l'agriculture ces dernières années. Autant sans succès d'ailleurs pour éviter l'exemple qu'attirait par un pleur rémunérateur. En se souvenant aujourd'hui à la tête du royaume gèmits.

Tel le prince Abdul Al Fayzal, fils de feu le roi Fayçal, qui a fondé l'As-Saïd, société active en 1958 et qui a pu au sud de Ryad, où ranch-monde de quinze mille vaches laitières de race frisonne, le plus grand du royaume. Tel Mohammed Al Mutair, général à la retraite devenu propriétaire d'une ferme de 20 000 hectares, avec 3 200 plantés en blé, près de Buraydah, dans le désert. Ou encore Rahman Al Suwayd, fonctionnaire du gouvernement de Ryad, qui a donné à son fils Tarik, un jeune homme de vingt-quatre ans fraîchement sorti de l'université, la gestion d'une exploitation d'un millier d'hectares aux portes de la capitale.

Le prince reconverti à l'agriculture, le prince Muqrin ne cache pas ses motivations au général capitaliste. Il a accepté de presider l'As-Saïd « l'unique condition, dit-il, que l'Etat n'interfère pas dans sa position ». Son souci majeur : « Faire de l'argent, améliorer les investissements », il se félicite des résultats : « En cinq ans, et grâce à Dieu, nous avons transformé un désert en une riche vallée agricole », souligne-t-il.

Il n'y avait que 9 000 hectares cultivés dans la province de Ryad, les cultures s'étendant aujourd'hui sur 130 000 hectares et devraient atteindre 145 000 hectares l'an prochain. Pour cela, l'Etat a prêté 11 milliards de riyals aux agriculteurs de la province, remboursables en six ans. Certains se sont déjà acquittés de leurs obligations. « L'Etat doit intervenir au départ, créer l'impulsion. Ensuite, il est essentiel, vital, que les agriculteurs prennent en leur propre destin », affirme le prince.

La case la plus typique est celui du prince Muqrin Ibn Abdallah, frère du roi Fahd et gouverneur de la province du Haïl, devenu président du conseil régional HADCO (Haïl Agricultural Development Co), un domaine de 17 000 hectares de Haïl qui est sous doute - HADCO excepté - la plus vaste ferme céréalière du Proche-Orient. HADCO a récolté l'an dernier 118 400 tonnes de Haïl représentées par 7 500 tonnes de production céréalière.

Personnalité dotée d'un grand charisme, ancien pilote

leur gigantisme permet à HADDOQ de rassembler les techniques les plus modernes : ces exploitants-managers, formés dans les méthodes intensives américaines, n'y manquent pas. Le Ministère n'a plus à se soucier pour eux : tout fonctionne par saison, la Marina Londeux fournit le matériel des pêcheurs même si ceux-ci sont pris aux infrarouges, qui permettent de voir à l'écran les poissons des cultures et les dépôts provoqués par le

**INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT**

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées Harvard U. (Conn.), Northeastern U. Boston (Mass.), FNU U. (N.Y.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4<sup>e</sup> année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat + 1 année de formation en 2<sup>e</sup> année (DEUG, DUT.)

Renseignements : IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél. : (1) 47 34 38 23  
International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
1<sup>re</sup> langue : \_\_\_\_\_  
tél : \_\_\_\_\_

■ Member of the Leading Hotels of the World ■

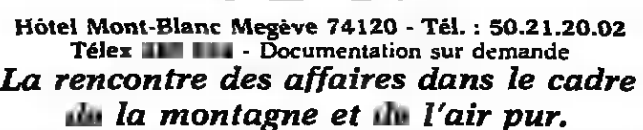
**625 F**

Ce prix (625 F) comprend par personne :

- Hébergement en chambre double (200 F) ■ supplément pour une chambre individuelle
- Petit-déjeuner savoyard
- Salle ■ réunion
- 2 ■ rafraichissantes café
- Déjeuner gastronomique, café compris


■ l'hospitalité au d'un village ■ montagne. ■ réunion équipées, ■ piscines, golf, ■ télécabines.


■ valable du 15 juin ■ 15 Décembre ■ disponibilité ■ réservation préalable



**Prochaine session de recrutement le 27 juin 86**

 **Nom** \_\_\_\_\_  
**Age** \_\_\_\_\_  
**Diplôme** \_\_\_\_\_  
**Adresse** \_\_\_\_\_

**IGS** souhaite recevoir une brochure détaillée de l'institut de gestion  personnel.

**63, avenue de Villiers, 75017 PARIS**  
établissement  d'enseignement supérieur

ہی کہذا من الاصل







## Les statistiques, le réel et le marché

هكذا من الاصل



# CES DIX PATRONS MODÈLES DÉTESTENT LA CAMPAGNE



Jean-Loup [ ] a photographié ces dix patrons [ ] dans la ville où [ ] implantée leur entreprise : Melun-Sénart. [ ] gauche à droite : M. Fano (SOGIF - L'Air Liquide), M. Bosset (Société Générale), [ ] Fayet [ ] Tour (Citroën), [ ] Besnard (BDF - Nivea), [ ] (UGAP), [ ] (MAI), M. Gassier (Berger), [ ] Rivière (UMHS), M. Tassy (Berger), [ ] Denisot (Société Laitière Véron).

Berger, Nivea, Citroën, la Société Générale, la Société Laitière Véron, la Société des Gaz de l'Ile-de-France, l'Union Métallurgique [ ] la Haute-Seine, l'Union des Groupements d'Achats Publics, Maintenance Agricole [ ] Industrielle.

Ces dirigeants, qui ont choisi Melun-Sénart, sont des modèles de réussite.

Leur ville : un immense espace développé [ ] l'américaine. A trente minutes de Paris, entre la forêt de Sénart [ ] Melun.

Leur partenaire : Melun-Sénart.

Partenaire dès la mise [ ] point du projet d'implantation de l'entreprise : Melun-Sénart [ ] une [ ] technique complète.

Partenaire [ ] longue durée : Melun-Sénart immobilise pendant trois ans, [ ] frais, l'espace dont [ ] aurez besoin pour votre croissance.

Partenaire [ ] vie quotidienne : Melun-Sénart réserve à votre personnel la maison de son choix et lui donne un accès préférentiel à tous [ ] équipements sportifs, culturels, commerciaux.

Melun-Sénart. Et si, demain, votre entreprise réussissait elle aussi son implantation ? Si vous aviez pour [ ] l'espace [ ] atouts de Melun-Sénart ? Et si, tout simplement, [ ] aimiez Melun-Sénart ?

Pour [ ] savoir plus sur Melun-Sénart et le contrat "Partenaires", veuillez retourner votre carte à l'adresse suivante : EPAMS, La Grange-la-Prévôté, 77547 Savigny-le-Temple Cedex.



## Melun-Sénart : un nouveau mode de ville.







A « RTL-LE MONDE »

M. Madelin annonce le gel des subventions à la Chapelle-Darblay

Invité de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde », le 1<sup>er</sup> juin, M. Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, a affirmé qu'il voulait « mettre fin à une sorte de police d'assurance tous risques, qui entraîne un laxisme invraisemblable dans la gestion des entreprises ». M. Madelin exige donc que lui soient présentés des « plans concrets », que ce soit pour Renault, CDF-Chimie, la sidérurgie ou les chantiers navals. Renault doit devenir une « entreprise comme les autres », a déclaré le ministre en précisant que son objectif était le redressement de l'entreprise à la fin de 1987. Ce qui est en parfaite concordance avec les objectifs de M. Besse qui a toujours affirmé, depuis son arrivée à la tête de Renault début 1985, qu'il lui fallait trois ans pour redresser le groupe.

Sur les chantiers navals, M. Madelin souhaite « revenir le plus tôt possible à un système clair et identifié d'aide à la commande qui soit compatible avec les règles européennes ». Le ministre a, d'autre part, dénoncé « l'abus de biens publics » que constituait le dossier de la Chapelle-Darblay, considérant que le précédent gouvernement, et en particulier M. Fabius (dans la circonscription duquel se trouve cette société), avait abusé des facilités gouverne-

mentales pour sauver cette entreprise ». M. Madelin a d'ailleurs annoncé que « lancée par la Communauté européenne », il avait pris la décision de geler les subventions qui restent à venir pour la Chapelle-Darblay.

M. Madelin a également annoncé qu'un accord devrait intervenir dans les prochains jours sur le dossier Valéo, entre les différents intéressés (l'italien de Benedetti, les pouvoirs publics, et les constructeurs automobiles français).

Rappelant que sa fonction n'est pas de distribuer des subventions, M. Madelin veut se faire l'avocat de la compétitivité des entreprises françaises en leur assurant un environnement favorable. Pour favoriser la création d'emplois, M. Madelin a obtenu qu'un dispositif de « zones d'emplois » soit inscrit dans le projet de loi d'habilitation économique. Lorsque la loi sera votée, M. Madelin aura ainsi, selon lui, la possibilité de créer de telles zones par ordonnance, dans lesquelles les conditions fiscales et réglementaires seront aussi favorables que dans les autres pays européens. Un allègement de charges sociales pourrait également être envisagé pour attirer des emplois dans les régions sinistrées.

SOCIAL

AU CLUB DE LA PRESSE

M. Philippe Séguin « ne serait pas étonné » par une augmentation du chômage

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, redoute une aggravation du chômage. Invité du « Club de la presse d'Europe », le 1<sup>er</sup> juin, il a déclaré qu'il « ne serait pas étonné que les prochains mois se traduisent par une augmentation non négligeable du nombre de demandeurs d'emploi ».

En se gardant « de tout pronostic chiffré et de tout calendrier », le ministre a avancé deux raisons qui justifiaient son pessimisme. « La situation économique » du pays et l'« effet différé » des mesures que le gouvernement « prend ou essaie de prendre ». « Depuis deux mois, nous ne sommes toujours pas parvenus à faire voter une loi », a expliqué M. Philippe Séguin, qui a insisté sur l'« obstruction de l'opposition socialiste ». L'allongement des délais, entre l'annonce des projets et leur mise en place, affaiblit « la crédibilité du gouvernement ». A propos du programme d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes, M. Séguin a souligné que ce plan, qu'on pouvait « raisonnablement voir appliquer durant la deuxième quinzaine de mai ne le sera que début juillet ».

« Les premiers effets seront ainsi différés à la rentrée, en septembre-octobre ».

Comme il l'avait déjà fait, M. Séguin a profité de l'occasion pour renouveler son appel en direction des chefs d'entreprise. « Ne

vous fondez pas sur des hypothèses politiques pour ne pas répondre aux incitations gouvernementales », a-t-il ajouté.

D'autre part, le ministre des affaires sociales a annoncé qu'il s'emploierait à supprimer « la scandaleuse solution de continuité » qui existe entre la fin de l'indemnisation des chômeurs par l'UNEDIC et leur entrée dans le système de solidarité, financé par l'Etat. Quatre mois s'écouleront pour le passage entre les deux systèmes, selon le ministre, pendant lesquels le chômeur est « privé de toute rémunération ».

Sur un sujet proche - celui de la revalorisation des indemnités versées aux chômeurs en fin de droits - M. Bergeron avait annoncé, la semaine dernière, son intention d'intervenir. Le secrétaire général de Force ouvrière devait écrire au premier ministre pour lui demander de « concrétiser ses intentions ». Dans une lettre adressée au CNPF et à la CGPME, il réclamait « que des négociations s'engagent (...) en vue de la revalorisation des garanties offertes par les ASSEDIC ».

Le retraitement du SMIC au 1<sup>er</sup> juin a été publié au Journal officiel du 31 mai a publié un arrêté du ministère des affaires sociales portant relèvement du SMIC au 1<sup>er</sup> juin. Conformément à ce qui était prévu (le Monde daté 1<sup>er</sup> juin), le SMIC est augmenté de

ÉTRANGER

En Belgique

Le plan d'austérité suscite une opposition croissante

De notre correspondant

Bruxelles. - Plus de cent mille personnes ont défilé, samedi 31 mai, dans le centre de Bruxelles pour protester contre le plan d'austérité, annoncé le 23 mai, par le gouvernement de M. Wilfried Martens. Cette manifestation, organisée par le Parti socialiste et le syndicat qui lui est proche, la FGFB, a été une des plus importantes qu'aura connues la Belgique depuis la fin de la guerre.

Le gouvernement cherche à économiser près de 200 milliards de francs belges (1) sur le budget du pays qui est un des plus endettés d'Europe. Principales victimes de ce plan, l'enseignement, la Sécurité sociale, la santé.

La manifestation de samedi venait, en quelque sorte, « couronner » un mois de mai socialement très agité puisqu'il aura connu trois journées de grève générale des services publics, de violents affrontements entre la police et les mineurs du Limbourg, ainsi que de nombreux débrayages « sauvages », notamment dans les chemins de fer en Wallonie ou les bus et les trams à

Bruxelles. Ces mouvements, à quelques exceptions près, ont été davantage marqués dans la partie francophone du pays qu'en Flandres, où le syndicat chrétien - la CSC - est majoritaire et moins combatif pour le moment que son homologue socialiste. Ainsi, le puissant patron des syndicats chrétiens flamands ne cachait pas son soutien au premier ministre. Or tout apparemment a basculé le 27 mai. Au cours du congrès de la CSC, celle-ci, violemment poussée par sa base, a, en effet, demandé au gouvernement de modifier son plan d'austérité en supprimant notamment l'enseignement et l'emploi. Les professeurs de l'enseignement privé, soutien traditionnel des partis sociaux-chrétiens, sont, en effet, particulièrement violents à l'égard du plan d'austérité.

Que va faire le gouvernement maintenant qu'il doit aussi affronter la contestation de la base chrétienne ? Si, à l'intérieur de la coalition gouvernementale, certains, notamment à la gauche des sociaux-chrétiens, semblent disposés à lâcher un peu de lest, il n'en va pas de même pour les libéraux, qui estiment vital pour l'avenir et la réputation de la Belgique de ne pas revenir sur le plan d'économies. Tout semble donc possible.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(1) 100 FB = 15,6 FF.

FINANCES

Le Crédit d'équipement des PME pense au tourisme

« L'industrie du tourisme et l'hôtellerie, qui ont vécu ces dernières années avec des taux d'intérêt négatifs et des prêts hyperbonifiés, doivent se familiariser avec un contexte radicalement différent, caractérisé par des taux d'intérêt positifs, la baisse de l'inflation aidant. Les dossiers ne sont plus, et chaque projet doit comporter maintenant au moins 10 % à 35 % de fonds propres. Les besoins en capital se font cruellement sentir... », explique M. Pierre Jarrazin, directeur général adjoint du Crédit d'équipement des PME.

Quand on sait que le CEPME est né de la fusion intervenue en 1980 entre la Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel (CCCHCI) et la Caisse nationale des marchés de l'Etat, on comprend que cet organisme éprouve encore quelque intérêt pour le financement des secteurs de l'hôtellerie. Il lui a ainsi accordé en 1985 près de 4 300 prêts à long terme pour un montant de 2,7 milliards de francs, soit 20 % du total des prêts à long terme consentis par le CEPME l'année dernière. Mais l'heure est à la prise de risques, encore que l'expression fasse sourire plus d'un banquier, et le Crédit d'équipement des PME, qui entend diversifier ses modes d'intervention dans le secteur du tourisme, vient de créer Promoteur Investissement. Cette société de capital-risque, dotée de 15 millions de francs, est détenue par le CEPME et par sa filiale d'ingénierie touristique Promotour. Elle « interviendra en fonds propres auprès d'entreprises du secteur du tourisme en création ou en développement ».

Parallèlement, Promoteur Investissement, dont la présidence est assurée par M. Sarrazin, la direction générale étant confiée à M. Jean-François Tassin, directeur du tourisme et de l'hôtellerie au CEPME, détendra les intérêts de cet établissement dans l'avenir. Une seconde structure de capital-risque élargie, elle, à d'autres partenaires. Autour du capital de 36 millions de francs,

trouveront place, en effet, sur une base égalitaire, outre le Crédit d'équipement des PME, la Caisse des dépôts-développement, le Crédit national, Paribas, le Crédit agricole (via sa banque d'affaires UEI) et le Comptoir central de matériel d'entreprise (CCME).

Sacrifiant à la mode des fonds propres « autour de laquelle tout le monde gesticule en ce moment », le CEPME entend intervenir en association avec de futurs partenaires (fédérations et syndicats professionnels) à un double niveau :

• des projets « à dimension humaine » : entreprises personnelles ou familiales, projets indépendants ou en chaînes volontaires dans l'hôtellerie... ;

• des dossiers plus « massifs », compte tenu des investissements requis : parcs de loisirs, chaînes de remise en forme (une activité rentable et promise à un bel avenir, paraît-il), formes d'hébergement collectif et, surtout, chaînes d'hébergement pour le quatrième âge, une formule qui séduit beaucoup les municipalités.

Ces projets qui ont pour objet de financer en « venture capital » le secteur des loisirs (sans englober pourtant les « loisirs forcés »). On sait que M. Albin Chalandon a émis le vœu de voir des financiers s'intéresser aux prisons... N'excluent pas la recherche du profit sur le capital investi. Dans le cas de Promoteur Investissement, c'est davantage le portage (détention des titres en portefeuille) et le dividende qui sont visés, plutôt qu'une forte plus-value à l'occasion d'une sortie ultérieure au marché financier. Pour l'avenir, en revanche, la rentabilité liée directement à la plus-value tirée d'une opération boursière reste l'objectif, comme il est de règle dans les activités de capital-risque.

SERGE MARTI.

• Mexique : forte baisse en valeur des exportations pétrolières. - Le commerce extérieur du Mexique est resté excédentaire de 797 millions de dollars au cours des quatre premiers mois de l'année. Cet excédent a cependant fondu par rapport à la même période de 1985, du fait d'exportations pétrolières passées de 4,7 milliards de dollars à 1,9 milliard de dollars.

• GRÈCE : inflation toujours forte. - Les prix en Grèce ont augmenté de 1,5 % en avril par rapport à mars. En un an (avril 1985 à avril 1986), la hausse des prix est de 24,7 %.

• ERRATUM. - Le déséquilibre commercial des Etats-Unis a atteint 55,5 milliards de dollars pour les quatre premiers mois de 1986, soit 166,5 milliards en rythme annuel et non 220 milliards, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde des 1<sup>er</sup>-2 juin, en page 15.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'AIR LIQUIDE

compte 250.000 actionnaires.

Qui dit mieux ?

Les actionnaires de L'AIR LIQUIDE :

APPRECIENT

leur nombre, et donc leur force.

Ils n'étaient que 140.000 il y a 10 ans.

VOIENT

la capitalisation boursière de leur société multipliée par 10 en 10 ans.

SE PARTAGENT

400 millions de francs de dividendes en 1986 contre 83 millions de francs en 1976.

BÉNÉFICIENT

de 8 attributions d'actions gratuites en 10 ans.

SONT

régulièrement et complètement informés sur leur société.\*

PARTICIPENT

à l'expansion d'un Groupe performant, leader mondial des gaz industriels.

\* Prix du meilleur Rapport Annuel 1985 de la Vie Française.

« Ces actionnaires, nos partenaires nous honorent de leur confiance parce que nous maintenons depuis de nombreuses années une politique de juste rémunération du capital. Cette politique sera poursuivie dans l'avenir. »

Edouard de Royere  
Président-Directeur Général



APPRENDRE LES LANGUES  
PAR TÉLÉPHONE

SPECIAL PROMOTION JUIN 1986  
DIX LEÇONS : 500 F TTC

anglais, allemand, espagnol  
italien, français  
Tél. 42-65-48-84



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du Comptoir des entrepreneurs s'est tenue le 29 mai 1986. Toutes les résolutions soumises au vote des actionnaires ont été adoptées. Parmi elles figure notamment l'affectation du bénéfice net de l'exercice, de 38 millions de francs. L'assemblée générale a fixé le dividende à 6 francs par action, auquel s'ajoutent 3 francs d'impôt déjà payé au Trésor. Il est rappelé qu'un acompte de ce montant a déjà été mis en paiement le 31 décembre 1985. Au cours de l'assemblée générale, M<sup>me</sup> Françoise Dufour, président-directeur général du Comptoir des entrepreneurs, a prononcé l'allocution suivante :

Mesdames, Messieurs,

L'activité et les résultats financiers de 1985 ont été marqués par une évolution contrastée dans chacun des deux secteurs d'intervention du Comptoir des entrepreneurs.

Pour le secteur des prêts aidés par l'Etat, le niveau des prêts accordés s'est situé largement en baisse par rapport à l'exercice précédent (- 36 %), tandis que l'encours (fin 1985) marquait un palier par rapport à celui atteint à fin 1984. Si la marge financière a pu progresser de 4,4 %, c'est en raison de l'augmentation des encours moyens annuels d'un exercice à l'autre (+ 8,8 %).

La diminution des aides à la pierre accordées par l'Etat sous forme de prêts à l'accession à la propriété (PAP) ainsi qu'une baisse plus forte que prévue de la part de marché occupée par CDE dans l'ensemble des PAP distribués par le circuit du Crédit Foncier de France ont conduit à ces résultats.

A l'inverse, le secteur privé s'est caractérisé par une très forte croissance de la production des prêts accordés (+ 60 % par rapport au niveau atteint l'exercice précédent), due, pour une bonne part, aux efforts déployés par la société pour développer ses implantations régionales. L'encours des prêts a augmenté d'environ 12 % d'un exercice à l'autre ; la marge financière, avant provisions, a progressé, quant à elle, de 13 %.

Compte tenu de cette double évolution, les produits de gestion (essentiellement les marges des prêts) ont augmenté de 8,2 % par rapport à 1984.

Dans le même temps, les charges de gestion ont progressé plus rapidement : + 9,4 %, dont 6,8 % pour les frais de personnel et 20,1 % pour les autres charges de fonctionnement et d'investissement. Ce taux élevé de croissance illustre l'engagement de CDE dans un vaste programme d'investissements. Celui-ci est destiné d'une part au développement nécessaire de l'équipement informatique et bureautique des services pour améliorer la productivité du personnel, d'autre part à l'extension des sites régionaux pour accroître la compétitivité de la société face à une concurrence accrue.

L'exercice a également été marqué par la constitution d'importantes provisions pour couvrir des pertes sur créances et des risques sur des prêts complémentaires à PAP, notamment (133 millions de francs, contre 70 millions de francs en 1984).

Cette situation, due en grande partie aux effets de la désinflation sur l'endettement des ménages, mesure l'aggravation des difficultés financières rencontrées par de nombreux emprunteurs à revenus modestes, population la plus nombreuse à CDE.

Cette forte progression des provisions en 1985 a contribué à détériorer lourdement le résultat de gestion de l'entreprise, qui, d'un excédent de 48 millions de francs pour 1984, passe à un déficit de 13 millions de francs.

Cependant, en raison d'importantes plus-values boursières dégagées par la vente de titres, le résultat net de l'exercice est bénéficiaire de 38 millions de francs, contre 22 millions de francs en 1984.

La structure particulière du résultat de l'exercice a conduit la société à limiter à 9 francs le dividende global par action (dont 3 francs d'impôt fiscal). Cette limitation volontaire permet, en effet, de mettre en réserve une bonne partie des plus-values réalisées en 1985 et d'augmenter les capitaux propres que la société pourra consacrer à son développement ultérieur.

Ces résultats, annoncés début mars, n'ont pas empêché une appréciation favorable des milieux financiers, puisque le cours de l'action et le volume des transactions enregistrées quotidiennement ont fortement augmenté. C'est le signe que le marché partage notre

confiance en l'avenir de cette entreprise.

Les perspectives pour l'exercice en cours confirment les tendances déjà observées en 1985 pour les deux secteurs dans lesquels CDE intervient.

Le secteur public se situe à des niveaux proches de ceux prévus par le protocole d'accord conclu en 1982 avec le Crédit Foncier, sous l'égide de la direction du Trésor, pour les PAP du secteur diffus ; en revanche, ils sont très inférieurs à ceux attendus pour les PAP du secteur groupé, ce qui, au total, entraîne une baisse de l'encours des prêts aidés, contrairement à ce qui était prévu dans le protocole.

L'activité du secteur privé continue de progresser à un rythme élevé ; il en est de même pour les encours.

Pour les quatre premiers mois de 1986, le montant des prêts accordés dans les deux secteurs atteint 6,1 milliards de francs, contre 6,7 milliards de francs pour la période correspondante de 1985 (- 8,9 %), cette baisse étant entièrement imputable au secteur public. Elle a comme conséquence une diminution de l'encours global de la société qui s'établit à 79,6 milliards de francs à la fin du mois d'avril 1986 (soit - 2,2 % par rapport à l'encours atteint fin 1985), entraînant par là même une progression des produits de gestion inférieure aux dépenses de gestion.

Ce phénomène est aggravé par le niveau des provisions à constituer, qui, en fin d'exercice, devrait atteindre un montant sensiblement identique à celui de 1985.

Dans ces conditions, le retour à l'équilibre du résultat courant de gestion pour 1986 paraît d'ores et déjà compromis. Seule la réalisation d'importantes plus-values sur titres permet d'escompter un résultat global positif.

Face à cette situation préoccupante pour l'avenir de la Société, un plan d'action à cinq ans a été élaboré et présenté à votre Conseil d'administration qui en a admis les grandes lignes. Ce plan a pour objectif de définir les conditions d'un retour rapide à l'équilibre d'exploitation de votre société.

Le premier volet consiste à obtenir de l'Etat un strict respect du protocole de 1982 jusqu'à la fin 1986 et, à partir de 1987, une nouvelle définition des rôles respectifs de CDE et du Crédit Foncier dans le secteur aidé.

En effet, les difficultés qu'éprouve actuellement votre société pour équilibrer ses résultats de gestion découlent en grande partie de la mauvaise application de l'accord 1982, ce qui a comme conséquence de priver l'entreprise d'une partie des encours qu'elle attendait, et par là même des marges correspondantes. C'est pourquoi un réexamen des accords passés est en cours à la direction du Trésor, dans le but d'opérer avant la fin de l'exercice les ajustements qui s'imposent, compte tenu de la situation. D'autre part, cette étude a pour but de procéder à un nouvel examen des rôles respectifs de CDE et du CFF, afin d'assurer de façon stable et durable, dans le secteur des prêts aidés, le partage d'activité entre chacune des deux institutions financières spécialisées.

Le deuxième volet concerne l'intensification du développement du secteur privé de CDE. La perspective d'un certain désengagement de l'Etat dans le financement de la construction incite votre société à accélérer cette diversification. L'action engagée depuis plusieurs années doit permettre au Comptoir des entrepreneurs d'acquiescer sa pénétration sur les marchés régionaux, face à une concurrence accrue. Le développement de ce secteur s'appuiera sur un projet cabré d'entreprise destinée à guider les activités du Comptoir dans les cinq prochaines années. Ce projet a été précédé d'un travail sérieux effectué à l'intérieur de cinq commissions composées de salariés de toutes caté-

gories. Les grandes orientations concernent l'élargissement des produits vers les particuliers, vers les professionnels, la poursuite de la modernisation par l'investissement informatique et bureautique, permettant notamment l'introduction de nouvelles techniques de communication et le renforcement du « savoir-faire » du personnel de la société. Les modifications statutaires que vous propose le conseil d'administration et qui permettront d'élargir le champ d'activité de CDE s'inscrivent dans cette perspective.

L'ensemble du dispositif qui vient d'être décrit ne serait cependant pas suffisant pour assurer, à long terme, un développement harmonieux de votre société.

Des mesures d'économie destinées à contenir la progression des charges courantes de gestion sont en cours de négociation avec les pouvoirs publics et les partenaires sociaux de l'entreprise. Ces mesures ne peuvent en aucun cas toucher l'investissement qui reste nécessaire pour assurer les gains de productivité indispensables. Elles sont douloureuses, car elles sont toutes d'ordre social ; elles paraissent cependant inévitables pour permettre d'envisager l'avenir avec confiance. La plus importante de ces mesures concerne la signature avec l'Etat d'une convention de pré-traité ASFAPE, qui s'inscrit dans le cadre de suppressions d'emploi pour raison économique : environ 170 personnes sont concernées, soit 8 % de l'effectif total de l'entreprise. Les conditions combinées de la convention collective de l'établissement et de la convention FNE créent pour le personnel concerné des conditions financières de départ qui n'obtiennent pas sensiblement leur pouvoir d'achat jusqu'à l'âge normal de leur retraite. Ce départ important de personnel devra être compensé par un complément d'investissement et de formation professionnelle destinés à améliorer la compétitivité des agents de CDE. L'effet bénéfique de l'ensemble des dispositions proposées se fera sentir dans le compte de résultats dès 1987.

Enfin, dans le cadre de l'autorisation que vous avez donnée au conseil d'administration, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 7 juin 1984, de porter le capital social de CDE, ce sont plusieurs fois, jusqu'à un montant maximum de 500 millions de francs, la Société envisage de procéder à une augmentation de capital. D'autres dispositions suivront, l'ensemble ayant pour but le doublement des fonds propres du Comptoir des entrepreneurs, qui constitue l'accompagnement indispensable des activités du secteur privé.

Institution financière spécialisée dans le domaine du logement, le Comptoir des entrepreneurs traverse aujourd'hui une phase difficile, qui appelle des mesures structurelles. Celles-ci ont été présentées au conseil d'administration dans sa séance du 21 mai dernier constituant un ensemble équilibré faisant appel à toutes les parties prenantes :

- à son personnel, puisque celui-ci est invité non seulement à concourir à l'élaboration du projet d'entreprise et à la mise en œuvre accélérée de la diversification vers le secteur privé, mais également à accepter un effort négocié de solidarité dicté par la nécessité ;

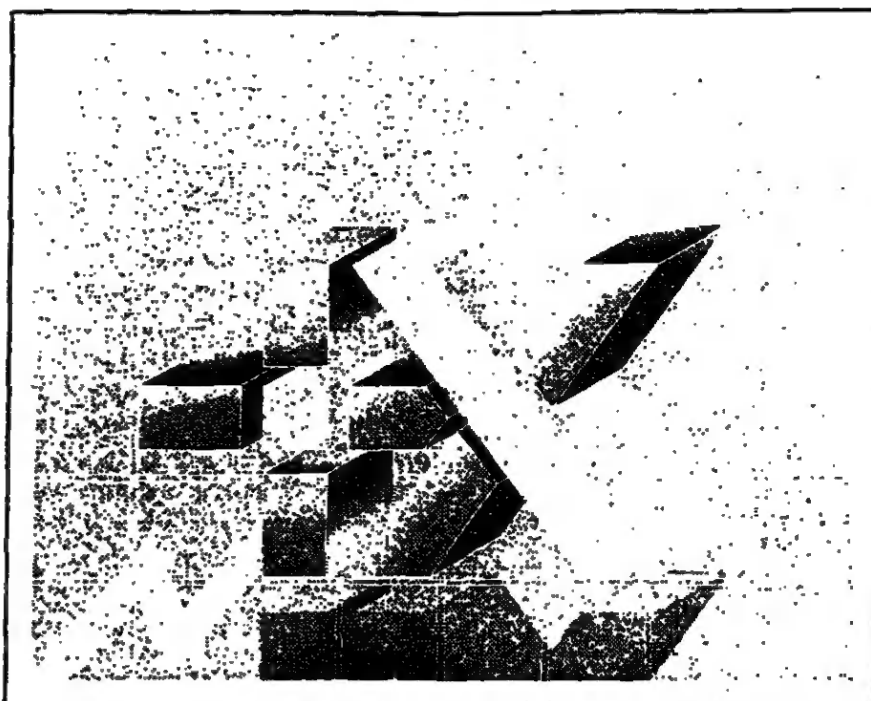
- au marché financier, puisque le Comptoir, société privée cotée en Bourse, se propose de doubler ses fonds propres dans un avenir proche ;

- à l'Etat, puisque c'est de lui que dépendent, en définitive, l'ampleur et les conditions d'exercice de la mission de service public dévolue à CDE dans le secteur des logements aidés.

Par cet ensemble équilibré, et grâce à la compétence et au dynamisme de son personnel, le Comptoir des entrepreneurs entend bâtir, au service de sa clientèle, un avenir qu'il envisage avec confiance.

## GRUPE DES BANQUES POPULAIRES

# EMPRUNT PRINTEMPS 1986



## EMPRUNT A TAUX FIXE DE 1 MILLIARD DE FRANCS

Prix d'émission : F 5000.

Jouissance et règlement : le 23 juin 1986.

Durée : 10 ans.

Intérêt annuel et taux de rendement actuariel brut pour le souscripteur : **8%** soit F 400 par obligation payable le 23 juin de chaque année et pour la première fois le 23 juin 1987.

Amortissement : in fine le 23 juin 1996.

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 86-194 en date du 28.5.1986 est tenue sans frais à la disposition du public.

SOUSCRIPTION  
AUPRES DE 1823 GUICHETS  
DU GROUPE

**Bank Populaire**  
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

EMIS PAR  
LA CAISSE CENTRALE  
DES BANQUES POPULAIRES

## elf gabon

### AVIS AUX ACTIONNAIRES

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon se tiendra à Libreville, le 12 juin prochain, pour statuer sur les comptes de l'exercice 1985 et pour décider de dividendes à distribuer au titre de cet exercice.

Le président et le conseil d'administration d'Elf Gabon invitent les actionnaires qui n'auront pu se rendre au Gabon à l'occasion de l'assemblée générale - notamment ceux résidant en France - et de manière générale toutes personnes intéressées, à une réunion d'information sur l'activité et les résultats de cette société, qui aura lieu le : **mercredi 18 juin 1986, à 16 heures** auditorium de la tour Elf (niveau -1) 2, place de la Coupole, La Défense 6, Courbevoie (à proximité du CNIT).

La réunion sera précédée, à partir de 15 h 15, d'une projection de films.

Le conseil d'administration.

## BAIL ÉQUIPEMENT

Assemblée générale  
du 28 mai 1986

L'assemblée générale, réunie le 28 mai 1986 sous la présidence de M. François de Dreuxy, a approuvé la mise en distribution, à compter du 17 juin 1986, d'un dividende de 17,50 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 8,75 francs.

Cette distribution s'élèvera à 21,2 millions de francs. Elle se compare à 11,6 millions de francs en 1982, 17,3 millions de francs en 1983 et 19,9 millions de francs en 1984.

Le résultat financier de Bail Equipement avant impôts a atteint 63,10 millions de francs contre 54,12 millions de francs en 1984.

Le résultat financier consolidé du groupe Bail Equipement après impôts ressort à 29,66 millions de francs soit 24,52 francs par action contre 19,63 en 1984.

### AUGMENTATION DE CAPITAL

par émission de 262 500 actions de 200 F nominal à raison de trois actions nouvelles pour quatre actions anciennes.  
Période de souscription : 26 mai 1986 - 25 juin 1986  
Prix d'émission : 324 F.

VALEURS  
DE FRANCE



Société d'investissement à capital fixe (SICAF) gérée par la Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts.  
La note d'information portant le visa COB No 86-136 du 29 avril 1986 est à la disposition du public dans les agences de la BRED et au siège social de la société, 9, rue d'Argenson, 75008 PARIS.

Balo du 19 mai 1986.

# SICAV SOCIÉTÉ GÉNÉRALE: LE RYTHME SOUTENU

Adopter le meilleur rythme de valorisation de l'épargne. A cette ambition, la réponse Société Générale: Sogepargne, Convertimmo et Sogever.

Avec Sogepargne, un placement en obligations essentiellement françaises.

Avec Convertimmo, un portefeuille diversifié de valeurs immobilières et d'obligations convertibles.

Avec Sogever, une large diversification entre valeurs dynamiques en France et à l'étranger.

Gérées sur mesure par les spécialistes des SICAV de la Société Générale, Sogepargne, Convertimmo et Sogever recherchent, pour vous, un rythme soutenu.

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
EN RYTHME AVEC LA SOCIÉTÉ

### CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Caisse centrale des banques populaires s'est tenue, sous la présidence de M. Jean Maréchal, le 29 mai 1986, à Paris.

Le bilan, arrêté au 31 décembre 1985, totalise 83,3 milliards de francs contre 69,5 milliards de francs à la fin de l'exercice précédent, soit une augmentation de 19,8 %.

Le bénéfice net, après dotation aux amortissements (F 42 249 248,33) et constitution de différentes provisions,

s'élève à F 79 220 026,46 contre F 49 609 012,86 pour l'année 1984.

Compte tenu du montant des emprunts obligataires et des affectations décidées par l'assemblée générale, les capitaux permanents dont dispose la société s'élèvent à 15,3 milliards de francs ; les fonds propres stricto sensu s'établissent à 788 millions de francs.

L'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice ; l'intérêt, qui sera mis en paiement le 1<sup>er</sup> juillet 1986, a été fixé à F 8,50 par part sociale de F 100, ce qui détermine, compte tenu de

l'impôt déjà payé au Trésor, un montant global de F 12,75.

L'assemblée générale a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Francis Allix et ratifié la nomination en qualité d'administrateur de MM. Louis Bojot, Gilbert Poullin et Jean Steiner, et, en qualité de censeur, de MM. André Bojot, Dominique Dussart et Jacques Peyre.

Enfin, l'assemblée a autorisé le conseil d'administration à procéder à l'émission d'emprunts obligataires pour un montant maximum de 10 milliards de francs.

هذا من الامتحان



## 30 MAR

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
<b>SECOND MARCHÉ</b>					
Mobilgum-Mobil	3910	180	Mobilgum-Mobil	180	187 25 d
A.P.G.R. S.A.	1625	1820	S.M.I.S.	671	653
Alcatel-Marelli	865	870	Novate-Bentel	680	686
Assitalia	865	870	On. Gen. Fin.	363	
B.I.F.P.	812	844	On. Gen. Fin.	363	
Benetton	1301	1300	Parafinag	350	322 50
Brilliant Technologies	850	855	Rasol	520	540
Calbren	561	569	St-Edmond Envelopes	1233	1280
Canal+	1980	1980	S.C.E.P.A.L.	225	202 50 d
C.N.I.E	220	1765	Soma-Metals	800	820
D.M.E.	820	820	S.P.A.	1673	1571
C. Equip. Elec.	230	220	S.P.A.	1345	
C.E.L. International	475	475	S.M.I. Group	654	449
Credit Foncière	147	143 50	Sofinac	276	395 50 c
Dalmeida	215	221	Sorin	846	880
Dynaflex I.T.A.	1765	1765	Valenac du France	333	331 50
Enel	1248	1248	Wolac	350	355
Enel-Diella	950	950			
Enson-Accessories	544	544	<b>Hors-cote</b>		
Espresso Retailer	278	264 50	Ampac	20 10	
Elect. S. Demetrio	928	930	C.E.M.		
Enel	400	400	Cosway	€ 90	
Enel	576	571	Enel	€ 76	
Eni Diagnostics	970	950	Enel-Group	438	
E.N.C.C.	316	315	Hydro-Energie	315	
Eni Informatica	515	515	Italcrist	615	
Eni-Investments	435	430	Italcrist	355 50	
Eni-Investments	598	598	Italcrist	357	145 50
Eni-Investments	548	552	Italcrist	240	280
			Italcrist	340	345
			Italcrist	140 50	

VALEURS	Émission Prix et c.	Rachet net	VALEURS	Émission Prix et c.	Rachet net
<b>SICAV 30/5</b>					
Alcan-Aluminium	457 29	462 78	Oldcorp Steel	1454 94	1426 81
Alcan	375 46	384 62	Orillon	1112 12	1097 53
Alcan-Aluminium	1255 94	1235 94	Orionville	976 22	964 12
Alcan	250 63	258 78	Parapack	523 11	535 28
Alcan	723 48	705 81	Parapack	831 95	755 11
Alcan	784 76	7620 88	Parapack	15 35	15 05 37
Alcan	350 05	350 05	Parapack	1082 49	1082 35
Alcan	1324 28	1309 88	Parapack	1647 52	1652 85
Alcan	1094 45	1082 37	Parapack	2524 11	2524 11
Alcan	64329 63	61898 21	Parapack	712 28	712 28
Alcan	150 06	149 78	Parapack	85529 78	85529 78
Alcan	350 05	350 05	Parapack	82296 86	82296 86
Alcan	454 42	462 45	Parapack	455 36	455 36
Alcan	730 98	728 74	Parapack	171 82	167 45
Alcan	1256 74	1256 74	Parapack	862 16	862 16
Alcan	1104 30	1104 30	Parapack	1210 41	1210 41
Alcan	1844 65	1790 43	Parapack	1283 14	1283 14

[illegible]

VALEURS														VALEURS														VALEURS														VALEURS													
Compagnie	Cours	Premier	Dernier	%	Compagnie	Cours	Premier	Dernier	%	Compagnie	Cours	Premier	Dernier	%	Compagnie	Cours	Premier	Dernier	%	Compagnie	Cours	Premier	Dernier	%	Compagnie	Cours	Premier	Dernier	%																										
VALEURS	précéd.	précéd.	précéd.	±	VALEURS	précéd.	précéd.	précéd.	±	VALEURS	précéd.	précéd.	précéd.	±	VALEURS	précéd.	précéd.	précéd.	±	VALEURS	précéd.	précéd.	précéd.	±	VALEURS	précéd.	précéd.	précéd.	±																										
1810	4,5 % 1873	1858	1570	1870	+ 0,96	320	BB-Agenc	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
1131	S.M.P.	1170	1165	1170	- 0,43	310	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
1276	C.E.F.	1273	1230	1250	- 1,80	2640	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
2286	Ranken-P.	2860	2620	2620	- 1,13	520	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
2287	Ranken-P.	2860	2620	2620	- 1,13	520	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
2288	Ranken-P.	2860	2620	2620	- 1,13	520	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
2289	Ranken-P.	2860	2620	2620	- 1,13	520	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
2290	Ranken-P.	2860	2620	2620	- 1,13	520	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
2291	Ranken-P.	2860	2620	2620	- 1,13	520	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
2292	Ranken-P.	2860	2620	2620	- 1,13	520	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
2293	Ranken-P.	2860	2620	2620	- 1,13	520	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
2294	Ranken-P.	2860	2620	2620	- 1,13	520	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
2295	Ranken-P.	2860	2620	2620	- 1,13	520	Older-Cat	224	300	271	+ 5,78	275	Older-Cat	244	247,50	248	+ 1,63	110,5	1083	1000	1000	- 5,03	38	Hochst Ag.	37,50	38,48	38,40	+ 2,40																											
2296	Ranken-P.	2860	2620	2620	- 1,13	520	Older-Cat	2																																															

[illegible]



# Le Monde

## Sévère défaite du gouvernement conservateur aux élections équatoriennes

Quito (AFP, Reuters, UPI). - Le gouvernement conservateur du président Leon Febres Cordero a subi une très sévère échec aux élections qui ont eu lieu le dimanche 1er juin en Equateur. Les 4 200 000 électeurs inscrits devaient renouveler 59 des 71 sièges du Congrès (Chambre unique), désigner 51 conseillers provinciaux et 461 conseillers municipaux.

Seize partis politiques étaient en lice. Selon les résultats encore partiels et non officiels connus ce lundi 2 juin, alors que plus du quart des suffrages ont été décomptés, la droite, dont le Parti social-chrétien du président Febres Cordero, n'obtient que 20 % environ des voix. Le centre gauche, représenté par les sociaux-démocrates et la démocratie chrétienne de l'ancien président Oswaldo Hurtado, forait un score d'environ 27 % et les trois partis de la gauche marxiste recueilleraient ensemble environ 19 % des voix. Si cette tendance devait se confirmer, le président Febres Cordero perdrait le contrôle du Parlement alors qu'il est à mi-chemin de son mandat de quatre ans.

M. Febres Cordero a également perdu dimanche, selon les résultats connus, le référendum qu'il avait décidé d'organiser parallèlement aux élections législatives et municipales partielles. Les électeurs devaient, en répondant oui ou non, se prononcer sur une éventuelle révision de la Constitution de 1979 afin

de permettre l'accès au Parlement de députés « indépendants » n'appartenant à aucune des formations politiques équatoriennes. La coalition gouvernementale dirigée par le président n'a cessé de s'effriter ces derniers mois. Et M. Febres Cordero espérait, en faisant élire des « indépendants », consolider une assise parlementaire de plus en plus fragile. Les partis d'opposition ont présenté ce référendum comme un test de la véritable popularité du gouvernement. Febres Cordero, la victoire très probable des « non » (environ 60 % des voix) transforme l'échec du gouvernement aux élections partielles en défaite grave.

Les partisans de M. Febres Cordero ont tenté de minimiser l'importance politique du référendum, assurant qu'il s'agissait seulement de mettre « tous les Equatoriens sur le même plan ». Au vu des premiers résultats, catastrophiques pour le gouvernement, un porte-parole officiel s'est borné à déclarer que le pays « avait décidé de vivre sous le régime des partis ». L'ancien président Hurtado a affirmé, pour sa part, que c'était « la plus sévère mise en garde au gouvernement ».

En mars dernier, le général d'aviation Frank Vargas s'était soulevé contre le gouvernement en dénonçant la corruption de la haute hiérarchie militaire. Il avait échoué après que les forces spéciales de l'armée de terre eurent repris le contrôle de la base aérienne où il s'était retranché. Mais cette rébellion manquée a laissé des traces et il semble que le soutien des forces armées au gouvernement Febres Cordero ne soit plus aussi net qu'avant.

● **Ethiopie : mesures d'amnistie.** - Le Conseil militaire provisoire éthiopien (DERG) a libéré sept cent soixante-quinze détenus politiques et de droit commun et a réduit à vingt-cinq ans les peines d'emprisonnement à perpétuité de dix-sept autres. A-t-on appris samedi 31 mai à Addis-Abeba. Le nombre et l'identité des prisonniers politiques bénéficiant de cette mesure n'ont pas été rendus publics. Cette amnistie est la plus importante depuis la libération, en septembre 1981, de cinq cent soixante-quatorze détenus. - (AFP, Reuters.)

● **Coder Industries a déposé son bilan.** - Coder Industries, qui avait repris une partie de l'activité de Titan Coder, une entreprise marseillaise qui avait déposé son bilan en 1982 après seize années de crise et de restructurations manquées, vient à son tour de déposer son bilan, le 28 mai. La firme avait 3 millions de francs de pertes comptables, sur un chiffre d'affaires de 28 millions, et soixante-neuf salariés. Spécialisée dans la chaudronnerie traditionnelle (fabrication de ponts métalliques pour l'armée), Coder Industries s'était récemment reconvertie dans la construction de coques en aluminium pour bateaux de plaisance, un marché qui traverse une passe difficile. Plusieurs repreneurs seraient déjà candidats.

● **Le plan d'épargne automobile.** - La Fédération des travailleurs de la métallurgie et

## AVANT DE REGAGNER MOSCOU

### M<sup>me</sup> Bonner s'inquiète des tentatives soviétiques de « désinformation » sur Andreï Sakharov

M<sup>me</sup> Elena Bonner devait regagner Moscou ce lundi 2 juin au terme d'un séjour de six mois en Occident. L'épouse de l'académicien Andreï Sakharov sera accompagnée, pour son retour, par deux membres de la Chambre des représentants des Etats-Unis, MM. Dan Lungren (républicain, Californie) et Barney Frank (démocrate, Massachusetts). Ceux-ci n'iront pas plus loin, toutefois, que la capitale soviétique et ne se rendront pas à Gorki où Andreï Sakharov et sa femme sont astreints à résidence.

Lors de sa dernière étape en Europe, à Rome, M<sup>me</sup> Bonner a demandé aux scientifiques occidentaux de se méfier de la « désinformation fournie par le KGB » au sujet du prix Nobel de la paix. « Je vais rentrer en URSS, a-t-elle dit, nous allons être totalement isolés et vous allez recevoir à nouveau un flot de désinformation qui portera non seulement sur notre vie à Gorki,

mais aussi sur les opinions exprimées par Sakharov ». La nouvelle tendance des autorités soviétiques, a-t-elle affirmé, consiste à présenter l'académicien comme « plus ou moins favorable à la politique de Gorbatchev, grâce à des montages de films et de bandes magnétiques ».

Au cours de son séjour à Rome, M<sup>me</sup> Bonner n'a été reçue par aucun des représentants du gouvernement italien. La présidence de la République a « catégoriquement démenti » que le chef de l'Etat, M. Cossiga, ait renoncé à la rencontrer à la suite d'une démarche de l'ambassadeur d'URSS à Rome. Dans l'entourage de M<sup>me</sup> Bonner, on laissait entendre que les autorités italiennes avaient adopté cette attitude afin de ne pas gêner leurs interventions en faveur d'Andreï Sakharov. L'épouse de l'académicien avait été reçue par le président du conseil, M. Craxi, à son arrivée à Rome il y a six mois.

### LES MENACES DE GRÈVE NE M'EMPECHENT PAS DE DORMIR

déclare M. Monory

Le ministre de l'Éducation nationale, M. René Monory a évoqué, samedi 31 mai, devant les membres du conseil politique du CDS, réuni à Paris, ses rapports avec les organisations syndicales de l'enseignement. Il a notamment déclaré :

« Les syndicats ont les mêmes obligations que les hommes politiques : ils n'ont pas le droit de tenir un discours qui soit valable en 1964 alors que nous sommes en 1986 (...).

« Si parfois je me réveille la nuit pour des questions importantes je ne me réveille jamais parce que les syndicats ne menacent de grève, a ajouté le ministre. Ils peuvent faire des grèves autant qu'ils le voudront, ça n'arrêtera pas la marche en avant (...). Si la FEN est en ce moment en train d'éclater ce n'est pas négatif pour les autres syndicats qui sont en train, eux, d'essayer de s'insérer dans l'éducation nationale et qui pourront sans doute bénéficier de cette redistribution pour se faire une meilleure place. »

## NOUVELLES BRÈVES

celle des organismes financiers CGT ont précisé le 29 mai leur projet de « plan d'épargne automobile ». Le souscripteur accumulerait sur un livret pendant deux ans une épargne rémunérée à 4 %, avec un dépôt initial de 2 000 francs et des versements de 200 à 800 francs. L'Etat verserait à la fin une prime égale au montant des intérêts. Au moment de l'achat, un prêt à 6,5 % de 10 000 à 40 000 francs sur trois ans compléterait la somme. Selon la CGT, on pourrait ainsi collecter 10 milliards de francs en année pleine, ce qui représenterait l'achat de 700 000 voitures, c'est-à-dire 40 % du marché français.

● **Grèce : incendie au journal du PASOK.** - Les bureaux de l'« Economist » (l'« Ekan »), journal du Parti socialiste grec (PASOK) au pouvoir, situés dans le centre d'Athènes, ont été incendiés dimanche 1<sup>er</sup> juin par des inconnus.

On ne signalait pas de victime, mais les dégâts matériels s'élevaient à l'équivalent de quelque 250 000 FF, selon la police.

Un « groupe d'anarchistes », inconnu jusqu'alors, a revendiqué

plus tard cet incendie criminel dans des tracts parvenus au journal gouvernemental *Ta Nea*. Ce texte expliquait que l'attentat répondait « aux mesures de répression » prises récemment par la police. (AFP.)

● **Alerte à l'héroïne rose à Nice.** - La police de Nice vient de déclencher par voie de presse une alerte à une héroïne « rose » proposée depuis peu aux drogués de la ville. Deux toxicomanes « un homme de vingt-cinq ans et une femme de trente-six ans » sont morts au cours des derniers jours et deux autres qui ont été trouvés dans le coma ont pu être sauvés de justesse. Cette héroïne, vendue par un réseau de trafiquants tunisiens est, semble-t-il, mélangée à une substance que l'autopsie des victimes devrait permettre d'identifier.

## Sur le vif

### Super

Celle-ci, grande dame ! Sorti du foot et du tennis, il n'y a rien dans la presse, à la radio, pas une info. Ce matin, j'en étais réduite à faire la manche dans les couloirs du journal : T'as pas une idée, un sujet, un billet de cent balles ? Ils m'envoyaient promener, les confrères : Mok, je travaille, je demande pas la charité. Tendre la main à ton âge, t'as pas honte !

Passé une fille chargée de la consommation au service économique, un brave cœur. Elle s'arrête, elle ouvre son portefeuille, elle fouille, elle hoche la tête, il ne lui reste pas grand-chose. Ce qu'elle a, elle le refait au lecteur, au fur et à mesure.

— Ah, tiens, si quand même ! Un truc très chouette. Des légumes sous vide, à 15 F le sachet. Pas besoin de les éplucher, de les nettoyer, prêts à servir. T'as le choix entre des salades mélangées, du chou et des carottes râpées.

— J'en mange pas, ça me fait gonfler. Avec ça, je me paye un ventre de huit mois.

— Et des huîtres précuites ? Il ne leur manque plus que le fermement d'écail ?

— En juin, un mois sans « F », non, mais ça va pas ! — Mon père de homard sans homard, j'ai déjà donné la semaine dernière... Voyons, voyons, voyons, qu'est-ce qui me reste au rayon alimentation... Ah ! oui. T'as au courant pour ces fromages français ? Deux marques vachement connues. On peut pas dire leurs noms, ils nous feraient un procès. On vient de les interdire en RFA. Les Allemands, ça leur déclenche des méningites et des fausses couches.

— Et nous, alors ?

— Nous, on n'est pas faites pareil. On risque rien. Tiens, à propos de produits industriels, ils vont commercialiser, sous peu, du sang artificiel en tétan, un mélange de fluor et de carbone. Entièrement fabriqué en labo. Garanti sans globules rouges. Rien que des substances étrangères au corps humain. Ça risque pas de t'encrasser le cœur. C'est sensationnel !

— Où tu vas pouvoir acheter ça ?

— A la pompe. C'est pas de l'ordinaire, attention. C'est du super !

CLAUDE SARRAUTE.

## Mort de Dora Russell

Eminente figure du féminisme anglais

M<sup>me</sup> Dora Russell, figure éminente du féminisme et du mouvement pacifiste anglais, est décédée le samedi 31 mai dans sa demeure de Porthcurne, en Cornouailles (Grande-Bretagne).

Née en 1894, fille de Sir Frederick Bick, la jeune Dora avait rencontré après la première guerre mondiale Bertrand Russell, futur prix Nobel de littérature, qu'elle devait épouser en 1921, après un voyage commun en Chine.

Un an plus tôt, elle s'était rendue dans une Russie encore agitée par la révolution bolchevique. De ce voyage mouvementé, elle devait garder toute sa vie une sympathie pour l'URSS et une hostilité affirmée envers la guerre froide. Son engagement pour la cause féministe date aussi de ces années 20, au cours desquelles, en avance sur son temps, elle plaide pour le contrôle des naissances et les droits des femmes, notamment en matière d'éducation et de liberté sexuelle. Ses opinions en faveur du désarme-

ment nucléaire ne se démentiront pas non plus durant toute son existence. En 1983, âgée alors de quatre-vingt-neuf ans, elle avait conduit, dans une chaise roulante, une manifestation pacifiste à Londres contre l'installation de missiles américains sur une base britannique.

Après son divorce avec Bertrand Russell en 1935, elle vit avec Paul Giffard, un militant communiste actif, dont le mariage par des inconnus ne fut jamais élucidé. Ce mariage devait marquer profondément Dora Russell. La publication de son autobiographie, *The Tamarisk Tree* (deux volumes, en 1975 et 1980), l'a fait redécouvrir à une nouvelle génération de féministes et de pacifistes. Dora Russell laisse d'autres œuvres et, notamment, *In Defence of Children* (1932) et *The Religion of the Machine Age* (1983), un ouvrage sur les Etats-Unis et l'URSS considérés comme les deux faces d'un même culte du progrès technique.

Les étonnantes possibilités de la mémoire Comment vaincre la timidité ? A chacun sa réussite



## Tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui n'a pas inventé la poudre, et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de ceux qui l'entourent. Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enroûtons dans nos tabous, nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquérir la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de W.R. Borg : « Les Lois Eternelles du Succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue W.R. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

Méthode W.R. Borg - Chez Aubanel, dpt 850  
6, place Saint-Pierre 84057 Avignon Cedex

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 850 - 6, place Saint-Pierre, 84057 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Eternelles du Succès ».

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Age \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
Aucun démarcheur ne vous rendra visite

## Bourse du matin

### EN HAUSSE : + 1,5 %

Poursuivant la reprise constatée le vendredi précédent, la Bourse de Paris a mis 1,5 % environ à son actif le 2 juin à la séance du matin. Chargeurs SA, Elf-Aquitaine, Bouygues, Total et Valéo s'ajoutaient de 3 % à 7 %, tandis qu'Alstom reculait de 0,6 %.

## A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 2 JUNE

Indicateur de séance (%) : +1,74

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Agf	398	402	411
Agf	1570	1620	1620
Alcatel	750	756	775
Alstom	463	441	446
Banque Paribas	1105	1110	1125
Bouygues	1085	1085	1095
Bouygues	1085	1120	1161
B.S.M.	2480	2500	2600
Campan	2700	2700	2730
Chemin de fer	1020	1055	1055
Club Méditerranée	504	510	510
Dumas	1300	1300	1325
Elf-Aquitaine	311	322	324
Elf	2850	2710	2710
Elf	1275	1310	1305
Elf	1010	1010	1015
Elf	2745	2770	2820
Elf	5700	5710	5770
Elf	2280	2280	2290
Elf	578	1000	1010
Elf	3350	3350	3350
Elf	1027	1027	1035
Elf	820	825	830
Elf	720	730	730
Elf	708	708	725
Elf	3185	3200	3195
Elf	1220	1260	1265
Elf	370	385	381
Elf	2880	2880	2920
Elf	474	488	492

A B C D E F G H

**PIAGET**

Quartz, étanche, ultra-plat, or 18 carats, changement fuséau horaire instantané.

**Aldebert**

PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine  
70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot  
CANNES : 19, La Croisette

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup>-2 juin 1986 a été tiré à 441 502 exemplaires

**LES MESSAGERIES SONT-ELLES UTILES ?**

**VIDEOTEX** magazine

25 F

CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET CÉLÉRIERS  
A JCER, 10 rue Dodeville-Cassini 75002 PARIS

**CRÉATEURS D'ENTREPRISES**

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier  
Permanence téléphonique / permanence téléx  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

CEICA/42-96-41-12 66 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

**RODIN**

TISSUS

**"COUTURE"**

L'originalité et l'esprit de la mode

**RODIN**

38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**Only Church's**

CARTIER

23, rue des Mathurins Paris 8<sup>e</sup>  
TEL. 42.40.25.85

42, rue Vienne Paris 2<sup>e</sup>  
TEL. 42.36.22.92

م 135 من 135